



HAL
open science

L'échec du réseau Résurrection-Patrie, l'histoire sociale d'un réseau métropolitain de l'OAS

Romain Duclos

► **To cite this version:**

Romain Duclos. L'échec du réseau Résurrection-Patrie, l'histoire sociale d'un réseau métropolitain de l'OAS. Histoire. 2024. dumas-04681206

HAL Id: dumas-04681206

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04681206v1>

Submitted on 29 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1- UFR d'Histoire, Master Histoire des sociétés contemporaines - Centre d'histoire Sociale du XXe siècle

L'échec du réseau Résurrection-Patrie,

L'histoire sociale d'un réseau métropolitain de l'OAS



Inscription tracée au pinceau sur la coopérative agricole de Foix, le 18 juin, la même nuit où eurent lieu deux attentats dans la ville. Photographie issue des Archives Nationales, fonds 5W/105

Mémoire de Master 2

Présenté par Romain DUCLOS

Sous la direction de Sylvie Thénault

juin 2024

Table des abréviations :

Réseau RP : Réseau Résurrection-Patrie

UDCA : Union de Défense des Commerçants et Artisans

SRPJ : Service régional de la police judiciaire

OPJ : officier de police judiciaire

Sommaire

INTRODUCTION.....	4
Chapitre 1 : Marcel Bouyer, itinéraire d'un homme révolté.....	29
I/ La formation d'un habitus activiste dans l'expérience poujadiste.....	30
II/ Un activisme clandestin en germe dès la rupture avec le mouvement Poujade	38
III. Bouyer, un activiste « Algérie française »	47
Chapitre 2 : « Maquis-Résurrection-Patrie », le lancement d'un réseau clandestin contrerévolutionnaire.....	55
I/ L'élément déclencheur du putsch d'avril 61 : l'embrasement de l'extrême droite métropolitaine.....	56
II/ Des premières prospections peu concluantes en terre basque	65
III/ Une mobilisation difficile des anciens cadres poujadistes	77
Chapitre 3 : Le réseau Résurrection-Patrie, anatomie d'un réseau clandestin résolument tourné vers l'action.....	87
I/ Une entreprise politique dogmatique dans un contexte métropolitain défavorable.....	87
II/ Un réseau clandestin résolument tourné vers l'action directe : des options stratégiques ambitieuses impulsées par Bouyer et une réalisation plus modeste sur le terrain.....	99
III/ exemple d'une branche départementale : le cas de la branche charentaise du réseau RP	110
Chapitre 4 : Automne 1961, une série de revers aboutissant à un démantèlement programmé.....	125
I/ L'affaire Vidart : un vaste coup de filet mettant le réseau sur la défensive	126
II/ Bouyer en Espagne, une arrestation au goût de consécration	134
III/ Le crépuscule d'un réseau infiltré par la police	144
CONCLUSION.....	153
ANNEXES.....	157
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	177

INTRODUCTION

« Après lecture de mon dossier et de mes premières déclarations, je me rends compte que ma position est indéfendable, et en conséquence je suis décidé à vous dire dès maintenant et sans tarder toute la vérité, car je suis décidé à ne rompre avec le passé et ne veux plus avoir aucune activité politique, voulant le consacrer maintenant uniquement à mon travail et ma famille. »¹

Cette phrase est issue du procès-verbal de l'audition de Paul Vidart d'Egurbide, menée par la police judiciaire de Bordeaux le 26 août 1961. Cet ancien poujadiste, installé comme boucher charcutier dans la périphérie de Saint-Jean-de-Luz, est alors en très mauvaise posture. Depuis quelques mois, des attentats à l'explosif résonnent dans le Sud-Ouest de la France, et sont revendiqués par un réseau clandestin. Ce réseau se nomme « Maquis Résurrection-Patrie », et a choisi pour symbole la fleur d'Iris. Depuis des mois, la police sait que ce mouvement est issu d'anciens poujadistes, et surveille activement les anciens cadres de ce mouvement. Il faut attendre le 23 août 1961, lorsqu'au hasard d'un accident de la route, ils arrêtent, quasiment sur le fait, deux jeunes sous-officiers qui ayant commis un attentat sur un pylône électrique. A partir de ce moment, l'enquête s'accélère. En sa qualité d'ancien délégué départemental de l'UDCA, Vidart d'Egurbide était surveillé, et avait été aperçu à de nombreuses reprises en compagnie des deux suspects dans les semaines précédant l'attentat². M. Ransac, juge d'instruction saisi de l'affaire, ordonne le jour même la perquisition de son domicile. Celle-ci ne fut point décevante pour les enquêteurs, qui y découvrent, cachés dans un placard, un détonateur et une mèche de mise à feu portant des traces de matière explosive. Une boîte de biscuit dans le garage recèle un paquet de tracts « Maquis Résurrection patrie ». Plus important, ils retrouvent dans une serviette d'écolier de très nombreuses lettres et enveloppes émanant d'activistes de premier ordre de l'OAS-Espagne.³ Les policiers comprennent rapidement que cet homme, qui habite à 20 kilomètres de la frontière espagnole, a servi de boîte-aux-lettres entre ces hommes et Marcel Bouyer, qui semble diriger le réseau en métropole.

Lors de sa quatrième audition, alors qu'il est en garde à vue depuis trois jours, Vidart est en très mauvaise posture. A mesure que les enquêteurs lui apportaient de nouvelles preuves de sa culpabilité, il n'a cessé de se contredire lui-même. Les enquêteurs en profitent pour lui faire

¹ AN, 5W/104, dossier d'instruction du TGI de Bayonne, 4^{ème} déposition de Paul Vidart d'Egurbide, datée du 26/08/1961 à 22 heures, voir annexe n°2

² AN, 5W/104, dossier d'instruction du TGI de Bayonne, rapport du 20/10/61 des officiers de police Georges SABY et René RUMEAU au Commissaire divisionnaire, chef du Service Régional de la Police Judiciaire de Bordeaux : ils y résument le déroulement de l'enquête sur l'attentat de Saint-Pée-sur-Nivelle.

³ AN, 5W/104, dossier d'instruction du TGI de Bayonne, procès-verbal de perquisition du domicile de Paul Vidart d'Egurbide, 23/08/1961.

croire qu'ils avaient suffisamment d'éléments pour prouver qu'il était une des têtes du réseau. Lorsque ces derniers lui présentent une lettre signée de sa main, retrouvée à Sidi-Bel-Abbès, en Algérie, chez Emile Martinez, un activiste inculpé pour attentat à l'explosif, Vidart finit par craquer. Il fait alors une proposition très avantageuse aux policiers : il leur dira tout ce qu'il sait en échange de la seule garantie d'être mis en liberté provisoire. La demande est répercutée en plus haut lieu : Après consultation de la Chancellerie, du ministère de l'Intérieur et du cabinet du Premier ministre, le directeur de la police judiciaire fait savoir, le soir même, que la proposition est acceptée, et qu'une confirmation serait adressée dans les meilleurs délais au procureur général de Pau⁴. Vidart d'Egurbide, satisfait de ces garanties, dit tout ce qu'il sait, et il sait beaucoup de choses. Il ne dénonce pas moins de vingt-cinq personnes, et détaille leurs faits et gestes dans la limite de ses connaissances. Beaucoup de ses affirmations s'avèreront imprécises. Malgré cela, ce qu'il donne aux enquêteurs est plus précieux que toute la documentation saisie chez lui. Car ces informations ne touchent plus seulement des activistes de premier ordre, qui vivent en clandestinité ou réfugiés en Espagne franquiste. Vidart dénonce aussi les petites mains et les cadres intermédiaires du réseau : ceux qui transmettent le courrier, qui reproduisent et envoient des tracts, qui se procurent de l'explosif ou qui cachent les clandestins... Ceux-là ont une adresse fixe, ils peuvent directement être perquisitionnés, arrêtés et auditionnés, et donner à leur tour de nouvelles informations pour nourrir l'enquête. Ces révélations ont donc permis le lancement de la machine judiciaire. Les instructions qui suivirent mobilisèrent des services de police judiciaire dans tout le sud-ouest, aboutissant à des dizaines de perquisitions, d'auditions et d'inculpations. Elles permirent de mettre un sérieux coup d'arrêt au développement de ce réseau.

Comble de l'ironie, Vidart n'obtint même pas sa mise en liberté provisoire qui lui avait été promise. M. Ransac, en sa qualité de juge indépendant, ne s'est pas senti tenu par la promesse concédée par les plus hautes autorités administratives, et a estimé que les charges contre l'accusé étaient trop lourdes pour le relâcher.⁵ Il en gardera une certaine amertume contre l'institution judiciaire et, lui qui avait déjà dit tout ce qu'il savait aux enquêteurs, il refusera de faire la moindre déclaration au cours de l'instruction que ses révélations ont rendues possible.

⁴ AN, 5W/104, dossier d'instruction du TGI de Bayonne, rapport de 36 pages, écrit par les officiers de police Georges SABY et René RUMEAU à leur commissaire divisionnaire, daté du 05/10/61. Ils y racontent comment se sont déroulés les interrogatoires de Vidart d'Egurbide, et les suites qu'ils ont donné.

⁵ Ibid. p20

Etudier l'OAS, c'est étudier ce moment historique extrêmement dense de la fin de la guerre d'Algérie, durant lequel la question coloniale devient le problème central du pays, elle qui fut si longtemps au second plan du débat public métropolitain. Ce même moment où, à la faveur de la crise politique, De Gaulle parvient à imposer sa vision de la modernité au pays, avec des conséquences politiques et économiques durables. Plus précisément, étudier l'OAS, c'est étudier les derniers défenseurs du colonialisme français. Ceux qui, à mille lieux des motivations mercantiles qui l'avaient initialement justifié, défendent l'Algérie Française pour elle-même, dans un nationalisme autoritaire prenant parfois des allures Don-quichottesques, tout en se berçant d'illusions paternalistes sur les possibilités de fraternisation futures avec les colonisés. Mais étudier l'OAS, c'est également étudier comment l'Etat français, après avoir tenté, sans succès, de réprimer par tous les moyens à sa disposition les indépendantistes algériens au nom du principe de l'autorité de l'Etat, s'est retourné pour au nom de ce même principe contre les ultras de l'Algérie Française, à mesure qu'il reconnaissait sa défaite.

Je me suis donc plongé dans l'historiographie sur ce sujet et me suis rendu aux Archives Nationales de Pierrefitte pour parcourir des cartons d'archives, à la recherche d'une thématique sur laquelle je pourrai apporter une modeste contribution. C'est ainsi que je suis tombé, au hasard d'une notice temporaire gracieusement fournie par les archivistes du département Justice-Intérieur, sur les archives complètes du procès d'un réseau au nom intrigant : le réseau « Maquis Résurrection-Patrie ». Très vite, j'ai été fasciné par cette masse immense de documents donnant accès à autant de morceaux de vies ordinaires. Les personnes jugées lors de ce procès étaient pour la plupart des anciens militants poujadistes arrêtés à la fin de l'été 1961 pour s'être impliqués dans ce réseau clandestin mené par l'ancien n°2 du mouvement Poujade : Marcel Bouyer. Les PV de perquisitions permettaient de me figurer dans quels espaces évoluaient ces acteurs, les PV d'auditions me permettaient d'avoir un accès direct à leur parole, à leur manière de se raconter, d'expliquer le parcours qui les avaient amenés à devoir se justifier devant la police. Cela m'a donné envie de faire l'histoire sociale de ce réseau, d'en faire l'histoire interactive, embrassant le point de vue de la base comme celui de ses dirigeants. Car c'est cela que ces sources permettent de faire : accéder à la parole de ces acteurs ordinaires, de ceux qui n'ont pas écrit leurs mémoires, que les historiens n'ont pas interrogés.

Le réseau dont nous parlons fut initié par deux personnalités : Marcel Bouyer, un ancien dirigeant de premier plan du mouvement Poujade, et Bernard Lefèvre, qui fut une figure importante de l'activisme algérois. Ils fondèrent ce réseau dans la foulée de la tentative de

putsch des généraux à Alger en avril 1961, dans l'idée de propager l'insurrection sur le territoire de la France métropolitaine. Pour le reste, caractériser le réseau « Maquis Résurrection-Patrie » comme un objet historique stable est complexe, dans la mesure où ce réseau fut en mutation constante tout au long de sa courte existence.

Même la manière de le nommer appelle à une justification, tant ses appellations ont varié. Lors de sa création dans le feu du putsch des généraux d'avril 1961, le réseau est nommé « Maquis Résurrection-Patrie », pour marquer son caractère insurrectionnel. A partir du mois de juin 1961, le réseau s'approprie le sigle de l'OAS, si bien que nous avons désormais affaire au réseau « OAS Maquis Résurrection-Patrie ». Puis au cours de l'été, la référence au maquis disparaît peu à peu, peut-être parce qu'elle apportait plus de confusion qu'autre chose, dans la mesure où l'activité concrète du réseau n'avait rien de commun avec l'idée que l'on se fait d'un maquis. Enfin, lorsqu'en octobre 1961, Bouyer, dirigeant opérationnel du réseau, rejoint le « Directoire Central de l'OAS-France » réunissant tous les activistes s'opposant à l'état-major de l'OAS Alger dirigé par l'ex-général Salan, le réseau devient alors « l'OAS-France Résurrection-Patrie ». Lorsqu'en décembre, ce « Directoire Central » se résout à reconnaître l'autorité de Salan, contre l'avis de Bouyer, celui-ci appelle à former un courant interne à l'OAS, les Forces Nouvelles Françaises, qui doivent garantir que les dirigeants ne trahiront pas leurs promesses. Bouyer n'aura pas vraiment le temps de concrétiser cette initiative, puisqu'il est arrêté le 31 janvier 1961.

Ainsi, par soucis de simplicité, nous désignerons généralement le réseau comme « réseau Résurrection-Patrie ». Ces variations dans la manière de se nommer sont révélatrices de l'état de structuration permanente auquel est resté ce réseau. Il faut dire que la répression impacta rapidement la structuration du réseau : à la fin de l'été 1961, le maillage de responsables départementaux mis en place par Bouyer est ainsi décimé par la vague d'arrestations consécutives à l'affaire Vidart. En janvier 1962, alors que le réseau se remet à peine de cet épisode, Bouyer est arrêté avec toutes ses archives. L'exploitation de ces dernières permet le démantèlement complet du réseau, par une vaste opération nationale lancée le 6 mars 1962. Ceux qui parviennent à en réchapper abandonnent l'activisme, ou rejoignent d'autres réseaux de l'OAS.

Ce réseau Résurrection Patrie se développa inégalement sur le territoire métropolitain : il se concentra principalement dans le Sud-Ouest de la France, où Bouyer put trouver beaucoup d'anciens poujadistes prêts à l'aider. Il se développa également de manière plus résiduelle et décentralisée dans d'autres localités, comme à Nice, en Bretagne, à Strasbourg ou à Paris. Ce

réseau entretint également des liens avec l'étranger pour la fourniture d'explosifs, d'une part avec des militaires complices des Forces Françaises stationnés en Allemagne, et surtout en Espagne franquiste, où sont réfugiés de nombreux activistes avec qui se lieront Marcel Bouyer et Bernard Lefèvre.

Au sein de l'OAS, plusieurs éléments distinguent le réseau Résurrection Patrie : d'une part, pour ce qui concerne l'OAS en métropole, c'est le réseau qui s'est développé le plus rapidement, mais aussi l'un de ceux qui fut le plus rapidement atteint par la répression étatique. D'autre part, s'il se revendique rapidement comme appartenant à l'OAS, ce réseau va réaffirmer tout au long de son existence sa différence et son autonomie vis-à-vis de l'OAS-Alger, principale composante de l'OAS.

Pour mon M1, je me suis concentré sur une thématique : interroger les prédispositions pouvant expliquer l'engagement des acteurs dans le réseau Résurrection-Patrie, en m'appuyant sur une base de données. Pour une série de raisons que j'explicitierai lorsque nous aborderons les questions de méthodes, cette approche s'est montrée limitée, et m'a amené à aborder l'histoire du réseau de façon trop surplombante, là où la richesse des sources à disposition était justement de permettre de l'aborder du point de vue des acteurs. Pour le M2, je me suis donc résolu à assumer une approche pleinement qualitative, au service d'un questionnement historique sur l'échec du réseau Résurrection Patrie :

- Historiographie critique

O.A.S: Organisation Armée secrète. Ce sigle a marqué les mémoires comme celui d'un péril fasciste non advenu. Il évoque une mystérieuse conjuration, dont on ignorait les contours exacts, dont l'existence se manifestait par des attentats et des coups médiatiques. Sa devise était : « l'OAS frappe où elle veut et quand elle veut », et elle réussit effectivement à établir un climat de terreur en Algérie et, dans une moindre mesure, en métropole. Contrairement à ce que son nom semblait indiquer, l'OAS n'avait rien d'une organisation paramilitaire pyramidale, avec des chaînes de commandements rigides. Dans le *voyage au cœur de l'OAS*, Olivier Dard nous plonge au sein de l'organisation, et plus exactement au sein de sa direction algéroise. Il la décrit avec raison comme « une nébuleuse territorialisée dont la principale est Alger »⁶. Par une étude minutieuse des échanges entre dirigeants, il nous livre les contradictions internes à l'état-major de l'OAS, qui ne s'accordent que sur l'objectif de maintenir l'Algérie Française, sans jamais réussir à mettre en forme un projet positif. Il en découle des divisions sur les méthodes qu'il convient d'employer, entre appel à l'insurrection civile ou appel à la rébellion de l'armée⁷. Ce flou autour des contours exacts de l'OAS est encore plus palpable en métropole où, de l'aveu du capitaine Ferrandi, l'aide de camp de l'ex-général Salan :

« On a beau se trouver à la tête de l'OAS, il y a des moments où l'on aimerait bien savoir ce qui s'y passe. »⁸

Il faut dire que les facteurs cumulés de la concurrence entre la mission II et III de l'OAS/Metro, toutes deux missionnées par Salan, les ordres parfois contradictoires venant d'Alger, et le comportement des chefs de réseaux provinciaux qui se conçoivent comme des grands féodaux soucieux de leur pré carré, l'aspect chaotique de l'OAS métropolitaine a de quoi désespérer l'esprit militaire de ses dirigeants algérois⁹. A cela s'ajoute l'OAS Espagne, qui agrège tous les mécontents de la stratégie adoptée par Salan. Ainsi, en 1961, l'OAS en métropole s'apparente davantage à un point de ralliement qu'une organisation homogène, un sigle dont s'emparent toutes les activistes Algérie Française qui, de leur propre chef, entendent

⁶ Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'oas*, Perrin, 2005, 425p

⁷ *Ibid.*

⁸ Jean Ferrandi. *600 jours avec Salan et l'OAS*, éditions Fayard, 1969. Cité dans Anne-Marie Duranton-Crabol. *L'OAS, la violence et la peur*, André Versailles éditeur, 2012, p 97

⁹ Anne-Marie Duranton-Crabol. *L'OAS, la violence et la peur*, André Versailles éditeur, 2012, p 97 - 103

peser sur la politique algérienne par des menées subversives. C'est dans ce contexte qu'émerge le réseau Résurrection Patrie, qui va s'inscrire de lui-même à la marge de cet ensemble nébuleux. Ce réseau est créé de manière autonome et entend le rester, ce qui s'explique par divergence stratégique importante : pour ses dirigeants, les enjeux dépassent la question de l'Algérie Française, et l'OAS doit devenir le fer de lance d'une révolution nationale, traditionnaliste et corporatiste¹⁰. Ils se méfient de l'OAS Alger et de ses dirigeants, Bouyer signalant à l'un de ses dirigeants ne pas vouloir « Sortir du Gaullisme pour installer le Salanisme ».¹¹

L'historiographie de l'OAS ne s'est pas attardée sur le cas du réseau Résurrection-Patrie. Cela nous semble d'ailleurs assez logique : autant du fait de la marginalité dans la nébuleuse de l'OAS, de son rapide démantèlement, que de son caractère insaisissable. A titre d'exemple, Olivier Dard évoque à plusieurs reprises aux « réseaux poujadistes du Sud-Ouest », au « réseau Bouyer », ou encore au « groupe Lefèvre », sans souligner l'appartenance commune de tous ces groupes à un même réseau. D'une certaine manière, le réseau Résurrection-Patrie y est traité de biais, au travers de ses relations avec les éléments plus centraux de la nébuleuse de l'OAS, et notamment l'OAS-Métro. Ainsi, Olivier Dard souligne qu'à la fin de l'été 1961, les dirigeants de la mission II de l'OAS/Métro ont développé des liens avec « les réseaux poujadistes du Sud-Ouest [qu'ils] pensent, bien à tort, utile à leur cause »¹². Il fait ici référence aux opérations d'attentats que ces réseaux ont montés en commun, peu avant l'affaire Vidart.

Anne-Marie Duranton-Crabol, dans sa minutieuse enquête qualitative appuyée sur des entretiens d'acteurs de l'époque, nous a donné de précieux outils pour aborder le parcours des acteurs du réseau RP. Mais sur le réseau en lui-même, elle aussi reste évasive. Elle aborde l'épisode des attentats communs en août 1961, en s'appuyant sur le témoignage d'un activiste évoquant une triple convergence qui fut particulièrement palpable dans le Sud-Ouest, entre différents acteurs ; les « Châteaux », c'est-à-dire la vieille aristocratie proche de l'Action

¹⁰ Anne-Marie Duranton-Crabol. *L'OAS, la violence et la peur*, André Versailles éditeur, 2012, p 50 - 51

¹¹ Lettre de Bouyer à Susini du 21 août, cité dans Anne Marie Duranton-Crabol, *op. cit.* p50 : le Salanisme faisant ici référence à Salan, chef de l'OAS à Alger, et à qui il reproche d'être un homme du « système ».

¹² Dard, Olivier., dans *Voyage au cœur de l'oas*, Perrin, 2005, p 117

Française et représentée par les De Gorostarzu, les réseaux d'anciens combattants de l'ACUF,¹³ et les « réseaux poujadistes de Bouyer »¹⁴.

Arnaud Déroulède, dans son étude mêlant entretiens et exploitation d'une base de données prenant en compte tous les inculpés de l'OAS, évoque plus longuement notre réseau, mais dans des termes tout à fait révélateurs de la même gêne à situer le réseau Résurrection-Patrie dans le champ de l'OAS. En effet, lorsque celui-ci présente les effectifs des différents réseaux métropolitains, il tient à préciser « Enfin, si nous prenons en compte les membres actifs des mouvements politiques »¹⁵, avant d'évoquer les effectifs du réseau RP. Même si nous comprenons la logique de cette dichotomie entre réseau clandestin et mouvement politique, elle ne nous semble pas applicable au réseau RP. Certes, ce dernier portait une attention plus soutenue à sa cohérence idéologique que les autres réseaux de l'OAS et entendait devenir une organisation clandestine massive. Mais comme nous allons le voir, il n'en posait pas l'action directe comme au cœur de son répertoire d'action. De plus, il inscrivait pleinement son action dans la clandestinité, quoiqu'on pense de leur discrétion réelle. Il n'y a donc pas de raisons de considérer que le réseau Résurrection-Patrie n'est pas un réseau clandestin

Ce traitement du réseau Résurrection-Patrie par l'historiographie comme un objet historique accessoire peut s'expliquer aisément : d'une part, le principal terrain de l'OAS se trouve en Algérie, c'est là-bas qu'elle parvient à devenir une organisation clandestine redoutable, imposant un véritable climat de terreur dans les grandes villes, faisant 1600 morts et 5000 blessés¹⁶. Au sein même de l'OAS en métropole, Bouyer et ses partisans font office d'amateurs en comparaison de l'OAS-Métro du capitaine Sergent, dont l'organisation est beaucoup plus efficace et professionnalisée.

Ainsi, dans l'optique de faire l'histoire de la menace qu'a fait peser l'OAS sur le régime politique français, il semble logique d'accorder une place accessoire à un réseau comme l'OAS

¹³ L'association des Combattants de l'Union Française, dirigée par Yves Gignac, un proche de Salan.

¹⁴ Anne-Marie Duranton-Crabol. Op. cit. p 62 – 63 : elle s'appuie sur le témoignage de Nicolas Kayanakis, un jeune activiste de premier plan de l'OAS/Métro

¹⁵ Arnaud Déroulède, op. cit., p 139 Selon lui, le réseau Résurrection-Patrie comprend environ 1100 membres, en précisant qu'il s'agit là d'une fourchette haute. Romain Souillac considère cette estimation comme surévaluée. Quant à nous, il nous semble difficile d'établir une frontière nette entre membre et non membre, qui n'est évidente que pour les organisations politiques légalistes. Ainsi, selon que l'on applique des critères plus ou moins restrictifs au fait d'être membre du réseau, on pourrait considérer qu'il n'y en que quelques dizaines, ou au contraire plusieurs centaines.

¹⁶ Ruscio, Alain. *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS*. La Découverte, 2015, p 253.

Résurrection-Patrie, qui n'a jamais réussi à constituer une réelle menace pour le régime gaulliste. En revanche, dans l'optique d'une histoire sociale du politique, cette focalisation perd tout son sens, et faire l'histoire du réseau RP, de sa structuration, de ses modes d'action et de ses limites, devient un sujet historique pertinent, indépendamment de son issue défavorable. Car faire l'histoire de ce réseau, c'est faire l'histoire d'un échec assez lamentable, tant le réseau n'a pas su se protéger face à la répression policière. L'histoire de cet échec a été documenté par celui qui en fut l'un des principaux artisans, à savoir Jacques Delarue, sur lequel il nous faut nous attarder.

Cet ancien résistant est entré à la libération dans la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), seul service de la PJ ayant une compétence nationale¹⁷. C'est de cet avant-poste privilégié qu'il va servir de pont, pendant plusieurs décennies, entre l'institution policière et les historiens, en ouvrant des voies de recherche à l'aide de sources inédites. Il écrivit ainsi un livre important sur l'histoire de la Gestapo en France en 1962¹⁸. Pendant la guerre d'Algérie, Delarue observe la déliquescence du loyalisme des fonctionnaires de l'appareil répressif d'Etat¹⁹. Entre une minorité d'activistes et une minorité d'agents agissant pour le maintien de la République, il décrit des corps de police, de justice et a fortiori de l'armée comme se perdant dans un attentisme délétère face à la crise de régime. Il participe dès 1957 à des enquêtes sur des activistes pro Algérie Française et devient l'un des policiers les plus impliqués dans la lutte contre l'OAS en métropole. Dès 1963, il donne sous couvert d'anonymat sa version des faits²⁰, et continuera de le faire au cours de sa vie. De notre point de vue, son œuvre tient à la fois de la source et de la bibliographie. De la source, car elle expose le point de vue d'un acteur majeur de la répression de l'OAS, mais en même temps de bibliographie, car ses écrits relèvent d'une réelle démarche d'historien d'objectivation des faits étayés. Ainsi, malgré un parti pris gaulliste

¹⁷ « Jacques Delarue, policier, Résistant et historien est décédé », lyonnaise d'histoire de la police, septembre 2014

¹⁸ Delarue, Jacques. *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, coll. « Les Grandes études contemporaines », 1962, 477 p.

¹⁹ Cette expression d'appareil répressif d'Etat, nous la reprenons de Romain Souillac, qui l'emprunte lui-même à Althusser. Elle désigne l'ensemble des institutions étatiques ayant vocation à exercer une violence physique directe ou indirecte, légale ou illégale. Cela comprend donc l'armée, la police et la justice. L'utilisation de ce concept englobant à la France de la guerre d'Algérie nous paraît pertinent, puisque celle-ci a justement été marquée par une utilisation tous azimuts par l'Etat de ses institutions répressives dans la guerre informelle qu'il mena aux indépendantistes (voir Thénault, Sylvie. *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*. La Découverte, 2004). Avec l'OAS, c'est cette unité de l'appareil répressif d'Etat qui est remis en cause.

²⁰ Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*, Paris, R. Julliard, 1964, 607 p.

assumé, ses analyses sont la plupart du temps aussi pertinentes qu'informées, et même lorsqu'elles s'avèrent inexactes, elles restent intéressantes en ce qu'elles permettent d'établir un point de vue policier²¹. Quoiqu'il en soit, Delarue est très bien placé pour nous informer sur le réseau RP puisqu'il supervisa personnellement l'espion qui infiltra le cercle proche de Marcel Bouyer à partir d'octobre 1961. Il raconte l'histoire rocambolesque de cette enquête dans un livre sorti vingt ans plus tard, dans lequel il raconte également les coulisses de la difficile protection de la personne de De Gaulle contre les nombreux attentats qui l'ont visé²². Si le propos de Delarue est précieux pour comprendre la répression du réseau, ses analyses sur le réseau en lui-même, ses modes d'actions et les motivations de ses membres sont parfois parasitées par le mélange de sympathie et de mépris paternaliste qu'il éprouve à l'égard des acteurs du réseau, qu'il considère comme de simples petits bourgeois s'étant engagés dans une aventure dangereuse pour fuir leur morne quotidien de boutiquier. Cela ne signifie pas que leur action n'ait pas eu de ressorts personnels forts, mais ceux-ci furent entremêlés d'une volonté politique, et nous nous efforcerons de cerner comment ces différentes motivations s'agencèrent entre elles dans le processus de radicalisation des acteurs du réseau.

Beaucoup de partisans du réseau RP furent auparavant des militants poujadistes, si bien qu'il nous a fallu nous intéresser de près à ce mouvement pour être en mesure d'appréhender la trajectoire de radicalisation de ces acteurs. Pour ce faire, la thèse de Romain Souillac portant sur le poujadisme, nous a été essentielle à deux égards²³. D'une part, son étude serrée du mouvement Poujade laisse apparaître le rôle de premier plan qu'y joua Bouyer, en tant que meneur de l'aile dure favorable à l'action directe, mais aussi d'autres acteurs qui se retrouvent à ses côtés au sein du réseau RP. D'autre part, il prolonge son étude après 1958 et l'effondrement du mouvement, et en vient donc à traiter du réseau Résurrection-Patrie, qu'il analyse comme

²¹ Ce parti pris est particulièrement visible dans l'interprétation qu'il donne des événements de mai 1958 dans Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*, Paris, R. Julliard, 1964, 607 p. Il y reprend sur ce point la vulgate gaulliste, selon laquelle De Gaulle n'aurait eu qu'à tendre la main pour saisir le pouvoir « comme un fruit trop mûr », en minimisant le rôle d'agitation joué en sous-main par les Gaullistes à Alger. Pour plus de précisions sur ce sujet, voir Gaïti, Brigitte. *Les incertitudes des origines. Mai 58 et la Ve République*. In: *Politix*, vol. 12, n°47, Troisième trimestre 1999, p27-62.

²² Jacques Delarue. *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981

²³ Souillac, Romain. *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de Sciences Po, 2007.

une queue de comète du poujadisme²⁴. Son étude montre la continuité entre le mouvement Poujade et le réseau RP, non seulement dans l'identité des acteurs impliqués, mais aussi dans les options idéologiques et les formes d'organisation. Nombre de ses membres, à commencer par Bouyer, mobilisent leur expérience, leurs savoirs faire et leur carnet d'adresses d'anciens poujadistes au service de ce réseau. Pour autant, nous pensons que la compréhension du réseau Résurrection-Patrie ne s'épuise pas dans la filiation poujadiste. Car l'émergence de ce réseau est indissociable du processus historique dans lequel il s'inscrit, à savoir la fin de la guerre d'Algérie, et d'un ensemble auquel il appartient : la nébuleuse de l'OAS. Nous ne pouvons comprendre ce réseau sans l'inscrire dans son contexte, car les acteurs qu'il implique se sont positionnés et ont choisi leurs modes de d'actions par rapport à ce contexte.

Notre démarche, visant à faire une histoire sociale de la radicalisation politique de partisans d'un réseau de l'OAS, n'est pas tout à fait novatrice. Elle doit beaucoup à deux travaux historiques portant sur l'OAS en Algérie :

L'article de Sylvie Thénault sur l'OAS à Alger après le cessez-le-feu du 19 mars 1962. A ce moment-là, l'OAS déclare la politique de la terre brûlée ; de nombreux acteurs, souvent très jeunes, entrent alors dans la violence de masse. Thénault met en avant l'importance du racisme colonial dans cette radicalisation en acte, ce racisme qui s'exacerbe alors chez les Français d'Algérie en réaction à l'effondrement de leur monde ordinaire, marqué par la frontière coloniale²⁵. De même, Adèle Momméja, en étudiant l'OAS à Mostaganem, montre comment des personnes ordinaires en viennent à s'ériger en vigies de la frontière colonial, en assassinant des musulmans qui, paradoxalement, étaient généralement les plus proches des européens. Elle met également en avant la façon dont la dislocation des vies ordinaires participe à façonner des dispositions à tuer. Ces deux études sont inspirantes pour ce qui concerne leur méthodologie, mais leur conclusion montre à quel point l'OAS en Algérie s'appuie sur des ressorts très puissants et tout à fait absents dans le contexte métropolitain. En effet, ceux qui s'engagent dans l'OAS en métropole n'ont pas à craindre de voir leur mode de vie, le monde qu'ils ont connu et dans lequel ils projetaient leur avenir, disparaître en même temps que l'Algérie française.

²⁴ Souillac, Romain. « Chapitre 14. Les chemins de l'activisme », , *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 367-384.

²⁵ Thénault, Sylvie. « L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, no. 5, 2008, pp. 977-1001 : Elle s'est appuyée sur les dossiers d'instruction du Tribunal de l'Ordre Public d'Alger, spécifiquement mis en place pour juger les exactions de l'OAS pendant la période de transition.

C'est cette différence de situation matérielle qui explique que le soutien à l'OAS resta un phénomène infiniment plus marginal en métropole qu'en Algérie.

Ainsi, il s'agira pour nous d'étudier ceux qui, malgré tout, se sont engagés dans l'OAS en métropole. Nous verrons à quel point cet engagement métropolitain en faveur de l'OAS pouvait varier de celui se déployant dans le même temps en Algérie, tant par sa teneur idéologique beaucoup plus forte, que par son degré de violence beaucoup plus faible. Dans la mesure où nous allons parler du réseau Résurrection Patrie, qui est un réseau particulier au sein de la nébuleuse de l'OAS, nous allons voir également dans quelle mesure la concurrence au sein de l'OAS en métropole entre différents réseaux pour capter une clientèle réduite à l'extrême droite, va jouer dans leur manière de se positionner. Pour ce faire, nous allons nous appuyer sur un corpus de sources judiciaires et policières qu'il s'agit maintenant de détailler.

- Présentation du corpus de sources retenu

Le contexte de production de nos archives

Depuis le début de la guerre d'indépendance Algérienne en 1954, l'Etat Français se refuse à voir dans les événements d'Algérie autre chose qu'un problème de maintien de l'ordre. De ce fait, il juge les rebelles algériens comme des criminels de droit commun et la justice en Algérie se transforme progressivement en appareil de répression politique. Par soucis d'efficacité, la justice est militarisée et les indépendantistes algériens sont jugés devant les Tribunaux Permanents des Forces Armées (TPFA)²⁶. Seulement, cette machine répressive se grippe lorsqu'à partir de 1960, l'activisme pro Algérie Française se transforme en menace à l'encontre des autorités gouvernementales. Car si les TPFA - comme, dans une moindre mesure, les juridictions ordinaires - savaient se montrer extrêmement fermes à l'encontre les insurgés

²⁶ Thénault, Sylvie. *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*. La Découverte, 2004

algériens, on ne peut en dire autant concernant les activistes Européens²⁷. A ce titre, le procès des barricades,²⁸ qui s'est tenu devant le TPFA de Paris, constitue un véritable camouflet pour l'exécutif : alors que ce soulèvement intervenu en janvier 1960 a coûté la vie à quatorze gendarmes, morts sous les balles des activistes, le tribunal ne prononce que des peines symboliques et la plupart des inculpés en ressortent libres à l'issue du procès, en mars 1961²⁹. S'en sont suivis toute une série de tâtonnements, de bouleversements et d'ingérences de la part de l'exécutif pour contourner le manque de volonté de la justice civile comme militaire pour sanctionner les activistes. Dès le mois suivant, De Gaulle profite des pleins pouvoirs qu'il s'est accordé à la suite du putsch des généraux pour créer *ex nihilo* deux juridictions d'exception afin de juger ces putschistes : le Tribunal Militaire (TM) et le Haut Tribunal Militaire (HTM), ce dernier étant destiné à juger les hauts gradés. Dans le même temps, les juges d'instructions chargés d'instruire les dossiers devant ces tribunaux, qui sont issus des juridictions ordinaires, se voient confier des pouvoirs exceptionnels. Les plus importants étant leur compétence nationale concernant ces affaires (alors qu'ils ne peuvent normalement instruire que dans les frontières de leur juridiction), et la possibilité de garde à vue de deux semaines pour les prévenus. Ils sont composés de juges militaires et civils que l'exécutif nomme directement par décret, en même temps qu'il nomme ceux qui doivent être jugés. Cette entorse directe à l'indépendance de la justice avait pour objectif de s'assurer de la rigueur des sanctions contre les activistes inculpés³⁰.

Les procès se tenant devant le TM étant moins exposés médiatiquement que ceux du HTM, la tentation pour les juges militaires d'y défendre à tout prix l'honneur de l'armée est moins forte et leurs décisions posent moins de problèmes au gouvernement. Si bien que le 26 septembre 1961, une nouvelle architecture institutionnelle est adoptée selon laquelle les activistes civils

²⁷ Delaporte, Victor. « Aux origines de la Cour de sûreté de l'État. La conquête d'un pouvoir de punir par l'exécutif (1960-1963) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 140, no. 4, 2018, pp. 137-152

²⁸ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018 : Le procès des barricades visait à juger les activistes s'étant impliqué dans les événements de la semaine des barricades d'Alger, en janvier 1960.

²⁹ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018.

³⁰ Delaporte, Victor. « Aux origines de la Cour de sûreté de l'État. La conquête d'un pouvoir de punir par l'exécutif (1960-1963) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 140, no. 4, 2018, pp. 137-152.

les plus dangereux – estimation à la discrétion du gouvernement – doivent également être jugés devant le Tribunal Militaire³¹.

C'est dans le cadre de cette nouvelle architecture que le Tribunal Militaire va avoir à juger les partisans du réseau RP arrêtés à la fin de l'été 1961, à la suite de « l'affaire Vidart ». Ce sont les juges d'instruction Ransac, Gouaux et Sylvestre, respectivement rattachés aux TGI de Bayonne, d'Angoulême et de Foix, qui vont instruire l'affaire avant qu'un décret présidentiel signé en février 1962 ne renvoie l'affaire devant le Tribunal Militaire³². Le procès se déroule ainsi le 9 juillet 1962. Entre temps, l'architecture des juridictions exceptionnelles est de nouveau chamboulée par De Gaulle, mécontent de la clémence des juges de la Haute Cour Militaire : en mai 1962, ces derniers ne condamnent Salan, chef de l'OAS, qu'à la réclusion à la perpétuité. De Gaulle, qui voulait faire de son exécution un exemple, supprime la HTM et la remplace par la Cour militaire de justice³³. Mais l'ordonnance de création de cette Cour est annulée par le Conseil d'Etat quelques mois plus tard, en octobre 1962 en raison d'un vice de forme, et le gouvernement annonce dans la foulée l'adoption, par voie parlementaire, d'une juridiction d'exception unique et permanente : la Cour de Sûreté de l'Etat³⁴. C'est devant cette nouvelle juridiction exceptionnelle que se tiendra le deuxième procès du réseau Résurrection-Patrie les 7, 8 et 9 octobre 1963.

Des fonds d'origine judiciaire, policière et personnelle se complétant entre eux

Dans la foulée de la remise du rapport Stora sur la réconciliation franco-algérienne des mémoires, un décret interministériel du 23 décembre 2021 rend librement accessibles, par dérogation générale, toutes les archives judiciaires en relation avec la guerre d'Algérie. C'est cette dérogation qui nous permet d'accéder aisément à nos archives, qui auraient été sans cela

³¹ *Ibid.*

³² AN, 5W/108, décret présidentiel renvoyant le jugement des 34 inculpés de l'affaire Vidart devant le TM, du 12/02/1962.

³³ *Ibid.*

³⁴ Nous érudons le cas de du tribunal d'ordre public, qui fut conçu spécifiquement pour les activistes civils sur le territoire algérien et qui n'intéresse donc pas en premier lieu notre exposé. Pour en savoir plus voir : Thénault, Sylvie. « La justice au secours de l'État : le cas particulier du tribunal de l'ordre public », *Histoire de la justice*, vol. 16, no. 1, 2005, pp. 247-256.

soumises à dérogation. Nous nous sommes rendus dans trois centres d'Archives. Aux archives nationales, nous avons consulté les fonds de la Cour de sûreté de l'Etat (CSE) et la série 15208 des archives de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN), qui rassemble les affaires d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Le fonds de la Cour de Sûreté de l'Etat (CSE) comprend plus de 200 cartons. Ils ne concernent pas tous la guerre d'Algérie, étant donné que la CSE exista jusqu'en 1981, date à laquelle elle fut supprimée par François Mitterrand. Elle fut notamment très active après 1968, lorsqu'elle servit d'outil de la criminalisation des mouvements d'extrême gauche. En ce qui concerne la guerre d'Algérie, la CSE a prononcé 1543 condamnations de mars 1963 à 1966, auxquelles se rajoutent les 42 condamnations prononcées par le HTM et la Cour militaire de justice, et les 915 prononcées par le TM. Pour notre recherche, nous avons consulté les cartons 5W/104 – 5W/108, rassemblant les archives du premier procès s'étend tenu le 9 juillet 1962 devant le TM, ainsi que les cartons 5W/540-5W/449. Pour ce qui concerne la série 150208 de la DGSN, elle rassemble les archives des opérations de police ayant trait à des atteintes de la sûreté de l'Etat de 1938 à 1965. Pour le dire plus clairement, cela rassemble tout ce qui a trait à des opérations de police politique. Ces archives sont découpées selon les intitulés « antimilitarisme » ; « communisme » ; « menées antinationales » ; et enfin « menées antinationales », dans lesquelles sont classées les opérations visant l'OAS. Pour notre réseau, nous avons consulté les cartons 19880206/34 et 19880206/35, qui contiennent les six dossiers passant en revue l'entièreté des archives touchant à la répression du réseau Résurrection Patrie envoyées par les différents SRPJ à la Direction Centrale de la Police Judiciaire.

Nous sommes également allés aux archives départementales de Gironde, où nous avons consulté le fonds de l'IGAME de la IVème région militaire, qui centralise les informations obtenues par les renseignements généraux dans l'Aquitaine, le Poitou Charente, le Limousin et la région de Tours ainsi que le fonds de la Direction Régionale et Départementale des Renseignements Généraux ; enfin, nous sommes allés à La Contemporaine, à Nanterre, consulté le fonds Jacques Delarue, où ce policier-historien a déposé ses archives personnelles. Ce fonds est composé de 31 cartons, et couvre les multiples vies qu'a eu ce personnage singulier. Nous avons consulté les cinq cartons ayant trait à l'OAS et la guerre d'Algérie : F/DELTA/RES/0888/1 et 2 ; F/DELTA/RES/0896/1 et 2 ; F/DELTA/RES/0939/1, 2 et 3.

Nos fonds d'archive sont donc d'origine judiciaire, policière et personnelle. Mais indépendamment de leur fonds d'origine, elles documentent le même événement, à savoir la

répression du réseau Résurrection-Patrie. Par ailleurs, ces fonds d'archives se recoupent en grande partie, puisque les différents services policiers et judiciaires se communiquaient leurs pièces entre eux : ainsi, les dossiers d'instruction se nourrissent des rapports et des PV que leur envoient les Services Régionaux de Police Judiciaire (SRPJ), comme ces mêmes SRPJ comprennent des documents de nature judiciaire. De même, tous ces fonds comprennent des documents venant d'autres services, comme des Renseignements Généraux (RG), et comprennent des documents plus divers, comme des rapports médicaux ou des expertises techniques. Enfin, Delarue lui-même, tient ses sources de son travail de policier à la DCPJ.

Pour autant, il fut essentiel de consulter ces différents fonds. D'une part, ces différents services ne se transmettent pas l'intégralité de leurs documents entre eux, si bien qu'en nous concentrant sur un seul type de fond, nous aurions pu manquer des archives essentielles à l'appréhension du réseau. D'autre part, consulter différents types de fonds nous a permis d'avoir accès à de nombreuses sources à la périphérie de notre sujet. Cela offrit d'utiles point de comparaison. A titre d'exemple, les fonds que nous avons consultés aux archives départementales de Gironde concernaient toute l'OAS, ce qui nous permit d'observer les interactions entre le réseau RP et ses concurrents, ce qui n'était pas possible aux Archives Nationales, où les fonds étaient segmentés selon les réseaux. Dans le même thème, les fonds Delarue comprennent de nombreux recueils de tracts de propagande et de consignes provenant de réseaux divers, ce qui nous servit, là aussi, d'utiles points de comparaison. De plus, avoir consulté ces différents fonds d'archives nous aida à les exploiter au mieux : pour étudier les branches départementales du réseau, le cadrage des archives policières collait parfaitement, puisqu'elles sont elles aussi organisées de manière géographique. Au contraire, pour étudier des activistes individuellement, c'est le cadrage des archives judiciaires qui convenait le mieux, puisque ces dernières visent à instruire l'inculpation de personnes physiques. Enfin, ce choix de consulter de nombreux fonds se recoupant partiellement nous fut profitable sur un plan proprement logistique. Étant donné les milliers de documents touchant à la répression du réseau RP, nous avons fait le choix de scanner intégralement les fonds intéressants ce réseau, ce qui nous permit d'avoir une grande base d'archives dans laquelle nous pouvions effectuer fréquemment des recherches textuelles. Cette possibilité nous fut d'une aide immense pour recouper nos sources.

Les méthodes d'exploitation de nos sources

Comme nous l'avons signalé, tous les fonds d'archives que nous avons consulté comprenaient, à des degrés divers, la même diversité de sources : des documents de nature judiciaire, comme des commissions rogatoires (qui permettent d'ouvrir une enquête judiciaire) ; des lettres d'avocats ; des rapports d'expertise techniques ou médicale, etc. Mais aussi et surtout des documents de nature policière, comme des rapports d'enquête des SRPJ ou des synthèses d'enquête appelées "formulaire analytique d'enquête" sur lequel est résumée l'affaire (identité, âge, profession des victimes et des présumés auteurs, circonstances, appartenance politique, etc.) ; des notices individuelles des individus poursuivis (comportant le plus souvent des photos et les empreintes digitales de l'individu suspect) ; des copies de scellés (documents saisis). C'est dans ces scellés que nous avons trouvé la plupart de la production écrite du réseau, composée de circulaires internes et de lettres hebdomadaires de propagande. Ces écrits m'ont été précieux pour cerner l'évolution du positionnement du réseau. Enfin, il y a les Procès-Verbaux (PV). Un PV consiste pour les policiers à rendre compte par écrit de leur action. Les PV occupent une très large part de nos archives et constituent l'élément de base des dossiers de police.

Il y a les PV de témoignage, dans lesquels les policiers retranscrivent le témoignage de parents, d'amis, de collègues, de supérieurs, d'élus ou encore d'anciens professeurs de suspects pour recouper les informations sur ces derniers, et dégager la réputation des inculpés dans leur milieu social. Il y a aussi les PV de perquisition, dans lesquels les policiers décrivent l'opération, la disposition des lieux et leurs découvertes. Enfin, il y a les PV d'audition, dans lesquelles sont retranscrits les échanges entre les enquêteurs et les personnes suspectées d'appartenir au réseau Résurrection-Patrie. Celles-ci sont les plus importantes pour notre étude en ce qu'elles nous ont permis d'avoir un accès à la parole des acteurs du réseau.

Il s'agit de sources délicates à exploiter, car elles sont à la fois très riches dans leur contenu, en ce qu'elles permettent d'accéder à la parole des acteurs, voire d'entrevoir leur imaginaire, mais ne permettent pas de connaître les conditions réelles de l'interrogatoire. Des questionnements éthiques nous accompagnèrent tout au long de notre travail. La pratique de la torture, et plus largement de la violence dans les interrogatoires, a une incidence sur la manière, voire la possibilité d'exploiter ces sources. A ce titre, il faut souligner que nous n'avons trouvé aucune plainte pour des faits de torture dans les dossiers, ce qui vient confirmer un fait déjà bien connu : pendant la guerre d'Algérie, la systématisation du recours à la torture par l'appareil répressif d'Etat, très largement avérée sur le sol Algérien, ne s'est pas étendue à la métropole.

Ainsi, tout nous porte à croire que la violence directe n'a pas tenu une place centrale dans l'interrogatoire des membres du réseau. Les seules plaintes concernent des cas où les policiers semblent avoir inscrit au PV des informations qu'ils avaient promis de garder secrètes. Ces plaintes nous informent d'ailleurs sur ce type de transaction : des aveux informels permettant aux policiers d'avancer dans leur enquête, et aux auditionnés de s'attirer la bienveillance des policiers sans pour autant charger leur dossier. Ces transactions apparaissent parfois entre les lignes des dossiers, lorsque dans leur rapport, les policiers donnent des informations présentes nulle part dans les différents PV sur lesquels ils s'appuient. Ainsi, les PV d'audition possèdent un hors champ, généralement invisibilisé par l'effet de vérité brute qu'ils produisent sur leur lecteur.

Les PV d'audition ne peuvent donc pas être traités comme de banals écrits de soi. Il faut prendre en compte que ces derniers retranscrivent une situation de confrontation entre des représentants de l'appareil répressif d'Etat et des suspects d'atteinte à sa sûreté. Une note interne de l'OAS/Metro, destinée à préparer ses partisans à l'éventualité de leur arrestation, résume bien le rapport de force qui s'y joue :

« Perquisition du domicile, fouille complète de l'individu, enquête sur la vie du suspect. But : assembler un maximum de preuves avant l'interrogatoire ».³⁵

A cela s'ajoutent généralement les révélations des acteurs qui ont déjà été interrogés. Ceux-ci subissent jusqu'à 15 jours de garde à vue, au cours de laquelle ils ne peuvent quasiment pas voir leur avocat. Ils sont parfois interrogés matin, midi et soir. Les enquêteurs peuvent se montrer successivement menaçant, conciliant, pointilleux ou moqueur... Face à tout cela, l'interrogé se doit d'éviter trois écueils :

« d'en dire trop et d'aider la police à rassembler des charges contre vous, Alors que la loi vous présume innocent. D'en dire trop peu, et en niant des évidences ou des éléments qui seront nécessairement établis par la suite [...]. De vous contredire avec vos camarades ».³⁶

De ce que nous avons pu constater, les partisans les plus impliqués du réseau RP n'ont pas excellé dans cet exercice. Au bout de quelques jours d'interrogatoire, la plupart en venaient aux aveux et fournissaient de nouvelles informations aux enquêteurs. Les PV d'audition donnent donc un accès indirect, mais extrêmement précieux à la parole des acteurs.

³⁵ La Contemporaine, archives du fonds Jacques Delarue, F/DELTA/RES/0939/1

³⁶ *Ibid.*

Pour retracer les événements du réseau, pour déterminer les faits et gestes de chacun ainsi que la dynamique du moment, nous partions généralement des sources les plus synthétiques pour aller vers les plus brutes : autrement dit, lorsqu'il y en avait un, nous partions du rapport de police sur l'événement, permettant d'avoir une première appréhension de la séquence, avant d'aller recouper les informations avec les différents PV compris dans le même dossier. Dans la mesure de notre possible, nous nous sommes efforcés de privilégier l'exploitation des PV eux-mêmes, pour éviter de reprendre sans recul critique les interprétations des enquêteurs et rester au plus proche des sources brutes. Nous n'avons pas pu retranscrire pleinement ce travail minutieux, composé d'innombrables aller-retours entre documents, dans notre appareil critique.

En plus de recouper les faits et gestes des acteurs interrogés, les PV d'audition permettent également de retracer leur trajectoire. Pour cela, les PV « Curriculum Vitae » sont particulièrement indiqués. Les inculpés y sont invités à raconter leur parcours politique et comment ils en sont venus à se rapprocher du réseau RP. Dans la mesure où l'on quitte le domaine du pénalement répréhensible, les acteurs s'y prêtent avec une franchise étonnante, et hormis Bouyer, aucun des inculpés n'a adopté une stratégie de politisation de la procédure en refusant la légitimité du cadre de la répression, comme le feront souvent les militants gauchistes dans la période post 1968 lorsqu'ils seront inculpés devant la Cour de Sûreté de l'Etat³⁷. Ils permettent notamment de dégager des « groupes secrets », c'est-à-dire des sociabilités amicale, familiale, amoureuse ou professionnelle qui expliquent comment les acteurs en sont venus à s'impliquer dans le réseau. Ils permettent aussi d'accéder au « Quant à soi » des acteurs intermédiaires et subalternes du réseau : ceux-ci rechignent à reconnaître leurs propres actes, mais n'hésitent généralement pas à s'étendre sur la manière dont ils ont interprété les actes de leurs complices et dans quelle mesure ils ont appliqué – ou non – les consignes qu'ils recevaient de leurs supérieurs³⁸.

³⁷ Vanessa Codaccioni, *Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS, 2015, 320 p

³⁸ Lindenberger, Thomas, et Alf Lüdtke. « *Eigensinn* : espaces d'action et pratiques de domination », *Le Mouvement Social*, vol. 273, no. 4, 2020, pp. 67-89.

Lors de mon M1, je me suis employé à interroger les prédispositions pouvant expliquer l'engagement des acteurs dans le réseau Résurrection-Patrie, en croisant des méthodes quantitatives, comprenant la mise en place et l'exploitation d'une base de données sur les inculpés du procès, avec des méthodes qualitatives, en étudiant plus finement des informations nominatives contenues dans les différents PV. Cette approche a montré de nombreuses limites : d'une part, ma base de données ne comprenant qu'une petite quarantaine de personnes, elle était statistiquement trop faible pour être représentative et donner des résultats réellement exploitables. Elle ne pouvait donner que des tendances, des indications, qui étaient toujours sujettes à caution. D'autre part, nos sources comme notre objet peuvent difficilement se prêter à la standardisation des informations, essentielle à toute approche quantitative. Le problème ne se pose pas pour les informations nominatives – âge, nom, genre, profession, etc. En revanche, pour ce qui concerne des actes concrets des inculpés, qui sont l'enjeu de leurs incarcérations, chaque information appelle à être recoupée, chaque PV d'audition, dans lequel un inculpé répond aux questions des enquêteurs, doit être comparé avec celui de ses complices, avec le résultat des perquisitions, qui peut le pousser à reconnaître certaines choses... Toutes ces informations sont d'une grande richesse, et par conséquent, ils sont très difficile à aplanir. Enfin, le réseau Résurrection-Patrie en lui-même ne se prête pas vraiment à une approche quantitative, dans la mesure où il n'a jamais réellement atteint un stade de structuration aboutie, avec une répartition claire et durable des tâches de chacun. Le rôle de ses partisans est ainsi trop mouvant et incertain pour pouvoir être classifié de façon satisfaisante.

Par conséquent, j'ai choisi d'assumer cette année une approche purement qualitative, afin de retranscrire au mieux la richesse des sources sur lesquelles je me suis appuyé. J'ai eu le souci de faire une histoire incarnée, au plus proche des acteurs, en leur donnant la parole autant que possible. Cet exercice m'a amené à m'immerger dans la vie quotidienne des acteurs, dans ce qu'elle avait de plus concrète et ordinaire. Au-delà leurs convictions, j'ai pu entrevoir comment leur action politique s'imbriquait dans leur vie quotidienne et lui donnait du sens. A moins grand regret, je n'ai pu retranscrire qu'une infime partie de ces innombrables morceaux de vies minuscules. J'ai mesuré combien il était difficile de faire rentrer ces petites histoires, anodine et volatiles, dans un récit historique problématisé. Il fut parfois difficile de décréter où s'arrêterait ce qui relevait de la pertinence historique. Pour autant, cette attention au vécu des acteurs ont permis d'appréhender au plus près leurs actions, directement à partir de leurs énoncés à Cette démarche a permis d'articuler l'échelle individuelle et collective, en nous permettant

d'approcher les différentes façons que les acteurs avaient de s'inscrire dans le réseau, relié à sa manière de concevoir son engagement.

Faire l'histoire du réseau Résurrection-Patrie, c'est faire l'histoire d'anciens meneurs poujadistes, Marcel Bouyer et Bernard Lefèvre qui, dans la foulée du putsch d'avril 1961, décident de mettre en commun leurs ressources relationnelles, militantes et intellectuelles pour former le réseau Résurrection-Patrie, et vont pleinement s'engager dans la lutte clandestine qui s'engage contre le régime gaulliste. Contrairement à l'OAS-Alger et l'OAS-Métro, qui constitue la succursale de cette dernière en métropole, ils ne rejettent pas seulement le gouvernement gaulliste et sa politique algérienne, mais aussi tout le « Système », dans lequel ils agglomèrent, entre autres choses, les communistes ; la finance internationale et la démocratie libérale. En cela, Ils sont ainsi radicalement réactionnaires, et appellent à la mise en place d'un Etat corporatif qui rétablirait les « communautés naturelles » dans ses droits. Leurs objectifs dépassent de loin le seul maintien de l'Algérie française, qu'il n'envisageaient pas séparément du salut de la nation française, voire de l'Occident tout entier. A l'aune de leurs ambitions, leur échec paraît d'autant plus piteux. En effet, les maigres succès temporaires qu'emporta du réseau Résurrection-Patrie n'ont jamais constitué le moindre début de réalisation de leurs objectifs. Au contraire, dans le face-à-face entre l'État et l'OAS en métropole, le réseau RP s'est révélé être beaucoup plus vulnérable que les autres réseaux de l'OAS métropolitaine.

Alors, quel intérêt historique y a-t-il à faire l'histoire d'un tel réseau ?

Par principe, aucun objet historique n'est dénué d'intérêt, tout dépend des questionnements qu'on lui adresse. En ce qui nous concerne, nous allons nous employer à faire une histoire sociale du politique de ce réseau, dans l'espoir de lui restituer ainsi toute son épaisseur historique. Nous allons essayer de cerner comment le réseau Résurrection-Patrie a été pensé par ses dirigeants, dans quelle mesure ses partisans se le sont approprié, et quels fut ses réalisations concrètes sur le terrain. Dans cette perspective, l'issue défavorable qu'il connut ne retranche rien à son intérêt historique en tant qu'objet. Bien au contraire, puisque l'ampleur de la répression du réseau a laissé autant de sources, qui vont nous permettre de décrypter au mieux ce réseau. De plus, cette issue défavorable de l'histoire du réseau va constituer un problème historique que nous tâcherons de résoudre : comment expliquer cet échec ? était-il historiquement nécessaire du fait des limites intrinsèques au réseau ?

Tout d'abord, nous nous efforcerons de faire l'histoire de la genèse du réseau Résurrection-Patrie, par le prisme du parcours de Marcel Bouyer. Celui-ci fut de loin l'animateur le plus important du réseau, qu'il façonna à son image. Retracer le parcours de ce dernier va ainsi être l'occasion de réinscrire le réseau dans ses filiations, ainsi que d'interroger les continuités, en matière idéologique comme en matière de répertoire d'action, pouvant exister entre le réseau RP et la mouvance Algérie française en général, et le poujadisme en particulier (Chapitre 1).

Dans un deuxième temps, nous étudierons le lancement et la structuration du réseau. Nous nous emploierons à montrer les difficultés qu'ont rencontrés les dirigeants du réseau à structurer ce réseau, et comment ils ont dû s'adapter à un contexte plus défavorable à leur action qu'ils ne l'avaient imaginé, notamment du fait du manque de moyens et de volonté des partisans qu'ils parvinrent à recruter (Chapitre 2).

Dans un troisième temps, nous développerons ce que fut l'action et le positionnement du réseau, en faisant là aussi des allers retours entre les projets initiaux des dirigeants, la réception de ces projets par leurs partisans, puis les réalisations qui en aboutirent *in fine* (Chapitre 3).

Enfin, dans un dernier temps, nous décrirons la série de revers que subit le réseau à partir de l'affaire Vidart en août 1961, et qui aboutit au démantèlement complet du réseau en mars 1962. Dans une démarche d'histoire processuelle, nous nous interrogerons alors sur la part d'inévitable et de circonstancielle dans le démantèlement de ce réseau (Chapitre 4)

Chapitre 1 : Marcel Bouyer, itinéraire d'un homme révolté

Quel est cet homme qui, le 21 avril 1961, dit prendre le maquis pour lancer toutes ses forces, sans calcul, dans la lutte pour le maintien de l'Algérie Française ? A ce moment-là, Marcel Bouyer a déjà derrière lui une expérience politique fournie, qu'il nous paraît essentiel de détailler pour bien comprendre comment le réseau Résurrection-Patrie. Du fait du caractère secret de leur action, les réseaux clandestins ne peuvent connaître de dynamiques horizontales. Ce sont donc leurs dirigeants qui impulsent l'action, qui décident à qui demander d'y participer, dans quelles conditions et pour quels buts. Ce sont eux qui permettent à des vocations clandestines de se réaliser. En principe, ils n'ont de compte à rendre à personne, et sont libres d'imposer la ligne qu'ils souhaitent à l'organisation, leurs partisans n'étant libre que de disposer. Obtenir l'assentiment de leurs partisans n'en est pas moins un enjeu central pour les dirigeants, comme nous le verrons dans le deuxième chapitre, mais il n'en reste pas moins que le réseau Résurrection Patrie, comme tout réseau clandestin, est animé par des dynamiques descendantes. Pour bien comprendre comment ce réseau a pu se développer, il est donc essentiel de revenir sur l'histoire de Marcel Bouyer, qui fut son principal dirigeant et animateur. Bouyer est une figure originale dans la mouvance Algérie française. Au milieu d'une extrême droite métropolitaine soutient l'OAS sans s'y investir pleinement, il diffère par son engagement total, précoce et préparé en amont du putsch des généraux d'avril 1961. C'est cet engagement qui fut le principal moteur du Maquis Résurrection-Patrie, devenu l'OAS Résurrection-Patrie, et l'on ne peut comprendre les options stratégiques qu'il épousa, ni les adhésions qu'il emporta sans s'attarder sur l'expérience politique de Bouyer. Nous noterons les nombreux points de continuités dans son parcours politique, par-delà son entrée en clandestinité. Ce qui, au fond, ne doit pas nous étonner outre mesure : Une vocation de dirigeant de réseau clandestin apparaît rarement par génération spontanée. Elle requiert la maîtrise d'un certain répertoire d'action, et d'être en capacité de mobiliser une base militante. L'entrée en clandestinité de Bouyer, lors de la nuit du 23 au 24 avril 1961, n'est que l'étape finale du processus de radicalisation politique

qui mena cet homme de la défense des intérêts des commerçants du marché central de Royan, à la volonté d'abattre le « système Rotschildo-Gaulliste » par les armes.³⁹

I/ La formation d'un habitus activiste dans l'expérience poujadiste

1. Un gaulliste déçu ?

Marcel Bouyer est né le 1^{er} juillet 1920 à Royan, ville dans laquelle il a passé la majeure partie de sa vie. De sa prime jeunesse nous n'avons trouvé trace d'activité politique, et c'est son engagement dans la Résistance durant la seconde guerre mondiale qui ouvre sa carrière d'engagement. Sa conduite lui valut la Croix de guerre et trois citations. Pourtant, lorsque des circonstances l'amènent à parler de ce premier engagement, Bouyer n'est jamais bien expansif. Dans sa profession de foi de candidat aux élections législatives, il évoque seulement avoir « pris une part active à la libération de la poche de Royan ».⁴⁰ De même, lorsqu'il doit répondre des activités subversives au sein de l'OAS devant le tribunal Militaire en juillet 1962, il s'en tient à dire avoir été « quelque peu résistant » pour justifier son engagement en faveur de l'Algérie Française, en rappelant les déclarations que tint alors le Général De Gaulle à Brazzaville en 1944, sur les liens définitifs qui devaient unir la France à son empire colonial.⁴¹ Ainsi, Bouyer parle peu de son passé résistant, et lorsqu'il en parle, c'est moins pour parler de ces événements que pour revendiquer une sorte de brevet de résistancialisme dont on connaît l'importance dans la vie publique française d'après-guerre.⁴² Tout cela laisse penser que cet engagement fut peu structurant dans sa construction politique ultérieure. Il en est autrement des engagements qu'il

³⁹ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne : expression utilisée dans la circulaire signée « Claude GELEE » (Bouyer) saisie le 20/08/1961 lors de la perquisition au domicile de Paul Vidart d'Egurbide

⁴⁰ Site de l'Assemblée nationale. Élections législatives de 1958, Charente-Maritime - 17, circonscription n°05 : profession de foi de Marcel Bouyer au 1^{er} tour.

⁴¹ AN, 5W/108, Notes d'audiences du 9 juillet 1962, de l'affaire : Bouyer et autres.

⁴² Laborie, Pierre. « Chapitre XVIII. Quelle place pour la Résistance dans la reconstruction identitaire de la France contemporaine ? », in Pierre Laborie. *Penser l'événement. 1940-1945*, Gallimard, 2019, pp. 370-396.

prend par la suite : après la guerre, Bouyer s'installe comme pâtissier à Royan. Du fait de son caractère sociable et volontaire, il acquiert rapidement la confiance de ses collègues Royannais, qui lui confient les charges de président du syndicat des commerçants usagers des marchés royannais, et de juge au tribunal de commerce de Marennes. En parallèle de ces engagements syndicaux et consulaires, il est présent sur la liste du député Max Brusset, baron local du Rassemblement pour la République Française (RPF), le parti fondé par De Gaulle en 1947, aux élections municipales de 1953 à Royan. A ce moment-là, le RPF rassemble, en Charente-Maritime, tous les opposants de droite au régime de la IV^e République, et gageons que Bouyer doit alors se retrouver dans les discours de défense de la libre entreprise et du commerce, de l'appel à un chef charismatique et de l'anticommunisme farouche que tiennent alors le parti gaulliste.⁴³

C'est son engagement au sein de l'Union Départementale des Commerçants et Artisans (UDCA) qui va le placer comme un acteur politique local de premier plan. Ce lancement intervient le 31 mai 1954, moins d'un an après la fondation de l'UDCA à Saint-Céré, alors que le mouvement est en train de se propager dans tous le Sud-Ouest de la France. Ce dernier s'opère de manière assez spectaculaire, par un rassemblement conjoint de Bouyer et Pujade au Casino de Royan, devant environ 700 personnes. Ces centaines de personnes ne relèvent pas d'une clientèle politique préexistante de Bouyer. Beaucoup viennent par sympathie pour Pierre Pujade, dont le message commence à se diffuser par le bouche-à-oreille de commerçants sympathisants, comme par les échos médiatiques des actions de son mouvement. Mais pas seulement. Les agriculteurs de Défense Paysanne sont également présents. Cette organisation nationaliste, issue des « chemises vertes » de Dorgères, connaît alors une renaissance notable dans les terres Charentaises.⁴⁴ En 1954, Défense Paysanne est menée localement par Michel Grenot, un conseiller général rattaché jusque-là au RPF, qui rompt avec le parti gaulliste lorsqu'il apporte son soutien à l'UDCA charentaise naissante. De ce point de vue, le lancement de la branche départementale de l'UDCA de Charente-Maritime, relève autant d'un schisme local au sein de la droite gaulliste que de la diffusion de la fibre contestataire pujadiste au

⁴³ Lachaise, Bernard. *Le Gaullisme dans le Sud-Ouest au temps du RPF, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux*, 1998, cité dans Souillac, Romain. *Le mouvement Pujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*. Presses de Sciences Po, 2007.

⁴⁴ Paxton, Robert. *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural. 1929-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 1996, 317 p. Cette ligue connut son heure de gloire dans les années 1930, et survit tant bien que mal à la Libération, après s'être abîmée dans la collaboration.

monde de la boutique charentais : d'un côté, les gaullistes modérés, derrière Max Brusset, désapprouvent l'agitation udéciste, contraire à la stratégie de respectabilité qu'ils sont en train d'adopter. De l'autre, les radicaux quittent le parti. Les commerçants et artisans rejoignent l'UDCA de Bouyer, tandis que les agriculteurs la Défense Paysanne de Grenot. Ils dénoncent tous Max Brusset comme un traître, en pointant notamment ses votes en faveur des réformes fiscales qu'ils combattent.⁴⁵

Vu de Charente-Maritime, De Gaulle est alors une figure lointaine, et il serait aventureux de suggérer que dès ce moment, Bouyer commence à nourrir une rancune envers l'homme du 18 Juin. En revanche, c'est certainement à ce moment-là que Bouyer a commencé à forger sa défiance vis-à-vis des postures oppositionnelles modérées, institutionnelles ou opportuniste, qui aiguillera son positionnement au sein de l'OAS naissante, à l'été 1961.

2. Un poujadiste en quête de radicalité

Après son lancement réussi, le succès politique de l'UDCA de Charente-Maritime ne se dément pas et Bouyer, devenu entre-temps président du bureau départemental, multiplie les meetings et actions d'opposition à des contrôles fiscaux. Ce succès n'est pas sans lien avec la véritable « synergie dorgéro-poujadiste »⁴⁶ qui se développe alors. Cette synergie locale est unique, dans la mesure où partout ailleurs, les relations exécrables qu'entretiennent Poujade et Dorgères ont enterré les rapprochements entre leurs organisations respectives. Sur la scène charentaise, au contraire, Bouyer et Grenot s'entendent à merveille, particulièrement lors des épreuves de forces contre des représentants de l'Etat et les forces de l'ordre, durant lesquelles ils font preuve d'une solidarité sans faille. Il en résulte une présence plus grande qu'ailleurs de pratiques contestataires et violentes, qui n'est pas sans rappeler celles des ligues des années 1930. Cette filiation entre ligues et poujadisme, qui partout ailleurs paraît abusive, semble pertinente pour ce qui concerne la Charente-Maritime. Car ici plus qu'ailleurs, la violence des

⁴⁵ Souillac, Romain. « Chapitre 3. Le durcissement insurrectionnel (août-novembre 1955) », *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 109-125.

⁴⁶ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 112.

poujadistes dépasse le stade verbal.⁴⁷ Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la géographie des coups de forces auxquelles l'UDCA fut alors mêlée, à l'occasion du – tout relatif – durcissement insurrectionnel survenu en 1955 : en tout et pour tout, on compte seulement trois épisodes, dont deux intervinrent justement en Charente-Maritime.

Le premier intervient le 18 août 1955 à Léoville, en Charente-Maritime. Il part d'une manifestation contre les agissements d'un percepteur d'impôt, à l'appel de la Défense Paysanne de Grenot. La manifestation tourne rapidement à l'émeute, la porte du bureau de perception est forcée, les documents dispersés ou brûlés, et quelques inspecteurs des Renseignements Généraux (RG) sont malmenés. Bien que l'UDCA n'ait pas appelé officiellement à manifester, la police n'a pas manqué de remarquer la présence de nombreux militants poujadistes sur place. Plus d'un mois plus tard, le 21 septembre, une émeute poujadiste éclate à Chartes, impliquant cette fois-ci des milliers de personnes. Bouyer voit dans cet événement l'occasion de radicaliser le durcissement insurrectionnel du mouvement, et organise une manifestation le lendemain à La Rochelle, le 22 septembre, en protestation de la répression contre les poujadistes chartais. Cette manifestation se déroule dans une atmosphère tendue et chaotique, avec des manifestants poujadistes venus dans une logique d'affrontement. La voiture d'un député est brûlée, deux conseillers généraux sont pris en otage, mais la forte présence policière protège efficacement les bâtiments publics et évite que la situation ne dégénère plus. En fin de journée, après moultes péripéties, Bouyer appelle finalement les manifestants à se disperser. Mais durant cette même manifestation, à 16h30 précises, deux commandos composés de soixante et vingt personnes débarquent simultanément dans les villages charentais de Aigrefeuille-d'Aunis et Pont-l'Abbé-d'Arnoult, à bord de voitures dont les plaques ont été masquées. Leur procédé est identique : ils se rendent chez le percepteur, l'immobilisent, s'emparent de ses dossiers pour les faire brûler devant son bureau. Quelques minutes après être arrivés, ces commandos sont déjà repartis. Il ne fait pas de doute que ces opérations aient été planifiées par Bouyer, qui menaçait déjà en mars 1955 les autorités de mettre à sac des bureaux de perceptions si les CRS s'en prenaient à des manifestations de l'UDCA.⁴⁸

⁴⁷ Tristram, Frédéric. « 39. Combat d'arrière-garde ou mouvement social précurseur ? Le poujadisme à la croisée des analyses », Michel Pigenet éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. La Découverte, 2014, pp. 446-455. Dans cet article, Tristram souligne à quel point le recours à la violence physique fut rare, en comparaison avec le cas des ligues des années 1930. Il note également que la Charente-Maritime constitue une exception de ce point de vue.

⁴⁸ Souillac, Romain. *op. cit.*, pp 116 - 119.

Cet épisode est révélateur à plusieurs égards. D'une part, si sa volonté de radicaliser les pratiques politiques du mouvement est manifeste, Bouyer et ses comparses ne s'en donnent pas vraiment tous les moyens : malgré leurs efforts pour effacer leurs traces, il est évident pour tout le monde que ces opérations ont été menées par les poujadistes, ce que Bouyer reconnaît à demi-mot. Par ailleurs, les policiers parviennent rapidement à trouver des liens entre les assaillants et l'UDCA, et Bouyer est lui-même inquiété par la justice. Ainsi, derrière leur aspect spectaculaire, ces opérations dégagent un parfum d'amateurisme. D'autant plus qu'elles desservent politiquement l'UDCA, dans la mesure où elles sont très mal reçues par l'opinion, et légitiment un durcissement des positions étatiques vis-à-vis du mouvement Poujade.⁴⁹ Cette action fait débat dans l'UDCA ; elle participe à créer une division entre les modérés, souhaitant revenir à une action pleinement légale, et les activistes, qui considèrent que la radicalité de leur action doit être à la mesure du caractère existentiel de leur lutte. Même au sein de l'union départementale dirigée par Bouyer, un fort courant de réprobation de ces actions apparaît.⁵⁰

Cette action s'inscrit dans le contexte des débuts de l'UDCA, durant lesquels les responsables du mouvement se font une conception chevaleresque de leur action politique. Poujade lui-même désigne cette époque comme des « temps héroïques ». Dans le culte de la personnalité qui se forme autour de lui, les discours sur son courage physique et la crainte que provoque son action chez ses adversaires sont omniprésents : un responsable le désigne ainsi comme « le seul qui a osé se lever pour faire face au fisc », un autre comme « le modeste papetier qui fait trembler les ministres ».⁵¹ Mais comme nous l'avons vu, cette image forgée par l'appareil poujadiste, du militant udéciste prêt à tout pour défendre ses droits – y compris par la violence –, est généralement resté à l'état de construction discursive, dans la mesure où l'activisme violent n'est jamais tout à fait entré dans le répertoire d'actions de l'UDCA. Il est donc d'autant plus notable que l'initiative la plus radicale d'action directe planifiée, avec l'attaque simultanée de plusieurs bâtiments publics, soit le fait de Marcel Bouyer. Sans tomber dans un anachronisme malvenu, il faut souligner chez ce personnage l'inclination particulière qu'il semble développer, dès 1955, pour les modes d'action activistes. Cet habitus militant se

⁴⁹ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 123.

⁵⁰ Souillac, Romain. *op. cit.* : En s'appuyant sur les archives des RG du département, Souillac estime que seulement 40 % des adhérents de Charente Maritime approuvent ces actions.

⁵¹ Souillac, Romain, *op. cit.*, p 132

matérialise dans ses interventions publiques de cette époque, comme lorsqu'il s'emporte contre les CRS, lors d'une réunion publique à Saintes le 7 octobre 1955 :

« On veut faire disparaître les petits commerçants en faveur des gros trusts. Nous nous défendrons s'il le faut, comme nous avons fait contre les Boches ».⁵²

3. Bouyer, un poujadiste débordant d'activité

L'année 1956 commence bien pour Marcel Bouyer. Lors des législatives anticipées du 2 janvier 1962, la liste départementale qu'il conduit obtient 16,2 % des voix. Il entre donc avec 41 de ses camarades au sein de l'assemblée. Mais cette « divine surprise » que constitue leur percée électorale se transforme rapidement en expérience beaucoup plus mitigée : le groupe parlementaire poujadiste se retrouve confronté à l'hostilité de toute la classe politique et de la presse, qui traitent les nouveaux venus comme ignares, grossiers, violent voire crypto-fascistes⁵³. Même au sein de son propre camp, ce groupe fait l'objet de critiques acerbes. Les députés issus d'autres franges de l'extrême droite classique, comme Jean Marie Le Pen, Jean Dides ou Jean-Louis Tixier-Vignancour, se détournent rapidement de ces nouveaux venus qu'ils considèrent comme inconséquents, et après avoir échoué à récupérer le mouvement, ces derniers s'en détachent au bout de quelques mois. Poujade lui-même est mécontent de ce groupe qui renâcle à appliquer ses consignes erratiques.⁵⁴ Face à cette adversité, ces députés ne sont pas armés pour se défendre : la plupart d'entre eux n'ont reçu aucune formation politique, n'ont pas fait d'études supérieures, et n'ont d'autre expérience que celle de l'organisation d'oppositions aux contrôles fiscaux. Expérience bien inutile pour s'approprier les codes du parlementarisme. Au sein de ce groupe parlementaire quelque peu désœuvré, Bouyer est de ceux qui s'expriment le plus, mais il n'est pas rare qu'il déclenche des incidents, sans qu'il soit facile de déterminer si cela vient d'une volonté de provocation ou de son ignorance des mœurs parlementaires.⁵⁵ Cette expérience parlementaire ne fit certainement rien pour le réconcilier

⁵² *Ibid*, p 279

⁵³

Souillac, Romain, *Op. cit.* p 89

⁵⁴ Collovald Annie. « Les poujadistes, ou l'échec en politique », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 36 N°1, janvier-mars 1989, pp. 113-133

⁵⁵ *Ibid*.

avec le « système ». Au contraire, le rejet dont Bouyer et ses camarades députés poujadistes furent l'objet, à l'assemblée comme dans le débat public, a très certainement nourri son dégoût pour la république parlementaire, et inversement son appétence pour un contremodèle autoritaire et corporatiste. Ce mépris social l'a marqué, et a pu participer à l'altérité qui s'est installée, au temps de l'OAS, entre lui et les acteurs dominants de la mouvance Algérie Française. En témoigne la lettre qu'il écrivit à la directrice générale du journal *Aux Ecoutes du Monde*, le 9 septembre 1961, alors qu'il était en clandestinité. Il y reproche à ce journal, pourtant de droite antigaulliste, pro Algérie Française et proche de Georges Bidault, de dénigrer l'action de son réseau, qui vient de subir une vague d'arrestation :

« Il est inadmissible Madame que vous puissiez, laissant pointer l'insulte, traiter avec autant de dédain des hommes en fonction de leur catégorie sociale. Serait-il donc devenu péjoratif de gagner sa vie en étant charcutier, épicier, ou – comme le fut M. Duclos [important dirigeant communiste] –, pâtissier ? »⁵⁶

En parallèle de cette expérience parlementaire mitigée, Bouyer prend de l'importance au sein du mouvement Poujade, en devenant vice-président de l'UDCA en 1957. Son activité militante y est pour beaucoup, mais cette promotion est aussi due au retour à une stratégie activiste, que Bouyer incarne pleinement, afin de pallier la désaffection militante qui commence à poindre au niveau de la base de l'organisation. Selon Romain Souillac, cette stratégie consiste pour Poujade à s'appuyer sur « une poignée de cadres déterminés », afin qu'ils renforcent la discipline des militants, avec une traque aux potentiels « amollissements » des cadres. Le but est de former « un noyau décidé à aller jusqu'au bout »⁵⁷. Mais jusqu'au bout de quoi ? Du « Système », auraient certainement répondu les acteurs du mouvement. Ce jusqu'aboutisme dénote, là encore, du potentiel activiste du poujadisme qui retransparaît à ce moment, avec les charges rhétoriques contre ce « Système » aux contours flous, conçu comme un bloc qu'il faudrait renverser tout entier, avec des circulaires encourageant à l'action directe,⁵⁸ mais aussi avec des coups de mains spectaculaires.

Dans ce contexte, Bouyer lui-même prend la tête d'une manifestation violente rassemblant un millier de militants venant de tous les départements de l'Ouest devant la maison d'arrêt de Rochefort, le 29 mars 1957 ; officiellement pour réclamer la libération de militants

⁵⁶ La Contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0896/1. Lettre de Bouyer à la directrice de « Aux Ecoutes du Monde », 09/09/1961.

⁵⁷ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 288.

⁵⁸ AD Eure et Loire, 20W97, note de RG, cité dans, Souillac, Romain. *op. cit.* p 278 : les militants sont alors encouragés à « L'action directe à l'encontre de toute personne responsable des poursuites, des contrôles ».

poujadiste, officieusement pour essayer de les libérer par la force. Comme le souligne Romain Souillac, les RG se montrent alors admiratifs de la capacité de mobilisation développée par Bouyer, même s'ils notent le caractère brouillon de l'organisation mise en place.⁵⁹ Cela participe, là encore, à une continuité dans le parcours de Bouyer : comme lors du coup de force du 22 septembre 1955, et comme plus tard lors de la mise en place du « Maquis-Résurrection-Patrie » en 1961, tous s'accordent à reconnaître à la fois l'énergie militante remarquable que Bouyer parvient à déployer et à susciter chez les autres, tout en notant son faible niveau de réflexion stratégique.

Un autre élément de continuité relie cette période d'activisme poujadiste de 1957 et l'histoire ultérieure de l'OAS Résurrection-Patrie. Une série d'attentat au plastic touche alors des bâtiments de l'administration fiscale, se concentrant autour de la région du Poitou-Charentes. Des liens sont rapidement établis entre ces actions et certains militants UDCA, dont huit sont inculpés et condamnés pour ces faits. Le plus impliqué d'entre eux étant alors Jean Decouty, condamné à un an de prison ferme. Or ce partisan de la ligne dure de l'UDCA se retrouvera au centre de la branche charentaise de l'OAS Résurrection-Patrie. Bouyer était-il au courant de ces actions, les avait-il même commanditées ? Rien ne le prouve, même si cette hypothèse est envisageable. Ce qui est certain, c'est que ces actions s'inscrivaient dans un contexte d'encouragement à l'activisme de la part de la direction poujadiste et que plus tard, Bouyer a pu s'appuyer sur l'expérience de Decouty pour insérer le plasticage au cœur du répertoire d'action portées par l'OAS Résurrection-Patrie⁶⁰.

Ainsi, de ses premiers tâtonnements au sein de la droite gaulliste à sa consécration à la tête de l'UDCA, le parcours de Bouyer est celui d'un homme de droite radicale développant un sentiment de révolte croissant contre le « Système », et qui de ce fait, développe un attrait croissant pour les modes d'actions activistes. Dès cette époque, son comportement au sein du poujadisme porte déjà en germe la potentialité de sa radicalisation ultérieure au sein de l'OAS. Au-delà du cas personnel de Bouyer, l'entreprise politique de l'OAS Résurrection-Patrie revient, d'une certaine manière, à réactiver le potentiel de l'UDCA activiste. Celle que Poujade

⁵⁹ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 292.

⁶⁰ Dans le troisième chapitre, nous aborderons le rôle de Decouty à la tête du « groupe action » de la branche charentaise du réseau, qui se chargea des attentats à l'explosif.

encouragea par moment, avant de l'enterrer définitivement lors du retour au pouvoir de De Gaulle, espérant alors devenir ministre du gouvernement d'Union Nationale⁶¹.

II/ Un activisme clandestin en germe dès la rupture avec le mouvement Poujade

Entre sa rupture avec Poujade au printemps 1959, et son entrée en clandestinité à l'occasion du putsch d'Alger d'avril 1961, il se passe deux ans, dont on a toutes les raisons de croire qu'elles fussent décisives dans le basculement de Bouyer dans l'activisme clandestin. Pour documenter cette partie de sa vie, nous ne pûmes nous appuyer sur les PV de ses auditions, puisqu'il refusa de répondre aux questions des enquêteurs. Nous ne pûmes pas plus nous appuyer sur aucun récit ultérieur de sa part, puisqu'il ne publia aucun écrit, et ne se prêta à aucun entretien, qu'il soit journalistique ou historique. Ainsi, il nous fallut aborder cette histoire de biais, au travers des informations parsemées dans les PV d'audition d'acteurs divers, qui pour certains n'étaient même pas membre du réseau RP.

Nous allons voir que lorsque sa décision de « prendre le maquis », le 24 avril 1961, n'a rien de spontanée. Elle fut au contraire savamment préparée. En réalité, avant même sa rupture avec Poujade, Marcel Bouyer semble déjà s'engager dans un processus de radicalisation. Celui-ci commence en réaction à l'inflexion électoraliste qu'impose Poujade à son mouvement, au cours de l'année 1958. Bouyer semble alors caresser l'espoir de renverser Poujade pour prendre sa place, et envisage d'employer la violence pour arriver à cet objectif. Mais ce projet n'aboutit jamais, si bien que Bouyer redirigea ses ambitions vers la formation future d'un réseau clandestin.

⁶¹ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 312.

1. L'entrée en dissidence du poujadiste Bouyer

La chute de la IV^e République, que les poujadistes appelaient pourtant de leurs vœux depuis des années, marque le déclin inexorable de leur mouvement, aspiré par la force ascendante du gaullisme.⁶² Ce déclin spectaculaire se manifeste autant sur le plan électoral que militant et entraîne de vifs conflits internes sur la manière dont le mouvement pourrait rebondir. Par moment, des échos de cette époque percent dans les auditions des inculpés. Raoul Labenère donne une version éclairante de cette période lors de son audition devant la police en septembre 1961. Il s'agit un coiffeur Toulousain de 53 ans, d'obédience nationaliste, qui rejoint l'UDCA en 1956 et devint rapidement vice-président du bureau départemental de Haute Garonne. A l'été 1958, à l'occasion d'une kermesse organisée par le mouvement, il demande à Poujade des éclaircissements stratégiques :

« [Je lui demande] s'il avait prévu une organisation calquée sur la Résistance, pour que le Mouvement puisse se manifester dans le cas où il y aurait des remous politiques. Pierre POUJADE m'a répondu que tout cela était une histoire de brigands, que certains s'étaient « mouillés » pour rien et que seule l'Armée ferait quelque chose.

J'ai compris qu'il ne répondait pas franchement à ma question et les doutes que j'avais sur son comportement ont augmentés. J'ai décidé de quitter doucement le mouvement POUJADE [...]. »⁶³

Ainsi, dès l'été 1958, la question de la préparation de la clandestinité se pose parmi les militants poujadistes les plus radicaux, et ceux-là, à l'image de Labenère, ne se satisfont pas de la position ambivalente de Poujade. A partir du retour au pouvoir de De Gaulle, Poujade se rêve ministre du gouvernement d'Union Nationale mis en place et veut donc donner à son mouvement une « inflexion électoraliste », selon l'expression de Souillac⁶⁴, en restreignant ses actions concrètes au répertoire légaliste, tout en maintenant une propagande martiale, prenant souvent des accents putschistes. Alors qu'il réprime désormais toute velléité d'activisme au sein de son mouvement – qu'il résume à « une histoire de brigands » –, il défend à longueur de discours la légitimité des actions menées par l'activisme algérois, y compris quand ce dernier se fonda dans l'OAS, et évoque régulièrement l'opportunité d'un nouveau soulèvement de l'armée.⁶⁵ Mais ce choix entraîne des tensions. Le hiatus entre actes et paroles dérange de plus

⁶²Souillac, Romain. *op. cit.*, p 338 : aux élections législatives de novembre 1958, les poujadistes ne représentent plus que 1% des inscrits, soit dix fois moins qu'en janvier 1956, lors des dernières élections générales.

⁶³ AN 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, audition de Raoul Labenère, le 01/09/1961.

⁶⁴ Souillac, Romain. *op. cit.*, p 310.

⁶⁵ Souillac, Romain. *op. cit.* p 362. Souillac résume bien le caractère périlleux de la position d'équilibre que vise Poujade : « Concrètement, Poujade ne propose que l'arme de la propagande contre la politique algérienne du général. C'est trop pour les vieux adhérents soucieux de défense corporative, ce n'est pas assez pour l'avant-garde politisée qui brûle de défendre la cause les armes à la main. ».

en plus en interne, notamment les cadres du mouvement rompus à l'activisme. Chauffés à blanc par des années de propagande poujadiste incitant à l'action directe, ils ne comprennent guère la politique de normalisation que mène Poujade, alors même qu'il devient de plus en plus clair que De Gaulle, n'affiche aucune intention de faire un geste envers le mouvement Poujade, et semble trahir leurs espoirs la révolution nationaliste que fut pour eux le 13 mai 1958. Bouyer se trouve parmi ces mécontents, et entend bien en faire une avant-garde organisée pour prendre les rênes du mouvement. Là aussi, l'audition de Raoul Labenère nous permet de nous figurer les manœuvres qu'entreprend Bouyer à ce moment. Il raconte que début 1959, Bouyer organise une réunion à Bordeaux, à laquelle il le convie, lui et son ami Paul Bègue, autre ancien poujadiste :

« L'ancien député de Royan [Bouyer] disait que Poujade était incapable et qu'il fallait le laisser agir pour qu'il se discrédite tout seul. Bouyer préconisait en plus de reprendre en main l'UDCA après la chute de Poujade. Dans ce but, il nous avait conseillé de prendre le plus de contacts possibles avec les dissidents de l'UDCA.»⁶⁶

A ce moment-là, Bouyer espère donc prendre le contrôle de l'appareil en organisant l'opposition interne. Mais cet espoir semble quelque peu décalé, tant Poujade tient fermement les rênes du mouvement :

« Personnellement je ne croyais pas trop à ce que disait ce dernier quand à la réussite de son projet [...], arguant que Poujade était à la tête d'un journal et nous détruirait »⁶⁷

Labenère semble donc sceptique sur les projets de Bouyer, et la suite des événements va lui donner raison.

⁶⁶ AN 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, audition de Raoul Labenère, le 01/09/1961.

⁶⁷ *Ibid.*

2. Des velléités de renversement de Poujade ?

Poujade semble conscient du péril. Dans la même période, lors du congrès national de Vichy qui se tient les 16 et 17 février 1959, il fait adopter une réforme statutaire visant à centraliser le mouvement en supprimant les unions départementales, afin de permettre au bureau national, et donc à Poujade, d'avoir la mainmise directe sur les cotisations. Cela force Bouyer à sortir de sa réserve : sous son impulsion, l'ensemble de l'union départementale de Charente-Maritime refuse en bloc cette réforme et entre en dissidence. Le témoignage d'André Saint-Chamant, issu cette fois-ci des auditions intervenues en mars 1962, semble suggérer que Bouyer, fidèle à son répertoire d'actions d'activistes, n'entendait pas vraiment attendre tranquillement que Poujade se discrédite tout seul, comme il l'avait suggéré à Labenère, et semblait même disposé à l'aider dans cette entreprise en faisant monter la pression autour de lui. Saint-Chamant est un mécanicien en armement de 48 ans domicilié à Saint-Céré, dans le Lot, dans le même village que Poujade et le siège de l'UDCA. Cet homme est une figure respectée de son village, s'étant illustré comme chef de commando dans la Résistance, et lorsqu'il devint militant poujadiste, il se lia d'amitié avec les principaux chefs de ce mouvement. C'est à cet homme que Bouyer, rend visite, quelques jours après le congrès de Vichy, accompagné de Serge Palmier, qui fut pendant des années le garde du corps de Poujade. A cette occasion, Bouyer lui fait une curieuse demande :

« [Bouyer] m'a demandé de former un groupe avec les meilleurs adhérents du Mouvement pour intervenir, même par la force, à son premier appel téléphonique qui d'après lui ne devrait pas tarder. Selon les instructions de BOUYER, je devais prendre possession avec mes hommes de la Mairie et de la Gendarmerie. »⁶⁸

Ainsi, à peine quelques jours après la rupture consommée avec Poujade, Bouyer tente de former un groupe de choc d'activistes à ses ordres, au sein même du fief de Poujade. On croit retrouver dans ce geste politique l'audace si particulière qui caractérise ce personnage, cette témérité qui lui permet, face à l'adversité, de choisir systématiquement l'action qui lui semble la plus tranchante, sans toujours s'embarrasser des conditions de faisabilité de cette action. Pourtant, les bâtiments publics de ce village de 3 500 habitants situé dans le Lot ne constituent pas un centre névralgique du régime gaulliste, et il y a fort à parier que Bouyer entendait plutôt faire pression sur Poujade et ses proches, en faisant de l'action directe contre le siège de l'UDCA, voire le domicile de Poujade. S'il omet de dire ses dessins réels, c'est qu'il doit savoir

⁶⁸ AN, 19880206/35, fonds de la DGPJ, dossier n°4, SRPJ Marseille, audition d'André Saint-Chamant, 6 mars 1962.

qu'au congrès s'étant déroulé quelques jours auparavant, Saint-Chamant a choisi de rester loyal à Poujade, et n'aurait donc aucune de raison de marcher dans cette combine. Par cette manœuvre, Bouyer espère donc profiter des réseaux de Saint-Chamant, issus de la Résistance, en le faisant participer à une conjuration malgré lui. Il tente donc de lui vendre un plan, certes farfelu mais plus acceptable pour un poujadiste, d'attaque de bâtiments public. Seulement, la ficelle est un peu grosse, et Saint-Chamant ne marche pas :

« Je dois vous dire que je n'ai pas bien réalisé où voulaient en venir BOUYER et son ami Serge et ai considéré cela comme une pure utopie car je vous affirme que je n'ai pas essayé de contacter qui que ce soit pour la constitution d'un tel groupe »⁶⁹

Cette manœuvre a donc échoué avant même de connaître un début d'exécution. Mais il faut garder à l'esprit que cette intrigue discrète n'est parvenue jusqu'à nous que par un hasard de sources, et qu'il est possible que Bouyer ait tenté plusieurs autres actions similaires n'ayant pas laissé de trace. Cela est d'autant plus probable que la proposition à Saint-Chamant, par son caractère téméraire et quasiment désespéré, fait certainement suite à l'échec d'autres manœuvres, peut-être plus réalisables. En effet, malgré le mécontentement de l'aile activiste face aux orientations imposées par Poujade lors du congrès de Vichy, seule l'union départementale de Charente-Maritime, à la main de Bouyer, est entrée en dissidence derrière lui. Quoiqu'il en soit, Si d'autres manœuvres ont précédé celle-ci, elles ont également échoué, puisqu'elles n'ont jamais éclaté au grand jour. Bouyer s'est d'ailleurs rapidement rendu à l'évidence, en abandonnant son projet de noyautage de l'UDCA. Il démissionne du bureau national de l'UDCA en mai 1959, actant ainsi sa rupture définitive avec le mouvement Poujade. Ainsi, en nous permettant d'accéder à la parole de militants ordinaires, les archives judiciaires nous permettent de faire sortir de l'oubli des manœuvres inabouties

⁶⁹ *Ibid.*

3. *Les ressorts personnels d'une radicalisation politique*

« Mais quand on a goûté, même de loin, à l'ivresse du pouvoir, comment reprendre le tablier et la toque blanche pour rouler des croissants ou pocher des choux à la crème ? »⁷⁰

Ces mots sont de Jacques Delarue, qui travaillait alors à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ). Ce policier – et historien de talent à ses heures perdues – connaît bien Bouyer, pour avoir été l'un des principaux acteurs du démantèlement de son réseau, et pour avoir par la suite sympathisé avec lui. Son observation nous semble assez juste, et gageons qu'elle correspond certainement à son état d'esprit lorsqu'il tourne la page de son engagement poujadiste, si tant est qu'il ait alors songé à s'éloigner de la politique. Ce qui est certain, c'est que de mai 1959 à avril 1961, Bouyer n'est pas retourné à sa pâtisserie comme Cincinnatus était retourné à sa charrue. Pour s'en convaincre, nous ne pouvons-nous appuyer sur les auditions de Bouyer lui-même, puisqu'il refusa de répondre à la majorité des questions des enquêteurs, mais avec le témoignage de tous ceux qui l'ont côtoyé, il est possible de dresser un tableau de ses activités sur cette période ; activités qui ont déterminé, pour une part importante, sa radicalisation politique. En effet, Bouyer est un homme sociable et entreprenant, et mène des activités de toutes sortes, annexes à sa profession. Certaines de ses connaissances en témoignent à la police lors de leur audition, à la suite du démantèlement du réseau OAS RP. Ainsi, les auditions de Jacques Gireme, Jacques Durand et Serge Lhoumeau, tous trois commerçants à Jonzac (Charente-Maritime), anciens poujadistes et amis de Bouyer, nous apprennent que ce dernier était, en mars 1961, président de la foire-exposition de Royan. Durant raconte même :

« Pour la décoration de Jonzac à l'occasion du championnat du monde de moto-cross, j'ai rencontré Marcel BOUYER [...] et je me suis adressé à lui pour obtenir des guirlandes et des oriflammes qu'il possédait déjà dans son organisation [foire-exposition de Royan]. Mais il ne les a pas livrées, car au mois d'avril 1961, BOUYER quittait ROYAN, sans laisser d'adresse. »⁷¹

Ce type d'activité constitue une sorte de pratique infra-politique, en ce qu'elle permet à Bouyer d'entretenir un réseau d'amitié et de connaissances, qui lui seront précieux lors de son entrée en clandestinité. Ainsi, lorsqu'en janvier 1962 Jean-Jacques Dupont, un jeune activiste ayant pris la place de lieutenant de Bouyer dans la direction du réseau, cherche un potentiel refuge pour Bouyer, il contacte ce même Jacques Gireme, qui accepte de l'accueillir, comme il le reconnaît d'ailleurs devant la police :

⁷⁰ Delarue, Jacques, *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, p 77.

⁷¹ AN, 19880206/34, dossier n°2 : audition de Jacques Durand, le 14/03/1962.

« J'ai répondu que j'étais disposé à héberger Marcel BOUYER s'il se présentait chez moi. En effet, si j'ai accepté d'héberger éventuellement Marcel c'est en raison des liens d'amitiés qui se sont noués entre lui et moi. »⁷²

Telle qu'elle est énoncée, cette version des faits laisse à penser l'absence totale de complicité politique dans cet acte de solidarité. Et pour cause, Gireme ne semble pas s'être mêlé à une autre forme d'action que celle-ci pour le réseau. Il n'y a donc aucune raison de douter du fait que c'est avant tout pour rendre service à un ami qu'il a accepté d'héberger Bouyer. Cela montre en quoi ce type d'amitié entre anciens poujadistes, qui se reconnaissent tous comme étant de « sentiment Algérie française », a pu avoir des implications proprement politiques. Bouyer entretient donc avec des anciens poujadistes des liens infra-politiques de nature amicale, mais il ne laisse jamais de côté les affaires. C'est ce dont témoigne Paul Bègue, un orfèvre toulousain, lors de son audition faisant suite à la découverte de son implication dans le réseau :

« En 1959 je suis allé voir à ROYAN pour lui confier de la marchandise à vendre. En effet Bouyer dirigeait la société SOCORAP spécialisée dans le placement de marchandises. [...] Le nommé VALINOT établi chemisier à Toulouse avait déjà confié des marchandises à la société SOCORAP. [Il] est également un militant du Mouvement Poujade. [...]

Au début 1960 je suis revenu à Royan pour récupérer mes échantillons et encaisser l'argent de la marchandise vendue »⁷³

La Société de Coordination et d'Approvisionnement, ou SOCORAP, créée début 1959, est en fait une émanation de la branche départementale de l'UDCA de Charente Maritime, venant d'entrer en dissidence derrière Bouyer. Elle est lancée à l'instigation de ce dernier, avec l'ambition de créer un nouveau circuit de distribution commerciale dans l'alimentaire. Le principe est simple : elle consiste à socialiser l'achat de fourniture afin de bénéficier de conditions plus avantageuses de la part des fabricants, du fait de l'importance des commandes. Ce projet était vendu comme devant permettre aux petits détaillants de rester compétitif face aux magasins à succursales multiples, qui commencent alors à apparaître.⁷⁴ Il fut aussi pour Bouyer l'occasion de reconvertir son capital militant, à savoir ses réseaux politiques et l'estime dont il en jouit – Bègue le décrit ainsi comme « dévoué et dynamique –, en capital commercial : des artisans lui confient des marchandises à placer, tandis que des commerçants acceptent de les exposer. Cette trajectoire est assez classique pour d'anciens dirigeants de mouvements activistes, et Poujade lui-même va l'emprunter avec un certain succès, en devenant au cours des

⁷² AN, 19880206/34, dossier n°2 : audition de Jacques Gireme, le 10/03/1962.

⁷³ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Paul Bègue, du 28/08/1961.

⁷⁴ AN, 19880206/34, DCPJ, dossier n°1 : note de renseignement sur la SOCORAP, daté du 28/08/1961.

années soixante un petit entrepreneur notabilisé s'appuyant sur ses réseaux politiques pour s'assurer le soutien de l'Etat.⁷⁵ Mais cette voie ne semble pas sourire autant à Bouyer. Après des débuts encourageants obtenus grâce à la confiance dont il bénéficie auprès des commerçants de Charente-Maritime, Bouyer voit les choses en grand et engage cinq commis voyageurs, afin d'étendre l'opération à toute la région. Cette extension tourne rapidement à l'échec, qui ne tarde pas à mettre en péril les finances de la société. Cet échec laisse penser que les succès des débuts découlaient avant tout des relations privilégiées que Bouyer entretenait avec les commerçants poujadistes de son département. D'autant plus que l'échec de cette extension semble également s'expliquer par des pressions politiques de la part de Pujade, du moins si l'on en croit Bouyer, dont la suspicion est ici rapportée par Paul Bègue :

« Lorsque j'ai vu BOUYER pour la dernière fois [en 1960] je me suis rendu compte qu'il était en froid avec POUJADE et qu'il le suspectait de vouloir couler la SOCORAP. Finalement, je me demande même si ce n'est pas POUJADE qui est à la base de la faillite de la société. [...] Une chose est certaine c'est que BOUYER était très en colère après POUJADE en raison de l'attitude de ce dernier à son égard »⁷⁶

Cette querelle politique s'articulerait ainsi sur le terrain des intérêts économiques, et ce depuis le début. A ce sujet, l'audition de Christiane Ducout constitue un témoignage particulièrement précieux, puisqu'elle fut la secrétaire du député Bouyer, après avoir travaillé au siège de l'UDCA. Selon cette jeune dactylo-sténo, leur première pomme de discorde était déjà d'ordre économique : en juillet 1958, Bouyer aurait refusé à Pujade de signer l'acquisition d'une imprimerie à Limoges. C'est ce premier conflit qui le poussa à démissionner de son poste de vice-président de l'UDCA, conservant alors seulement ses responsabilités départementales.⁷⁷ Ainsi, chez ces commerçants devenus des dirigeants d'appareils politiques par le biais de la lutte corporative, la politique et les affaires semblent intrinsèquement liés, et pour ce qui est de Bouyer, ce lien opère jusqu'à son entrée en clandestinité. En effet, lorsque Bouyer vient de « prendre le maquis » à la fin du mois d'avril, la SOCORAP s'apprête à déposer le bilan, laissant derrière elle un lourd passif.⁷⁸ Humiliation supplémentaire, c'est son propre tribunal de commerce, celui de Marennnes, dont il est juge depuis des années, qui déclare la

⁷⁵ Millet, Marc. « Après la lutte. Les itinéraires de Pierre Pujade et de Gérard Nicoud ou l'instrumentalisation différenciée du label protestataire », Cultures & Conflits, vol. 81-82, no. 1-2, 2011, pp. 151-171. Millet montre comment « Pierre Pujade prolonge le rapport ambivalent avec l'État dans l'élaboration d'un véritable système militant néo-patrimonialiste fondé sur l'appui étatique et politique ».

⁷⁶ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Paul Bègue, du 28/08/1961.

⁷⁷ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, audition de Christiane Ducout, du 04/09/1961.

⁷⁸ AN, 19880206/34, DCPJ, dossier n°1 : note de renseignement sur la SOCORAP, daté du 28/08/1961. Elle a déposé le bilan le 02 mai, et sa liquidation judiciaire sera actée un mois plus tard.

faillite de la SOCORAP en même temps que sa déchéance de ses fonctions consulaires. Mais ses déboires personnels ne s'arrêtent pas là, puisque selon Christiane Ducout :

« les dix-neuf oppositions au contrôle relevées à son encontre et qui ont entraîné des frais considérables pour lui l'ont mis dans une situation commerciale difficile qui a abouti finalement à la cessation de son commerce de pâtisserie »

Après avoir essuyé une série d'échecs politiques et professionnels, Bouyer se retrouve donc isolé et sans sources de revenu. A ces ennuis semblent s'ajouter des problèmes familiaux, évoqués pudiquement par ses proches. Michel Sauzeau, médecin charentais et ami de Bouyer, dit de lui qu'il a alors de « gros soucis au point de vue famille »⁷⁹. Christiane Ducout, elle, confie qu'il a eu de « nombreux déboires ou plutôt soucis dus à sa femme »⁸⁰.

Ainsi, en nous donnant accès à la parole des acteurs de la base, les sources judiciaires nous ont permises de dégager des hypothèses intéressantes sur ce qui a pu déterminer la trajectoire de radicalisation de Bouyer et qui, sans ces sources, seraient restées dans l'ombre. L'engagement de Bouyer pour l'action clandestine en faveur de l'Algérie française, qui tranche par sa force et sa précocité, ne s'explique pas seulement par des raisons psychologiques et politiques. Sa trajectoire sociale descendante, depuis sa rupture avec le poujadisme, l'a très certainement incité à renfiler le costume de l'activiste, là où dans le même temps, Pierre Poujade, qui connut une transition vers les affaires plus heureuse, s'en tint à un engagement de façade.⁸¹

⁷⁹ AN, 5W/442, audition de Michel Sauzeau, le 07/03/1962.

⁸⁰ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, audition de Christiane Ducout, 04/09/1961.

⁸¹ Milet, Marc. « Après la lutte. Les itinéraires de Pierre Poujade et de Gérard Nicoud ou l'instrumentalisation différenciée du label protestataire », Cultures & Conflits, vol. 81-82, no. 1-2, 2011, pp. 151-171

III. Bouyer, un activiste « Algérie française »

Face à la police, les acteurs plus ou moins proches du réseau Résurrection-Patrie se définissaient systématiquement comme étant d'opinion, de sensibilité, ou de sentiment "Algérie Française". Pour comprendre en quoi cette caractérisation politique faisait sens pour ces acteurs, il faut s'attarder sur ce que cette formule cristallisait dans la France de la fin de la guerre d'Algérie. Dans une contribution sur « La peau de chagrin de l'Algérie française »⁸², Serge Berstein en faisait un constat éclairant : en novembre 1954, lorsque le conflit éclate, l'ensemble du champ politique français défend l'appartenance de l'Algérie à la France comme une évidence. Mais peu à peu, sous la pression des événements, toutes les grandes forces politiques se mettent à envisager une indépendance négociée avec le FLN (Front de Libération Nationale) comme une éventualité concevable. C'est à partir de la déclaration de De Gaulle sur l'autodétermination algérienne, en septembre 1959, qu'être « Algérie française » devient peu à peu une caractérisation politique pertinente :

« L'expression Algérie française sert à caractériser une frange désormais minoritaire de l'opinion publique dont le centre politique se situe désormais très à droite et englobe une extrême droite qui se présente comme fer de lance de cette tendance ».⁸³

A partir de ce moment-là, l'expression « Algérie française » devient alors un signifiant fort, qui suffit à vous définir politiquement : être de sentiment "Algérie française", c'est être contre De Gaulle, sa politique d'autodétermination et tous ses soutiens, et plus largement contre toute velléité de paix négociée. A mesure que l'issue de la guerre approche, ce milieu "Algérie française" se radicalise en même temps qu'il se marginalise, et une évidence s'impose bientôt à tous : le salut de l'Algérie française ne passera pas par des voies légales.

⁸² Berstein, Serge. "La peau de chagrin de l'Algérie française", in *La guerre d'Algérie et les français* (Rioux, Jean-Pierre (dir.)) Fayard, Paris, 1990, pp 202 – 217.

⁸³ *Ibid.*, p 203.

1. L'UDCA et la question algérienne : un déjà-là putschiste

La guerre d'indépendance algérienne, avec ce qu'elle soulève comme question sur la place de la France dans le monde, est l'occasion d'une renaissance de l'extrême droite française, sur le thème de la lutte pour le maintien de la grandeur nationale, identifiée à son empire colonial. Le mouvement Poujade n'y fait pas exception, et s'il se construit en premier lieu sur des revendications anti fiscales, le thème de l'Algérie française a toujours été important, prenant une place de plus en plus prépondérante dans les discours du mouvement à mesure qu'il se politise.

Dès novembre 1954, l'UDCA tient un congrès national à Alger. Ses membres y célèbrent « l'Algérie, terre française par excellence envers et contre tous, prolongation d'une métropole mère-patrie »⁸⁴. Par la suite, le poujadisme se développe chez les commerçants européens d'Algérie, et participe pleinement à l'agitation activiste qui a tant troublé la IV^{ème} République, et finit par causer sa perte, lors des événements de mai 1958⁸⁵. Mais la mobilisation poujadiste sur ce thème n'est pas circonscrite au sud de la méditerranée, et les événements algériens sont au cœur de la rhétorique poujadiste dirigée contre les gouvernements successifs, qui sont tous accusés de livrer l'Algérie à des puissances étrangères. Leur raisonnement révèle un imaginaire boutiquier : de la même manière qu'ils tenteraient de réduire à néant le patrimoine des commerçants et de tous les petits propriétaires par la pression fiscale, le « système » et ses obligés entendraient brader l'Empire à la haute finance et à des intérêts étrangers. En affaiblissant ainsi le patrimoine national, le « système » affaiblirait sciemment le pays et se ferait ainsi l'agent de la propagation du communisme international...⁸⁶

Une étude décontextualisée de cette rhétorique pourrait faire croire que nous avons affaire à d'insignifiantes élucubrations réactionnaires, émanant certainement d'un groupuscule marginal. Or, à son apogée, le mouvement Poujade comportait des centaines de milliers d'adhérents, et ces discours ont donc touché un large public. En premier lieu les cadres du mouvement Poujade, qui ont largement adhéré à la politisation du mouvement et à sa radicalisation sur le thème de l'Algérie Française. A cela s'ajoute la tonalité millénariste que

⁸⁴ Souillac, Romain, *op. cit*, p 19.

⁸⁵ Gaïti, Brigitte, Les incertitudes des origines. Mai 58 et la Ve République, *Politix*, n°47, 1999, p27-62 : notons le rôle important joué par Bernard Lefèvre dans ces événements.

⁸⁶ Souillac, Romain, *op. cit*, p 195.

prenaient souvent les discours poujadistes : après le passage obligé de la dénonciation du « système », des « ensaucissonnés », de la haute finance – non sans connotations antisémites – ,⁸⁷ vient l’appel au grand soir poujadiste, au “renversement de la table”, qui devait permettre de rétablir le peuple dans ses droits, via la convocation d’états généraux devant assurer la représentation de la nation organique... Ces thèmes réactionnaires, répétés *ad nauseam* pendant des années, préparèrent les esprits pour Bouyer et son entreprise clandestine. Ce dernier n’ajouta à cette rhétorique qu’une seule nouveauté : pour renverser le régime honni, il ne s’agissait plus d’organiser un soulèvement populaire, et de se fondre dans la masse anonyme des patriotes enfin éveillés. Il s’agissait de devancer cela, et d’agir dans l’ombre de l’illégalité. Mais cet engagement d’avant-garde clandestine est bien plus périlleux, ce qui dissuadera plus d’un sympathisant.

2. Un engagement de longue date en faveur de l’Algérie française

Lors de l’audience de son procès devant le Tribunal Militaire, en juillet 1962, Marcel Bouyer déclara :

« Je me suis rendu en Algérie en visite privée et j’ai appris à connaître l’Algérie autrement que par les comptes rendus officiels »⁸⁸

Il est vrai qu’il n’a pas attendu 1961 pour s’engager en faveur de l’Algérie française. Dès mars 1956, il se rend à Alger en compagnie de Jean-Maurice Demarquet, avec pour mission de structurer la branche Algérienne de l’UDCA. Celle-ci compte alors 10 000 adhérents. Ses responsables ont joué un rôle de premier plan dans l’organisation de la fameuse “journée des tomates” du 6 février 1956, qui fit plier le gouvernement Mollet.⁸⁹ Localement, l’organisation s’inscrit pleinement dans la mouvance émergente de l’activisme « Algérie française », et à

⁸⁷ Souillac, Romain, *op. cit.* A ce sujet, Souillac explique de manière convaincante l’intérêt stratégique de l’utilisation de tropes antisémites dans les discours poujadistes : « Le Juif ne se distingue pas au premier coup d’œil, il est tout à fait semblable aux autres personnes. La réalité est ainsi dotée d’une dimension mystérieuse et menaçante. Le monde se transforme en un champ d’opposition entre des gens normaux et des forces maléfiques, dans lequel les poujadistes doivent rester sur le qui-vive, discerner l’ennemi et se préparer à se défendre. La mythologie antisémite a donc une forte capacité mobilisatrice, elle fait de l’existence un jeu exaltant dont les règles sont celles d’un combat manichéen. » (p 221).

⁸⁸ AN, 5W/108, Notes d’audiences du 9 juillet 1962, de l’affaire : Bouyer et autres.

⁸⁹ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d’État gaulliste à la fin de l’OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304 p

l'occasion de ce voyage, Bouyer crée des liens avec ces responsables algérois, qui occuperont des places importantes dans cette mouvance.⁹⁰ Parmi eux se trouvent notamment Bernard Lefèvre, qu'Alain de Sérigny, journaliste algérois, présentait ainsi dans ses mémoires :

« Bernard Lefèvre est un authentique pied-noir, natif d'Oran, où trois générations l'ont précédé. Dans sa jeunesse, qu'il consacre à ses études de médecine, il lit avec passion les œuvres de Charles Maurras dont il devient un fervent admirateur. Il est également séduit par les grands penseurs catholiques La Tour du Pin et Le Play. Retour à l'ordre naturel traditionnel, défense des valeurs spirituelles contre le matérialisme impitoyable commun au marxisme et au capitalisme libéral deviennent les thèmes fondamentaux de sa doctrine »⁹¹

Médecin homéopathe de profession, maurrassien de conviction, le docteur Lefèvre fait partie de ces intellectuels réactionnaires qui font fort d'adapter leur doctrine aux combats de leur époque, qu'il s'agisse du poujadisme et de la lutte existentielle des petits commerçants, comme de la lutte pour le maintien de l'Algérie française. Il fit partie du fameux "comité des sept", réunissant les meneurs de l'activisme algérois qui organisa la prise du Gouvernement Général d'Alger du 13 mai 1958, événement qui lança la séquence de la chute de la IV^e République.⁹² En juillet 1958, le docteur Lefèvre rédige le manifeste des quatorze, qui marque le départ du Comité de Salut Public d'Alger des activistes non gaullistes. Ce manifeste contient toutes les idées qu'il développera également dans les brochures de l'OAS MRP : l'idée d'un règlement harmonieux du conflit algérien par la mise en place d'un ordre corporatiste national, par le biais de l'intégration :

« L'intégration complète peut se faire progressivement, sans heurts, par la constitution de ces corps intermédiaires familiaux, professionnels, communaux, régionaux, culturels et spirituels à l'intérieur desquels les deux communautés raciales pourront dialoguer sur des problèmes d'intérêt commun qui assumeront leur rapprochement. »⁹³

Ce manifeste, ainsi que « Le chemin de la Restauration » et « L'Occident en péril », qu'il publia dans la foulée, eurent une influence importante dans la sphère de l'Algérie française. La proposition de résoudre les contradictions de l'empire colonial par un retour à un ordre naturel corporatiste a tout pour séduire les intellectuels conservateurs qui soutiennent l'Algérie

⁹⁰ Souillac, Romain, *op. cit.*, p 318. Il rencontre alors Joseph Ortiz, membre à la fois de l'UDCA et de l'UFNA de Robert Martel, mais aussi Goutaillier, Lagaillarde, Susini et surtout Bernard Lefèvre, dont il va devenir très proche, et qui fondera avec lui le MRP.

⁹¹ de Sérigny, Alain. *Échos d'Alger, tome 2*, Paris, Presses de la Cité, 1974, p 264.

⁹² Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304p.

⁹³ Le manifeste des 14, cité dans : Dard, Olivier. « Le corporatisme en France à l'époque contemporaine : tentative de bilan historiographique et perspectives de recherches », *Histoire, économie & société*, vol. 35, no. 1, 2016, pp. 45-57.

française. Lefèvre tente alors, en 1959, de lancer son propre parti : le Mouvement Pour l'Instauration d'un Ordre Corporatif. Mais Lefèvre n'est pas un homme d'action, ni un stratège politique. Il ne se figure pas que le caractère abstrait de ses discours et les références qu'il fait à Franco, pris comme un exemple à suivre, agissent comme repoussoirs dans les faubourgs algérois, autrefois marqués par l'engagement républicain lors de la guerre civile espagnole, et dans l'espace politique de l'Algérie française. Ce parti reste dans l'ombre du succès du Front National Français, mené par Joseph Ortiz, et aux yeux des Européens d'Algérie, il a le grand mérite d'être porté sur l'action⁹⁴. Mais Lefèvre se trouve tout de même un certain nombre d'adeptes dans l'extrême droite métropolitaine, parmi lesquels se trouve Marcel Bouyer. Lors de son audition devant les enquêteurs en mars 1962, Guy Thomas, soupçonné d'implication dans l'OAS-Méto, témoigne des liens qui existait d'ores et déjà à l'été 1960 entre les deux hommes :

« BOUYER m'a remis la brochure qui n'était autre que l'exposé de la doctrine corporatiste préconisée et signée par le Docteur LEFEVRE, dont il a beaucoup été question à l'occasion des événements d'Algérie. »⁹⁵

Bouyer avait alors déjà pleinement adhéré à la doctrine de Lefèvre, au point d'en faire lui-même la propagande auprès de ses connaissances. Certainement entretient-t-il déjà des liens épistolaires avec ce dernier, qui est alors emprisonné en attendant son jugement devant le Tribunal Permanent des Forces Armées (TPFA) pour sa participation aux barricades d'Alger. Quoiqu'il en soit, les deux hommes sont appelés à travailler en symbiose à la tête du réseau Résurrection Patrie, mettant en commun leur capital social.

3. L'été 1960 : la pleine inscription de Bouyer dans la mouvance des ultras de l'Algérie française

Bouyer connaît déjà ce milieu de l'activisme algérois, pour en avoir côtoyé la frange poujadiste lors des congrès de l'UDCA, mais à partir de quand renoua-t-il avec eux, et en particulier avec Lefèvre ? Cette question a son importance dans la mesure où cela peut nous

⁹⁴ Kauffer, Rémi. *OAS : histoire de la guerre franco-française*, Paris, Éditions du Seuil, 2002. De sa création, fin 1958, à sa dissolution à la suite de la semaine des barricades en janvier 1960, le FNF fut le carrefour de l'activisme en Algérie, et compta des dizaines de milliers de membres.

⁹⁵ AD de Gironde, 1979/022-12, fond de l'IGAME sur l'affaire Bagieu : PV d'audition de Guy Thomas, du 27 mars 1962.

aider à déterminer à partir de quand Bouyer se projeta dans une action clandestine pour l'Algérie française. Là encore, des traces apparaissent dans des PV d'auditions. Ainsi, Ce même Guy Thomas, par ailleurs responsable départemental de l'ACUF à Poitiers, explique qu'ayant de la famille à Royan, il lui est souvent arrivé de croiser Marcel Bouyer. Il raconte aux policiers les conversations politiques que lui tenait alors ce dernier :

« Nous avons des points de vue communs sur l'Algérie Française. Mais j'étais moins emballé que lui qui me donnait l'impression de viser à nouveau une carrière politique. Vers le mois de Juin ou Juillet 1960, BOUYER m'avait demandé d'adhérer et de faire de la propagande pour le « F.A.F. » métropolitain. [...] »⁹⁶

Dès l'été 1960, Bouyer aurait donc été « emballé » par les perspectives politiques de l'Algérie Française. En ce qui concerne les relations avec le Front National pour l'Algérie française (FNAF), succursale métropolitaine du Front pour l'Algérie française (FAF), ce témoignage montre *a minima* qu'il fut enthousiasmé par la création de cette organisation, intervenue en juin 1960 en réaction au discours de De Gaulle sur la possibilité d'une « paix des braves » avec le FLN. A la fin de l'année 1960, le procès des barricades tournent à la faveur des meneurs activistes qui se trouvent sur le banc des accusés. Plusieurs de ces meneurs profitent de leur liberté conditionnelle – accordée gracieusement par les juges du TPFA – pour fuir en Espagne, suscitant un mouvement de solidarité de la part de leurs sympathisants.⁹⁷ C'est à la même époque que Paul Vidart d'Egurbide, poujadiste habitant à vingt kilomètres de la frontière espagnole, dans le Pays basque, se manifeste ainsi auprès de l'un de ces meneurs, Jean Maurice Demarquet :

« Pendant le procès des barricades, après la fuite de certains accusés en Espagne, me trouvant à Saint-Sébastien, je me suis mis en relation téléphonique avec DEMARQUET [...]. C'était simplement par amitié et pour lui demander s'il n'avait besoin d'une aide matérielle quelconque. Il m'a répondu qu'il n'avait besoin de rien. Par contre il m'a demandé de faire savoir à Marcel BOUYER « qu'il était bien ». »⁹⁸

Cette étrange formule de Demarquet, qui s'apparente fortement à un signal envoyé à Bouyer, laisse penser qu'il fait suite à des tractations antérieures entre eux. Demarquet semble alors compter sur Bouyer, de même qu'Ortiz, qui se sert également de Vidart comme intermédiaire pour le contacter. Pour ce qui est de Lefèvre, il ne semblait attendre que sa libération en novembre 1960 pour commencer à s'organiser avec Bouyer. Dès sa remise en

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, p 243.

⁹⁸ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de l'audition de Paul Vidart d'Egurbide, datant du 26/08/1961, à 22 heures.

liberté, tous deux rendent visite à un ancien camarade poujadiste, Jacques Noni, qui est toujours président départemental UDCA du Tarn-et-Garonne, pour lui faire une proposition :

« Le Docteur LEFEVRE a mentionné que Pierre POUJADE était devenu douteux, et qu'il importait de s'éloigner de lui. Il a spécifié qu'il était un fiefé adepte de : L'ORDRE CORPORATIF, et qu'il était en train d'organiser un nouveau mouvement.

[...]

Le docteur LEFEVRE et Marcel BOUYER ont insisté pour que je me range derrière eux. »⁹⁹

Noni accepte sans difficulté de les suivre, du fait de ses affinités idéologiques avec la doctrine de Lefèvre. Bouyer lui demande donc de garder ses fonctions au sein de l'UDCA et d'attendre des directives qu'il ne tarderait pas à lui envoyer. Or, pendant des mois, Bouyer et Lefèvre ne lui donnent plus aucun signe de vie :

« Durant plusieurs mois, je n'ai plus entendu parler d'eux. En outre, je ne recevais jamais les directives promises. Je m'interrogeais secrètement pour savoir ce qui se passait. »¹⁰⁰

Une explication plausible peut justifier ce silence imprévu : Bouyer et Lefèvre avaient bon espoir qu'un large soulèvement éclate rapidement. En effet, les activistes du FAF prévoyaient de profiter de la visite officielle de De Gaulle en Algérie, du 9 au 15 décembre 1960, pour provoquer un soulèvement des européens d'Algérie. A leur grand désarroi, la violence des émeutes n'eut pas raison de la résistance des pouvoirs publics. Le comble de l'humiliation arrive le 11 décembre, lorsqu'une contre-manifestation indépendantiste, composée d'une foule immense d'algérois musulmans encadrés par le FLN, forcent les ultras de l'Algérie française à se réfugier derrière les CRS qu'ils affrontaient quelques instants auparavant.¹⁰¹ A la suite de cet échec cuisant, Bouyer et Lefèvre ont certainement jugé plus raisonnable de repousser à plus tard la formation de leur réseau clandestin.

Pour résumer, après l'échec de la semaine des barricades d'Alger, qui déclenche l'exil en Espagne d'un grand nombre d'activistes, Bouyer semble prendre progressivement pied dans la mouvance Algérie Française, en renouant le contact avec certains acteurs importants, qu'il connaît déjà pour les avoir fréquentés au sein du mouvement Poujade. Il a pleinement adopté la doctrine du Docteur Lefèvre depuis l'été 1960, voir même avant cela. C'est cette même doctrine qui va devenir la base idéologique de leur réseau clandestin. Dès la fin de cette même

⁹⁹ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la troisième audition de Jacques Noni du 30/08/1961.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Anderson, Grey. *Op. cit.* p 245.

année, ils se tiennent prêts à entrer en action le moment venu, attendant qu'un large soulèvement se manifeste. Ce soulèvement, que tous les activistes militaires et civils appellent de leurs vœux dès 1960, tarde à venir, et prend finalement la forme d'un putsch militaire orchestré depuis Alger, qui éclate le 22 avril 1961. Bouyer et Lefèvre tiennent alors leur signal, et se mettent en mouvement.

Ainsi, la conversion de Bouyer, que l'on pourrait attribuer à première vue à son seul caractère exalté ou à la radicalité de ses idées, ne peut se comprendre sans avoir à l'esprit les soubresauts de sa trajectoire sociale. Il s'agit d'un homme qui s'est accompli au sein du mouvement Poujade, se révélant être un agitateur hors pair, et qui semble avoir perdu en ressources sociales, symboliques et financières à la suite de sa rupture avec Poujade. S'il n'avait pas eu cette trajectoire sociale descendante, peut-être n'aurait-il pas mis toute son existence en pause pour se dédier pleinement au triomphe de ses idées politiques.

Chapitre 2 : « Maquis-Résurrection-Patrie », le lancement d'un réseau clandestin contrerévolutionnaire

Le putsch des généraux, qui éclate le 23 avril 1961, a dû être accueilli avec joie par Bouyer et Lefèvre. Cela fait alors quasiment six mois qu'ils attendent que le soulèvement tant attendu fasse enfin son apparition. Quatre jours plus tard, ils officialisent la fondation du maquis Résurrection-Patrie qui, dans leur idée, devait pousser à une radicalisation du soulèvement, afin qu'il ne s'arrête à la simple destitution du général De Gaulle, et renverse la République. Mais ils sont rapidement obligés de modifier leur plan du fait de l'échec du putsch. Contrairement à ce qu'ils espéraient, ils doivent se résoudre à monter un réseau clandestin sans attendre la chute du régime gaulliste. Tout au long de l'histoire du réseau RP, il restera quelque chose de la conception initiale qu'ils s'en étaient faite, comme d'une organisation de masse poussant à la radicalisation d'un soulèvement. A la fin de leurs tracts, ils continueront ainsi de marquer le nombre de jour s'étant écoulé depuis le « soulèvement », faisant de ce putsch une date révolutionnaire.

I/ L'élément déclencheur du putsch d'avril 61 : l'embrasement de l'extrême droite métropolitaine

Le 22 avril 1961 à sept heures, le général Challe, ancien commandant en chef des armées en Algérie, déclare que sous sa direction, l'armée a pris le contrôle d'Alger, afin de « tenir le serment de l'armée, de garder l'Algérie française et que les morts ne soient pas morts pour rien »¹⁰². Il s'agit d'un *pronunciamento*, directement dirigé contre le pouvoir gaulliste et sa politique algérienne d'autodétermination. Ce pouvoir, légèrement pris de court, réagit avec une fermeté qui laisse transparaitre des touches de fébrilité. De Gaulle, dans un discours tenu le lendemain, dénonce l'action de ce « quarteron de généraux en retraite » et finit son discours par une inhabituelle invitation, qui sonne comme une imploration : « françaises, français, aidez-moi ! ». Encore plus inquiet, Le premier Ministre appelle les parisiens à se tenir prêt à occuper les aéroports, « à pied ou en voiture », pour empêcher l'avancée des putschistes. Malgré cela, les choses se décantent rapidement. Dans l'armée métropolitaine, « le complot de Paris » est rapidement éventé et les principaux complices métropolitains du putsch sont arrêtés. Au sein même de l'armée d'Algérie, les putschistes ne parviennent qu'à recueillir l'incertitude du corps d'officier, et l'hostilité de la grande masse des appelés¹⁰³. Le putsch est un échec patent, et Challe se rend le 26 mars. Ce dernier avait pensé prendre le pouvoir en s'appuyant uniquement sur l'armée en se passant du concours des activistes, qui ne demandaient qu'à participer. Paradoxalement, c'est dans ces mêmes milieux activistes que le putsch fut reçu avec le plus d'enthousiasme, y compris en métropole. A ce moment-là, toutes les familles de l'extrême droite se sont mises à discuter en vue de rentrer en action.

¹⁰² Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304p.

¹⁰³ *Ibid.*

1. Le lancement d'un réseau au service de la doctrine corporatiste

« J'ai quitté mon domicile dans la nuit du 23 au 24 avril 1961 et je n'y suis pas retourné depuis. Il m'était apparu qu'une action politique telle que celle que j'envisageais ne pouvait plus se poursuivre autrement qu'en clandestinité. Dès le 27 avril, je fus l'un des créateurs du maquis « Résurrection-Patrie », qui a pour but de s'opposer aux abandons du régime actuels. »¹⁰⁴

C'est par ces mots laconiques que Bouyer justifie son entrée en clandestinité. Ce ne serait que pour des raisons purement politiques qu'il aurait « pris le maquis », comme il le formule dans une lettre à Vidart¹⁰⁵. Bouyer ne fait pourtant partie d'aucun complot, à son plus grand malheur très certainement. Le groupe d'officiers à l'origine du putsch a sciemment décidé de se passer des activistes de son acabit. Quelques soient les raisons profondes de son engagement, Bouyer n'a pas l'intention de rester hors-jeu bien longtemps. Durant la dernière semaine d'avril, il se rend en région parisienne, où il rejoint Lefèvre, avec lequel il publie, le 27 avril, le premier numéro d'une lettre hebdomadaire qui lance officiellement leur réseau clandestin : « le Maquis Résurrection-Patrie ». Cette publication intervient le lendemain de la reddition du général Challe, et cela se ressent dans la forme de la lettre elle-même. Dans un exemplaire parvenu à la police – certainement directement envoyé par son récipiendaire –, on peut voir que la phrase célébrant :

« les généraux CHALLE, SALAN, ZELLER, JOUHAUD [qui] ont entrepris de ramener la France sur le chemin de l'honneur et dans la voie de son authentique mission qui est d'éclairer le Monde. »¹⁰⁶

... A été augmentée d'une autre note écrite à la main, et au dernier moment :

« L'échec de leur tentative, dû à la trahison, n'est qu'un épisode dans la longue bataille qui s'engage ».¹⁰⁷

Cette modification faite *in extremis* après l'échec du putsch est révélatrice de la situation délicate dans laquelle le réseau émerge. Fondé dans l'effervescence du putsch, Lefèvre et Bouyer n'ont pas eu le temps de publier son premier tract que le soufflet est déjà retombé. Ainsi, à peine créé, le réseau paraît déjà en décalage par rapport à la situation politique. A l'heure où le putsch s'effondre, leur ton triomphaliste doit rendre un son étrange aux oreilles des sympathisants Algérie française qui reçoivent cette première lettre hebdomadaire. Le nom même du réseau, avec sa référence maquisarde, est un témoignage de ce décalage : peut-être

¹⁰⁴ AN, 5W/108, audition de Marcel Bouyer, le 01/02/1962.

¹⁰⁵ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, rapport de Georges Saby et René Rumeau au commissaire divisionnaire du SRPJ Toulouse, du 05/10/1961.

¹⁰⁶ AD Gironde, 4919W758, « tract n°1 du Maquis Résurrection Patrie avec annotations », envoyé par le chef des RG de Charente-Maritime au chef du SRPJ Bordeaux. Voir Annexe n°2/

¹⁰⁷ *Ibid.*

s'imaginaient-ils déjà prenant les armes et gagnant la montagne dans une France en guerre civile, mais la chose est inimaginable après l'échec lamentable du putsch. Le « Maquis » du « Maquis Résurrection-Patrie » persiste malgré tout, comme une référence confuse et abstraite à la Résistance contre l'occupation nazie. Pour ce qui est de « Résurrection-Patrie », certainement faut-il le prendre au sens littéral : le combat pour la renaissance d'une France endormie, trahie. Ce thème est assez classique dans les discours des droites réactionnaires, et n'est pas sans rappeler le nationalisme intégral maurrassien, qui prône le retour au pays réel, étouffé par les trahisons de la classe politique républicaine.¹⁰⁸ Cette inclination réactionnaire semble confirmée par le symbole qu'ils choisissent pour représenter leur réseau, à savoir une fleur de lys, accolée de l'inscription : « L'Iris notre sigle est le symbole du retour au source ». Peut-être, également, ont-ils voulu faire référence à l'opération Résurrection, qui était sensée renverser la IV^e République par la force, avant que l'opération soit avortée du fait de la nomination du général De Gaulle à la présidence du conseil. L'importance qu'ils accordent au thème de la « révolution inachevée » du 13 mai 1958 rend la chose plausible¹⁰⁹.

Cette première lettre hebdomadaire fait office de manifeste politique du réseau, et a beaucoup à nous apprendre sur le profil et les intentions de nos deux activistes. Dès la première phrase de la première lettre, la tonalité de la propagande du réseau est donnée :

« La trahison de nos gouvernants met en péril la Patrie et l'Occident chrétien tout entier ».¹¹⁰

Trahison des gouvernants, péril sur l'occident chrétien... Bouyer et Lefèvre ont choisi leur parti : ils entendent avancer à visage découvert, en employant une rhétorique clairement identifiable à l'extrême droite et en détaillant une série d'objectifs politiques qui ne laissent pas de place à l'imagination :

« Sauver l'Algérie partie intégrante de la France, abolir le régime de partis qui ont conduit le pays à la décadence actuelle, restaurer les valeurs traditionnelles en redonnant vie aux corps intermédiaires, famille communes, métiers, provinces, châtier les traîtres qui depuis 1936 ont entrepris de saboter la France par la division et la haine, reconstituer l'Occident sur de nouvelles bases, tels sont nos buts. »¹¹¹

¹⁰⁸ Winock, Michel. « 14. Charles Maurras et le nationalisme intégral », *Le XXe siècle idéologique et politique*, Perrin, 2013, pp. 233-252.

¹⁰⁹ Voir Anderson, Grey. *Op cit.* p 154.

¹¹⁰ AD Gironde, 74 W 445, « tract n°1 du Maquis Résurrection Patrie avec annotations », envoyé par le chef des RG de Charente-Maritime au chef du SRPJ Bordeaux. VOIR ANNEXE.

¹¹¹ *Ibid.*

Avec cette liste à la Prévert de propositions fascisantes, nous sommes loin des stratégies complexes élaborées que mènera Salan et ses proches à l'automne 1961, lorsque ceux-ci lancèrent une offensive médiatique afin de convaincre qu'ils n'étaient pas une organisation putschiste, et qu'au contraire ils étaient garants de la légalité républicaine en dénonçant une dérive dictatoriale de De Gaulle en métropole, dans l'espoir de rallier les sceptiques de la politique algérienne gaulliste que l'OAS. Tout cela en menant, dans le même temps, une politique de la terreur en Algérie. Loin de ce type d'acrobaties opportunistes, Bouyer et Lefèvre assument leur ancrage dans la droite la plus autoritaire, et n'espèrent pas séduire les brebis égarées du « système ». Ils entendent, au contraire, mobiliser au mieux le milieu activiste métropolitain, en lui offrant le discours qu'il attend. Cette stratégie est nourrie par une conviction, largement partagée dans l'activisme d'extrême droite : celle que les changements politiques majeurs sont toujours initiés par de petits groupes de personnes se détachant de la masse par leur cohésion, leur organisation et leur détermination. En bons idéalistes, ils mettent dos à dos les « matérialismes » capitaliste et communiste, et leur opposent une conception volontariste de la marche historique :

« Le sens de l'histoire et la décolonisation inventés par les marxistes et approuvés par les financiers internationaux ne visent qu'à détruire et diviser les vieux pays européens pour mieux les subjuguier. Le vrai sens de l'histoire, c'est celui qui conduit à resserrer les liens entre colonie et Métropole dans l'amitié et la fraternité. Ayons garde d'oublier que l'histoire est écrite par la poignée de ceux qui l'osent ! »¹¹²

Mais entre le moment où ils ont écrit ces lignes et le moment où ils ont distribué le tract, ceux qui avaient « osé » tenter un putsch ont lamentablement échoué et ont été obligés de se rendre ou de se cacher. Tout est donc à recommencer, et dans les semaines qui suivent, Bouyer va essayer de rallier à leur cause toutes les personnes qui pourraient être tentés d'entrer dans la lutte clandestine.

¹¹² *Ibid.*

2. Une prospection en milieu activiste, et la mise sur pied d'un « triumvirat » de direction

Dans les semaines qui suivent l'échec du putsch, Bouyer et Lefèvre rencontrent toute une série d'activistes, plus ou moins clandestins, par le biais du docteur Henri Martin, sur lequel il nous faut nous arrêter un moment. Ce curieux personnage, anticommuniste virulent, comploteur compulsif, fut de toutes les causes réactionnaires de son temps, des camelots du Roi à l'anticommunisme des années 1950, en passant par la Cagoule et Vichy. Obsédé par le renseignement, l'infiltration et la constitution de réseaux d'influence, c'est bien naturellement qu'il s'implique dans l'activisme pour l'Algérie Française. Il met à disposition de ses interlocuteurs ses réseaux de connaissance, traversant les milieux de l'activisme, du renseignement, de la haute fonction publique et du haut commandement militaire, qu'il a cultivé en animant pendant des décennies son réseau de renseignement politique privé.¹¹³ Bouyer devait connaître la réputation des réseaux tentaculaires du docteur Martin, et n'a certainement pas eu du mal à parvenir jusqu'à lui, dans la mesure où il a côtoyé, au sein du groupe parlementaire poujadiste, deux amis proches de ce dernier : Henri Dorgères, ancien leader des « chemises vertes »,¹¹⁴ et Jean Dides, ancien commissaire qui fut chargé de la répression anti-communiste¹¹⁵. Ainsi, le docteur fait faire à Bouyer la tournée de sa « maison », de la toile qu'il a tissée au fil de ses complots successifs. Qui a-t-il rencontré exactement ? Combien de personnes a-t-il recruté ainsi ? Impossible de savoir précisément. Ce qui est certain, c'est que cette tournée les a amenés assez loin du cercle des strictes convaincus, puisqu'ils ont rencontré le colonel Rémy, qui fut pourtant l'un des premiers compagnons de De Gaulle dans la Résistance – sans que cela soit fructueux, en l'espèce¹¹⁶. Plus important, cela leur permit de s'associer au capitaine de corvette Jacques Roy. Cet ami du docteur Martin n'est pas tout à fait un inconnu, puisqu'au moment des émeutes du 13 mai 1958, il était en service à Oran où il se lia au docteur Lefèvre, alors éminent activiste de la place algéroise. Jacques Roy raconte ce premier contact, intervenu mi-mai 1961, lors d'une audition devant un juge d'instruction, à la suite de son arrestation, intervenue deux ans plus tard :

¹¹³ Péan, Pierre. *Le mystérieux docteur Martin*, Editions Fayard, Paris, 1993, 495p. A partir des archives de Martin, Péan y mène une enquête fouillée sur l'action de cet étrange personnage.

¹¹⁴ Voir chapitre 1, I/.

¹¹⁵ Péan, Pierre. *op. cit.* p 283.

¹¹⁶ Kauffèr, Rémy. *Op. cit.* p 165. Rémy mentionnera cette rencontre dans ses mémoires.

« Il m'a exposé que toute chance n'était pas encore perdue de sauver l'Algérie, qu'il y avait des éléments nationaux capables de mener une action en sa faveur et il m'a proposé de parcourir différents départements où il pouvait avoir des amitiés afin de coordonner leur action. »¹¹⁷

Cet argumentaire, que Lefèvre et Bouyer ont certainement servi à la plupart de leurs interlocuteurs, nous révèle quels étaient les enjeux pour rallier des partisans à leur réseau : d'une part, convaincre que la lutte pour l'Algérie française n'était pas perdue d'avance, et d'autre part, que c'était eux qui étaient les mieux placés pour mener cette lutte en Métropole :

« [Bouyer] m'a fait ressortir qu'il connaissait beaucoup de commerçants et de personnalités ayant milité dans son mouvement et qui lui restent acquis. Le Docteur LEFEVRE lui aussi a beaucoup d'amis personnels en France et il espérait pouvoir compter sur eux. »

Il faut noter que c'est leur détermination et l'étendue des réseaux militants qui motivent Roy à s'allier à eux, et non pas la profondeur de leur pensée politique :

« Je dois préciser que les idées corporatives du docteur LEFEVRE passaient pour moi au second plan, mon désir essentiel étant d'œuvrer pour l'Algérie. [...] Par contre, j'ai eu l'impression que les relations du docteur LEFEVRE et de Marcel BOUYER pouvaient constituer effectivement un moyen utile d'action et je leur ai donné mon accord pour travailler en liaison avec eux. »¹¹⁸

Cette indifférence de Roy à la coloration idéologique qu'entendent donner Bouyer et Lefèvre au réseau est frappante, car il est pourtant très lié aux réseaux du docteur Martin, et semble évoluer en parallèle dans des milieux royalistes et catholiques intégristes¹¹⁹. Il y a donc fort à parier qu'il ne nourrisse pas d'hostilité fondamentale à la doctrine de Lefèvre et que la différence qui le sépare de ses nouveaux acolytes ne soit pas d'ordre idéologique. En réalité, il s'agit d'une différence d'ordre de priorité : pour Lefèvre et Bouyer, l'Algérie française ne constitue qu'un point de leur programme politique, dont ils espèrent certes faire le levier de mobilisation pour leur réseau, mais qui ne constitue pas une fin en soi. Pour Roy, c'est exactement le contraire. Il appartient à cette génération d'officier qui ont passé le plus clair de leur carrière à se battre pour maintenir l'Empire français, en Indochine puis en Algérie, et pour qui cette lutte a pris une signification très forte. Une signification personnelle, avec l'importance de la parole donnée, de la promesse aux colons européens comme aux supplétifs colonisés que la France ne partirait pas, mais aussi une signification plus large¹²⁰. La lutte pour

¹¹⁷ AN, 5W/108, audition de Jacques Roy, le 17/04/1963 devant le juge d'instruction André Braunschweig.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ Péan, Pierre, *op. cit.* p 344.

¹²⁰ Dard, Olivier. "L'armée française face à l'Organisation Armée Secrète". In *Militaires en République, 1870-1962*. O. Forcade, E. Duhamel, P. Vial. Editions de la Sorbonne, 1999.

l'Algérie française est devenue indissociable de la lutte mondiale contre le communisme, qui menacerait un ordre occidental pluriséculaire¹²¹. Pour Roy, c'est donc le maintien de l'Algérie française qui constitue l'impératif catégorique de son engagement dans la clandestinité, et c'est tout le reste programme politique Lefèvre qui en constitue l'accessoire. Ainsi, lorsqu'en septembre 1961, à la suite de l'affaire Vidart, le réseau RP subit une vague d'arrestation, Roy coupa tout lien avec Bouyer et Lefèvre pour se rapprocher d'un autre réseau, mené par Bastien-Thiry, et qui prendra plus tard le nom de Conseil National de la Résistance Intérieure (CNRI).¹²² C'est ce réseau en 1962, et qui est responsable des deux attentats les plus dangereux ayant visés De Gaulle : Celui de Pont-sur Seine, du 8 septembre 1961, et celui du Petit Clamart le 22 août 1962¹²³. Cet homme n'a donc rien d'un amateur, et ne sera arrêté qu'en août 1963, plus d'un an après le démantèlement complet du réseau Résurrection-Patrie. Reste à éclaircir un dernier point : le quasi-silence de nos sources judiciaires sur son activité propre au sein de ce réseau. Il semble pourtant bien avoir été actif, puisque de nombreuses personnes témoignent avoir été contactées par lui. Seulement, les réseaux qu'il monte semblent fonctionner de manière autonome au sein du réseau Résurrection-Patrie. La séparation géographique a pu jouer dans cette autonomie, puisque Roy œuvre en Bretagne, loin du grand Sud-Ouest qui sert de théâtre à Bouyer et Lefèvre, mais elle ne peut tout expliquer. A la suite l'affaire Vidart, et des arrestations sont intervenues de la Charente à l'Ariège. Si cette vague n'a pas touché la Bretagne, c'est certainement parce que Roy respecta l'un des principes de base de la clandestinité : celui du cloisonnement de l'information. Contrairement à Bouyer, Roy ne disait rien de ses réseaux auprès des membres de Résurrection-Patrie, et lorsque ceux-ci se retrouvèrent devant la police, ils n'eurent rien à dire sur ceux-là.

¹²¹ Dans les représentations militaires de ce temps, marquées par les théories antissubversives, l'on considère généralement, avec une morgue toute coloniale, que le FLN n'est que le jouet de Moscou. Voir Anderson, Grey. *Op cit.* p 122.

¹²² Roy le confirme de manière elliptique lors de son audition : « Au cours du mois de septembre, j'ai rencontré différentes personnes qui défendaient l'Algérie Française dans un autre cadre. J'ai alors déployé une nouvelle activité qui fait l'objet de l'autre information actuellement ouverte contre moi. » (AN, 5W/108, audition de Jacques Roy, le 17/04/1963 devant le juge d'instruction André Braunschweig.)

¹²³ Kauffèr, Rémy. *Op. cit.* p 195.

3. Le choix de l'autonomie par rapport à Alger

Durant ce même mois de mai 1961, les choses bougent également de l'autre côté de la Méditerranée, où l'OAS Alger est en cours de structuration, sous l'égide d'un état-major dirigé par l'ex-général Salan.¹²⁴ Ce dernier délivre des ordres de mission à trois hommes, chargés de monter une branche métropolitaine de l'OAS sous son commandement. Cette initiative sera appelée, rétrospectivement, la mission I de l'OAS-Métro Jean Joba, militaire activiste ; cette mission comptera parmi ses membres André Regard, haut fonctionnaire travaillant auprès de Michel Poniatowski, directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'Etat aux finances, et enfin Yves Gignac, président et fondateur de l'Association des Combattants de l'Union Française (ACUF). Cette association fondée en 1953 est conçue comme un groupe de pression comprenant des anciens combattants mais aussi des militaires en activité, et vise à mobiliser l'arrière dans les guerres coloniales¹²⁵. Gignac, ancien sous-officier engagé en Indochine, fut amené à créer des liens avec le haut commandement militaire et notamment avec Salan, qu'il fit nommer président d'honneur de l'ACUF. C'est donc bien naturellement qu'il exécute la demande de ce dernier, et essaie de fédérer les activistes européens prêts à l'action. Or, Gignac est également un proche du docteur Martin, qui constitua pour lui un mentor en politique.¹²⁶ C'est par cet intermédiaire qu'il rencontre Marcel Bouyer pour lui proposer de travailler de concert avec lui. Plus tard, il donnera de cet épisode deux versions différentes. Comme souvent en histoire orale, c'est le témoignage le plus tardif qui paraît le moins plausible. Au début des années 2000, Gignac raconte ainsi à Vincent Quivy que Bouyer aurait mal réagi à la proposition de Gignac d'unir leurs forces, insultant Salan d'islamiste, et que cet épisode l'aurait tant désespéré qu'il aurait déchiré le soir même l'ordre de mission de Salan.¹²⁷ Sans s'attarder sur l'expression « islamiste », qui paraît quelque peu anachronique, il est avéré que Gignac continua d'agir en faveur de l'OAS, notamment en utilisant les structures de son association au profit de cette dernière. En novembre 1961, il continue encore d'œuvrer pour l'unité d'action entre le réseau de Bouyer et l'OAS-Métro. Dans une lettre à Jean Bagieu, responsable départemental de l'ACUF Gironde et membre de l'OAS, il dit être en train d'essayer de convaincre Jean Berthommier, ancien député poujadiste et responsable du réseau

¹²⁴ Sur ce point, voir Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, 425p.

¹²⁵ Kauffer, Rémy. *Op. cit.* p 162.

¹²⁶ Péan, Pierre. *Op. cit.* p 395.

¹²⁷ Quivy, Vincent. *Les soldats perdus. Les anciens de l'OAS racontent*, Editions du Seuil, 2003, 264p.

Résurrection-Patrie à Paris, de rejoindre l'OAS-Métro. Il espère que « la récupération de cette équipe [favoriserait] grandement l'unité d'action ».¹²⁸ Rémi Kauffer, qui a récolté le témoignage de Gignac dans les années 1980, en tire un récit plus vraisemblable :

« Bouyer part illico en guerre contre le "Salanisme". Gignac réalise qu'il y a encore du chemin à faire pour unifier les partisans de l'Algérie française derrière Soleil [pseudonyme de Salan]. Mais, plein d'ardeur, il retrousse quand même ses manches »¹²⁹

En effet, tout au long de son activité à la tête du réseau Résurrection-Patrie, Bouyer n'aura de cesse de batailler contre Salan, en rabâchant une formule dans les réunions qu'il tient et les circulaires qu'il envoie, une formule qu'il délivre même à Susini, membre important de la direction de l'OAS Alger et proche de Salan, dans une lettre qu'il lui envoie à la fin du mois d'août 1961 :

« Il faut que tu saches et les membres de l'état-major d'Alger du même coup, qu'ici ceux que nous pouvons représenter admettront que Salan soit de l'OAS mais jamais ne voudront considérer que Salan est l'OAS. Nuance très importante, car si nous sortons ou plus exactement nous voulons sortir du gaullisme que ce ne soit pas pour instaurer le salanisme. »¹³⁰

Ainsi, c'est Bouyer qui d'office, repousse toute unité d'action avec l'OAS Alger, en arguant d'une défiance envers le personnage de Salan, assimilé à De Gaulle pour souligner son absence de fiabilité. Cette défiance tient, pour une part, d'une appréciation personnelle : Salan serait trop proche du « système ». Cette appréciation peut surprendre concernant le chef de l'OAS, mais il ne faut pas oublier qu'elle était largement répandue dans le milieu activiste, lorsque Salan fut nommé commandant des armées en Algérie, en novembre 1956. Salan ne faisait pas partie de ces officiers activistes qui multipliaient les complots pour renverser la IV^e République. Au contraire, il était alors perçu comme un général républicain et discipliné,¹³¹ ce qui n'avait rien pour plaire aux activistes algérois, qui voyaient en lui le général de la défaite en Indochine, et donc un « bradeur d'Empire » en puissance. A mesure que Salan opéra sa mue activiste, il acquit l'estime de la mouvance Algérie française, si bien que même Philippe Castille, qui avait pourtant tenté de le supprimer par un attentat au bazooka en 1956, en vint à

¹²⁸ AD de Gironde, 1979/022-12, PV d'audition de Bagieu, du 29/03/1962, p28. A noter que Bagieu fut particulièrement bavard, son PV fait 90 pages et permit une vague d'arrestation à Bordeaux.

¹²⁹Kauffer, Rémy. *Op. cit.* p 165.

¹³⁰ Lettre de Bouyer à Susini, citée dans Ferrandi, Jean. *600 jours avec Salan et l'OAS*, Editions Fayard, 1969.

¹³¹ Kauffer, Rémy. *Op. cit.* p 45.

Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018 : Anderson montre comment, lors de son procès, Salan et ses avocats vont utiliser son image de général républicain pour construire sa défense devant le Haut Tribunal Militaire.

s'excuser puis à se mettre à son service¹³². Mais Bouyer et Lefèvre, eux, ne semblent jamais être tout à fait revenus de cette vieille méfiance. D'autant plus que dès la deuxième lettre hebdomadaire, Bouyer et Lefèvre reprochent aux militaires putschistes de n'avoir pas impliqué les activistes, voyant dans ce choix délétère l'explication de l'échec du putsch.¹³³

Ainsi, le positionnement autonome du réseau RP vis-à-vis d'Alger se met en place dès les premières semaines de son existence, et pour imposer leur ligne, ils vont tenter d'occuper les premiers le terrain de l'activisme.

II/ Des premières prospections peu concluantes en terre basque

Au cours du mois de mai, les choses commencent à se mettre en place. le « triumvirat » de dirigeants, composé de Bouyer, Lefèvre, et Roy, passe plusieurs jours ensemble vers le 15 mai, pour établir un « plan de prospection des éléments nationaux favorables à l'Algérie française »¹³⁴. Ils conviennent d'un plan commun pour mettre en place un réseau clandestin opérationnel le plus vite possible. Tandis que Roy va prospecter en Bretagne, où il a ses réseaux, Bouyer et Lefèvre se rendent dans le Pays basque pour une réunion importante, qui doit poser les premiers jalons de la structuration du réseau. Leur plan est simple : ils voient que la mouvance Algérie française métropolitaine est fragmentée entre anciens poujadistes, royalistes et catholiques intégristes, nationalistes, de militaires activistes et de rapatriés d'Afrique du Nord... Ils font le pari que l'urgence de la situation et l'envie d'entrer en action chez les sympathisants Algérie française, peut permettre de dépasser la fragmentation qui paralyse cette mouvance. Notre « triumvirat » entend donc user de cette envie de faire quelque chose, d'influer sur des événements révoltants, qui constitue le carburant indispensable à toute

¹³² Voir Maloubier, Bob ; Castille, Philippe. *BAZOOKA, la confession de Philippe Castille*, Editions Filipacchi, 1988, 304p : Castille raconte avoir été l'exécutant de cet attentat, organisé par le docteur Kovacs, un médecin mysticiste donnant alors dans l'activiste – encore un –.

¹³³ AN, 5W/104, lettre n°2, du 02/05/1961, « ceux qui soutiennent la trahison »

¹³⁴ AN, 5W/108, audition de Jacques Roy, le 17/04/1963 devant le juge d'instruction André Braunschweig.

entreprise politique, pour rassembler le plus vite possible cette clientèle en déshérence, avant que quelqu'un d'autre ne s'en charge. Ils sont ainsi convaincus qu'en proposant une doctrine et une stratégie cohérente, simple et sans concession, ils emporteront l'adhésion de tous et pourront fédérer au sein de leur organisation toute la sphère Algérie française sur un programme clairement réactionnaire. Mais leur plan ne va pas se dérouler aussi bien que prévu, et les divisions internes à l'extrême droite métropolitaine vont se faire plus gênantes qu'ils ne l'avaient pensé. L'échec de la tentative d'union locale du milieu Algérie française par Bouyer et Lefèvre, dans la dernière semaine de mai au Pays basque, est une parfaite illustration de ces difficultés. Cette première réunion importante, qui a eu lieu à Cambo-les-Bains dans les Basses Pyrénées (devenus les Pyrénées Atlantiques), et sur ce qu'elle révèle des difficultés qu'ils rencontrent à mobiliser les sympathisants Algérie française au profit de leur entreprise politique. Puis nous verrons comment ils essaient de répondre à ces difficultés, d'une part en s'appropriant le sigle de l'OAS, d'autre part en s'inscrivant dans une démarche unitaire avec les groupes d'ultras Algérie française réfugiés en Espagne.

1) Une réunion prenant le tour de désastre

Pierre Tardieu est un médecin de trente-neuf ans, travaillant au sanatorium de Cambo-Les-Bains, dans le Pays basque, propriété de son ami et employeur, le docteur Dieudonné, avec qui il partage ses convictions Algérie française. Environ trois jours avant la Pentecôte, à savoir vers le 18 mai 1961, il reçoit la visite d'un homme, avec qui il a sympathisé quelques mois plus tôt à la sortie d'une réunion du FNAF à Bayonne. Cet homme, dont Tardieu dit ignorer le nom, vient le voir chez lui pour lui demander de s'engager :

« Il m'a demandé si j'étais prêt à faire quelque chose pour la cause de l'Algérie et plus particulièrement si des réunions pouvaient se tenir chez moi, ce que j'ai accepté [...]

Il m'a encore demandé si je connaissais le « Dr LEFEVRE des barricades » et si j'acceptais de le rencontrer, j'ai répondu par l'affirmative. J'ai cru comprendre par les propos tenus que ce Docteur devait arriver incessamment. »¹³⁵

Lefèvre arrive ainsi le samedi 20 mai, suivi de Bouyer. Ils organisent pour le lendemain soir une sorte de réunion d'information au domicile de Tardieu devant des sympathisants Algérie française de la région, qu'ils ont personnellement convié pour les convaincre de les

¹³⁵ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Pierre Tardieu, du 30/08/1961.

rejoindre. Si les témoignages divergent sur la présence de certaines personnes, il est établi que les docteurs Tardieu et Dieudonné sont bien présents, ainsi que d'anciens cadres poujadistes invités par Bouyer : Edith Meyrous et Paul Vidart. Enfin, Arnaud De Gorostarzu, entrepreneur landais issu d'une famille d'officiers, fut également convié¹³⁶. Arrivé en avance à la réunion, le docteur Dieudonné en profite pour échanger avec le docteur Lefèvre, qui est alors une petite célébrité de la mouvance Algérie française :

« Après m'avoir parlé de sa détention et du procès des barricades, le Dr LEFEVRE m'a parlé de corporatisme et de fédéralisme. Il m'a paru être plus idéaliste qu'homme d'action.

Lui ayant posé des questions sur le putsch, il m'a fait part de son antinomie à l'égard des militaires qui, selon lui, étaient responsables de l'échec, n'ayant pas voulu inclure les civils dans son action. Il a fini par une violente charge contre le général SALAN qui, à ses yeux, ne représente rien. »¹³⁷

Le docteur Dieudonné ressort manifestement déçu de cette discussion, si bien qu'il s'en va avant même le début de la réunion, et avant l'arrivée d'Arnaud De Gorostarzu, qu'il est le seul à bien connaître. Ainsi, lorsque ce dernier arrive, il est entouré de visages inconnus et fait preuve d'une grande méfiance. Il avait été convié par l'intermédiaire de Vidart, qui lui avait certifié que de « hautes personnalités venues de Paris tenaient une réunion pour organiser des actions »¹³⁸. Or, lorsqu'il arrive, De Gorostarzu ne reconnaît ni Bouyer ni Lefèvre, et leur demande de prouver qu'ils ne sont pas des provocateurs. De plus, il se rend compte de l'affiliation poujadiste de cette assemblée, mouvement qu'il a toujours considéré n'être qu'une bande d'agités. Cette situation fait planer un premier malaise dans l'assemblée – le premier d'une longue série – qui se dissipe lorsqu'il finit par identifier le docteur Lefèvre comme « le Lefèvre des barricades »...¹³⁹ La réunion commence, et Bouyer énonce le plan mis au point avec ses deux complices : former rapidement des cellules militantes dans chaque département, sous forme de « troïkas », c'est-à-dire des groupes de trois militants, afin de mener au plus vite des opérations d'action directe. Le mot d'ordre est simple :

¹³⁶ En l'espèce, nous nous appuyons sur les PV d'audition de Vidart, qui révéla l'existence de cette réunion, mais aussi celle de son hôte, le docteur Tardieu, et des participants qui furent arrêtés, comme Mme Meyrous, De Gorostarzu et Dieudonné, et de membre en ayant entendu parler, comme Despaux. Tous ces PV sont issus de : AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, cote information du dossier de Bayonne.

¹³⁷ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Pierre Dieudonné, du 30/08/1961.

¹³⁸ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, dossier d'information du dossier de Bayonne, 37-4, PV d'interrogatoire de De Gorostarzu, le 05/09/1961.

¹³⁹ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de De Gorostarzu, du 05/09/1961.

« Il a été dit par BOUYER qu'il fallait attirer l'attention du pays sur l'opposition à la politique algérienne du Gouvernement et que pour cela, il fallait « mettre le pays en condition et poser du plastic »¹⁴⁰

Pour se légitimer, Bouyer rappelle le rôle proéminent qu'il tint au sein du mouvement Poujade et prétend avoir organisé des plasticages avant le 13 mai 1958. Mais ses fanfaronnades sont bien inutiles car le moins que l'on puisse dire, c'est que la perspective d'organiser des attentats à la bombe ne soulève pas l'enthousiasme de l'assemblée. Tardieu déclare ainsi :

« Ces propos ont mis une atmosphère de froideur, car DIEUDONNE, GOROSTARZU et moi-même n'avions nullement envisagé cette forme d'action. »

Vidart aussi semble lui aussi refroidi :

« Vidart paraissait particulièrement « éteint » et il m'avait dit au moment de son entrée dans la maison qu'il n'avait plus envie de faire de la politique et qu'il avait promis à sa femme de tout abandonner parce qu'il avait trois enfants. »¹⁴¹

Seule Edith Meyrous semble adhérer à la stratégie proposée et se projette déjà comme responsable du réseau pour le département des Landes, qu'elle présente comme le prolongement logique de sa fonction de secrétaire départementale de l'UDCA¹⁴². Pourtant, elle aussi se montre rapidement mécontente, lorsqu'elle se rend compte que Bouyer lui préférerait De Gorostarzu comme responsable départemental des Landes. En effet, c'est en premier lieu à ce dernier que Bouyer s'adresse au cours de cette réunion, dans l'espoir que cet homme formé au maniement des explosifs durant son service militaire prenne en charge l'action directe dans la région. Consciente de la fragilité de sa position, Meyrous fait même de l'excès de zèle et provoque une dispute avec Vidart, à qui elle reproche son manque de courage. Il est donc décidé que Meyrous et De Gorostarzu s'occuperaient conjointement de la branche landaise du réseau, ce dernier ayant accepté le principe de participer à des plasticages. Pour le reste, étant donné la tournure que prend la réunion, Bouyer, Lefèvre et Roy se retrouvent dans l'obligation de faire des concessions importantes, dont Tardieu témoigne :

« Il nous a été promis qu'il ne serait pas fait de plasticage dans les Basses Pyrénées d'une manière isolée et que l'on en ferait que lorsqu'il y aurait une action généralisée à toute la France »¹⁴³

¹⁴⁰ C'est Tardieu qui rapporte cette citation, dans AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, Audition de Pierre Tardieu, du 30/08/1961.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, dossier d'information du dossier de Bayonne, 37-4, PV d'interrogatoire de De Gorostarzu, le 05/09/1961.

¹⁴³ 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, Audition de Pierre Tardieu, du 30/08/1961.

Ce même Tardieu résume bien le ressenti général à la fin de la réunion, en confiant aux policiers que la « réunion s'est terminée en queue de poisson »¹⁴⁴. La seule avancée obtenue à l'issue de la réunion, à savoir un fragile accord de principe de Meyrous et De Gorostarzu pour organiser l'action dans les Landes, va rapidement tourner court.

2) Meyrous et De Gorostarzu, une mésentente révélatrice

Pour bien comprendre la situation d'Arnaud De Gorostarzu, il faut resituer la place à part qu'occupe sa famille dans la sphère Algérie française. Il est issu d'une famille d'officiers ayant à cœur les valeurs d'honneur militaire, pour laquelle la politique algérienne constitue une trahison impardonnable. Lors du putsch d'avril 1961, nombreux d'entre eux entrent en rébellion. C'est le cas de son cousin germain, Hélié Denoix de Saint Marc, commandant du 1^{er} bataillon des parachutiste qui, pour son engagement dans le putsch d'avril 1961, prendra dix ans de réclusion criminelle et vit son bataillon être entièrement dissout. C'est également de son frère, le capitaine Bertrand De Gorostarzu, qui va jouer un rôle de premier plan dans l'OAS-Métro¹⁴⁵. Arnaud De Gorostarzu lui-même servit d'agent de liaison à Salan, lorsque celui-ci se trouvait en Espagne pendant les mois précédents le putsch d'Alger¹⁴⁶. Durant le putsch, il continue de remplir ce rôle, et « effectue un travail complexe de liaison entre Salan, Gignac, l'ancien inspecteur de la légion étrangère Paul Gardy, retraité à Bayonne, et les cadres du 1^{er} REP, fer de lance de l'insurrection à venir »¹⁴⁷. En ayant en tête tous ces éléments, l'on pourrait être tenté de tirer de la seule présence d'Arnaud De Gorostarzu dans la liste d'inculpés pour participation au réseau Résurrection-Patrie, la conviction que des liens opérationnels ont pu se

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Voir p139 de : Arnaud Déroulède, *OAS, Etude d'une organisation clandestine*, Bayonne, Curutchet, 1997. En effet, ce jeune capitaine a alors un poste de responsabilité au service de la direction des personnels du ministère des armées. Il va ainsi aiguiller les officiers « amis » vers des postes stratégiques, et les mettre en relation avec son ami et camarade de promotion à Saint-Cyr auprès du capitaine Sergent, chef de la mission II de l'OAS-Métro, dont il sera le responsable pour le Sud-Ouest

¹⁴⁶ PELLISSIER Pierre, « 23. Glissement vers l'illégalité », in *Salan*. Paris, Perrin, « Tempus », 2020, p. 430-461.

¹⁴⁷ Kauffèr, Rémy. *Op cit.* 2002, p 117.

faire, par son intermédiaire, entre l'OAS-Métro et l'OAS Résurrection-Patrie¹⁴⁸. Mais qu'en est-il réellement ?

Tout d'abord, il faut rappeler qu'au moment où se tient la réunion de Cambo-Les-Bains, Pierre Sergent est encore caché à Alger, et qu'il faut attendre mi-juin pour qu'il rentre en métropole avec l'intention de faire de l'OAS-Métro une organisation clandestine opérationnelle, et encore plusieurs mois pour que ce dessein se concrétise¹⁴⁹. Si Bouyer décide de contacter Arnaud De Gorostarzu, c'est donc pour ses compétences d'artificier et son engagement pour l'Algérie française, et non pas pour d'hypothétiques liens avec d'autres réseaux. De plus, si ce dernier a donné son accord de principe pour participer aux actions du réseau au cours de la fameuse réunion de Cambo-Les-Bains, il semble l'avoir directement regretté :

« Pourquoi ai-je accepté ? Dans le feu d'une conversation avec mes amis accompagnée de quelques digestifs, je n'ai pas très bien réalisé à qui j'avais à faire à Cambo, d'autant plus que j'étais fatigué par une semaine de travail ? Je rentrai chez moi mécontent. »¹⁵⁰

Malgré cela, De Gorostarzu se rend tout de même au rendez-vous que lui avait fixé Meyrous le mardi 23 mai, comme il s'y était engagé. Mais cette rencontre semble rapidement prendre une tournure extrapolitique :

« J'eus de la peine à la reconnaître car elle s'était beaucoup rajeunie, changeant complètement de coiffure et s'étant vêtue comme une très jeune fille [...] J'étais très décontracté et je commençais à m'amuser beaucoup dans le rôle que je commençais à jouer. [...] Nous dinâmes dans une vieille ferme, et Mme MEYROUS m'expliqua que ce lieu était particulièrement fréquenté par les faux ménages et les homosexuels »¹⁵¹

Le jeu de séduction qui semble s'installer laisse planer le doute sur les intentions initiales de De Gorostarzu dans l'acceptation de ce rendez-vous. Meyrous, elle, ne perd pas de vue ses projets politiques. Elle lui expose ses exigences, et fait preuve de sa détermination en lui exposant des potentiels cibles d'attentats au plastic qu'elle a repéré :

¹⁴⁸ C'est notamment le cas d'Arnaud Déroulède, qui affirme que « Bertrand De Gorostarzu [chef régional de l'OAS-Métro] entretient de bons rapports avec Bouyer, par l'intermédiaire de son frère », in Déroulède, Arnaud. *OAS, Etude d'une organisation clandestine*, Bayonne, Curutchet, 1997, page 100.

¹⁴⁹ Sergent, Pierre. *La bataille, ma peau au bout de mes idées*, Editions La Table Ronde, 1968, 295 p.

¹⁵⁰ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de De Gorostarzu, du 05/09/1961. Son ami, à qui il confia ses regrets le lendemain, confirme ses regrets lors d'une audition devant la police : AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne PV d'audition de Jean Labat-Merle, du 05/09/1961.

¹⁵¹ *Ibid.*

« Après le dîner, elle nous promena dans sa voiture en me racontant tout ce qu'elle avait en projet : mettre en place une organisation sous la haute direction de BOUYER et sous sa direction à elle dans les Landes. Elle tenait à entraîner mon adhésion totale et sans réserve avec une complète mise à disposition de ma personne. [...]

Elle me montre différents immeubles où habitent des gens favorables à la politique algérienne du gouvernement et par conséquent adversaires de celle qu'elle préconisait. »¹⁵²

A mesure que la politique s'invite dans leurs échanges, les divergences réapparaissent et la conversation tourne court :

« Je lui fais part de mes réticences et de mes objections sur le plan politique et devant mon peu d'empressement, elle me traita comme un gamin. [...]

Nous nous quittâmes en très mauvais termes. Je m'étais rendu compte que j'avais à faire à de véritables fous et que je risquais d'être entraîné à commettre des actes graves. »¹⁵³

De Gorostarzu dit rentrer chez lui « fort en colère », sans que l'on puisse déterminer ce que ce sentiment peut devoir à une blessure d'égo, ou à l'inconfort moral de la situation pour cet homme marié et père de cinq enfants. Quoiqu'il en soit, Meyrous lui ayant proposé de la retrouver le lendemain, elle et Vidart, dans un café à Saint-Jean-de-Luz, il s'y rend avec la ferme intention d'en finir avec eux :

« J'eus avec eux une explication violente, leur donnai l'ordre de cesser toutes relations avec moi ainsi que celui de dire à BOUYER et LEFEVRE de quitter la région et de ne plus y revenir. [...]

Cela faisait plusieurs fois que je recevais la visite de la police et je me doutais que si des attentats étaient commis, je serais l'un des premiers à être soupçonné. »¹⁵⁴

Le soir même, Vidart se rend chez le docteur Tardieu pour remettre du courrier à Bouyer, et l'informe des propos tenus par De Gorostarzu. Bouyer décide alors de quitter la région dans la semaine, « car il craignait que la mésentente ait eu des échos dans la ville »¹⁵⁵. Il missionne Vidart de faire parvenir une lettre à Meyrous, lui enjoignant de venir le dimanche 28 mai le chercher à Cambo-les-Bains en voiture pour l'amener chez elle, à Belis (Landes).

Il se résout ainsi à se rendre chez la seule personne ayant adhéré avec enthousiasme à sa proposition politique. Cet enthousiasme de Mme Meyrous a des ressorts personnels évidents, et l'on peut noter que sa trajectoire présente des éléments biographiques communs avec celle de Bouyer : comme Bouyer, cette femme semble avoir connu des années fastes, actives et pleines d'aventures, avant de connaître une trajectoire sociale descendante. En effet, le

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ La contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0939/1, PV d'audition de Paul Vidart d'Egurbide, du 26/08/1961 à 22 heures.

commerce de cycles qu'elle tenait depuis dix ans à Mont-de-Marsan avec son mari fit faillite en 1960, à la suite de quoi ils furent contraints de revenir dans la ferme familiale de ce dernier. A cette occasion, leur fils dut arrêter ses études et s'engagea dans l'armée pour subvenir à ses besoins. Elle, qui tenait un magasin florissant avec son mari, semblait jouir d'une grande indépendance à Mont-de-Marsan, si l'on en croit les nombreux témoignages évoquant – non sans faire sentir un jugement – sa liberté sexuelle. Des voisins témoignent ainsi de rumeurs persistantes sur ce sujet¹⁵⁶, et Jacques Noni, président départemental UDCA du Tarn-et-Garonne, déclare ainsi :

« Madame MEROUX [sic] a été ma maitresse. Il est probable du reste qu'elle le fût en rapport intimes avec d'autres propagandistes de l'UDCA. »¹⁵⁷

C'est cette même femme qui se retrouve désormais contrainte de partager son habitation avec sa belle-famille avec qui elle ne s'entend pas, dans un village où elle ne connaît personne, et vit la plupart du temps recluse chez elle¹⁵⁸. Tous ces facteurs personnels jouent certainement un rôle au moment où se pose la question d'un engagement activiste. Jacques Delarue, policier ayant joué un rôle de premier plan dans la répression du réseau OAS Résurrection Patrie, avait déjà décelé l'importance de la dimension ludique dans l'engagement activiste :

« J'ai souvent constaté, dans les nombreuses relations que j'ai eues au cours de ma vie professionnelle avec toute sorte de conspirateur et de comploteurs, que l'élément de jeu tient une place considérable, insuffisamment appréciée, dans ce genre d'aventure. Pour beaucoup, c'est une révélation, c'est l'embellie d'un coup de soleil dans une vie grisâtre, trop paisible, sans risque et sans éclat, le coup de soleil dans la cave du quotidien. Bouyer n'échappait pas à la règle. »¹⁵⁹

Meyrous non plus, pourrait-on rajouter. Pour ce qui est de De Gorostarzu, notons que cette rupture avec le réseau Résurrection-Patrie ne fut que passagère, puisque lorsqu'au mois d'août, lorsque l'OAS-Métro - dirigée par son frère dans le Sud-Ouest - et les amis de Bouyer se mirent d'accord pour faire des opérations de plasticages simultanés, il servit d'agent de

¹⁵⁶ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, dossier des renseignements généraux sur Edith Meyrous. Robert Daribeau, un ancien voisin à Mont-de-Marsan, témoigne de la liberté de mouvement d'Edith Meyrous, qui sortait fréquemment le soir, si bien que « la rumeur publique lui prêtait des sorties galantes ».

¹⁵⁷ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, 1^{ère} audition de Jacques Noni, du 27/08/1961. Notons que de cette focalisation sur son indépendance sexuelle est frappante dans les sources, même s'il est difficile d'étayer des hypothèses sur à partir de ces traces elliptiques.

¹⁵⁸ *Ibid.* témoignage de Jean Meyrous, beau-frère d'Edith Meyrous. Sur les relations avec sa belle-sœur : « en toute sincérité, je ne peux pas dire que nous ayons de bons rapports ». A cela se rajoute les déclarations de Didier Glize et Pierrette Darthenuc, habitants du village de Belis, qui témoignent de son isolement.

¹⁵⁹ Delarue, Jacques. *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, p 109.

liaison, comme le montre sa présence lors d'un rendez-vous entre Vidart et Maître Etienne Ribeton, un avocat bayonnais proche de l'OAS-Métro¹⁶⁰.

3) Une inscription stratégique dans la nébuleuse de l'OAS

Cette semaine de tractation dans les terres Basques, à la fin du mois de mai 1961, constitue donc un échec pour Bouyer et Lefèvre : les acteurs prêts à participer au réseau, tels que Vidart et les docteurs Dieudonné et Tardieu, refusent non seulement participer à l'action directe, mais refusent le principe même que de telles actions aient lieu dans leur département. Quant à De Gorostarzu, sur lequel Bouyer comptait s'appuyer pour organiser des attentats au plastic, il refuse finalement de participer à ce qu'il considère comme une bande de poujadistes braillards ne pouvant lui apporter que des ennuis. Eux qui pensaient que les sympathisants Algérie française métropolitains attendaient seulement que leur soit proposé un cadre d'action clair au service d'un programme réactionnaire pour entrer en action, ils prennent la mesure d'un tableau bien plus complexe.

La doctrine corporative de Lefèvre ne semble pas susciter un grand enthousiasme chez les sympathisants Algérie française, même chez les plus réactionnaires. En effet, celle-ci leur paraît trop abstraite, et ils la perçoivent souvent comme étant en décalage avec les buts concrets du réseau. Au-delà de cet aspect doctrinaire, le passé poujadiste de Bouyer et Lefèvre ne joue pas en leur faveur auprès des sympathisants Algérie française issus de l'extrême droite traditionnelle. Ce marqueur les renvoie à une image d'activistes bas du front, peu sérieux et incapables de discrétion¹⁶¹. Ils redoublent donc d'efforts pour tenter de légitimer leur action. Cela passe notamment par la récupération du sigle de l'OAS. En effet, de fin avril à début juin, le réseau s'intitulait seulement le « Maquis Résurrection-Patrie », sans qu'aucune référence ne soit faite à l'OAS. Créé théoriquement en janvier 1961 par Jean-Jacques Susini et Pierre Lagaille en Espagne, ce sigle fait irruption pour la première fois par des graffitis inscrits sur

¹⁶⁰ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de l'audition de Paul Vidart d'Egurbide, datant du 26/08/1961, à 22 heures.

¹⁶¹ Les jugements dépréciatifs sur les poujadistes provenant de personnes se rattachant à d'autres familles politiques de la droite autoritaire sont pléthores. Par exemple, Maurice Parison, un officier monarchiste à la retraite qui est délégué départemental de Restauration Nationale du Lot-et-Garonne, dit combattre dans son département « les séquelles du poujadisme ». (19880206/34, Dossier SRPJ Bordeaux, PV d'audition du 06/03/1962).

les murs d'Alger deux mois plus tard. Mais il faut attendre l'été 1961 pour voir l'OAS se structurer sous l'action de l'ex-colonel Godard et l'autorité de Salan¹⁶². Et ce n'est qu'à l'automne 1961 que cette organisation commence réellement à être perçue comme une menace et à occuper une place centrale dans l'espace médiatique¹⁶³. En juin 1961, le signe « OAS » ne n'a pas encore le poids historique qu'il est amené à revêtir. C'est encore un signifiant flou, dont on sait très bien ce qu'il recouvre, ni même s'il se rattache à des organisations basées en Espagne ou en Algérie. Un signifiant flou auquel le Maquis Résurrection-Patrie veut rattacher son action pour des raisons d'opportunité politique. En effet, s'inviter dans la nébuleuse de l'OAS leur permet de signifier à peu de frais leur pleine inscription dans le combat pour l'Algérie française. Cela leur permet également d'entretenir le doute sur leur positionnement exact vis-à-vis des autres composantes de la lutte clandestine pour l'Algérie française. Ainsi, lorsqu'en juin 1961 Lefèvre rencontre Max Fourneau, le responsable bordelais de Jeune Nation, un mouvement d'extrême droite recrutant principalement dans le milieu étudiant, il essaie de lui faire croire, dans un de ses monologues dont il a le secret, à une partition géographique de l'OAS métropolitaine : l'OAS-Métro s'occuperait de l'Est de la France, quand l'OAS Résurrection-Patrie s'occuperait de l'Ouest¹⁶⁴. Ainsi, la reprise du sigle OAS peut permettre à Bouyer et Lefèvre de camoufler leur marginalité au sein de la sphère Algérie française, en laissant croire que le réseau Résurrection-Patrie s'inscrit dans une démarche unitaire avec l'OAS Alger. Mais il ne faut pas résumer l'appropriation de ce sigle à cette utilisation cosmétique, car cette dernière s'inscrit par ailleurs dans une réelle démarche de rassemblement. Seulement, c'est du côté de l'Espagne qu'ils regardent, et non du côté d'Alger. C'est même contre Alger, ou plus exactement contre le « Salanisme », que ce rassemblement est pensé. Pour comprendre les tenants et aboutissants de cette démarche, il faut revenir sur ce qu'était le milieu des activistes réfugiés en Espagne, et sur l'évolution des relations qu'ils entretenaient avec le réseau Résurrection-Patrie.

¹⁶² Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, p 77 : il souligne que l'OAS n'en est qu'à ses balbutiements avant le putsch.

¹⁶³ L'OAS n'occupe une place centrale qu'à partir de novembre 1961, avec notamment les coups médiatiques qu'ont constitués l'amendement Salan et le congrès du comité de Vincennes, voir Kauffer, Rémi. *OAS : histoire de la guerre franco-française*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

¹⁶⁴ AN, 19880206/34, Dossier DCPJ n°3, SRPJ Bordeaux, PV d'audition de Max Fourneau, du 02/10/1961. Ce mensonge échoue à dissiper la méfiance de Fourneau. Celui-ci ne prend aucun engagement auprès de Lefèvre, et lorsque Bouyer vient le voir un mois plus tard, il se contente de lui donner une fausse boîte aux lettres pour avoir la paix : « il n'était pas question de mettre à la disposition de quiconque, un groupe de jeunes gens dont l'idéal est pur et dont des gens moins honnêtes pourraient se servir comme de la piétaille ».

Au fil de la guerre et du durcissement des relations entre l'Etat français et les ultras Algérie française, ceux-ci furent de plus en plus nombreux à se réfugier en Espagne. En juin 1961, ces ultras se divisent en deux groupes, celui d'Ortiz et de Lagaille, une fracture entretenue par la détestation mutuelle que se vouent les deux hommes. Ces deux personnages, que l'historien Alistair Horne compare respectivement – non sans malice – à Don Quichotte et Pancho¹⁶⁵, sont alors des sortes de vedettes déchues de l'activisme Algérie française. Lagaille revendique la paternité de l'OAS et appelle les dirigeants algérois à le rejoindre en Espagne. Ceux-ci, s'ils considèrent que Lagaille a une place de droit dans l'état-major algérois, n'entendent pas reconnaître sa pleine autorité. Ortiz, quant à lui, est dans une situation plus délicate. Contrairement à Lagaille, il n'a plus vraiment de fidèles en Algérie et ne peut compter que sur un faible soutien financier délivré par le gouvernement espagnol, ainsi que sur les quelques amis qui l'entourent, à Palma de Majorque¹⁶⁶. En janvier 1961, alors que Lagaille fonde l'OAS, lui annonce en grande pompe la création du Gouvernement Provisoire de l'Algérie Française (GPAF). Bien sûr, il s'agit d'une coquille vide, et à l'image de toute son action politique ultérieure, « Cela ressemble à un gros bluff général », comme le signale un envoyé de Salan venu négocier avec eux¹⁶⁷. Bouyer ne semble pas s'y tromper, puisqu'il ne prend pas la peine de répondre aux nombreuses lettres au ton chaleureux que lui envoie Ortiz par l'intermédiaire de Vidart. En mai 1961, ce même Vidart, accompagné de son ami et complice Jean Despaux, croise des proches d'Ortiz dans un hôtel d'Irun, ville du Pays basque espagnol frontalière de la France. Ceux-ci rappellent à Vidart « qu'ils seraient très heureux d'entrer en contact avec Bouyer et Lefèvre »¹⁶⁸. Le samedi 28 mai, la veille du départ de Bouyer pour les Landes, Bouyer et Lefèvre invitent Vidart et Despaux dans la villa du docteur Tardieu, dans laquelle ils résident toujours. Ces deux derniers font office pour eux d'agents de liaison

¹⁶⁵ Horne, Alistair. Histoire de la guerre d'Algérie, Albin Michel, 1987, 580 p.

¹⁶⁶ Dard, Olivier. *Op. cit.*

¹⁶⁷ Rapport du 7 juillet, Madrid. Papiers de Susini. Cité dans Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'OAS*, Editions Perrin, collection « Campus », p 121.

¹⁶⁸ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Jean Despaux, du 20 septembre 1961.

entre la France et l'Espagne, tant pour servir de boîte-aux-lettres¹⁶⁹ que pour œuvrer comme convoyeurs.¹⁷⁰ Despaux rapporte la teneur de la conversation :

« Nous avons discuté quelques instants de l'action à envisager et LEFEVRE et BOUYER ont surtout orienté la discussion sur la possibilité d'entrer en contact avec ORTIZ et son entourage en Espagne, afin de savoir s'ils avaient une organisation effective. »¹⁷¹

Ainsi, au début du mois de juin, alors que Bouyer commence une tournée des cadres poujadistes, Lefèvre part en Espagne pour négocier avec Ortiz. Chose curieuse : il ne négocie pas avec Pierre Lagaille, fondateur de l'OAS, mais avec son rival Joseph Ortiz, qui n'a pourtant aucun lien organique avec l'OAS. Cela montre bien que la motivation pour Bouyer et Lefèvre dans ces discussions n'est pas vraiment de pouvoir se réclamer de l'OAS. D'une part parce qu'il s'agit encore d'un signifiant flottant, qu'ils auraient pu s'approprier sans rien demander à personne. D'autre part, on voit difficilement comment l'approbation d'Ortiz aurait pu les légitimer d'une quelconque manière¹⁷². En revanche, on peut dire que les deux manœuvres distinctes que sont l'appropriation du sigle de l'OAS, et le lancement de négociations avec Ortiz relèvent d'une même stratégie : celle de rassembler tous ceux qui entendent lutter pour l'Algérie française tout en contestant la prééminence de Salan sur cette lutte. Se mettre d'accord avec Ortiz n'est donc pas une fin en soi. S'ils ont négocié en premier avec lui, c'est qu'il leur était directement accessible. Enfin, il ne faut pas oublier l'importance de ces liens pour ce qui concerne la fourniture de « matière première », selon la formule euphémisante qu'ils utilisent pour désigner la fourniture d'explosifs.

Bouyer et Lefèvre sont forcés de constater que la seule doctrine corporatiste ne convainc pas grand monde à entrer en mouvement. Même leur associé, le capitaine Roy, dit son peu d'intérêt pour celle-ci. Ils semblent alors prendre conscience qu'au-delà des idées défendues, il est avant tout nécessaire d'inspirer la confiance et le respect chez leurs interlocuteurs. Il faut que ces derniers sentent le sérieux de leur organisation et le réalisme de leurs objectifs. C'est

¹⁶⁹ Dans un réseau clandestin, une boîte-aux lettres désigne un acteur recevant le courrier pour un activiste.

¹⁷⁰ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de l'audition de Vidart, datant du 26/08/1961, à 7 heures : ils ont ainsi effectué plusieurs voyages en Espagne ces derniers mois, et s'occupent notamment de faire passer la frontière à Lefèvre.

¹⁷¹ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Jean Despaux, du 20 septembre 1961.

¹⁷² C'est pourtant cela que crut la police à la suite de la découverte des lettres d'Ortiz.

certainement pour cela que Bouyer choisit d'entamer une tournée dans le Sud-Ouest poujadiste, en s'appuyant sur les anciens cadres de l'UDCA avec qui il a maintenu des liens.

III/ Une mobilisation difficile des anciens cadres poujadistes

« Qui ne décrira jamais le rôle joué dans les révolutions par la camaraderie, l'estime, la confiance, l'amitié, l'amour ? Qui dira l'importance des sentiments, sans doute aussi grande que celle des idées ? Car les idées ne seraient rien sans les hommes, sans les liens qui les attachent les uns aux autres, forces mystérieuses et puissantes qui nous rapprochent et qui disent pourquoi il n'y a jamais de révolution sans romantisme »
Le capitaine Pierre Sergent, chef de l'OAS-Métro¹⁷³

Avec son style quelque peu emphatique, Sergent soulève ici le rôle central des relations interpersonnelles dans l'animation des organisations clandestines. En effet, celles-ci doivent s'organiser dans un environnement hostile, où la clandestinité oblige ses membres à communiquer le moins possible entre eux. Cela leur demande de pouvoir se fier les uns aux autres, et cette confiance vient généralement se fixer sur des relations sociales préexistantes de différentes sortes. La résistance à l'occupation nazie nous donne l'illustration de cette tendance : les différents mouvements et réseaux qui se montèrent alors s'appuyèrent sur des réseaux amicaux, familiaux, professionnels, ou politiques préexistants.¹⁷⁴

Face au résultat très mitigé des premières prospections, à Cambo-les-Bains, Bouyer décide de s'appuyer sur ses acquis, en concentrant ses efforts sur d'anciens camarades du temps du poujadisme sur lesquels il peut jouer d'une certaine autorité. Il entame ainsi une tournée dans tous le Sud-Ouest, pour contacter d'anciens cadres du poujadisme avec lequel il a gardé relation. Il reprend ainsi son costume de « commis voyageur de l'activisme »¹⁷⁵, qui lui seyait si bien lorsqu'il était encore vice-président de l'UDCA. Cette fois-ci, il ne s'agit plus

¹⁷³ Sergent, Pierre. *La bataille, ma peau au bout de mes idées*, Editions La Table Ronde, 1968, p 71.

¹⁷⁴ Muracciole, Jean-François. *Histoire de la Résistance en France*. Presses Universitaires de France, 2020

¹⁷⁵ Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005, p117.

d'organiser des manifestations musclées, mais d'inciter ses anciens camarades à rentrer dans l'activisme clandestin. Ceux-ci vont se montrer, dans leur majorité, réticents à passer le pas de l'action directe, et ce malgré leur adhésion idéologique au discours du réseau Résurrection Patrie, et Bouyer ne va pas hésiter à utiliser toutes les armes à sa disposition pour vaincre ces réticences : la persuasion bien sûr, mais aussi le mensonge, la manipulation, voire la menace voilée. Cette tournée effectuée sur trois semaines, du 28 mai au 18 juin, amena Bouyer des Landes à l'Ariège, en passant par le Tarn-et-Garonne et Toulouse. Il y retrouve partout des vieux camarades poujadistes, à qui il assigne des fonctions de boîte aux lettres, de convoyeurs, de plastiqueurs, que ces derniers acceptent avec plus ou moins de bon cœur. Il nous semble important de raconter, dans un premier temps, le déroulement de cette tournée, dont nous pouvons retracer chaque étape du fait de l'arrestation ultérieure – et de la bavardise – de tous les acteurs qu'elle impliqua. Ce récit quelque peu fastidieux nous semble éclairer un point très important sur la manière dont les réseaux clandestins comme l'OAS Résurrection-Patrie s'animent : Bouyer s'appuie sur des anciens cadres du poujadisme, qui eux-mêmes s'appuient sur leurs familles, leurs amis voire de simples connaissances afin d'effectuer le travail militant concret. Dans toute entreprise politique, l'accomplissement de ces tâches militantes souvent peu valorisées requiert un travail de mobilisation important de la part des cadres. Mais lorsque cela s'inscrit dans une entreprise politique clandestine, ce travail de mobilisation est d'autant plus difficile, étant donné le coût social très élevé que peut avoir cet engagement pour les militants.

Ensuite, nous nous arrêterons sur le cas de Jacques Noni, nommé par Bouyer responsable du réseau pour le Tarn-et-Garonne, qui illustre parfaitement l'ambiguïté de l'engagement dans ce type de réseau clandestin, qui se trouve partagé entre son adhésion idéologique, sa peur de la répression étatique, contrebalancée par sa peur de décevoir ses anciens camarades.

1) Bouyer : Un commis voyageur de l'activisme arpentant le Sud-Ouest poujadiste

L'échec de ses prospections de la semaine passée ne semble pas avoir atteint la motivation de Bouyer, bien au contraire. Le mardi 30 mai, deux jours après son arrivée chez Meyrous à Belis, dans les Landes, il commet avec elle un attentat dans les locaux de l'entreprise « France Route » à Mont-de-Marsan dont le directeur, Elie Sansoube, est membre de l'UNR¹⁷⁶. La police semble avoir une idée assez arrêtée des coupables puisque Arnaud de Gorostarzu reçoit la visite d'un inspecteur de police, accompagné du sous-préfet de Dax, dès le 31 mai au soir. Ceux-ci l'interrogent longuement et lui font savoir que les Renseignements Généraux étaient au courant du rendez-vous qu'il avait eu avec Edith Meyrous une semaine plus tôt¹⁷⁷. Quoiqu'il en soit, Bouyer n'est pas découvert, et le 4 juin, il se fait transporter par Louis Meyrous, mari d'Edith, chez Jacques Noni à Moissac (Tarn-et-Garonne). Ce dernier, informé de la venue de Bouyer, s'était chargé de lui trouver un refuge sûr dans le département, mission qu'il accomplit non sans difficultés. Il finit par trouver à le placer chez Roger Bousquet, boucher à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne) et ancien sympathisant poujadiste, qui n'accepte que lorsque Noni lui apprend que « l'ami » qu'il doit faire héberger n'est autre que l'ancien numéro deux du mouvement Poujade¹⁷⁸. Bouyer y passe une semaine de repos, au cours de laquelle il repère tout de même un relai de télévision dans les environs de Saint-Antonin. Lorsque le dimanche 11 juin Noni vient le récupérer, il l'invite à plastiquer ce relai. Pour ce faire, il lui fera parvenir, dans les jours qui suivent, deux pains de plastic par Louis Meyrous¹⁷⁹. Noni dépose Bouyer au point de rendez-vous déterminé préalablement au téléphone avec Paul Bègue, qui ramène Bouyer à Toulouse. Cet orfèvre de 42 ans, passé par le poujadisme, constitue le principal contact du réseau Résurrection-Patrie à Toulouse, avec son ami Raoul Labenère¹⁸⁰. Le lendemain, Bouyer retrouve ses deux acolytes, Roy et Lefèvre. Le premier revient de Bretagne, le second d'Espagne. Ils ont visiblement beaucoup à se dire, puisqu'ils passent deux journées entières enfermés dans la réserve de Bègue, tandis que ce dernier tient sa boutique. Le petit appartement

¹⁷⁶ Souillac, Romain. *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p 374.

¹⁷⁷ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'Arnaud de Gorostarzu, du 06/10/1961.

¹⁷⁸ Selon Henri Desquines, cousin de Bousquet et ami de Noni qui servit d'intermédiaire entre les deux, la première réaction de Bousquet fut de déclarer : « Si tu viens faire de la politique, j'en ai marre, fous moi la paix. Avec toutes les affaires de plastic ce n'est pas le moment de se montrer avec vous », dans AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne : Audition d'Henri Desquines, du 05/09/1961.

¹⁷⁹ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Jacques Noni, du 31/08/1961.

¹⁸⁰ Il a déjà été question de Labenère dans le chapitre 1, II/.

de Bègue, situé au-dessus de son atelier, ne permet pas d'accueillir tout le monde, si bien que pour la nuit du 12 au 13 juin, Bègue se retrouve dans l'obligation de prendre des dispositions contraignantes pour sa femme et lui :

« J'ai envoyé coucher ma femme chez des amis, les nommés LARRIEU demeurant rue des Coffres. J'ai mis les coussins de la 4 cv dans ma cuisine et j'y ai fait mon lit. Bouyer a dormi dans le petit lit placé la veille dans le bureau et « GASTON » [pseudonyme de Jacques Roy] et LEFEVRE ont dormi dans mon lit ».¹⁸¹

Le mardi 13 juin au soir, ils s'en vont tous trois pour l'Ariège. Labenère refuse de les transporter, arguant que l'opération est dangereuse du fait de la présence policière. C'est donc Bègue qui s'en charge encore, ouvrant la voie avec sa 4 chevaux, tandis que les trois dirigeants du réseau se trouvent à bord d'un taxi qui le suit¹⁸². Ils se rendent chez Julien Lestel, ancien délégué départemental UDCA et ami de Bouyer. Celui-ci fut prévenu par Bègue deux jours plus tôt de leur arrivée. Nos trois activistes sont plus à l'aise, sa maison étant située en périphérie de Foix qu'ils ne l'étaient dans l'appartement exigü de Bègue. Du mardi au jeudi, ils continuent de discuter, s'attellent à préparer les prochains tracts à distribuer, entretiennent leurs correspondances. En parallèle, ils discutent avec Lestel de la possibilité de faire émerger une branche départementale du réseau, et l'invitent à organiser la venue de poujadistes susceptibles de rejoindre leurs vues. Il convie ainsi six militants, dont quatre d'entre eux s'en vont lorsqu'ils comprennent la nature du projet¹⁸³. Restent Paul Surre et Henri Balanca, secrétaire départemental de l'UFF¹⁸⁴, qui a démissionné trois semaines plus tôt. Le jeudi au soir, Lestel amène Roy et Lefèvre à la gare de Foix. Ces derniers prennent le train de Paris, et comptent certainement se rendre en Bretagne, qui connaît alors des soulèvements paysans dont ils espèrent tirer parti. Bouyer reste seul chez Lestel, du fait d'un contretemps dans ses projets de voyage. Il décide alors de marquer son passage par des attentats à l'explosif¹⁸⁵. Le samedi 17 juin, il planifie l'opération pour le soir même et distribue les rôles à ses nouveaux complices. Le soir venu, tout se passe comme prévu : Bouyer, conduit par Balanca, s'occupe de déposer les explosifs devant la trésorerie générale et la préfecture. Ils se dépêchent ensuite de se réfugier pour la nuit dans le garage de Paul Surre, qui se trouve à proximité. Dans le même temps, Julien

¹⁸¹ AN, 5W/106, Dossier d'instruction du TGI de Foix, PV d'audition de Paul Bègue, du 31/08/1961.

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ AN, 5W/106, Dossier d'instruction du TGI de Foix, PV d'audition de Julien Lestel, du 30/08/1961 : « tout en approuvant les idées exprimées, ils se sont retranchés derrière la discipline poujadiste et se sont retirés ».

¹⁸⁴ Union et Fraternité Française : c'est le parti politique du mouvement Poujade.

¹⁸⁵ AN, 5W/106, Dossier d'instruction du TGI de Foix, PV d'audition de Julien Lestel, du 30/08/1961.

Lestel se rend dans le centre-ville affublé d'un pot de peinture pour peindre le symbole du réseau à six endroits différents. Le lendemain, ils reviennent à dix heures chez Lestel, où Paul Bègue, prévenu la veille, vient vite récupérer Bouyer. Il le ramène directement à Moissac, où Noni le prend en charge pour le mener dans le Périgord, où il dépose Bouyer au milieu de la nuit au bord d'une route de campagne, à côté d'une voiture aux phares éteints, d'où sortent trois personnes dont Noni ignore l'identité, et qui commençaient visiblement à s'impatienter de l'arrivée de Bouyer¹⁸⁶. Pour la suite des événements, la police n'a pas su reconstituer les faits. Bouyer a certainement rejoint ses deux associés en Bretagne, pour aller prospecter dans le milieu paysan, comme il le confie plus tard à Vidart.¹⁸⁷

Ainsi, Bouyer mobilise au profit de son réseau une véritable toile de militants chevronnés, qui lui permet de se déplacer sans avoir à se soucier de son hébergement. Lorsque Bouyer les sollicite, ces anciens cadres poujadistes semblent instantanément réactiver leur *ethos* militant et sont prêts à suspendre toutes leurs activités quotidiennes pour répondre à ses demandes. En revanche, ils ne semblent pas s'investir durablement dans la structuration du réseau. Pour comprendre l'ambivalence de leur engagement, il nous semble utile de nous arrêter sur le cas de Jacques Noni.

2) Une mobilisation en demi-teinte : l'exemple de Jacques Noni

Le poujadisme fut un tournant dans la vie de Jacques Noni. Militant de la première heure du mouvement, il en gravit rapidement les échelons, pour finir président départemental UDCA du Tarn-et-Garonne, et propagandiste national. Il fut de tous les congrès et se lia avec tous les dirigeants importants. Il sympathisa particulièrement avec Bouyer, dont il souligne « l'activité débordante en faveur du poujadisme »¹⁸⁸. Cette amitié se ressent dans la manière dont il explique la rupture entre Bouyer et Poujade :

¹⁸⁶ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la quatrième audition de Jacques Noni, du 31/08/1961.

¹⁸⁷ La contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0939/1, PV d'audition de Paul Vidart d'Egurbide, du 26/08/1961 à 22 heures.

¹⁸⁸ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la troisième audition de Jacques Noni du 30/08/1961.

« Devant le crédit grandissant de Marcel BOUYER, notre chef de file Pierre POUJADE s'est employé à l'éliminer. La cassure s'est produite inévitablement, et les deux hommes sont devenus de farouches adversaires. »¹⁸⁹

Une fois la rupture consommée, il garde de « fortes relations d'amitiés »¹⁹⁰ avec Bouyer, même s'il garde ses fonctions au sein de l'UDCA. Si bien que lorsque Bouyer et Lefèvre commencent à sonder de potentiels candidats à une entreprise politique clandestine, c'est Noni qu'ils vont voir parmi les premiers. Comme nous l'avons raconté plus haut¹⁹¹, ce dernier accepte volontiers, mais attend de leurs nouvelles pendant des mois, jusqu'au lancement effectif du réseau Résurrection-Patrie, fin avril. A ce moment, le réseau se manifeste à lui par les lettres hebdomadaires d'information qu'il reçoit à son domicile, dont il ne comprend pas bien la nature. Il les prend pour des circulaires du fait de leur format identique au courrier qu'envoyait l'UDCA pour donner des instructions et s'étonne donc qu'elles ne contiennent aucune instruction particulière¹⁹². Il finit par recevoir des ordres de mission, qui lui apprennent incidemment qu'il correspond à « UNITE n°1 » mais les trouve quelque peu déroutants. Le premier l'incite à « faire barrages sur les routes à un nœud de circulation et provoquer l'embouteillage »¹⁹³, le deuxième à peindre le symbole du réseau, la fleur d'Iris, partout dans sa ville, et le troisième à « faire sauter les voitures suisses » pour dénoncer l'accueil fait aux représentants du FLN dans ce pays. Enfin, le quatrième l'enjoint à faire sauter les relais de télévision avant un discours de De Gaulle et à réunir plusieurs équipes de trois hommes, des « troïkas », qui ne se connaîtraient pas entre elles. Noni n'applique aucune de ces directives, pas même celles consistant à recruter des partisans. Lors de son arrestation, il s'explique aux policiers sur les raisons de son inaction :

« En ce qui me concerne, je n'ai pas organisé mon département par équipes de trois hommes. J'étais pourtant d'accord avec les consignes reçues, mais je ne les aies pas exécutées pour deux raisons : En premier lieu, ma situation pécuniaire désastreuse ne me permettait plus d'engager des frais pour monter les équipes de trois hommes. Je n'ai donc contacté quiconque. Deuxièmement, je savais que mes mandants du Tarn-et-Garonne étaient toujours solidaires du Poujadisme de Saint-Céré. Dans ces conditions, j'ai observé la plus grande prudence, et je n'ai tenté aucune démarche dans mon département »¹⁹⁴

¹⁸⁹ *Ibid.* Nous avons vu, lors du premier chapitre, que cet épisode était plus complexe que cela.

¹⁹⁰ *Ibid.*

¹⁹¹ Voir chapitre 1, III/.

¹⁹² AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la troisième audition de Jacques Noni du 30/08/1961 : selon lui, ces lettres sont en tout point identiques aux circulaires qui étaient distribuées aux cadres de l'UDCA, si bien qu'il formule l'hypothèse qu'elles aient été tirées à l'aide d'un duplicateur « prélevé » à Saint-Céré.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*

Ainsi, Bouyer et Lefèvre envoient des directives en partant du principe que l'organisation clandestine est déjà mise en place, alors même que leurs derniers et seuls rapports avec Noni consistent en une conversation de dix minutes, six mois plus tôt. Or Noni n'est plus en mesure d'assumer ce rôle de premier plan, autant du point de vue financier que de l'influence sociale, puisqu'il semble incapable de mobiliser des personnes fiables pour l'aider à réaliser ces actions. Cette affirmation semble confirmée par son ami Roger Desquines, qui témoigne lors de son audition de sa trajectoire sociale descendante :

« Durant les années où NONI fut le porte-drapeau du poujadisme dans le Tarn-et-Garonne, il donnait l'impression de vivre dans l'aisance. A l'heure actuelle, il semble que le train de vie de NONI soit en décadence. J'attribue ce changement au fait que NONI ait délaissé son travail pour ne s'occuper que de politique, ce qui entraîne plus de frais que de revenus. »¹⁹⁵

Malgré cela, Noni se montre prêt à aider et lorsqu'un soir, vers la fin du mois de mai, il reçoit une lettre de Bouyer lui demandant de lui trouver un point de chute vers Marmande (Lot-et-Garonne), il décide d'aller à sa rencontre pour en parler de vive voix. Ne sachant pas où se cache précisément Bouyer, il passe par Pau pour demander à Jean Despaux de lui montrer la route. Son ancien camarade poujadiste s'exécute et l'amène à Cambo-les-Bains. Après s'être restaurés au « Toki-Ona », bar-restaurant de contrebandiers dont le réseau Résurrection-Patrie a fait son repaire, Despaux amène Noni à la villa de Tardieu, où Bouyer le reçoit seul, et lui expose ses projets¹⁹⁶. Il décide de remettre à plus tard son séjour à Marmande, mais prévient Noni qu'il compte venir dans son département très prochainement et qu'il faut lui trouver un point de chute. Sur le retour, Noni redépose Despaux chez lui et arrive à Moissac à 6 heures du matin¹⁹⁷. Dans les jours qui suivent, Noni cherche tant bien que mal à trouver un refuge pour Bouyer. Les adhérents à l'UDCA étant restés fidèles à Poujade, il préfère passer par des réseaux d'amitié. Il demande donc à Henri Desquines, garde-chasse qu'il connaît bien en tant que président de l'association des chasseurs de Moissac, de l'aider dans ses recherches. Celui-ci parvient ainsi à convaincre son cousin Roger Bousquet, après que ses propres parents, hôteliers, aient refusé d'accueillir Bouyer sans l'inscrire dans la fiche de clients¹⁹⁸. Ces manœuvres n'ont

¹⁹⁵ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Henri Desquines, du 05/09/1961.

¹⁹⁶ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Jean Despaux, du 05/09/1961.

¹⁹⁷ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la deuxième audition de Jacques Noni du 29/08/1961.

¹⁹⁸ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Henri Desquines, du 05/09/1961. A cette époque, les hôtels avaient pour obligation de transmettre à la police le nom de leurs clients. Cette règle fut abrogée en 1974, voir Le Monde, « Les fiches d'hôtel seront supprimées à partir du 15 septembre prochain », 22 août 1974.

rien de discrètes, et c'est certainement à cause d'elles, et par l'intermédiaire de dénonciations, que la police perquisitionna le domicile de Jacques Noni et de son beau-frère, seulement quelques jours après que Bouyer ait quitté le département. Cela n'impressionne pas Noni outre mesure, puisque dès le lendemain, il accepte d'amener à Bouyer le docteur Boutareaud, responsable adjoint de la branche charentaise du réseau¹⁹⁹. Ainsi, Noni se montre tout à fait disponible pour remplir des missions de support et le reste jusque son arrestation à la fin du mois d'août 1961. En revanche, il ne franchit jamais le pas de l'action directe et ne cherche pas vraiment à structurer le réseau dans son département, contrairement aux attentes de Marcel Bouyer et malgré l'insistance grandissante dont ce dernier fait preuve. Ainsi, le 18 juin, lorsque tous deux s'arrêtent dans un restaurant au milieu de leur trajet pour exfiltrer Bouyer du Sud-Ouest à la suite des attentats de Foix, Bouyer ne manque pas de lui rappeler sa mission :

« Marcel Bouyer n'a pas manqué de me harceler pour que j'organise sérieusement mon département, en équipe de trois hommes capables de se prêter à n'importe quel coup de main. Il me considérait comme le responsable OAS de mon département. »²⁰⁰

Ce même Bouyer lui a fait parvenir deux pains de plastics, qu'il lui a ordonné d'utiliser sur des cibles de son choix. Face à ces exigences, Noni louvoie :

« Je savais qu'il ne fallait pas discuter les ordres de Marcel BOUYER. Aussi, je n'ai rien dit. Pourtant, cette question me travaillait. D'un côté, je voulais ne pas déplaire à Marcel BOUYER parce que je le redoutais. Par ailleurs, j'avais peur de commettre un attentat en me servant d'un explosif. J'ai tardé tant que j'ai pu. Puis Marcel BOUYER m'a relancé, en me demandant ce que j'attendais pour agir. Pour me débarrasser de cette question qui me pesait énormément, l'idée m'est venue de remettre un pain de plastic à ROUSSENNAC, en lui disant qu'il savait quoi faire, puisque Marcel BOUYER avait prévu de faire sauter le relai de télévision.»²⁰¹

Ainsi, pour ne pas contrarier Bouyer, Noni se décharge sur Georges Roussennac, beau-père de Roger Bousquet et ancien militant de base de l'UDCA, qui n'a pourtant rien d'un activiste en puissance. Celui-ci s'est contenté de cacher l'explosif sous des fagots de bois et l'a spontanément donné à la police lorsqu'elle est venue le perquisitionner quelques mois plus tard²⁰². Noni semblait réellement craindre de désobéir à Bouyer. Pourtant, aucun témoignage ne vient corroborer une attitude ouvertement menaçante vis-à-vis de ses subordonnés. Au contraire, lorsqu'en août 1961 Paul Bègue lui signale qu'il ne veut plus se mêler de politique,

¹⁹⁹ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, PV d'audition de Jean Boutareaud, du 07/09/1961.

²⁰⁰ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la troisième audition de Jacques Noni du 30/08/1961.

²⁰¹ *Ibid.*

²⁰² AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de perquisition chez Georges Roussennac, du 31/08/1961.

Bouyer lui répond « qu'il trouvait ça humain, qu'il ne [lui] en voulait pas et qu'au contraire il [le] remerciait de mon hospitalité »²⁰³. Il n'en reste pas moins que Noni a pu craindre que cet homme évoquant à tout propos le nécessaire usage de la violence n'en fasse usage contre lui. Il est même possible que Bouyer ait pu jouer sur cette crainte pour le pousser à agir. Quoiqu'il en soit, cette crainte s'est probablement conjuguée avec une peur de décevoir. Décevoir Bouyer, mais aussi tout ce réseau d'amitiés politiques solides qu'il a tissé pendant ses années de militantisme et qui se retrouvent engagées dans le réseau Résurrection-Patrie.

Adhésion idéologique, apport d'un soutien logistique mais réticence devant l'action directe, le cas de Jacques Noni est assez représentatif de l'ambivalence de l'engagement des anciens cadres poujadistes sollicités par Bouyer. En effet, les cas de Paul Vidart (Basse Pyrénées), de Valentin Clément (Lot-et-Garonne), de Raoul Labenère (Haute Garonne) et de Julien Lestel (Ariège), présentent de fortes similarités. Tous investis responsables départementaux du réseau Résurrection-Patrie par Bouyer, ils n'ont pas rempli la mission que ce dernier attendait d'eux, à savoir structurer le réseau sous forme d'organisation clandestine orientée vers l'action directe violente. Certains d'entre eux ont pris une part active à la structuration de ce réseau, mais d'autres se sont contentés de réagir aux demandes de Bouyer en lui apportant une aide matérielle et logistique, et en participant à diverses actions de manière sporadique. Cette tournée de mobilisation de cadres intermédiaire fut loin d'être unique dans l'histoire du réseau. Nous savons de source sûre que Bouyer, Lefèvre et Roy en effectuèrent une tous ensemble en Bretagne, en juillet 1961²⁰⁴. Nous savons également que plus tard, Gaétan Le Rouxel, un proche de Lefèvre vivant à Nice, en effectua également une en Auvergne, vers le mois de décembre 1961.²⁰⁵ Il y en eut certainement bien d'autres qui n'ont pas laissé de traces. Pour autant, cette tournée de juin 1961 dans le Sud-Ouest poujadiste est particulièrement unique à deux égards. D'une part, elle est exceptionnellement bien documentée, puisque tous ses protagonistes ou presque ont été arrêtés et interrogés par la police, ce qui nous a permis d'avoir une vision d'ensemble sur la séquence. D'autre part, elle a permis de montrer les limites et les résistances que peuvent opposer les cadres intermédiaires et les petites mains aux velléités de mobilisation de leurs dirigeants. En effet, même dans le cas de figure de cette tournée auprès

²⁰³ AN, 5W/104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV d'audition de Paul Bègue, du 29/08/1961.

²⁰⁴ AN, 5W/104, dossier d'instruction de Bayonne, rapport du 20/10/61 des officiers de police Georges SABY et René RUMEAU au Commissaire divisionnaire, chef du Service Régional de la Police Judiciaire de Bordeaux

²⁰⁵ AN, 19880206/35, DCPJ Marseille, rapport du 13/03/1962 sur la branche niçoise du réseau

de ses anciens camarades, qui faisaient a priori figure de public conquis, Bouyer a rencontré quelques difficultés à obtenir ce qu'il attendait d'eux.

Pour conclure, nous pouvons dire que Bouyer et Lefèvre, bientôt rejoints Jacques Roy pour former le « triumvirat » dirigeant le réseau RP, ont dû faire face à de nombreuses déconvenues dans leur volonté de former une organisation clandestine réunissant toutes les chapelles de la mouvance Algérie française derrière une orientation contrerévolutionnaire. Parmi les acteurs qu'ils espèrent mobiliser, certains, notamment ceux issus de l'extrême droite classique, se méfient d'eux du fait de leur passé poujadiste, et les considèrent comme des agitateurs. D'autres refusent de participer à un réseau faisant usage de la violence. D'autres encore, en acceptent le principe, mais ne tiennent pas à s'impliquer eux-mêmes. Pour tout dire, le désir de radicalité en acte chez les sympathisants de l'Algérie française, sur lequel notre « Triumvirat » a basé toute sa stratégie, est plus faible que ce qu'ils n'avaient pensé. Toutefois, les dirigeants du réseau Résurrection-Patrie, et particulièrement Bouyer, ne se découragent pas, et à force de persévérance, ils finissent tout de même à obtenir l'implication de nombreux cadres intermédiaires, indispensables à l'animation du réseau. Mais ce résultat fut obtenu par un

Chapitre 3 : Le réseau Résurrection-Patrie, anatomie d'un réseau clandestin résolument tourné vers l'action

Dans sa volonté d'investir au plus vite l'espace de l'OAS en métropole, Bouyer pense avoir trouver dans la doctrine de Lefèvre une arme parfaite pour dynamiser les partisans du réseau et les enjoindre à s'adonner à l'action directe. Pour autant, l'idéologie ne peut suffire, à elle seule, à faire entrer des sympathisants en action, particulièrement lorsqu'il s'agit de faire des actions violentes.

I/ Une entreprise politique dogmatique dans un contexte métropolitain défavorable

Qualifier l'OAS Résurrection-Patrie d'entreprise politique, c'est dire le stade où il en est resté : un réseau clandestin en structuration permanente, autant du fait de sa difficulté à recruter des cadres déterminés que des vagues d'arrestations qui l'atteignent. L'historien Bastien Amiel définit cette notion d'entreprise politique « comme une entreprise tentant de prendre position au sein d'un champ politique »²⁰⁶. Il réutilise ici un concept issu de la sociologie Bourdieusienne pour définir le Rassemblement Démocratique révolutionnaire, sur lequel il a fait sa thèse. Cette tentative politique de l'immédiate après-guerre fut un échec complet et sombra dans l'oubli, mais Amiel fait le pari de prendre au sérieux cette entreprise et d'en faire l'histoire sans la résumer à son échec final. C'est par cette même approche que nous aborderons le récit et les enjeux du réseau, à savoir la tentative de prendre position au sein du champ politique de l'Algérie française, pour y devenir incontournable et y imposer ses méthodes. Et pour l'aborder de manière processuelle, sans résumer cette entreprise politique à son échec final. Au sein même

²⁰⁶ Amiel, Bastien. *La tentation partisane. Engagements intellectuels au seuil de la guerre froide*, Paris, CNRS, coll. « Culture & société », 2023, p 17.

de la nébuleuse de l'OAS, le réseau Résurrection-Patrie se distingue par l'importance donnée à son corpus idéologique, qui confine au dogmatisme. Celui-ci est posé dès le départ par le docteur Lefèvre et constamment réaffirmé par la suite, comme si les événements réels et les évolutions de situation que connaissent le réseau ne pouvaient pas avoir de prise sur son discours politique, qui semble flotter dans le ciel des idées. On pourrait qualifier le positionnement du réseau d'idéaliste, au sens philosophique du terme, dans la mesure où toute activité politique semble être, pour eux, subordonnée à la pensée. Si ces conceptions idéologiques portées par le réseau nous intéressent, c'est qu'elles entraînent des conséquences directes sur la manière dont les dirigeants conçoivent leurs options stratégiques, et *in fine* sur l'action concrète du réseau.

1) La France de 1961 vue depuis l'œil de Bernard Lefèvre : un pays au bord du soulèvement

Commençons par dresser le tableau du corpus propagandiste de ce réseau. Quatorze lettres hebdomadaires ont été produites, dont neuf d'entre elles entre le 27 avril et le 22 juin, avant que leur écriture s'espace peu à peu. Peut-être Lefèvre, auteur de toutes ces lettres, était-il à court d'idées – il n'avait pourtant pas peur de se répéter. Peut-être était-il trop occupé par d'autres activités. Nous retrouvons ces tracts dans les dossiers judiciaires, qu'ils aient été saisis chez des suspects ou envoyés à la police par leur destinataire²⁰⁷. A partir d'octobre 1961, le réseau distribue également « l'appel aux français », une brochure reprenant le programme de Lefèvre signé par Bouyer et les principaux dignitaires de l'OAS-Espagne.

En analysant sa première lettre hebdomadaire, celle qui lui fit office de manifeste, nous avons déjà eu l'occasion de décrire la tonalité idéologique de la propagande du réseau Résurrection-Patrie²⁰⁸. Il n'est pas besoin d'en dire plus dans la mesure où la propagande du réseau resta fidèle à cette ligne tout au long de son existence. En revanche, il nous semble important de nous arrêter sur le constat politique que posent ces lettres sur la situation politique

²⁰⁷ Pour des questions de lisibilité, nous nous appuyons principalement sur la brochure que Lefèvre publia à la fin de l'année 1961, et qui comprend les huit premières lettres hebdomadaires, que nous mettons en annexe.

²⁰⁸ Voir au chapitre 2, I, 1).

métropolitaine. En effet, le discours qu'elles adressent à leurs sympathisants peut nous éclairer sur la vision commune de Bouyer et Lefèvre. Dans ces lettres, le thème de la trahison est omniprésent : la trahison de De Gaulle prend bien sûr une place centrale, si bien qu'une lettre entière est consacrée à démontrer en quoi la fourberie du personnage serait le fil d'Ariane permettant de comprendre son parcours politique depuis 1940²⁰⁹. Plus largement, l'accusation de trahison cible toute la classe politique, des communistes aux gaullistes en passant par le PSU (Parti Socialiste Unifié), la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), et certains radicaux²¹⁰. Même les politiciens se réclamant de l'Algérie française, comme Jacques Soustelle et Georges Bidault, sont soupçonnés de n'être que de potentiels remplaçants de De Gaulle, de faux prophètes prêts à se renier²¹¹. Dans l'esprit de Lefèvre, De Gaulle n'est que le pion d'une conspiration dont on peine à saisir les exacts protagonistes :

« Au risque d'effarer certains, nous n'hésitons pas à affirmer que DE GAULLE est l'instrument d'un double complot : le complot capitaliste et le complot marxiste. De cela nous allons apporter la preuve et montrer les conséquences.

Capitalistes et marxistes ont inventé la décolonisation pour dépouiller les nations [sic] européennes de leurs ressources en matières et amoindrir leur puissance dans le monde. »²¹²

La politique d'autodétermination ne serait donc pas due à la lutte sans merci que mènent les indépendantistes algériens, mais à celle d'un abandon coupable de la part du « système », sous la coupe de conspirateurs de tous bords. Par ailleurs, les colonisés sont toujours présentés comme une masse passive incapable de mobilisation politique réelle et le FLN, comme une entité ex nihilo pilotée secrètement par Moscou. Le libéralisme capitaliste, résumé aux « trusts » et à la « finance internationale » et dont De Gaulle serait l'incarnation française, est également présenté comme l'idiot utile du communisme, du fait de la désagrégation des structures naturelles et du désarmement moral qu'il imposerait aux sociétés occidentales. Le communisme s'impose donc comme ennemi ultime, et nous avons affaire à un véritable discours de Guerre Froide. Comme le titre de la dernière lettre du fascicule l'indique, l'Occident est en péril et pour sortir de l'ornière, les peuples occidentaux ont besoin de retrouver leur âme :

²⁰⁹ Voir les annexes, fascicule « croisade pour un ordre nouveau ». lettre n°4 « où va la France ? », 16 mai 1961, De Gaulle y est décrit comme un ambitieux sans morale ayant pactisé avec les communistes dès l'époque de la Résistance dans le seul but de s'assurer le pouvoir.

²¹⁰ Annexe, lettre n°2, « ceux qui soutiennent la trahison », le 2 mai 1961.

²¹¹ AD Gironde, 74W478, lettre n°11, « Vers la Révolution », 6 juillet 1961.

²¹² Annexe, lettre n°5, « Aux lecteurs du Figaro », le 25 mai 1961.

« **Il faut bien le dire, le problème est avant tout doctrinal** ; avant d'engager la lutte, il faut reconstruire un ordre nouveau cohérent, raisonnable, humain, dynamique, qui donne un sens à la vie, des raisons pour se défendre et des moyens pour le faire.

Donner une mystique en vue de l'action, tel est en définitive le premier et le plus urgent des problèmes.

[...]

Le monde occidental est désemparé parce que les cadres naturels de la vie sont détruits. Il se ressaisira lorsqu'il les aura retrouvés. Restaurer l'ordre naturel, c'est-à-dire l'ordre naturel ou corporatif, voilà la mystique capable de réveiller l'Occident. »²¹³

Le mysticisme, le catholicisme traditionnaliste, l'appel à un ordre nouveau – qui n'est pas sans rappeler *l'Estado novo* Salazariste dont Lefèvre s'inspire ouvertement – ne serait en même temps qu'une restauration de l'ordre naturel de la nation... Toutes ces inspirations situent la doctrine corporatiste du réseau dans la contre-culture d'extrême droite d'après-guerre²¹⁴. Mais il est une opposition qui n'est jamais explicitée et qui pourtant, semble structurer l'argumentaire de Lefèvre : celle de l'opposition entre pays légal et pays réel, issu du nationalisme intégral maurrassien. Le pays légal renvoie aux institutions républicaines, tenues par une oligarchie qui s'appuierait sur les quatre pays confédérés que constituent les protestants, les juifs, les francs-maçons et les « métèques ». De l'autre côté subsiste le pays réel, constitué du « vrai peuple », celui qui reste enraciné dans les communautés naturelles telles que la famille, les métiers²¹⁵. Lefèvre reprend cette grille d'analyse et d'une certaine manière, sa doctrine corporatiste est une reformulation de celle du nationalisme intégral, adaptée aux enjeux de décolonisation et lavée de ses thèses antisémites et xénophobes les plus explicites. En effet, le « système » qu'il étrille à longueur de page, et qui comprend la classe politique, les technocrates, les financiers, a comme un air de famille avec un « pays légal ». De l'autre côté, le peuple, les patriotes ou encore les hommes libres, tous d'honnêtes gens trompés par le « système », font bel et bien office de « pays réel ».

Ce point est fondamental, car cette opposition entre le vrai peuple enraciné et le « système » constitue une grille d'analyse qui structure tout le discours de Lefèvre.

²¹³ Annexe, « L'occident est en péril ».

²¹⁴ Dard, Olivier. « Le corporatisme en France à l'époque contemporaine : tentative de bilan historiographique et perspectives de recherches », *Histoire, économie & société*, vol. 35, no. 1, 2016, pp. 45-57. Il souligne comment le corporatisme fut un concept à la mode dans les années 1930, avant d'être totalement démonétisée par son association au Vichy traditionnaliste. Assumer ce terme, comme le firent poujadistes, royalistes et autres traditionnalistes, relève alors d'une marque de distinction, d'une volonté de s'inscrire contre la culture politique républicaine.

²¹⁵ Winock, Michel. « 14. Charles Maurras et le nationalisme intégral », *Le XXe siècle idéologique et politique*, sous la direction de Winock Michel. Perrin, 2013, pp. 233-252.

Sur le fond, elle implique que le pays réel existe toujours, qu'il ignore simplement sa puissance endormie et ne demande qu'à être réveillé pour balayer d'un revers de main les faux semblants d'un pays légal dégénéré. Pour le dire en d'autres termes, cette opposition implique que les conditions objectives de la révolte sont bien présentes et qu'il ne reste plus qu'à allumer la flamme. Lefèvre n'aurait donc qu'à obliger les honnêtes gens à ouvrir les yeux sur la situation pour qu'ils rejoignent le camp de la révolte. Il prend ainsi le parti de les interpeller :

« Je voudrais aujourd'hui vous donner un fil conducteur qui vous permette de vous y retrouver, malgré le peu que vous connaissez des événements politiques et en dépit des mensonges dont on vous abreuve. »²¹⁶

... Et de leur démontrer l'évidence, le salut ne peut se trouver ailleurs que dans l'insurrection :

« Puisqu'il n'est plus possible de manifester son patriotisme sans être pourchassé par la Gestapo gaulliste, le temps est venu de la résistance clandestine à l'oppression et à la trahison. »²¹⁷

Pour convaincre les sympathisants Algérie française de cette nécessité, Lefèvre en vient à utiliser tous les arguments possibles et imaginables : lutte contre le communisme ; contre le capitalisme ; contre les « égorgeurs » du FLN ; pour une France apaisée par la purge de son élite décadente. Il en vient même à faire appel aux bas instincts boutiquiers des métropolitains pour les convaincre du caractère désastreux que prendrait l'indépendance algérienne pour leur situation personnelle :

« Enfin si l'on répugne à s'attarder au destin lamentable d'un troupeau humain de deux ou trois millions de français musulmans et chrétiens quittant leur pays natal pour se reconvertir en métropole, a-t-on pensé égoïstement aux troubles multiples qu'entraînera leur venue? Car ces hommes courageux au travail, dynamiques et pleins d'esprit d'entreprise, qu'ils soient médecins, avocats, commerçants, petits industriels, agriculteurs ou ouvriers, sauront se faire, la rage au cœur, une large place au soleil au détriment, n'hésitons pas à le dire, des métropolitains eux-mêmes. »²¹⁸

Cette importance accordée à faire réaliser l'horreur du régime gaulliste par tous les moyens, dénote encore de la manière dont Bouyer et Lefèvre espèrent triompher : c'est en emportant la conviction des honnêtes citoyens, en leur insufflant une mystique, que tout peut changer.

²¹⁶ Annexe, lettre n°2, « ceux qui soutiennent la trahison », du 2 mai 1961.

²¹⁷ Annexe, lettre n°5, « aux lecteurs du Figaro » du 25 mai 1961.

²¹⁸ *Ibid.*

2) Une doctrine adaptée aux ambitions de Bouyer

Dans quelle mesure ces lettres hebdomadaires peuvent-elles nous permettre de saisir l'originalité du positionnement de l'OAS Résurrection-Patrie ? On pourrait se dire que la nature propagandiste de ces écrits n'est pas indifférente au ton racoleur et outrancier qu'ils adoptent, et que les thèmes qu'ils abordent sont communs à d'autres franges de l'OAS. Certaines thématiques de cette propagande ne sont pas propres au réseau Résurrection-Patrie. Les discours rapportant la lutte contre le FLN à la lutte contre le communisme international sont communs à toute la nébuleuse de l'OAS. De même, le fond de la doctrine corporatiste de Lefèvre est proche du catholicisme traditionnaliste, dont les conceptions sont largement partagées au sein de l'extrême droite métropolitaine.²¹⁹

Pourtant, nous avons vu que l'argumentaire du réseau RP se différencie des autres sur le message qu'elle entend porter. Pour bien saisir cette différence, nous pouvons prendre exemple sur le premier numéro de l'*Appel de la France*, journal de l'OAS-Métro, dont une bonne partie est occupée par un argumentaire défensif, visant à nier les accusations portées contre l'organisation : les rédacteurs affirment ainsi que l'OAS n'aurait d'autre ambition que celle de maintenir l'Algérie française, ne viserait que la chute de De Gaulle, et n'entendrait pas toucher aux institutions de la Cinquième République. Face aux accusations de fascisme, ils répondent que l'OAS est une organisation trans-partisane et soulignent la présence de nombreux résistants dans ses rangs. Enfin, ils affirment n'employer la violence qu'à contrecœur, lorsque la situation impose, et que les attentats en métropole sont généralement le fait de provocateurs de la police²²⁰. Indépendamment du degré de véracité de ces assertions, celles-ci dénotent une différence stratégique claire que nous évoquions précédemment²²¹ : là où le réseau

²¹⁹ Pierre Sergent lui-même, pourtant fidèle à Salan, a pu se reconnaître sur le fond du message de l'*Appel aux Français* (émanant de l'OAS-Espagne en octobre 1961 et distribuée par le réseau Résurrection-Patrie en métropole) regrettant seulement que cet appel serve une prétention scissionniste de la part de la Direction Centrale de l'OAS (OAS-Espagne) : « Si elle comble un vide dans le domaine de la "pensée" de l'Organisation, si elle répond en partie aux questions que se posent bien des gens à notre sujet, [...] Elle n'en constitue pas moins une initiative déplorable sur le plan de la discipline et dangereuse sur le plan de la politique. » (Sergent, Pierre. *La bataille, ma peau au bout de mes idées*, Editions La Table Ronde, 1968, p 90)

²²⁰ La Contemporaine, fonds

Delarue, F/DELTA/RES/0896/1, n°1 d'*Appel de France*, journal de propagande de l'OAS-Métro. Notons qu'il prit pour sous-titre la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité, là où les tracts de Résurrection-Patrie mettent souvent en avant une devise traditionnaliste, qui n'est pas sans rappeler celle de Vichy : « Familles, Communes, Métiers, Provinces, Patrie ». Comme dans les tracts n°10 et 11, dans AD Gironde, 74W478.

²²¹ Voir chapitre 2, I, 1)

Résurrection-Patrie croit en la possibilité d'un soulèvement généralisé qui permettrait de renverser le « système » et de mettre en place un régime traditionaliste et autoritaire, les ambitions de l'OAS-Métro sont moindres²²². Ses principaux organisateurs ont compris que la société était en demande d'apaisement, et non d'embrasement. Ils essaient tant bien que mal de faire passer De Gaulle et son gouvernement comme les véritables fauteurs de trouble, là où les partisans de l'OAS seraient les derniers défenseurs de la légalité républicaine. A la fin de l'année 1961, Salan lui-même s'évertue à donner des gages de républicanisme afin de sortir l'OAS de son isolement à l'extrême droite, pour retourner la classe politique – excepté les communistes – contre le gouvernement gaulliste²²³. Au lieu d'appeler à la révolte tous azimuts, ils s'efforcent de présenter l'action de l'OAS comme œuvrant pour une « paix française » en Algérie.²²⁴ Pour ce faire, il s'adresse avant tout à l'opinion publique, qui est très majoritairement favorable à la politique d'autodétermination gaulliste. Bouyer et Lefèvre sont sur un tout autre registre, puisqu'ils entendent renverser tout le « système », et tentent pour cela de mobiliser la mouvance Algérie française, dont ils surestiment largement la force en métropole. En effet, Il ne faut pas perdre de vue que cette sensibilité politique s'est réduite comme peau de chagrin au cours des dernières années. En 1961, ce sont principalement les sympathisants des divers courants d'extrême droite qui se réclament de l'Algérie française.²²⁵ En partant de leur constat, il est donc tout à fait cohérent de mettre en avant un programme clairement réactionnaire afin de mobiliser leur base militante potentielle. Ainsi, c'est avant tout cette différence de constat qui explique les différents stratégiques qui les opposent, et non pas une différence fondamentale d'adhésion idéologique.

²²² Précisons que nous pensons surtout à la mission II de l'OAS-Métro. En effet, cette organisation comporte plusieurs « Missions » qui ne partagent que leur allégeance à Salan. Pour simplifier, nous pourrions dire que la mission I, dirigée par Gignac, a une vocation diplomatique, et vise à entretenir des liens avec les élites parisiennes, tandis que la mission II, dirigée par Sergent, encadre principalement de jeunes officiers déserteurs aspirant à utiliser l'action directe de manière réfléchie. Enfin, la mission III dirigée par André Canal, qui n'arriva qu'en décembre 1961, est composée d'activistes civils voulant multiplier le recours au plastic sauvage. Mais il faut nuancer cette relative cohérence, qui ne s'est manifestée qu'a posteriori. En réalité, Salan a donné des ordres missions successifs sans réellement se soucier de la cohérence de l'organisation, ce qui créa des problèmes, notamment après l'arrivée d'André Canal. Pour plus de détail, voir Dard, Olicier. *Op. cit.*, 2005.

²²³ Voir Dard, Olivier. *Op. cit.* p 179. Dans le même registre, l'OAS-Métro se charge quelques mois plus tard de distribuer aux rédactions de presses et aux personnalités importantes une brochure nommée « Qui est Salan ? », récit hagiographique présentant le chef de l'OAS comme l'archétype du général républicain.

²²⁴ *Ibid.*

²²⁵ Berstein, Serge. "La peau de chagrin de l'Algérie française", in *La guerre d'Algérie et les français* (Rioux, Jean-Pierre (dir.)) Fayard, Paris, 1990, pp 202 – 217.

Ainsi, la différence d'approche entre l'OAS-Métro et l'OAS Résurrection-Patrie s'origine dans la différence de diagnostic qu'ils font quant aux opportunités d'action de l'OAS en Métropole. Avec le recul historique, le constat posé par l'OAS-Métro, et plus particulièrement par la mission II de celle-ci, semble bien plus proche du réel. Ils avaient raison de penser que l'usage effréné du « plastic sauvage » n'aurait pour effet que de rendre le combat de l'OAS encore plus impopulaire, se montrant ainsi bien plus clairvoyants que ne l'ont été Bouyer et Lefèvre. Si d'autres ont pu comprendre cela, comment expliquer cette forme de bêtise politique inhérente aux stratégies et aux actions menées par des dirigeants du réseau Résurrection-Patrie ? Nous pourrions avancer l'hypothèse d'un aveuglement idéologique. En effet, Il semble se jouer quelque chose de plus profond que de la bêtise ou de la naïveté, qui touche à leur rapport au monde. Celui-ci semble structuré par leur conception conspirative du déroulement de l'histoire, qui semble souvent tourner à vide : le pays réel serait continuellement corrompu par les complots d'une élite malfaisante en vue de le maintenir sous le joug du pays légal. Cette centralité qu'ils accordent aux complots et à l'occulte dans leur vision de l'histoire se retranscrit jusque dans leurs analyses politiques les plus quotidiennes, dans lesquelles ils accréditent aisément le cours que prennent les événements à des conspirations.

Mais cette réponse appelle tout de suite un autre questionnement sur ce qui fait l'attrait de cette doctrine pour les acteurs du réseau Résurrection-Patrie, et particulièrement pour Bouyer. En effet, tout le parcours de Bouyer montre qu'il est un pur activiste, un homme animé par l'action politique. S'il décida de souscrire entièrement à cette doctrine, c'est parce qu'elle pouvait avoir un intérêt pour entrer en action et non pas en raison d'une conversion intellectuelle désincarnée. Pour comprendre cette conversion, il faut se rappeler quelle était la position de Bouyer dans le champs politique. Comme nous l'avons vu dans notre premier chapitre, Bouyer avait déjà goûté à la puissance politique dans son ancienne vie de dirigeant poujadiste, ne cesse d'aspirer par la suite à retrouver ces sensations. Il a dans sa manche tout son savoir-faire d'agitateur, ainsi que son carnet d'adresse d'anciens militants, qu'il conçoit comme autant d'activistes potentiels. Il pense donc avoir les ressources sociales pour former l'ébauche d'une organisation clandestine et la doctrine de Lefèvre vient offrir une direction idéologique à son entreprise politique. Il ne s'agit pas de dire que l'adhésion de Bouyer à la doctrine de Lefèvre fut empreinte de cynisme, mais de signifier que cette adhésion fut certainement à la fois le moteur et la justification pour ses ambitions politiques, y compris sur le plan personnel. En effet, la force de cette doctrine est son caractère mobilisateur, dont la force s'observe chez son premier propagandiste, à savoir Bouyer lui-même. Jacques Delarue souligne ainsi cette force :

« Sous son aspect de père tranquille provincial, [Bouyer] cachait une combativité rare, même à cette époque [après le putsch d'avril 1961], certainement supérieure à celle de tous les militaires engagés en métropole »,²²⁶

Même Jean-Jacques Susini, membre important de l'OAS-Alger, reconnaît sa valeur, non sans y adjoindre une pointe de condescendance :

« Marcel Bouyer, qui était le meilleur des hommes au temps de sa simplicité, succomba à son tour au vertige général »²²⁷

Ainsi, c'est du côté de sa force mobilisatrice qu'il faut chercher l'intérêt que porte Bouyer au logiciel politique de Lefèvre, pour lui-même comme pour ses militants.

3) Le réseau Résurrection-Patrie : les activistes les « moins méchants » de l'OAS ?

« Je dois dire un mot de ce personnage pittoresque, hors du commun, qu'était Marcel Bouyer. Je devais mieux le connaître par la suite et il m'a inspiré, je dois le dire, une sympathie certaine par son courage et son honnêteté. »²²⁸

Ce sont par ces mots que Jacques Delarue présente le chef du réseau dont il supervisa le démantèlement. Il est intéressant de partir de son point de vue, situé par la participation qu'il prit aux événements qu'il analyse. C'est en effet cette participation qui permet à l'historien Delarue d'apporter des faits nouveaux, mais aussi de nous informer – parfois à son insu – sur les rapports complexes qu'ont pu entretenir les activistes de l'OAS avec les policiers chargés de leur répression. En l'espèce, la mansuétude teintée de paternalisme qu'il exprime à l'égard des acteurs de l'OAS Résurrection-Patrie est tout à fait frappante. Outre les valeurs humaines qu'il reconnaît à Bouyer, il décrit également Lefèvre comme un doux rêveur et raconte que dans son service, ils surnommaient Jean-Jacques Dupont « Tintin » en raison de son jeune âge, bien que la dizaine d'attentat qu'il effectua n'avait rien d'une crise d'adolescence ordinaire.

Bien entendu, il ne s'agit pas de dire que la sympathie de Delarue ait pu constituer une quelconque forme de complicité avec les exactions du réseau RP, qu'il combattit pied-à-pied

²²⁶ Delarue, Jacques, *L'OAS contre De Gaulle*, Editions Fayard, Paris, 1983, p 75.

²²⁷ Susini, Jean-Jacques. *Histoire de l'OAS*. Editions La Table Ronde, 1963, p 311.

²²⁸ Delarue, Jacques. *Op. cit.*, 1983, p 72.

avec efficacité et professionnalisme. Ce n'est pas la gravité de leurs actes qu'il néglige, mais les motivations des activistes qui les effectuent. Ainsi, il peut affirmer :

« Bouyer aurait été surpris si on lui avait dit que son idéal était le fascisme, car on ne se paye pas de mots parmi ces bons petits bourgeois. »²²⁹

Bien que Bouyer ne se revendique pas à proprement fasciste, il paraît aventureux de décrire son engagement comme résultant d'une sorte d'humeur dépolitisée. En effet, celui-ci souscrit pleinement à la doctrine de Lefèvre, qui ne doit rien au fascisme italien ni au nazisme allemand, mais qui n'en reste pas moins pleinement inscrit à l'extrême droite. Si l'on doit aller chercher des filiations assumées, elles seraient à explorer dans la frange traditionaliste de l'Etat français vichyste, ou dans le Portugal Salazariste ainsi que dans l'Espagne franquiste²³⁰. Bouyer lui-même appelle à la fin de l'année 1961 à la « formation d'une Phalange française », en référence à la Phalange espagnole, qui constitua le parti unique sous Franco et eut un rôle incontournable durant les premières années de sa dictature²³¹. Pourtant, Delarue présente ces activistes comme d'honnêtes commerçants s'étant malencontreusement abîmés dans l'activisme clandestin. Il connaît pourtant parfaitement leurs discours et cite à maintes reprises leurs tracts. Peut-être simplement ne les prend-il pas au sérieux. Peut-être aussi, leur est-il gré de n'être pas allés trop loin dans leurs exactions :

« [Bouyer] était en fait le seul et vrai patron sur le terrain, déplaçant ses cent kilos (pour 1m61) avec une agilité et une rapidité surprenante, mais gardant dans son exaltation un certain sens de la mesure : aucun attentats commis par ses réseaux n'avaient fait de victime. »²³²

Sur ce point, Delarue a raison, même s'il faut préciser que si les attentats exécutés par le réseau ne firent aucun mort, nous verrons plus tard qu'il fut question, à certains moments, de commettre des assassinats politiques, même si le projet n'aboutit pas, et que rien ne prouve que Bouyer en fût directement le commanditaire²³³. Ce sens de la mesure s'observe également dans le refus de faire des victimes collatérales, comme il le rappelle dans ses tracts.

²²⁹ *Ibid.* p 74.

²³⁰ Dard, Olivier. *Op cit.* p 172 : Par rapport à l'*Appel aux français*, publié par la « direction centrale » de l'OAS sous la présidence d'Antoine Argoud à la fin de l'été, qui est lui-même largement inspiré des idées de Lefèvre, Dard remarque ainsi comment les lignes de force de ce texte sont semblables à celles du salazarisme et du Vichy traditionaliste.

²³¹ « Pour que cesse l'équivoque », signée par Bouyer, du 28/12/1961.

²³² *Ibid.* p 78.

²³³ Voir Chapitre 3, II/, 3).

« Evitez à tout prix de faire supporter par des innocents la JUSTICE des PATRIOTES. Renoncez plutôt à une action si elle peut toucher des innocents »²³⁴

Comment expliquer ce sens de la mesure dans l'emploi de la violence ? La question se pose, puisque l'on parle d'un réseau qui appelle à « pendre les traîtres »²³⁵, à être « impitoyable à l'égard de la poignée de saboteurs de la nation quel que soit le poste de responsabilité qu'ils occupent dans la finance, l'économie, la politique, la presse et l'information »²³⁶. Ainsi, l'appel à la violence est plus qu'explicite. Pour les activistes du réseau, il semble unimaginable de faire société avec ceux qui ont trahi la nation. Pour autant, le réseau n'élimina personne. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, il ne fait pas de doute qu'ils y seraient arrivés s'ils en avaient eu le temps. Il n'en reste pas moins que la différence flagrante entre discours et actes illustre un fait capital : à elle seule, la radicalité idéologique ne suffit pas à faire franchir le seuil de l'assassinat politique. Au risque de dire une évidence, tuer n'est pas un acte anodin. Tuer nécessite une acclimatation à la violence préalable, autant pour l'assassin que ses complices. La violence politique extrême ne peut être comprise indépendamment de son contexte d'émergence. Pour bien comprendre ce point, arrêtons-nous sur le cas de l'OAS en Algérie, dont les dirigeants ne revendiquent pas une radicalité politique particulière, mais qui n'en déclencha pas moins un déchainement de violences incomparables avec les exactions du réseau Résurrection-Patrie.

L'historienne Anne-Marie Duranton-Crabol note que pour ce qui est de l'OAS en Algérie, le degré de violence s'éleva progressivement. Au départ, les actions les plus fréquentes étaient les attentats au plastic visant généralement plus à intimider qu'à tuer. Puis vint le stade des « opérations ponctuelles », c'est-à-dire des assassinats ciblés. Enfin, après le cessez-le-feu vint la politique de la terre brûlée et avec elle, les attentats aveugles sur les civils musulmans²³⁷. Sans compter qu'en Algérie, les activistes, civils comme militaires, n'ont pas attendu la fondation de l'OAS pour s'exposer à l'usage de la violence extrême. Pour ce qui est des militaires, les modalités de la guerre contre-révolutionnaire, qui impliquent notamment l'usage

²³⁴ AD Gironde, 74W445, « Lettre n°5 : Aux lecteurs du Figaro », du 25/05/1961. Cette phrase est inscrite dans un post-criptum de consignes générales, que Lefèvre n'a pas repris dans lorsqu'il réimprima ces lettres dans sa brochure que nous reproduisons en annexe.

²³⁵ Voir annexe, brochure le Lefèvre, « Après De Gaulle, qui ? » lettre n°6 du 14/06/1961.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ La contemporaine, fonds Delarue, F/DELTA/RES/0896/1, « L'OAS et la violence », intervention de Anne-Marie Duranton-Crabol lors du colloque du 24 mars 1994 du groupe de recherche de la décolonisation de l'Institut d'Histoire du Temps Présent.

systematique de la torture, les a largement insensibilisés. Les activistes civils ont quant à eux évolué dans une société coloniale séculaire dans laquelle la frontière sociale séparant les européens et les musulmans était fréquemment réaffirmée par une violence coloniale ritualisée²³⁸. Avec le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne, la situation s'empire, et la violence coloniale monte encore d'un cran en réponse aux agissements du FLN²³⁹. Adèle Momméja, en étudiant l'OAS à Mostaganem et comment des hommes ordinaires en viennent à tuer des musulmans qu'ils fréquentaient auparavant, met en évidence l'importance du phénomène de « dislocation des vies ordinaires » engendré par l'effondrement des structures coloniales, qui crée chez certains colons un sentiment très fort d'insécurité et un besoin de réaffirmer la frontière raciale, y compris par l'emploi d'une violence brutale²⁴⁰.

Ainsi, les seuils de violence qu'adoptent les organisations clandestines ne peuvent pas s'expliquer par les seuls choix de leurs dirigeants. Ces derniers ne font jamais que des choix contraints, par rapport au contexte dans lequel ils développent leur action. Or la métropole n'est pas le théâtre du même déchainement de violence que l'Algérie. Certes, en 1961, la tension politique est à son comble et la situation menace de dégénérer. Pour autant, la contestation vient davantage des institutions étatiques et particulièrement de l'armée, que de la population²⁴¹. Même pour ce qui concerne la petite minorité restée favorable à l'Algérie française, bien peu sont prêts à tuer pour un enjeu qui ne les concerne pas dans leur chair, qui ne menace pas leur vie quotidienne. En l'espèce, nous avons vu les grandes difficultés que Bouyer a rencontré pour obtenir la participation de sympathisants Algérie française, au motif que son réseau faisait de « l'action sonore ». Il est clair qu'il lui aurait été impossible de mobiliser plus qu'une poignée de personnes s'il avait défendu la perspective d'assassinats politique.

²³⁸ Ruscio, Alain. *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS*. La Découverte, 2015, p 20, parle d'une « culture de milice » des Européens d'Algérie, qui ne sont jamais tout à fait sortis de leur mentalité d'assiégé, du fait de leur minorité démographique au milieu des populations colonisées.

²³⁹ Thénault, Sylvie. *Les ratonnades d'Alger, 1956. Une histoire du racisme colonial*. Editions du Seuil, 2022, 327 p. L'auteur montre que cette violence n'est alors pas seulement exercée par les groupes « contre-terroristes » qui mènent, avec la complicité des autorités publiques, des exactions contre des musulmans suspectés de nationalisme. Elle est également le fait des personnes ordinaires, lors de « ratonnades » durant lesquelles les musulmans sont ciblés en tant que tel.

²⁴⁰ Momméja, Adèle. « Les origines coloniales de la violence. Le cas de l'Organisation armée secrète », *Genèses*, vol. 121, no. 4, 2020, pp. 3-30.

²⁴¹ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304 p.

II/ Un réseau clandestin résolument tourné vers l'action directe : des options stratégiques ambitieuses impulsées par Bouyer et une réalisation plus modeste sur le terrain

Tout au long de l'existence du réseau RP, il y eut une tension entre les consignes données par Bouyer, caractérisée par une ambition démesurée au regard des conditions objectives dans lequel évolue le réseau, et l'application incomplète de ces consignes par ses subordonnés. En effet, autant sur la question de la largeur du recrutement, sur la variété des actions à mener, puis sur la potentialité de passer à une phase de radicalité impliquant des assassinats politiques, le volontarisme de Bouyer fut mis à rude épreuve par le manque de moyens, et parfois de volonté, dont souffraient ses subordonnés. Pour autant, ces projets ne restèrent jamais tout à fait lettre morte, et connurent au moins un début d'application. Nous allons donc étudier comment ils se sont traduits concrètement traduit sur le terrain.

1) Une volonté contrariée de mettre en place une organisation clandestine de masse

Les formes de mobilisations clandestines sont très difficiles à prévoir, y compris pour leurs initiateurs. Il n'est pas rare de voir un décalage se former entre la forme d'une organisation clandestine telle qu'imaginée initialement par ses dirigeants, et la forme que prit réellement cette même organisation. Ainsi, pour ce qui concerne l'OAS-Alger, Olivier Dard note la tension entre la forme d'organisation adoptée initialement sous l'impulsion de l'ex-colonel Godard, de type militaire et attaché à sa forme hiérarchique, et l'importance primordiale que prirent par la suite Susini et l'ex-lieutenant Degueldre, malgré leur statut respectif de civil et de sous-officier²⁴². Si l'on remonte un peu plus loin, Daniel Cordier, qui fut secrétaire de Jean Moulin, témoigne du décalage entre les règles de clandestinité très strictes qu'il apprit lors de sa formation en Angleterre et leur application réelle sur le terrain de la Résistance intérieure²⁴³. Dans le cas de l'OAS Résurrection-Patrie, ce décalage est particulièrement prégnant. Comme nous l'avons vu, Bouyer et Lefèvre sont convaincus que le régime gaulliste est vacillant et

²⁴² Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'oas*, Paris, Editions Perrin, 2005, 425 p.

²⁴³ Cordier, Daniel. *Alias Caracalla*, Paris, Editions Gallimard, 2009, 1152 p.

qu'une portion importante de la population est prête à entrer en action contre ce dernier. Ils entendent donc former une organisation clandestine de masse. Pour ce faire, Bouyer nomme des responsables départementaux, à qui il donne des consignes générales d'organisation. Ils ont imaginé une architecture pyramidale, dont les unités de bases prendraient la forme de « troïkas ». L'emploi de ce terme russe dit par ailleurs toute la fascination que pouvaient avoir les activistes réactionnaires pour l'efficacité organisationnelle communiste²⁴⁴. Ces troïkas désignent les groupes de base, formés de trois personnes, mais aussi une règle : par souci de cloisonnement, chaque membre ne doit pas connaître plus de trois autres personnes membres. Les choses s'organisent de cette manière :

« I° - Constituer le plus grand nombre possible de troïkas, la progression étant la suivante :

- a) Un responsable de trois hommes, c'est-à-dire le responsable + deux autres = une troïka
- b) Un chef de dizaine, c'est à dire trois troïkas dont chaque responsable connaît le chef de dizaine, vous n'aurez jamais au grand maximum que 4 personnes se connaissant entre elles.
- c) Un chef de trentaine = trois dizaines, dans mêmes condition que b.
- d) Un chef de centaine, cet échelon correspondant provisoirement au responsable départemental -quoi que largement dépassé dans nombre de département-. »²⁴⁵

Cette forme d'organisation pyramidale est tout à fait étonnante d'optimisme : ils aspirent à recruter une centaine – voire plusieurs centaines, à terme – de partisans, tout en gardant une forme extrêmement cloisonnée. De plus, ces consignes contiennent un énorme mensonge sur le stade de structuration du réseau. Ce dernier n'a jamais été composé de centaines de partisans dans plusieurs départements. Dans les branches départementales les plus développées, comme en Charente, c'est à peine si les partisans se comptent en dizaines à la veille de l'affaire Vidart, en août 1961. Si l'organisation en forme de « troïkas » cloisonnés est bel et bien prônée par Bouyer auprès des responsables départementaux, nous n'avons trouvé aucune trace d'une application de ce schéma pyramidal rigide. Aucun membre ne s'est désigné, ou n'a désigné l'un de ses comparses comme appartenant à telle « troïka », étant chef de « dizaines » ou de « trentaines »... L'OAS Résurrection-Patrie n'atteint donc jamais son objectif de devenir une organisation clandestine structurée. Elle est toujours restée un simple réseau clandestin,

²⁴⁴ La reprise de cette expression les inscrit dans la mentalité des penseurs de la guerre contre-révolutionnaire, qui pensent qu'il faut récupérer les modes d'organisations des adversaires communistes. Sur l'expression elle-même, voir Christian DELPORTE, « La Troïka », Histoire par l'image [en ligne], consulté le 18/03/2024. URL : histoire-image.org/etudes/troika, Cette expression est une référence au communisme soviétique, et est apparu en France pour désigner le triumvirat de Kamenev, Zinoviev et Staline qui apparut à la mort de Lénine, avant que Staline ne les écarte. Elle est reprise au milieu des années 1930 par les journaux d'extrême droite pour caricaturer les dirigeants du Front Populaire, prétendument soumis à Moscou.

²⁴⁵ La Contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0939/1, circulaire nommée « Consignes générales d'organisation », été 1961.

s'appuyant sur des réseaux d'interconnaissance préexistants n'offrant aucune garantie de cloisonnement. Ainsi, l'assertion selon laquelle le réseau aurait dépassé la centaine de membres organisés en petits groupes cloisonnés est fautive non seulement d'un point de vue quantitatif, mais aussi d'un point de vue qualitatif. Pour comprendre l'usage de tels procédés à l'égard des responsables départementaux auxquels sont adressées ces consignes, il faut avoir en tête les difficultés que rencontre Bouyer à les mobiliser pleinement. Certainement a-t-il voulu créer artificiellement un effet d'entraînement, en montrant le sérieux de l'organisation. Cette volonté de faire jouer l'effet d'entraînement, d'atteindre ce seuil à partir duquel les patriotes, comme par réflexe panurgique, se sentiraient portés vers la lutte, se traduit par l'importance donnée à la propagande :

« De toute urgence, dès votre décision prise de participer à l'action entreprise, faites des inscriptions à la peinture de notre sigle L'IRIS R.P O.A.S tel que figurant sur nos papiers: nous insistons tout particulièrement sur l'importance de L'IRIS dans notre sigle: il est le symbole d'une doctrine et non d'un homme, l'homme étant faible par destination. »²⁴⁶

Les nouveaux membres doivent donc rendre visible leur adhésion, afin de signifier leur opposition radicale au gaullisme, mais aussi leur adhésion au réseau Résurrection-Patrie et à sa doctrine, et non pas à un homme, que l'on devine être Salan. Cette entrée en action est présentée comme une étape indispensable vers une action finale :

« [...] La victoire est à ce prix, l'enclenchement de "l'action finale" aussi, car celle-ci n'aura lieu que si un climat psychologique l'a rendu inévitable de longue date et si les participants du futur combat se sont rendus solidaires, par de multiples et incessantes manœuvres de harcèlement de l'ennemi. [...] La VICTOIRE s'élabore avant tout par l'effort quotidien consenti par chacun de vous. »²⁴⁷

Ainsi, les membres sont enjoins à s'adonner à un activisme effréné, « l'agit-prop » devant permettre à la fois de former les partisans pour l'action finale, mais aussi amener au réseau un nombre toujours plus important de ralliements. Mais Bouyer ne s'arrête pas là dans ses recommandations, et enjoint ses responsables à ne pas se limiter à des sessions de peinture nocturne.

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ *Ibid.*

2) Une stratégie d'action directe tous azimut

Nous appelons “action directe” toute action qui consiste pour des acteurs à engager un rapport de force avec les détenteurs de pouvoir sans passer par le cadre des institutions prévues à cet effet. Dans le cas d'un réseau clandestin, les répertoires d'actions directes illégalistes sont bien sûr centrales. De cette matière, l'OAS Résurrection-Patrie se distingue par la très grande variété d'actions dont elle demande l'exécution à ses partisans : Organiser les circuits de distribution de tracts clandestins ; faire des barrages sur des routes principales ; recenser les rapatriés pieds noirs et plus largement toutes les potentielles recrues ; faire du renseignement sur les personnalités gaullistes en vue du département, et leur envoyer des lettres de menaces. Sans compter l'usage du plastic contre les voitures immatriculées en Suisse, les relais de télévision ou de radio et tous les ennemis de l'Algérie française...²⁴⁸ Le but de Bouyer et Lefèvre, derrière la présentation d'un programme aussi complet d'action directe à leurs responsables départementaux, était certainement de montrer que leur réseau était sérieux, et qu'il valait la peine de s'y engager pleinement. En leur en demandant beaucoup, ils espéraient certainement obtenir d'eux le maximum qu'ils pouvaient donner. Cette stratégie a des limites évidentes, et comme nous l'a montré le cas de Jacques Noni, certains de ces responsables ont pu être pris d'un vertige en apprenant tout ce que l'on attendait d'eux, nourrir des questionnements sur la nature de leur engagement et les potentielles conséquences que pouvaient avoir celui-ci sur leur vie personnelle.²⁴⁹

Pour autant, cette stratégie fut tout de même suivie d'effets, notamment pour ce qui concerne les actions les moins engageantes. Combien de fleur d'Iris ont été peintes ? Combien de lettres de menaces envoyées ? Nous ne saurions dire précisément. Ce qui est certain, c'est que ces actions peu dangereuses ont été fréquemment menées. Les témoignages de réception de lettres de menace, dont regorgent les dossiers d'instruction montés sur le réseau, viennent en témoigner. Pour ce qui concerne la peinture du sigle, la chose est moins souvent rapportée, ce qui semble logique dans la mesure où cette action ne porte pas préjudice à une personne précise, même s'il y a quelques exemples. Ainsi, à Agen (Lot-et-Garonne), un ancien cadre poujadiste se retrouve en état d'arrestation à la suite de la prise en flagrant délit de jeunes étudiants en train

²⁴⁸ AN, 5W/104, dossier d'instruction de Bayonne, 101-7, « nature des instructions transmises par Marcel BOUYER à ses délégués départementaux », rapport du commissaire Lucien Cezera, du 18/09/1961, pp 6-7

²⁴⁹ Voir chapitre 3 III/

de peindre le symbole du réseau, et qui le désignèrent comme commanditaire²⁵⁰. De même, à Angoulême, Jean Lysek peint le sigle « OAS » sur les drapeaux tricolores de la mairie²⁵¹. Ainsi, même si ces actions ne sont pas aussi répandues que l'aurait souhaité Bouyer, celles-ci existent et installent le réseau dans l'atmosphère des villes du Sud-Ouest.

Le constat est à peu près similaire en ce qui concerne le recours aux attentats à l'explosif. Ces plasticages s'inscrivent dans la continuité des actions citées plus haut. Ils visent moins à tuer ou blesser qu'à marquer les esprits, à installer une ambiance, à briser le calme apparent des villes métropolitaines. Plus encore, ils visent à montrer aux français que le combat pour l'Algérie française et un ordre nouveau corporatiste travaillent le pays en profondeur, et qu'il ne tient qu'à eux de s'engager s'ils sont patriotes, ou au contraire de se cacher s'ils sont des « traitres à la nation », gaulliste ou pire, communiste... Dans un premier temps, de mai à juillet 1961, les plasticages sont principalement organisés et effectués par trois personnages : Marcel Bouyer, Jean Decouty et Jean-Jacques Dupont. Nous avons déjà détaillé l'action de Bouyer en la matière lors de sa tournée des cadres poujadistes²⁵², et nous parlerons de celle de Decouty lorsque nous aborderons le cas particulier du réseau charentais. Jean-Jacques Dupont, quant à lui, est sans aucun doute le plastiqueur le plus important du réseau. A travers son parcours, c'est tout le rapport qu'entretient le réseau aux attentats et l'évolution de celui-ci que l'on peut étudier. Comment ce jeune lycéen de 17 ans en est-il venu à s'engager aussi fortement ? Il est le fils de Jacques Dupont, cinéaste émergent qui tourna avec Belmondo dans *Les Distractions*, en 1960. Ce dernier est un ultra de l'Algérie française et son engagement dans le complot de Paris, pendant le putsch d'Alger, lui vaut d'être placé en rétention administrative dans le camp de Saint-Maurice-l'Ardoise dans le Gard²⁵³. Son fils n'est pas non plus resté inactif pendant le putsch, si bien que lorsque celui-ci échoue, il va se réfugier en Charente, où il a des attaches familiales. Il en vient à retrouver Bouyer, Lefèvre et Decouty, qui sont de bons amis de son père et les convainc de l'incorporer à leur réseau²⁵⁴. En mai et juin, il n'exécute pas moins de sept plasticages, avant d'être transféré début juillet au Pays basque. Il y rencontre de jeunes sous-

²⁵⁰ AN, 5W/104, dossier d'instruction de Bayonne, rapport du policier Lestrade au juge d'instruction, à Agen, le 7 septembre 1961.

²⁵¹ AN, 5W/107, dossier d'instruction d'Angoulême, audition de Jean Lysek, du 25/09/1961.

²⁵² Voir chapitre 2, III/.

²⁵³ Branche Raphaëlle, Thénault Sylvie, (dir.), *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, « Mémoires », 2008, 501 p.

²⁵⁴ AN, 19880206/34, dossier DCPJ n°2, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, étudiant de 18 ans, du 25/05/1961.

officiers issus du 1^{er} régiment des parachutistes, dissout du fait de son plein engagement dans le putsch. Avec ses nouveaux compagnons, et grâce aux explosifs fournis par Vidart, il continue d'organiser de nombreux attentats. Le 18 et le 23 août 1961, des opérations coordonnées sont montées entre le réseau Résurrection-Patrie et l'OAS-Métro, qui est alors en gestation dans la région. En effet, ce réseau est en train de se structurer sous la houlette de Bertrand de Gorostarzu, frère d'Arnaud. Sur cette période de juillet et août 1961, il est bien difficile de déterminer quels sont les attentats relevant du réseau Résurrection-Patrie, dont Dupont souligne tout de même la prééminence à ce moment-là²⁵⁵. A la suite de l'affaire Vidart, Dupont parvient à s'échapper et se réfugie dans le Gers, dans la ferme d'un partisan du réseau en compagnie de Bouyer. Lorsque Bouyer sera retenu en Espagne, à l'automne 1961, c'est lui qui assure l'intérim, en maintenant la liaison avec les partisans les plus actifs. Après l'arrestation de Bouyer, intervenue fin janvier, il rejoindra les réseaux d'André Canal (la mission III) et officiera à Pau à faire la liaison entre activistes civils et militaires, avant d'être enfin arrêté au mois d'avril 1962, après un an d'activité effrénée.

Ainsi, pour le compte du réseau Résurrection-Patrie, Dupont a participé à des dizaines d'attentats. Dans un premier temps, en Charente. Il exécute lui-même ces attentats puis, au Pays basque, il en est venu à superviser d'autres plasticateurs issus de l'armée, en distribuant les explosifs et en désignant les cibles. Jusqu'à la fin de l'été 1961, ses attentats, comme ceux du réseau en général, n'ont pas visé à atteindre l'intégrité physique des cibles. Il n'y eut, par ailleurs, aucun mort ou blessé à déplorer. Néanmoins, il faut noter qu'il y a une part de chance dans ce constat. Certes, la plupart des plasticages eurent lieu en pleine nuit, généralement entre une heure et six heures du matin, et les explosifs utilisés étaient peu puissants²⁵⁶. Pour Alistair Horne, les activistes de l'OAS en métropole font office de *boy scout* jouant avec des pétards en comparaison des terribles commandos Delta de Deguelde à Alger.²⁵⁷ Cette différence de niveau de violence est indéniable, mais ne doit pas nous faire oublier que les attentats du réseau Résurrection-Patrie n'en constituent pas moins des actes de violence politique. Certains des plasticages du réseau visaient des habitations et auraient très bien pu blesser les cibles ou leur

²⁵⁵ *Ibid.* : « Je tiens à préciser que la part de responsabilité entre les réseaux ARNAUD [OAS-Métro] pratiquement inexistant à ce moment, et les réseaux locaux "MAQUIS RESURRECTION-PATRIE", déjà aguerris, est impossible à déterminer, par l'enchevêtrement des consignes ».

²⁵⁶ AD Gironde, 1979/022-12, Dossier Maquis Résurrection-Patrie, « liste d'attentats par explosifs depuis le 1^{er} janvier 1961 », fin 1961.

²⁵⁷ Horne, Alistair. Histoire de la guerre d'Algérie, Albin Michel, 1987, 580 p.

famille. Plus largement, il ne faut pas sous-estimer l'effet psychologique de terreur que ces attentats ont pu provoquer chez le voisinage dont les vitres se brisent sous le souffle de l'explosion, chez les habitants de la localité qui se réveillent en entendant l'impact, et finalement tous les habitants de la région qui apprennent l'information dans les journaux ou à la radio, qui en parlent le lendemain, faisant des suppositions sur les auteurs, sur le choix de la cible, sur la situation politique.

Rien ne permet de penser que cet emploi du « plastic sauvage », autrement dit de l'usage d'attentat à l'explosif aux seules fins de propagande, ait eu des effets bénéfiques tangibles pour le développement du réseau Résurrection-Patrie. Ce qui est certain, c'est que ces actions ont bel et bien eu des effets sur tous ceux qui, de près ou de loin, y ont été exposés.

3) Une « phase suivante » non advenue : quid du recours à l'assassinat politique ?

Au cours de l'été, les activistes du réseau n'ont usé de procédés violents que pour provoquer des dégâts matériels. Mais les choses évoluent lorsqu'en octobre 1961, Bouyer rentre dans la direction générale de l'OAS présidée par l'ex-colonel Antoine Argoud. L'OAS Résurrection-Patrie distribue alors une circulaire, qui appelle à préparer une « phase suivante » qui, cette fois-ci, serait meurtrière :

« PARALLELEMENT à l'action entreprise portant sur l'effort "agit-prop", il convient de préparer dès maintenant le passage à la phase suivante qui, comme vous le savez, comprend l'élimination physique et définitive des valets du Système que vous vous devez de repérer dès aujourd'hui. »²⁵⁸

Ces consignes sont adressées aux responsables départementaux, afin qu'ils commencent à glaner des renseignements sur de potentielles cibles. Il ne s'agit donc plus d'un projet abstrait renvoyé à plus tard, comme lorsqu'ils appelaient à « pendre les traîtres » dans leurs lettres hebdomadaires du Maquis Résurrection-Patrie²⁵⁹. Cette radicalisation a un potentiel vertigineux, dans la mesure où dans le diagnostic qu'ils font de la situation, les « traîtres » sont

²⁵⁸ La Contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0896/1, circulaire nommée « Consignes générales d'organisation », du 26/10/1961.

²⁵⁹ Voir annexe, brochure le Lefèvre, « Après De Gaulle, qui ? » lettre n°6 du 14/06/1961.

légion et ne renvoient pas seulement à des personnages de premier plan, comme il l'explique dans la même circulaire :

« Voici les individus visés en priorité:

- Les présidents de Comité de soutien au Général DE GAULLE.
- Les députés U.N.R et autres sénateurs de même appartenance.
- Les tenants de l'éventuel FRONT POPULAIRE [...]
- Les soutiens directs des FELLAGHAS de METROPOLE [...]
- Les policiers trop zélés à mener la lutte anti-française ou convaincu de donner des renseignements aux volontaires civils
- Les membres des réseaux élyséens [...]

Ceci n'est bien sûr qu'un aperçu de ce que vous devez viser à détruire: vous pourrez vous-mêmes découvrir des traîtres n'appartenant à aucune de ces catégories.»²⁶⁰

Ainsi, ils envisagent non seulement de tuer des politiciens gaullistes ou progressistes, mais également de supprimer toute personne se démarquant par son engagement en soutien de la politique d'autodétermination. Même s'ils précisent :

« Soumettez-nous tous les cas qui se présentent à vous et accumulez le plus grand nombre de renseignements sans jamais perdre de vue que seuls les individus ayant une responsabilité directe dans les malheurs de notre patrie doivent être châtiés. »²⁶¹

La Direction Centrale de l'OAS (OAS-Espagne), et Bouyer qui la représente pour la métropole, entretiennent donc le flou sur ce qui relève de la trahison : peut-on réellement considérer qu'un président de comité local de soutien au général De Gaulle porte une responsabilité directe dans les « malheurs de la patrie » ? Le caractère vague et abstrait de leurs formulations permet de les appliquer potentiellement à n'importe lequel de leurs adversaires politiques. D'une certaine manière, toute cette rhétorique, présente dès les premières lettres hebdomadaires renvoyant les désaccords sur la politique algérienne à une trahison de la Nation contenaient déjà, en elle-même, les possibilités de cette radicalisation : on ne négocie pas avec un traître, on le met hors d'état de nuire. Ainsi, les germes idéologiques d'une sanglante politique de terreur sont présentes dans la première lettre hebdomadaire du réseau. En revanche, pour ce qui concerne les conditions de réalisation matérielle de cette radicalisation, il fallut attendre octobre 1961, alors que le réseau est entré dans une phase de relative entropie à la suite des revers consécutifs constitués par la vague d'arrestation qui suivit l'affaire Vidart, puis par l'assignation à résidence de Bouyer en Espagne. Sur le terrain, le réseau est alors en grosse perte de vitesse et les activistes clandestins encore en liberté se sont réfugiés dans le Gers, dont

²⁶⁰La Contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0896/1, circulaire nommée « Consignes générales d'organisation », du 26/10/1961.

²⁶¹ *Ibid.*

les partisans ont été épargnés par les arrestations. Début novembre, Jean Decouty et Jean-Jacques Dupont prennent les choses en main, et publient un tract offensif depuis le « PC opérationnel ».

« AU MOMENT où nous avons à subir les attaques réitérées du REGIME et de ceux qui, sous un dehors Révolutionnaire, visent à le restaurer sous une autre forme, nous avons décidé de poursuivre et d'intensifier sous toutes ses formes jusqu'à la VICTOIRE une action qui n'a été que trop perturbée ces derniers temps Il s'agit de repérer et de détruire les agents directs de l'ennemi gouvernemental, seul responsable (sic) d'une hostilité que certains éléments de la population musulmane croient devoir nous manifester. »²⁶²

Ont-ils consulté préalablement Bouyer à ce sujet ? S'ils l'ont fait, aucune trace n'en a persisté dans leurs échanges épistolaires qui se maintenaient par l'intermédiaire de Lefèvre²⁶³. Dans ces lettres, Dupont semble très préoccupé par la place que commence à prendre les réseaux « Salanistes » de l'OAS-Métro, qui semble également visé comme se cachant derrière un « dehors révolutionnaire »²⁶⁴. Dupont parle librement de cet épisode lors de son audition :

« Il s'agissait d'abord, à LIMOGES, suivant les renseignements recueillis dans cette ville, d'abattre le policier GERMANEAU [...]. Ensuite, nous devons nous rendre en Indre-et-Loire afin d'y envisager les possibilités d'un attentat individuel contre la personne de Michel DEBRE. »²⁶⁵

Pour des raisons circonstanciées, ce projet ne sera pas mené à bien. Le 11 novembre, Decouty décide de se rendre en Espagne pour préparer l'évasion de Bouyer, laissant Dupont seul avec ses projets d'assassinat. Ce dernier ne se démonte pas et se rend à Limoges, où il doit récupérer une mitraillette Thomson appartenant à Bouyer chez un responsable local du réseau. Mais une fois sur place, vers le 16 novembre, Dupont ne trouve pas ce responsable local, qui a dû juger qu'il valait mieux ne pas se manifester. Etant chargé de matériel important – armes, fichier militant, poste émetteur-récepteur –, Dupont est bien obligé de quitter la ville et d'abandonner ce projet²⁶⁶. Malgré cela, il ne part pas sans opérer l'ombre d'une action, comme Delarue le raconte :

« En novembre, [Dupont] fit un voyage à Limoges et la nuit même de son arrivée, plusieurs centaines de tracts furent distribués dans la ville. »²⁶⁷

²⁶² La contemporaine, F/DELTA/RES/0939/1, tract écrit le 04/11/1961 depuis le « PC Opérateur »

²⁶³ Celles-ci sont conservées dans les archives de Delarue, La contemporaine, F/DELTA/RES/0939/1, dossier « Correspondances entre membres de l'OAS, 24 pièces ».

²⁶⁴ La contemporaine, F/DELTA/RES/0939/1, lettre de Dupont à Lefèvre, du 31/10/1961 : « Les nouvelles de Paris me révoltent car ils semblent tous tomber dans le piège habile de SALAN; ne pas étaler ses divergences en public et de toutes manières, accepter de donner carte blanche à celui-ci. »

²⁶⁵ AD Gironde, 1979/022-12, Dossier Maquis Résurrection-Patrie, Audition de Jean-Jacques Dupont, du 02/06/1962

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ Delarue, Jacques. *Ibid.* 1981, p 80.

Les raisons circonstancielles ayant empêché Dupont de procéder à cet attentat nous éclairent sur un fait important : pour qu'une organisation clandestine puisse organiser efficacement des assassinats, avoir des activistes prêts à tuer n'est qu'une condition préalable. Il faut également des réseaux logistiques au point pour faire du renseignement en amont, pour héberger les exécutants et prévoir leur parcours de fuite. Cela demande donc d'avoir également des partisans en support qui se tiennent prêts à participer à l'organisation de l'attentat, ce qui en l'espèce n'était pas le cas puisque le responsable local du réseau s'était volatilisé. Il est difficile de savoir si Bouyer a commandité ces attentats, ou si ses subordonnés ont devancé ses souhaits. Quoiqu'il en soit, il écrit un tract le 13 novembre, appelant lui aussi à une radicalisation de l'action, même s'il ne parle pas d'élimination physique :

« [...] Abandonnant les précautions qui furent nôtres jusqu'à ce jour, désireux de faire le minimum de dégâts et surtout à éviter les accidents mortels.

NOUS PRENONS L'ENGAGEMENT de nous livrer aux pires destructions contre les biens de ceux qui sont responsables des malheurs de la FRANCE.

L'HEURE DU CHATIMENT APPROCHE nous n'ignorons pas qu'elle sera douloureuse; tel des rats pris dans une nasse, ceux qui sont dans le fromage de la démocratie sont prêts à mordre.

FILS DE PRANCE, CHASSONS-LES ! »²⁶⁸

Il justifie cette radicalisation par la lâcheté du gouvernement gaulliste, qui s'apprêterait à céder à Ben Bella et ses compagnons, leaders du FLN incarcérés en France, qui font alors une grève de la faim pour obtenir leur libération²⁶⁹. Mais il est fort à parier que ce changement de ton est lié, en premier ressort, à la place que prend Salan et l'OAS Alger dans l'espace public métropolitain. En effet, Le 8 novembre, un amendement reprenant des propositions de Salan pour reprendre l'ascendant sur le FLN est déposé par le député Valentin à l'Assemblée nationale et reçoit le vote de quatre-vingts députés.²⁷⁰ Vite renommé « l'amendement Salan », cet événement déclenche une séquence médiatique mettant en avant l'importance de l'OAS Alger, qui se poursuit avec la tenue du Congrès de Vincennes le 16 novembre, durant lequel des centaines de personnes manifestent bruyamment leur solidarité avec l'action de l'OAS²⁷¹. Ce tract peut être interprété comme un assentiment donné à l'opération de Dupont et Decouty, qui

²⁶⁸ La Contemporaine, F/DELTA/RES/0896/1, « Nous lançons un dernier avertissement », de Marcel Bouyer, du 13/11/1961.

²⁶⁹ Le Monde, « M. Benbella poursuit la grève de la faim pour obtenir sa libération », 17 novembre 1961. Finalement, ils ne seront libérés qu'à la suite du cessez le feu signé plusieurs mois plus tard.

²⁷⁰ Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304 p.

²⁷¹ Voir Dard, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, pp 179-185.

n'aboutit finalement pas. Par la suite, cette option stratégique ne semble pas s'être maintenue, et en tout état de cause, aucun autre projet d'assassinat ne furent montés par Dupont et Decouty. Peut-être les difficultés intervenues dans leur tentative les ont dissuadés de réessayer. Peut-être aussi, est-ce lié au changement de circonstances qui les a amenés à s'amender sur cette question : comme nous allons le voir dans le dernier chapitre, lorsque Bouyer parvient à revenir en France, son premier objectif est de restructurer son réseau, de récupérer ses partisans et d'en conquérir de nouveau. Or, opérer à des assassinats politiques ne pouvait alors qu'aller à l'encontre de cet objectif, en attirant l'attention de la police et en refroidissant de potentiels sympathisants²⁷².

Ainsi, ce projet de « phase suivante » en disait long sur la situation désespérée dans laquelle se trouvait le réseau RP en novembre, tout comme sur celle de la “Direction Centrale de l'OAS” (OAS-Espagne) dont elle est devenue la composante. Ses chefs sont alors retenus prisonniers en Espagne, et ses partisans en métropole se sont, pour beaucoup, démobilisés à la suite de l'affaire Vidart, si bien que le seul moyen de se démarquer de l'OAS-Métro était d'entrer dans une concurrence de radicalité.

²⁷² Voir chapitre 4, III/.

III/ exemple d'une branche départementale : le cas de la branche charentaise du réseau RP

Le 23 mai 1961, alors que Bouyer et Lefèvre s'efforcent vainement d'opérer une convergence des luttes dans le milieu Algérie française du Pays basque, une archive policière nous montre que cette convergence est déjà engagée à Angoulême, en Charente. En effet, un renseignement précieux est parvenu au quatrième groupe régional des RG, à Bordeaux : la distribution des tracts du « Maquis Résurrection-Patrie » en Charente serait l'œuvre d'une officine fonctionnant à Angoulême sous l'égide du Docteur Diacono, chef de la clinique de Saint Cybard et président de la branche départementale de l'Association des Français d'Afrique du Nord²⁷³. Dès le lendemain, de nombreuses perquisitions sont effectuées chez le docteur Diacono et ses subordonnés. Parmi les documents saisis, c'est une simple lettre de convocation rédigée par le trésorier de l'association qui incrimine le Docteur Diacono. En effet, celle-ci présente de grandes similitudes avec les tracts du « Maquis Résurrection-Patrie » parvenus aux RG, ce qui laisse penser que ces documents ont été rédigés sur la même machine à écrire²⁷⁴. Malgré cet élément de preuve, aucune information judiciaire n'est ouverte. Peut-être a-t-il été considéré que cela n'était pas suffisamment probant. Peut-être, aussi, la police a-t-elle fait le choix de la surveillance discrète pour cette officine clandestine émergente. Stratégie payante, puisque le réseau est démantelé à la suite de l'affaire Vidart. Pour ce qui nous concerne, cette histoire montre la précocité de la branche charentaise du réseau, qui s'explique par la mobilisation de deux personnes aux profils aussi différents que complémentaires : le docteur Diacono, et Jean Decouty. Tous deux acceptent d'endosser pleinement le rôle de structurer le réseau et de le tourner vers l'action directe violente. Cette présence de cadres locaux impliqués explique la rapide structuration de cette branche.

²⁷³ Le nom complet étant e l'Association Nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-Mer et leurs amis (ANFANOMA).

²⁷⁴ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, rapport du commissaire Roger Laffon au chef du SRPJ Bordeaux, du 23/06/1961.

1) A la genèse de la branche charentaise : l'entente entre Diacono et Decouty

Le pari initial du Maquis Résurrection-Patrie était de transcender les clivages politiques et sociaux divisant la mouvance Algérie française métropolitaine, afin de former une large organisation clandestine capable de faire vaciller un régime gaulliste qui est, selon eux, chancelant. Comme nous l'avons montré précédemment, cette stratégie obtint des résultats mitigés. Mais la Charente constitue de ce point de vue une exception, visible aux têtes dirigeantes de ce réseau. En effet, il est difficile d'imaginer des profils de sympathisants Algérie française plus dissemblables que Robert Diacono et Jean Decouty. Diacono est un authentique notable de province. Ce chef de clinique a grandi en Tunisie et s'il l'a quittée plus de 20 ans plus tôt pour suivre ses études de médecine, il a gardé un fort attachement à sa terre d'enfance²⁷⁵. C'est donc naturellement qu'il accepte la présidence, pour le département de la Charente, de l'Association des Français d'Afrique du Nord, qui fut fondée en 1956 pour œuvrer au reclassement des Français rapatriés à la suite de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Diacono clame le caractère « apolitique » de son association. Pourtant, ses fonctions associatives sont indissociables de ses relations politiques. En effet, Diacono évolue dans le cercle du maire indépendant de sensibilité Algérie française, Henri Thébault. Ce modéré a toujours eu le souci d'entretenir des ponts avec la droite radicale, et dès 1956, il tient un colloque en commun avec l'UDCA, avant de rompre avec eux lors de la crise de Suez²⁷⁶. Ce dernier est largement favorable à la cause de Diacono et lui permet ainsi de publier des articles favorables à des politiques ambitieuses de reclassement des rapatriés dans l'Echos Charentais, le journal dont il est le directeur²⁷⁷. De son côté, Jean Decouty n'a rien d'un notable. Bien au contraire, ce boucher installé dans la périphérie d'Angoulême semble avoir mauvaise réputation. En 1957, il fit partie des poujadistes condamnés pour attentat, après avoir participé à des plasticages contre des bureaux de perception des impôts. A cette époque, même Bouyer fut obligé de

²⁷⁵ « J'ai profondément ressenti l'accession à l'indépendance de la Tunisie. Il ne s'agit pas tant de conséquences matérielles que de troubles affectifs » (AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C18, PV d'audition de Robert Diacono, du 02/10/1961).

²⁷⁶ Souillac, Romain. Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962). Presses de Sciences Po, 2007, p 296.

²⁷⁷ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C30/5, déposition de témoin de Jeanne Durand, du 24/04/1961. Par ailleurs, on peut noter que Mme Durand est à la fois secrétaire au cabinet du maire et secrétaire à l'Association des Rapatriés d'Afrique du Nord, signe de promiscuité évident entre Diacono et Thébault.

condamner du bout des lèvres la violence de ces actions²⁷⁸. Sa fiche de renseignements, constituée à la fin de l'année 1961, le décrit comme un « individu violent et emporté », qui « s'exalte facilement »²⁷⁹. Devant les policiers, Diacono raconte sa rencontre avec Decouty :

« J'ai fait la connaissance de DECOUTY vers la fin de l'année 1960 ou le début de l'année 1961. Il est venu me porter une ou deux invitations pour la réunion privée au cours de laquelle BOUYER a pris la parole ainsi que d'autres orateurs, notamment le Maire THEBAULT. [...] Nous avons sympathisé et nos relations sont devenues plus fréquentes. Etant donné nos occupations respectives nous étions amenés à déjeuner assez tard, l'un et l'autre, et je trouvais commode d'aller déjeuner chez lui assez souvent »²⁸⁰

Cet homme installé, fréquentant assidûment la bonne société angoumoisine, serait donc banalement devenu ami avec cet activiste au passé sulfureux, sans qu'aucune arrière-pensée politique n'anime cette relation²⁸¹. Il est des raisons de douter de ce récit et de penser que cette relation s'explique avant tout par une radicalisation politique de Diacono, se caractérisant par une brûlante volonté d'agir pour maintenir l'Algérie française. Diacono vit durement l'échec du putsch d'Alger et essaie de manifester son opposition à la politique gaulliste dans la presse, mais personne ne semble décidé à publier ses articles. Il envoie vainement une réponse à une lettre ouverte d'un jeune appelé publiée dans le Figaro, qu'il considère comme insultant pour les Français d'Afrique du Nord. Même l'Echos Charentais, pourtant tenu par le maire d'Angoulême dont il est proche, ne publie pas son article « Lyautey trahi », visant à faire la promotion d'une manifestation Algérie française à l'occasion du retour des cendres du Maréchal Lyautey en France²⁸². Il en conçoit une grande amertume envers « l'opposition officielle ». Lui qui fréquentait auparavant les colloques Algérie française de Georges Bidault considère désormais « qu'une opposition ne pouvait être utilement exercée sur le plan démocratique, le recours aux parlementaires [étant] totalement inutile »²⁸³. Ainsi, c'est par rejet

²⁷⁸ Souillac, Romain. *Le Mouvement Poujade*, Paris, Les presses Science Po, 2007, p 289. Decouty prit alors un an de prison ferme pour ces actes. Si Bouyer, à l'image des autres dirigeants du mouvement, condamnent officiellement ces faits, ils ne tardent pas à contester le sort qu'il leur est fait et à soutenir matériellement les condamnés.

²⁷⁹ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, B7, « Renseignements sur DECOUTY Jean, 30 ans, prévenu de complot », du 20 novembre 1961.

²⁸⁰ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C31, PV d'audition de Robert Diacono, du 20/11/1961.

²⁸¹ En effet, selon son ami, collègue et complice, le docteur Boutareaud, Diacono voyait Decouty quasiment quotidiennement, dans AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, PV d'audition de Jean Boutareaud, du 07/09/1961.

²⁸² AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C11, PV d'audition de Robert Diacono, du 02/10/1961.

²⁸³ *Ibid.*

de cette opposition institutionnelle que Diacono adhère à l'activisme du réseau Résurrection-Patrie. Du même coup, il engage non seulement son association, comme on l'a vu avec l'affaire des tracts, mais également ses réseaux professionnels. Le docteur Boutareaud, qui est son adjoint dans sa clinique, va occuper la même position au sein de l'organisation, remplissant ainsi les tâches ingrates que Diacono ne daigne pas faire, comme l'organisation de la propagande ou la prise en charge des activistes de passage²⁸⁴. Ce dernier doit beaucoup à Diacono, à commencer par son travail. Dans une moindre mesure, les docteurs Mayaud et Lhoiry – par ailleurs beau-frère de l'ex-général Edmond Jouhaud²⁸⁵ - s'engagent également dans le réseau. Cette trajectoire de radicalisation, qui mène ce groupe de médecins vers l'activisme, est donc collective. De plus, elle se fait en contradiction avec un autre groupe qui s'engage au contraire dans le soutien au gouvernement gaulliste. A partir du putsch des généraux, les antagonismes politiques se creusent dans le milieu médical local et de manière plus large au sein du camp conservateur, entre les irréductibles de l'Algérie française et ceux qui se rangent avec plus ou moins d'entrain, derrière la politique du gouvernement. Peu après l'affaire des tracts, Diacono se dispute avec un confrère, le docteur Gavel, qu'il soupçonne d'être l'informateur à l'origine de ladite affaire. Il apprend également que ce dernier aurait mis sa clinique à disposition de la préfecture pendant le putsch, et qu'il a rapporté à la police les menaces de représailles que lui a adressé Diacono. Cette dispute n'est pas seulement personnelle, car Henri Gavel est un ancien résistant qui est resté très proche du colonel Chabanne, ancien chef du maquis « Bir Hakeim », rattaché à l'Armée Secrète²⁸⁶. Ce groupe d'anciens résistants garde une filiation gaulliste importante, et revendique leur loyalisme en ces temps troublés, ce qui n'est pas pour plaire à Diacono et ses amis.

Le témoignage de Luc Vincent peut nous aider à mieux comprendre la situation. Cet ancien résistant est un ami d'enfance de Jean Jacques Boutareaud. A la suite d'une nouvelle garde à vue le 15 juin, ce dernier se confie à lui sur son engagement au sein de l'OAS Résurrection-Patrie. Luc Vincent s'inquiète de cet engagement car s'il partage ses convictions,

²⁸⁴ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 29/10/1961.

²⁸⁵ La chose est mentionnée dans l'hommage écrit à la mort de Diacono par Guy Thomas sur le site *des amis de Raoul Salan*, site d'extrême droite entretenant la mémoire des combattants de l'OAS, reproduit sur le site Delta-Collines : « Robert Diacono fut très affecté par le calvaire que vivait l'épouse de son ami le docteur Lhoiry, qui pendant sept mois était chaque jour dans l'attente de l'exécution de son frère, le général Jouhaud ».

²⁸⁶ Lormier, Dominique. *Les F.F.I. au combat*, Editions Jacques Grancher, 1994, p 144.

il craint que son ami s'abîme auprès d'agitateurs de la trempe de Decouty. Pour le convaincre de rester tranquille, Vincent s'invente donc un engagement auprès d'un groupe imaginaire d'anciens militaires entrés en clandestinité, mené par un mystérieux personnage surnommé « le vieux », qui s'intéresserait au profil de Boutareaud et lui intimeraient de « se mettre en veilleuse » en attendant le moment propice²⁸⁷. Il est intéressant d'observer que dans des situations de crise politique comme celles dont nous parlons, les tentatives de manipulation viennent de toute part et pour des motifs très variés, comme ici par amitié. Quoiqu'il en soit, Vincent échoue à influencer sur le comportement de Boutareaud et celui-ci lui confie un projet qui met Vincent dans une situation de conflit de loyauté :

« Quelques temps après le Docteur BOUTAREAUD m'a dit qu'un attentat était en préparation et que 4 bombes seraient simultanément déposées aux domiciles du Colonel CHABANE , du Docteur GAVEL, de M. MOREAU , Restaurateur rue de Genève et de M. CASTAING dont j'ignore l'adresse. Comme il s'agissait d'anciens de la France libre je me suis violemment opposé à ce projet indiquant que sa réalisation cristalliserait la colère de tous les anciens combattants J'ai même ajouté que s'il était donné suite à cette affaire je me dresserai également contre le Maquis Résurrection – Patrie ou plutôt que je serai dans l'obligation de le faire. »

Boutareaud ne prend pas au sérieux les menaces de son ami, et ce dernier décide donc d'informer, par l'intermédiaire d'un ami commun, le colonel Chabanne²⁸⁸. Celui-ci n'y prête pas vraiment d'importance ; de manière générale, ces anciens résistants d'obédience gaulliste ne vont pas intervenir directement contre Diacono et ses amis. En revanche, ils ne vont pas hésiter à collaborer utilement avec les policiers chargés de leur répression. Il faut dire que la seule action de la police suffit largement à réduire le réseau. Ainsi, les attentats contre Gavel et Moreau n'aboutissent jamais. De même, la surveillance constante aux alentours du château de Raymond Réthoré, député UNR de Charente, les empêchent d'agir²⁸⁹.

Pour autant, le réseau n'est pas resté inactif du point de vue des attentats en Charente, même s'il est difficile d'estimer l'ampleur de cette activité. Sur l'année 1961, douze attentats à l'explosifs ont eu lieu dans le département. A partir de nos sources, seuls deux d'entre eux

²⁸⁷ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C10/4-1, PV d'audition de Luc Vincent, Ferronnier de 36 ans, du 14/10/1961. Sa version est corroborée par Jean Germaneau, policier à l'origine du rapport au SRPJ de Limoges, du 29/10/1961.

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ Ainsi, Jean Lysek et Francis Cardona, trésorier de l'association de réfugiés d'Afrique du Nord, ont été contrôlés en voiture par la gendarmerie dans la nuit du 22 au 33 août 1961, à une heure du matin, prétextant aller à la pêche (AN, 5W/107, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 29/10/1961). Boutareaud racontera à Vincent qu'ils partaient bien faire un attentat, et que Cardona avait les explosifs à ses pieds au moment du contrôle (AN, 5W/107, C10/4-1, PV d'audition de Luc Vincent, du 14/10/1961).

peuvent être formellement attribués à l'OAS Résurrection-Patrie : celui sur la préfecture d'Angoulême perpétré le 8 juin par Jean Jacques Dupont, qui séjournait alors chez le docteur Boutareaud, et que Dupont lui-même a reconnu à la suite de son arrestation²⁹⁰. Si Dupont est resté évasif sur ses commanditaires, Boutareaud s'est vanté auprès de Vincent que c'était le groupe « Action » qui s'était chargé de cet attentat, ce qui laisse penser que Dupont a dû agir de concert avec Decouty²⁹¹. Pour ce qui est du deuxième, il s'agit de la tentative d'attentat sur le bâtiment de l'aérodrome de Bel-Air, le 30 septembre. La bombe fut confectionnée et déposée par ce même Luc Vincent, mais elle n'explosa pas du fait d'un problème technique. En effet, après avoir tenté de dissuader son ami de se mêler d'activisme, Vincent se prit à son propre jeu. Cet homme influençable se prit à son propre jeu, et céda à la demande d'un Decouty à la recherche de nouveaux militants après l'arrestation de Diacono et Boutareaud²⁹². En plus de ces deux attentats attribuables à coup sûr au réseau, l'audition de Dupont laisse entendre que l'attentat intervenu contre la maison de M. Roux, secrétaire départemental de l'UNR, intervenu le 18 mai, est lui aussi le fait du réseau²⁹³. Enfin, l'attentat intervenu contre une voiture de police est probablement aussi le fait de Decouty, dans la mesure où celui-ci parlait alors de faire une telle action. Si l'on enlève les deux attentats pour lesquels des personnes extérieures au réseau ont été arrêtées, il reste six attentats dont les auteurs n'ont pas été retrouvés et dont aucune indiscretion n'indique clairement le réseau Résurrection-Patrie comme responsable – ce qui ne signifie en rien qu'il ne l'est pas –. Ainsi, pour ce qui est de la Charente, le réseau est très certainement responsable d'au moins quatre attentats – si l'on comprend celui de l'aérodrome où l'explosif ne s'est pas enclenché –, mais en a probablement fait davantage. A ce sujet, le responsable de l'enquête note un fait allant dans ce sens :

« Dans presque tous les attentats perpétrés en Charente, il a été retrouvé des traces ou débris d'amadou, indiquant que ce système de mise à feu à retardement avait été utilisé. Or, ce moyen (amadou) avait été employé lors des attentats Pujadistes commis en Charente en 1957 et dans lesquels le nommé DECOUTY avait été impliqué. »²⁹⁴

²⁹⁰ AN, 19880206/34, dossier DCPJ n°2, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, étudiant de 18 ans, du 25/05/1961.

²⁹¹ AN, 5W/107, C10/4-1, PV d'audition de Luc Vincent, du 14/10/1961.

²⁹² Jean Germaneau appuie cette version et le décrit comme un ami influençable, qui a été entraîné dans cette affaire successivement par Boutareaud et Decouty (AN, 5W/107, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 29/10/1961).

²⁹³ Il parle ainsi d'une « opération couronnée de succès contre M. Roux », ce qui laisse penser qu'elle est le fait de la branche action du réseau (AN, 19880206/34, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, du 25/05/1961).

²⁹⁴ AN, 5W/107, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 29/10/1961.

A ces attentats en Charente, il faut y rajouter les plasticages que Dupont exécuta en mai et juin dans les départements limitrophes, sous les instructions de Decouty. Celui au Palais de justice de Poitiers le 17 mai et au domicile de Zinguerevitche, président du comité local de l'UNR à Périgueux le 22 mai ; les deux menés la même nuit du 27 juin à Tour, à la mairie et au palais de justice²⁹⁵. Tous ces attentats s'inscrivent pleinement dans la stratégie du réseau Résurrection-Patrie, à savoir des plasticages visant plus à avoir un effet psychologique sur l'opinion qu'à réellement nuire aux personnes ciblées. Comme nous allons le voir, la branche du réseau charentais ne fut pas non plus en reste du côté de la propagande.

2) Un système de propagande efficace

A la suite de l'affaire des tracts, qui attira l'attention de la police sur eux, Diacono et Boutareaud furent bien obligés de s'adapter afin d'éviter de se refaire surprendre aussi bêtement²⁹⁶. Ils mettent alors sur pied une chaîne de travail clandestin permettant de recevoir les tracts, les ronéotyper puis les distribuer le plus discrètement possible. Ils s'appuient pour cela sur toute l'étendue de leur surface sociale afin de mobiliser une diversité de profils et de diminuer le risque d'être repérés par la police²⁹⁷. Henry Guéret en est un bon exemple. En tant que boîte aux lettres, il constitue le premier maillon de ce système. Son rôle consiste seulement à recevoir sous double enveloppe les courriers venant de Bouyer, alias « Claude Gelée » et destinés à Diacono ou Boutareaud, alias « Rhodia » et « Prunelle ». Face à la police, cet agriculteur de 37 ans justifie ainsi sa participation :

²⁹⁵ AN, 19880206/34, dossier DCPJ n°2, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, étudiant de 18 ans, du 25/05/1961.

²⁹⁶ Cette affaire créa une certaine tension au sein du réseau. Dans ses confidences à Luc Vincent, Boutareaud tint des propos acerbes sur le manque de prudence de Diacono : « Il n'est pas permis d'être aussi con quand on s'occupe de choses pareilles » (AN, 5W/107, C10/4-1, PV d'audition de Luc Vincent, du 14/10/1961).

²⁹⁷ Dans sa langue précise mais quelque peu absconde, Bourdieu définit la surface sociale comme « ensemble des positions simultanément occupées à un moment donné du temps par une individualité biologique socialement instituée agissant comme support d'un ensemble d'attributs et d'attributions propres à lui permettre d'intervenir comme agent efficient dans différents champs ». Bourdieu Pierre. L'illusion biographique. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 62-63, juin 1986. L'illusion biographique. pp. 69-72.

« J'ai accepté, d'abord parce que cela était un peu dans mes idées, ensuite parce que le docteur BOUTAREAUD avait réussi une opération délicate sur ma femme et enfin, parce qu'étant docteur en médecine je pensais pouvoir lui faire confiance »²⁹⁸

Le rayonnement social des deux médecins activistes joue donc en leur faveur au moment de recruter des partisans, comme le souligne Jean Germaneau, qui mena l'enquête sur ce réseau, dans la conclusion d'un de ses rapports :

« [Diacono et Boutareaud] par leur position sociale apporté une caution de sérieux à l'O.A.S. dans le département de Charente. C'est un élément qui a pu pousser les nommés JAYAT, LYSEK, CARDONA et VINCENT à participer aux actions du mouvement »²⁹⁹

Pour ne pas éveiller les soupçons, Guéret transmet ensuite l'enveloppe à son médecin traitant, le docteur Dutour, qui a accepté de faire l'intermédiaire avec le docteur Boutareaud par amitié pour ce dernier³⁰⁰. Il l'amène donc à Boutareaud, ou plutôt aux Boutareaud, puisqu'il semble que sa femme ait largement participé à ces opérations ; en effet, suite à l'arrestation de son mari le 2 septembre 1961, elle le remplace et supervise la propagande du réseau, avant d'être elle-même interpellée deux mois plus tard. Une fois le tract en main, les Boutareaud font appel à Odette Guillebaud, une amie de famille du Docteur Diacono pour qu'elle leur prête sa machine à écrire³⁰¹. Ils portent ensuite cette machine chez Christian Léger, un agent immobilier proche de Diacono, dont la femme s'occupe de frapper un stencil à la machine avant de se servir de son duplicateur pour ronéotyper trois à quatre cents exemplaires pour chaque tract. Cela étant fait, les Boutareaud ramènent à Mme Guillebaud sa « Remington », puis forment quatre paquets de tracts, qu'ils distribuent aux docteurs Mayaud, Lhoiry et à Decouty, gardant le dernier pour eux. Chacun procède alors à la distribution de ces tracts par la poste, dans la zone géographique du département qui lui est imparti³⁰². Pour choisir leurs destinataires, ils l'envoient de préférence aux sympathisants potentiels qu'ils connaissent, et pour le reste, se servent de l'annuaire pour envoyer à des inconnus les tracts restants.

²⁹⁸ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, n°413/5, PV d'audition de Henri Guéret, du 04/11/1961.

²⁹⁹ AN, 5W/107, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau au SRPJ de Limoges, le 29/10/1961.

³⁰⁰ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, 413/11 PV d'audition de Henry Dutour, médecin de 53 ans, le 06/11/1961.

³⁰¹ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, 413/14 PV d'audition de Mme Guillebaud née Clairac Odette, 55 ans et sans profession, du 09/11/1961.

³⁰² AN, 5W/107, C28, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 16/11/1961.

La discrétion de ce réseau lui permet de continuer à fonctionner malgré l'arrestation de Jean Boutareaud le 31 août, de Robert Diacono le 17 septembre, puis à la fuite de Decouty le 13 octobre, qui avait pris la suite de Diacono à la tête de la branche charentaise du réseau. Malgré cela, ce réseau de distribution est démantelé quelques semaines plus tard, du fait d'arrestations extérieures à la Charente. En effet, au début du mois de novembre, de nouvelles interpellations frappent certains des secteurs encore épargnés du réseau, notamment en Charente-Maritime et dans la région de Pau. Parmi eux se trouve Alfred Petit, opticien à Aire-sur-Adour, dans les Landes, qui servait entre autres de boîte aux lettres à Bouyer, qui est alors en résidence surveillée en Espagne. Il avait pour mission de transmettre ces lettres à d'autres intermédiaires, et c'est ainsi que les policiers retrouvèrent des lettres adressées à Guéret, boîte aux lettres de Françoise Boutareaud, ainsi qu'à un certain Jean Billochon, un ami de Decouty³⁰³. A partir de ces éléments de preuve, les enquêteurs du Service Régional de la Police Judiciaire (SRPJ) de Limoges n'eurent aucun mal à obtenir les aveux successifs de tous les acteurs concernés. Nous pouvons noter l'importance de l'implication des femmes dans la reproduction et la diffusion de la propagande du réseau. Françoise Boutareaud assura, en pratique, le gros de sa supervision, et la femme Mme Léger de les ronéotyper. De plus, il y a fort à parier que les docteurs Mayaud et Lhoiry aient fait appel à leur femme pour le travail de distribution du courrier. D'une part ces médecins, accompagnés de leurs épouses, constituent un cercle amical fermé, si bien qu'il serait étonnant qu'elles soient restées à l'écart de l'engagement de leur mari. D'autre part, le docteur Lhoiry lui-même, dans un geste d'une certaine lâcheté, tenta dans un premier temps de reporter ses responsabilités sur sa femme³⁰⁴. Enfin, ce fastidieux travail de secrétariat est perçu comme un travail féminin. La chose n'est jamais formulée directement par les acteurs lors de leurs auditions, peut-être justement du fait de son évidence, mais l'implication systématique de femmes dans ces tâches parle d'elle-même. A titre d'exemple, à Bordeaux, c'est Christiane Ducout, ancienne secrétaire du député Bouyer, qui s'occupe de ces missions, assistée par son amie Simone Esposito, épouse d'un ami de Bouyer entré dans le réseau³⁰⁵. Plus largement, la très faible proportion de femmes parmi les personnes arrêtées pour leur participation à l'OAS Résurrection-Patrie n'est pas représentative de leur implication réelle

³⁰³ AD Gironde, cabinet du préfet, versement 79.22, liasse 12, note des RG n° 115 du 07/11/1961.

³⁰⁴ AN, 5W/107, C23, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 29/10/1961.

³⁰⁵ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, audition de Christiane Ducout, du 04/09/1961.

dans l'animation concrète de ce réseau³⁰⁶. En effet, du fait de la nature principalement domestique du travail militant accompli par les femmes, celles-ci sont moins susceptibles d'être arrêtées. D'autant plus que l'appareil répressif d'Etat – justice et police compris – a tendance à concentrer l'effort répressif sur les hommes, plus souvent perçus comme pleinement responsables de leurs actes³⁰⁷. Le traitement judiciaire de Françoise Boutareaud en est le parfait d'exemple : alors qu'elle constitue un rouage essentiel du travail propagandiste charentais dès sa mise en place, c'est seulement après l'arrestation de son mari que son action est remarquée par la police.

Pour en terminer sur cette question, le lecteur aura peut-être remarqué, à ce stade du récit, un profil type des personnes inquiétées pour leur lien au réseau Résurrection-Patrie : un homme dans la force de l'âge, marié, qui a déjà une expérience militante du côté de la droite radicale ou un attachement personnel à la question coloniale. Dans l'ombre de leur activisme se cache souvent celui de leur femme, qui peut se concrétiser de deux manières différentes : par leur participation active au travail militant que nous exprimions plus haut, mais aussi par leur travail domestique pour l'entretien du foyer, qu'elles peuvent elles-mêmes concevoir comme une sorte de délégation militante³⁰⁸.

Pour conclure, si les réunions importantes et les actions retentissantes sont le fait d'activistes masculins – excepté pour le cas d'Edith Meyrous –, l'engagement de leurs épouses paraît de plus en plus évident à mesure que l'on se penche sur la vie quotidienne du réseau. Alors apparaît tout le travail domestique, militant et logistique qui sous-tendent son animation.

³⁰⁶ La proportion est de 10 femmes sur les 75 inculpés passés devant les juridictions exceptionnelles pour leur participation au réseau.

³⁰⁷ Thénault, Sylvie. « L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, no. 5, 2008, pp. 977-1001 : au sujet du jugement de maquisards de l'OAS par la chambre de Tizi-Ouzou, l'auteur souligne la différence de jugement pour les quelques femmes impliquées, qui se voient plus facilement déresponsabilisées pour circonstances familiales, conjugales ou affectives, et étaient condamnées, pour des faits similaires, à des peines moins lourdes que celles des hommes.

³⁰⁸ Dermenjian, Geneviève, et Dominique Loiseau. « Chapitre 3 / Itinéraires de femmes communistes », Olivier Fillieule éd., *Le sexe du militantisme*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 93-113 : Dans un contexte tout à fait différent, les auteures emploient ce terme de « délégation militante » pour le cas d'une femme communiste ayant signifié le fait de se dédier à l'éducation de ses enfants pour permettre à son mari de continuer à militer. Par ailleurs, elle se rend compte plus tard que ce renoncement ne fut jamais reconnu comme tel par son mari.

3) *Un démantèlement en plusieurs étapes*

Comme nous l'avons évoqué, le docteur Diacono et ses complices ont très rapidement eu affaire à la police et la courte histoire de ce réseau charentais, qui dura d'avril à novembre 1961, fut scandée par des épisodes judiciaires déclenchés par des dénonciations. Dès le 24 mai 1961, Diacono se retrouve perquisitionné et interrogé à la suite d'une dénonciation l'accusant d'être à l'origine de la diffusion des tracts séditionnels du « Maquis Résurrection-Patrie » et les enquêteurs trouvent une preuve de ces assertions. Le 15 juin, Diacono, toujours sur la base d'une dénonciation, Boutareaud, et Decouty, soit les principaux responsables du réseau, se retrouvent en garde à vue dans le commissariat de Limoges du fait de suspicions d'activités séditionnelles. Faute de preuve matérielle, ils sont relâchés à la fin de leur garde-à-voir. Le 31 août, en revanche, Boutareaud est inculpé, mis en cause cette fois-ci par les révélations de Paul Vidart. Bien que Boutareaud n'ait dénoncé personne, un mandat d'arrêt est émis contre Diacono de la part du préfet le 12 septembre, à la suite d'une nouvelle dénonciation anonyme désignant Diacono comme l'un des chefs du réseau Résurrection-Patrie³⁰⁹. Après s'être mystérieusement volatilisé, celui-ci se rend à la police le dimanche 18 septembre. Cela ne s'arrête pas là, puisque Luc Vincent, arrêté le 12 octobre, était déjà sous surveillance lorsqu'il commit l'attentat de l'aérodrome commis le 30 septembre. Cette surveillance avait été mise en place lorsqu'une source anonyme, encore une fois, révéla aux policiers du SRPJ de Limoges qu'il était certainement lié au réseau clandestin. Du fait des aveux de ce dernier, le commissariat détient enfin des éléments de preuves pour lancer un mandat d'arrêt contre Decouty le 21 octobre³¹⁰, mais celui-ci parvient à s'échapper, quelques minutes à peine après son arrestation.

Ainsi, ces dénonciations anonymes ont eu une importance de premier ordre dans le démantèlement du réseau. Comme nous l'avons vu, Diacono est convaincu, dès le début du mois de juin, que celles-ci viennent du docteur Gavel et de son groupe d'anciens résistants locaux. Il a de bonnes raisons de croire cela, puisque lors de sa garde à voir le 15 juin, les policiers l'interrogent sur la dispute qui l'opposa à Gavel et semblent en connaître la teneur³¹¹. De plus, Gavel et ses comparses ayant été prévenus par l'intermédiaire de Vincent des menaces d'attentats pesant sur eux, ils avaient des raisons personnelles évidentes à se tenir aux aguets.

³⁰⁹ AN, 5W/107, C28, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 16/11/1961.

³¹⁰ AN, 5W/107, dossier d'instruction d'Angoulême, A4, Mandat d'arrêt contre Decouty, du 21/10/1961.

³¹¹ AN, 5W/107, Dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, C31, PV d'audition de Robert Diacono, du 20/11/1961.

De l'autre côté, Germaneau semble particulièrement engagé dans la répression de l'OAS, et il faut rappeler qu'en 1961, cet engagement n'a rien d'anodin. Alain Dewerpe, qui analyse l'épaisseur historique du massacre de Charonne, souligne ainsi que dans la Préfecture de Police de Paris (PPP), à la fin de l'année 1961, les effectifs se divisent en plusieurs sensibilités : une minorité loyaliste, qui conçoit l'OAS comme une organisation anti-républicaine ; une majorité attentiste qui, sans manifester de solidarité avec l'OAS, ne semble pas concevoir sa répression comme une priorité du fait de certains des points de convergences – notamment la lutte contre les communistes et le FLN – et enfin « une minorité agissante et calculatrice » activement favorable à l'OAS, qui pousse à l'autonomisation de l'institution policière de l'autorité politique.³¹² Cette analyse concerne seulement le cas de la PPP, mais il dénote d'un problème plus large au sein de l'appareil répressif d'Etat français. Si l'on en croit son expérience à la Direction centrale de la Police Judiciaire, Jacques Delarue brosse un portrait similaire ; il dit s'être souvent senti seul dans sa volonté de traquer les activistes de l'OAS, et avoir fait l'objet de menaces anonymes³¹³. De même, certains signes nous font penser que l'enquête menée par Germaneau sur le réseau Résurrection-Patrie en Charente entraîna sinon une crise interne, du moins un certain trouble à l'intérieur du SRPJ de Limoges. En effet, il semblerait que son action énergique contre l'OAS n'ait pas fait l'unanimité au sein de son service et que certains aient pris l'initiative de faire fuiter des informations sensibles sur le cours de l'enquête. A ce sujet, Luc Vincent se remémore lors de son audition une confidence qu'il a reçue de Boutareaud :

« J'ai également retenu qu'il [Boutareaud] recevait régulièrement la visite d'un visiteur médical qui était en relation avec la police de Limoges, et qui pouvait ainsi donner les renseignements utiles à l'organisation à laquelle il servait de boîtes aux lettres »

Fait étrange, il s'agit de la seule mention de ce canal d'information. Pourtant, quelques mois plus tard, un certain André Orabona, visiteur médical à Limoges, fut inquiet pour avoir servi de boîte-aux-lettres au réseau Résurrection-Patrie, sans qu'il ne soit fait aucune mention de son rôle d'intermédiaire entre le réseau et certains policiers prêts à livrer des informations.³¹⁴ Nous pouvons formuler trois hypothèses pour expliquer cette lacune : la première est celle d'un simple oubli de la part des enquêteurs. C'est la plus improbable, car en tant que policier, apprendre que des collègues ont potentiellement informé les personnes que vous-même

³¹² Dewerpe, Alain. *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*. Paris: Gallimard, 2006.

³¹³ Delarue, Jacques, *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, 311 p.

³¹⁴ AN, 5W445, « Ordonnance de transmission des pièces au procureur général », du 9 avril 1963, p 23-25.

surveillez de l'avancement de votre enquête n'est pas le type d'information que l'on oublie. D'autant plus que les enquêteurs eurent la confirmation de l'existence de ce canal d'information : s'il n'a pas donné de nom, Diacono a reconnu officieusement avoir appris le dimanche 11 septembre qu'il ferait l'objet d'un mandat d'arrestation le lendemain, ce qui signifie qu'un policier suffisamment proche de l'enquête a fait fuiter l'information de sa future arrestation. Convaincu que son ami le docteur Boutareaud l'avait dénoncé, il se rendit sur le champ à Bayonne rencontrer l'avocat de ce dernier afin de faire converger leur version.³¹⁵ La deuxième hypothèse est celle d'un accord passé officieusement avec Orabona. Il arrive que pour les besoins de l'enquête, les policiers passent des accords avec des inculpés afin d'obtenir plus d'informations, en échange de la non-transcription sur le procès-verbal de certaines informations. Même si en l'espèce, nous ne voyons pas bien ce qui aurait pu motiver cet hypothétique accord. La dernière, qui nous semble la plus probable, est celle d'une décision politique, liée à la situation interne de l'institution policière. En effet, on peut penser que si les enquêteurs avaient interrogé Orabona sur cette affaire de fuite, cela les aurait obligatoirement menés à dévoiler de gênantes complicités au sein de leur service, qui aurait pu déclencher une crise interne dans leur service, dont ils se seraient bien passés.

Cette situation est intéressante en ce qu'elle illustre un fait important en matière de lutte clandestine. Une lutte clandestine ne peut se développer que dans une situation de crise politique, ou pour mieux dire de « conjoncture fluide ». ³¹⁶ C'est-à-dire dans ces moments exceptionnels où des sociétés complexes, composées de secteurs différenciés et institutionnalisés ayant chacun ses propres règles, voit son fonctionnement habituel se troubler sous le coup d'une « désectorialisation structurelle ». Cette désectorialisation a des effets très concrets sur les acteurs, qui se voient libérés des logiques de leur champ social – ou de secteur³¹⁷. Ainsi, pour notre cas, un policier va choisir d'aider des activistes clandestins qu'il est censé réprimer, en contradiction totale avec la logique propre à l'institution policière à laquelle il appartient, au motif, certainement, de défendre sa conception de la justice. Mais on pourrait en dire de même pour des policiers comme Delarue – et certainement Germaneau – qui, s'ils n'agissent pas en contradiction avec leur institution, combattent néanmoins l'inertie

³¹⁵ AN, 5W/107, C28, Rapport de l'officier de police judiciaire Jean Germaneau, à Limoges le 16/11/1961.

³¹⁶ Dobry, Michel. « Chapitre 4 / Les conjonctures fluides », , Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles, sous la direction de Dobry Michel. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 125-169.

³¹⁷ *Ibid.*

de celle-ci vis-à-vis de la lutte contre l'OAS. D'une certaine manière, ces derniers agissent alors en fonction de leur conception propre de leur métier, qui peut entrer en contradiction avec les logiques internes de leur institution.³¹⁸ Ainsi, les mobilisations prennent un caractère multisectoriel : il ne s'agit pas d'une lutte entre d'un côté des activistes clandestins homogènes socialement, qui se cacheraient dans le maquis, et de l'autre les institutions publiques et la police, qui constitue leur bras armé. Ces activistes sont en fait des personnes socialement très diverses, réunies par leur désir d'agir pour le maintien de l'Algérie française. Ceux-ci sont médecins, commerçants, artisans, femmes au foyer... mais aussi policiers. De l'autre côté aussi, la répression prend le tour de mobilisation multisectorielle, puisqu'elle est le fait d'une partie des policiers du SRPJ Limoges, qui s'appuient sur des informations obtenues par de tierces personnes auxquelles elles semblent être liées par des convergences de nature politique. En effet, Germaneau est identifié comme gaulliste par le réseau Résurrection-Patrie. Quel que soit son positionnement politique exact, il est en tout cas clairement loyaliste vis-à-vis du gouvernement, et c'est certainement en tant que loyaliste qu'il put utilement collaborer avec le docteur Gavel et ses amis de la France Libre. Ce loyalisme aurait pu lui coûter cher, puisqu'en Octobre Dupont et Decouty, livrés à eux même à la suite du départ de Bouyer en Espagne, nourrissent le projet d'assassiner le « policier GERMANEAU, connu pour son action anti-OAS [...] et pour ses notoires sentiments gaullistes ».³¹⁹

Ainsi, il serait simpliste de dire que cette lutte oppose un réseau clandestin à la police, pris comme deux blocs hermétiques. Car d'une part, il semble que des policiers aient pris fait et cause pour le réseau, et d'autre part des civils ont largement participé à sa répression en collaborant efficacement avec Jean Germaneau. Ceci étant dit, il ne s'agit pas de dire qu'il s'agissait d'une lutte d'égal à égal. Le soutien institutionnel que parvient à capter Diacono est très faible, surtout si nous le comparons avec ce qui se passe en Algérie, où de larges pans de l'appareil répressif d'Etat semble immobilisé par les complicités internes avec l'OAS, obtenues autant par l'adhésion que par la menace.

³¹⁸ A ce sujet, le témoignage de Delarue est intéressant. Celui-ci ne cache pas son adhésion à la politique gaulliste de réaffirmation de l'autorité de l'Etat sur les institutions de l'appareil répressif d'Etat, et narre comment cela n'allait alors pas de soi dans l'institution policière. Voir Delarue, Jacques, *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981, 311 p.

³¹⁹ AD Gironde, 1979/022 n°12, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, du 02/06/1997.

Chapitre 4 : Automne 1961, une série de revers aboutissant au démantèlement du réseau

En aout 1961, le réseau connaît son apogée. Il mène plusieurs vagues d'attentats en lien avec des réseaux de militaires rattachés à l'OAS-Métro, et renforce son maillage territorial. Le réseau comprend désormais des branches territoriales dans tout le Sud-Ouest, mais aussi à Paris, en Bretagne, dans la région de Strasbourg et de Nice. Mais la progression de ce réseau, qui eut des débuts quelque peu laborieux, va s'arrêter brutalement à la fin du mois d'août, avec les révélations de Paul Vidart d'Egurbide à la police et la vague d'arrestation qui s'ensuit. Outre les arrestations, ce coup de filet largement médiatisé rendit les sympathisants du réseau beaucoup plus réticents à apporter leur soutien, et bien que les activistes clandestins du réseau aient échappé à l'arrestation, ils en sont réduits à se cacher pendant plusieurs semaines à attendre que les événements se tassent. Un malheur en appelant un autre, Bouyer se fait arrêter le 6 octobre par les autorités espagnoles, alors qu'il se rendait clandestinement à Madrid pour assister à une réunion importante rassemblant toutes les figures de l'OAS-Espagne en vue d'unir leur action et concurrencer l'OAS-Alger. Tous ces dirigeants activistes se retrouvent enfermés ensemble, et, dans leur malheur, ils parviennent à s'accorder, forment la direction centrale de l'OAS, dans laquelle Bouyer est incorporé comme responsable pour la métropole. Ainsi, alors qu'il est placé en résidence surveillée, que son réseau est en état de dislocation avancée, Bouyer est enfin reconnu comme dignitaire de l'OAS. Il n'a qu'une seule envie : échapper à la surveillance du gouvernement espagnol, rentrer en France, et asseoir son autorité sur l'OAS en métropole. Il parvient effectivement à fuir l'Espagne le 17 décembre, et se remet au travail dès son arrivée. Il est bien loin de se douter que son évasion fut permise et favorisée par la Direction Centrale de la Police Judiciaire, qui est parvenue à infiltrer un agent au cœur même du dispositif dirigeant de l'OAS. Bouyer ne doit sa liberté qu'au bon vouloir du ministère de l'Intérieur, qui préfère laisser momentanément Bouyer agir afin d'opérer le coup de filet le plus large possible lorsqu'ils l'arrêteront. Cette arrestation a finalement lieu le 31 janvier, et la police parvient dans le même temps à mettre la main sur sa valise d'archives, à partir de laquelle une vaste opération policière est mise en place un mois plus tard, qui met fin aux dernières survivances du réseau Résurrection-Patrie. Ces déconnues qui, additionnées, sont venues à bout du réseau, ont toutes une part de circonstanciel. Qu'un cadre comme Vidart soit arrêté et se décide à dire tout ce qu'il sait du réseau à la police, cela tient en partie de la malchance pour le

réseau. Idem pour le régime franquiste qui décide de sévir contre les activistes espagnols présents sur son sol au moment précis où Bouyer passe la frontière. Enfin, la spectaculaire infiltration policière du réseau doit beaucoup à la détermination et à la témérité dudit infiltré, et par ailleurs, celui-ci continuera de servir d'agent de la police au sein de la nébuleuse métropolitaine de l'OAS jusqu'en 1963. Il n'en reste pas moins que la forme même du réseau Résurrection-Patrie prêtait le flanc à sa répression. Comme nous allons le voir, il y a des raisons de penser que ces événements conjoncturels n'ont fait qu'accélérer le démantèlement d'un réseau condamné à échouer du fait de son manque de clandestinité et, plus largement, de l'inadéquation des options stratégiques retenues par ses dirigeants avec la conjoncture politique métropolitaine.

I/ L'affaire Vidart : un vaste coup de filet mettant le réseau sur la défensive

1) *L'attentat de Saint-Pée-sur-Nivelle : une enquête éclair aboutissant à l'affaire Vidart*

Dans la nuit du 17 au 18 août, de nombreuses explosions ont retenties dans tout le Sud-Ouest. Parmi ces divers plasticages, celui de Saint-Pée-sur-Nivelle, dans le Pays basque, est passé tout à fait inaperçu. Mené par Jean Jacques Dupont en compagnie des sergents Collignon et Varoquaux, deux jeunes parachutistes en garnison à la caserne de Bayonne, il visait à détruire un pylône haute tension situé loin de toute habitation. Les explosifs agricoles utilisés ne suffirent pas à venir à bout des socles en béton armé de ce pylône et il resta sur pied³²⁰, si bien qu'il fallut trois jours pour qu'un habitant de la commune se rende compte que quelque chose

³²⁰ AN, 5W/105, dossier d'instruction de Bayonne, rapport d'expertise de Pierre Lhomer sur l'attentat de Saint-Pée-sur-Nivelle, 10/11/1961.

s'était passé et appelle la gendarmerie pour l'en informer³²¹. Les gendarmes n'auront pas beaucoup d'efforts à faire pour trouver les coupables : dès le lendemain, le 22 août, alors qu'ils se rendent sur place avec le procureur et un expert en explosif pour constater les dégâts, une voiture tombe dans le fossé attenant à la route nationale, à proximité du chemin de terre menant au pylône électrique.³²² En allant aider les accidentés, les gendarmes sont frappés par certaines caractéristiques de cette voiture qui leur évoque quelque chose. Ils relèvent donc le numéro de sa plaque minéralogique et, alors que les occupants de la voiture quittent les lieux en stop, ils rentrent à la gendarmerie où ils voient leur suspicion se confirmer : cette voiture correspond à celle qu'ils ont remarqué à de nombreuses reprises dans le cadre de la surveillance de Paul Vidart d'Egurbide. En effet, depuis le 31 mai 1961 et l'attentat de France-Route mené par Bouyer et Meyrous³²³, les forces de l'ordre de la région savent pertinemment que des choses se trament du côté des anciens poujadistes de la région et surveillent particulièrement Vidart, que les fréquents voyages en Espagne ont rendu particulièrement suspect. A partir de ce moment, l'enquête avance rapidement. Les gendarmes retournent auprès de la voiture et y trouvent le sergent Collignon accompagné d'un dépanneur. Ils accompagnent le dépanneur jusqu'à son garage, où ils trouvent le sergent Varoquaux, ami de Collignon et propriétaire de la voiture. Les deux sous-officiers sont arrêtés et fouillés, et l'on trouve sur Collignon un carnet d'adresse suspect ainsi qu'un permis de conduire volé. A partir de ces éléments, et connaissant leur collusion avec Vidart, ils obtiennent du procureur la perquisition et l'arrestation de ce dernier.³²⁴ La perquisition chez Vidart est accablante pour ce dernier, les policiers y trouvent des dizaines de papiers compromettants. Au bout de trois jours d'interrogatoire, Vidart cède à la pression, et raconte tout ce qu'il sait sur le réseau³²⁵.

A première vue, ce coup de filet semble partir d'un concours de circonstance défavorable mais, lorsque l'on regarde les faits en détail, l'amateurisme des activistes concernés saute aux yeux. Pourquoi Collignon passait-il par là avec des amis ? A la police, ils racontent qu'ils étaient

³²¹ AN, 5W/105, dossier d'instruction de Bayonne, C1, PV d'enquête préliminaire, 28/08/1961.

³²² AN, 5W/105, dossier d'instruction de Bayonne, C 24-1, rapport des OP Georges Saby et René Rumeau sur l'enquête de l'attentat à Saint-Pée-sur-Nivelle, du 20/10/1961.

³²³ Voir chapitre 2, II/, 3)

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ Pour plus d'information, voir l'accroche du présent mémoire

en chemin pour se rendre à la plage.³²⁶ En vérité, il est fort à parier qu'il était curieux de retourner voir ce qui n'avait pas fonctionné. Il est probable que la sortie de route du sergent Collignon, conducteur de la voiture, soit due à la surprise de trouver des voitures de gendarmerie à cet endroit précis. Il avait de quoi être surpris, puisque personne ne semblait avoir remarqué leur attentat jusque-là. Même si cette situation relève d'un concours de circonstance improbable, la prudence aurait exigé de ne pas s'y rendre du tout. De même qu'il aurait été plus prudent de ne pas s'afficher publiquement en présence de Vidart, comme ils l'ont fait très fréquemment au cours des dernières semaines³²⁷. S'ils ne se sont pas distingués par leur discrétion, ni par leur résistance face aux questions des enquêteurs, la lecture du dossier d'instruction nous a montré un autre facteur aidant l'efficacité policière : l'importance de la collaboration active ou passive de la population à la répression du réseau. Il s'agit là d'une vérité générale pour la répression du réseau Résurrection-Patrie, dont nous avons l'occurrence dans le cas de la branche charentaise,³²⁸ et qui se vérifie dans ce point de départ de l'affaire Vidart. En effet, c'est par une dénonciation que les policiers ont appris, en premier lieu, que Vidart fréquentait assidument un groupe de jeunes parachutistes. De même, c'est grâce aux témoignages d'habitants des environs qu'ils ont pu incriminer les deux jeunes sous-officiers. Notamment grâce à celui d'un chasseur qui construisait une cabane dans les bois et qui vit la 203 noire de Varoquaux s'engager sur le chemin de terre menant audit pylône le jeudi 17 vers 19h30, soit le soir de l'attentat³²⁹. Ce type de témoignages, qui relèvent d'une démarche volontaire d'informer la police, sont légion dans les dossiers d'instruction contre le réseau Résurrection-Patrie. Pour résumer, nous pouvons dire que la facilité déconcertante avec laquelle les policiers ont résolu l'enquête de l'attentat de de Saint-Pée-sur-Nivelle est due pour une bonne partie à un concours de circonstance favorable. Ceci étant dit, il y a de sérieuses raisons de penser qu'une telle situation aurait fini par se produire. En effet, Vidart se trouvait au cœur de l'organisation conjointe de deux vagues d'attentats entre le réseau Résurrection-Patrie et d'autres réseaux semblant se rattacher à l'OAS-Métro. Onze explosions retentirent ainsi dans la nuit du 17 au 18 août, puis sept dans la nuit du 22 au 23 août³³⁰. Il multiplie les réunions avec

³²⁶ AN, 5W/105, dossier d'instruction de Bayonne, PV d'audition de Collignon, du 23/08/1961.

³²⁷ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, C154, rapport des OP Saby et Rumeau sur les suites judiciaires de l'affaire Vidart, à Bordeaux, le 05/10/1961.

³²⁸ Voir chapitre 3, III/.

³²⁹ AN, 5W/105, dossier d'instruction de Bayonne, C1, PV d'enquête préliminaire, 28/08/1961.

³³⁰ AD Gironde, 4919W657, fonds SRPJ Bordeaux, liste des attentats survenus dans le Sud-Ouest à l'été 1961.

divers activistes, généralement dans des lieux publics, et garde de nombreuses correspondances compromettantes. Tout ceci en sachant qu'il a d'ores et déjà reçu la visite des renseignements généraux dès le mois de juin³³¹. Mais tout ceci n'est pas seulement une question d'amateurisme, c'est aussi une affaire stratégique.

2) Une situation révélatrice des faiblesses intrinsèques du réseau

L'omniprésence des dénonciations dans la mécanique de répression du réseau dit quelque chose du contexte politique défavorable dans lequel évolue ce réseau. En effet, le premier réflexe des citoyens témoins d'actions du réseau semble être d'informer la police de ce qu'ils ont vu. Peu importe qu'ils dénoncent par principe ou par peur de se voir accusés, leur motivation est hors propos. L'important, c'est le choix qu'ils font majoritairement, et cela ne pouvait que lui être fatal. En effet, la lutte clandestine ne répond pas aux mêmes logiques que la guerre conventionnelle. Ce ne sont pas des territoires géographiques que l'on se dispute, mais l'adhésion des populations. Bouyer et Lefèvre en savent quelque chose puisque, comme tous les ultras de l'Algérie française, ils se sont abreuvés des théories contre-subversives en vogue dans l'armée française de la fin des années 1950³³². Ces théories, apparues à la suite de la défaite française en Indochine, visent à trouver des méthodes pour lutter efficacement en contexte colonial. Sa force tient à sa simplicité : Les « éléments subversifs » tirent leur force de l'adhésion qu'ils obtiennent des masses colonisées. Pour les vaincre, l'armée doit remplir une tâche politique, à savoir obtenir les faveurs de ces masses afin d'assécher les canaux de soutien à la subversion. Pour cela, elle doit user de toutes les armes possibles : une répression sans pitié, mais aussi un effort de propagande et des réformes sociales avantageuses³³³. Derrière l'évidence apparente de ces propositions se cache un point aveugle : le facteur politique. Les populations civiles sont conçues comme des masses inertes incapables de développer une conscience politique. Il suffirait donc d'être plus efficace que les « éléments subversifs » dans l'effort propagandistes pour s'attirer leur faveur. D'une certaine manière, l'OAS a repris cette doctrine

³³¹ La contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0939/1, PV d'audition de Paul Vidart d'Egurbide, du 26/08/1961 à 22 heures.

³³² Voir Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018.

³³³ *Ibid.*

en la retournant, et la présence des défenseurs les plus éminents de cette approche en son sein, tels que les ex-colonels Godard, Gardes et Lacheroy, ne doit rien au hasard.

Pour ce qui concerne la métropole, cette idée de retourner les doctrines contre-subversives pour penser les possibilités d'une subversion réactionnaire, s'appuyant sur le peuple enraciné en rejet avec ses institutions légales, entre parfaitement en résonance avec la doctrine de Lefèvre, dont nous avons déjà développé la matrice d'inspiration maurrassienne³³⁴. Le problème étant que ce peuple enraciné attendant seulement qu'on le rappelle à sa puissance n'existe que dans les brochures que publie le docteur Lefèvre. En métropole, une grande majorité des Français considèrent l'indépendance algérienne comme inéluctable. Et pour ce qui concerne la petite minorité qui est encore favorable l'Algérie française, bien peu sont prêts à s'engager pleinement dans une lutte clandestine dont l'issue paraît fort improbable.

Si bien qu'une organisation clandestine de masse, pensée par Bouyer et Lefèvre, semble totalement décalée dans ce contexte. Par ailleurs, elle n'a jamais réellement pris forme³³⁵. Mais il en est resté des considérations stratégiques matricielles, et notamment l'idée que la révolution conservatrice serait à portée de main, que la population serait mûre pour cela. Logiquement, les activistes du réseau Résurrection-Patrie ont donc donné la priorité à la rapidité du développement du réseau par rapport à la clandestinité et à la discrétion dans l'action. Les dirigeants de l'OAS-Métro firent le choix contraire, et le capitaine Curutchet, chef du réseau « action » (ORO) de l'OAS-Métro, décrit ainsi sa conception du meneur clandestin :

« [...] je le voyais comme un homme seul, vivant, travaillant, dormant et se déplaçant seul, sans armes, sans gardes du corps, usant du bus ou du métro, pouvant disparaître d'une cache en quelques minutes sans laisser de traces, et en emportant tous ses docs de travail dans une serviette.

Sa meilleure protection : la foule.

Sa meilleure arme : la machine à écrire.

Sa principale force : la solitude. »³³⁶

Ces fortes exigences de discrétion ont permis à ces dirigeants d'éviter l'arrestation, mais elles eurent un prix que le capitaine Sergent reconnaît : respecter des règles strictes de clandestinité, c'est accepter de rater des rendez-vous, de renoncer à des attentats, de vivre dans la solitude. Tout cela a un prix psychique et organisationnel. La clandestinité complexifie tous les rouages de l'animation d'un réseau clandestin. De cela, le réseau Résurrection-Patrie ne

³³⁴ Voir chapitre 3, I/.

³³⁵ Voir chapitre 3, II/.

³³⁶ Curutchet, Jean. Je veux la tourmente, Editions de la table ronde, Paris, 1974, p 69.

s'est jamais beaucoup embarrassé. Il adopta pourtant un certain nombre de règles élémentaires de clandestinité : ils mirent au point un système de boîte-aux-lettres³³⁷, adoptèrent des pseudonymes, et étaient censés, théoriquement, cloisonner au mieux l'information³³⁸. Mais dans la pratique, ces règles ne furent pas appliquées avec suffisamment de rigueur pour être réellement efficaces, comme le prouve de manière cristalline les révélations de Vidart : ce dernier fut non seulement capable de donner les noms des personnes avec qui il avait fait des réunions et préparé des attentats, mais il put également répéter de précieuses information que lui avait confié Bouyer. Ainsi, les révélations de ce cadre de second ordre du réseau entraînent la mise en cause directe de plus d'une vingtaine de personnes, réparties dans tout le Sud-Ouest, et 34 furent finalement inculpées³³⁹. Ainsi, cette faiblesse du cloisonnement de l'information dans la pratique est due à la volonté d'aller vite, de frapper de grands coups pour bousculer un système « capitalo-marxiste » qu'ils estiment vacillant. Cette faiblesse, dont Bouyer est le premier coupable, peut également s'expliquer par la nature des liens qui l'unissent à la plupart de ses partisans. Ceux-ci sont de vieux camarades du poujadisme, qui se connaissent et se fréquentent depuis des années. Ces liens interpersonnels préexistants, basés sur des intérêts politiques, rendent peu naturelle l'application de règles contraignantes de clandestinité.

Pour conclure, nous pouvons dire que le peu de cas que faisaient les activistes du réseau Résurrection-Patrie de leur discrétion leur permit de se structurer assez rapidement, mais à mesure qu'ils multipliaient les actions et attiraient une attention toujours plus accrue de la part de la police, cela les rendit de plus en plus vulnérables aux griffes de l'appareil répressif d'Etat. Leur insuffisante discrétion les condamnaient, à moyen terme, à subir un coup d'arrêt similaire à celui que leur imposa l'affaire Vidart.

³³⁷ Dans les réseaux clandestins, les boîtes aux lettres désignent les acteurs s'occupant de recevoir le courrier sous double enveloppe : la première, qui est à leur nom, en contient une autre, qui contient le courrier destiné à l'activiste. La boîte-aux-lettre est généralement un acteur peu impliqué dans les autres activités du réseau, et qui n'est donc pas susceptible d'être perquisitionné par la police.

³³⁸ Bouyer fait part de ces consignes à ses responsables départementaux, comme à Noni dans : AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de la troisième audition de Jacques Noni du 30/08/1961.

³³⁹ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, C154, rapport des OP Saby et Rumeau sur les suites judiciaires de l'affaire Vidart, à Bordeaux, le 05/10/1961.

3) L'affaire Vidart : une affaire judiciaire mettant le réseau Résurrection-Patrie sur le devant de la scène

Les opérations d'attentats simultanés d'août 1961 sont loin de passer inaperçus. Dès le 20 août, la presse locale fait un recensement exhaustif des cibles de ces plasticages dans la région.³⁴⁰ Les journalistes puisent leurs informations de la police, si bien qu'ils vont faire de l'affaire Vidart un feuilleton médiatique. Dès le 24 août, soit le lendemain de l'arrestation de Vidart, *Sud-Ouest* révèle qu'à Bayonne, « un témoin suspect est interrogé ».³⁴¹ Le 26 août, une partie non négligeable des révélations que fit Vidart la veille se retrouvent dans les colonnes du même journal, en même temps qu'est annoncé le lancement d'une large opération de perquisition et d'arrestation.³⁴² Le 28 août, l'inculpation de Vidart, Collignon et Varoquaux à l'issue de leur garde-à-vue est annoncée, photographie à l'appui. Ainsi, la police communique



Article de *Sud-Ouest*, « Trois incarcérations dans l'affaire des plastiqueurs de la côte basque », 28 août 1961, dans AD Gironde, 1979/079-12.

de larges pans des procédures en cours aux médias, afin de montrer aux français qu'elle ne reste pas impuissante face à la troublante menace que fait planer l'OAS sur la société. Cette menace perd de son mystère et de son potentiel de terreur lorsqu'elle se retrouve incarnée dans les noms et les photographies des personnes arrêtées. Si cette stratégie sert la communication du gouvernement, elle est en revanche préjudiciable du point de vue de l'efficacité des opérations de police en cours : Ainsi, alors que Vidart est arrêté, Jean-Jacques Dupont et Marcel Bouyer résident encore chez les sœurs Dupouy, à Arzacq (Basses-Pyrénées), adresse que Vidart connaît, et qu'il va donner à la police le

³⁴⁰ AD Gironde, 1979/079-12, article de *la Nouvelle République* du 20/08/1961, « Les attentats au plastic dans le Sud-Ouest, importants contrôles dans toute la région.

³⁴¹ AD Gironde, 1979/079-12, article de *Sud-Ouest* du 24/08/1961.

³⁴² AD Gironde, 1979/079-12, article de *Sud-Ouest* du 26/08/1961, « importantes perquisitions chez les plastiqueurs de la Côte Basque ».

lendemain.³⁴³ C'est par la presse qu'ils apprennent opportunément la nouvelle, le 25 août au matin :

« Nous avons eu connaissance par la Presse de l'arrestation de VIDARD et avons eu un aperçu des révélations qu'il avait cru bon de faire. Nous avons décidé de couper avec cet échelon et nous sommes fait conduire dans le Gers. »³⁴⁴

Le 27 août à 6h30, la maison des Dupouy est perquisitionnée, mais les deux activistes sont déjà partis.³⁴⁵ Si l'institution policière avait gardé son enquête secrète pendant ne serait-ce que deux jours, les deux activistes les plus importants du réseau auraient été neutralisés. Ceux-ci rejoignent le Gers, où va se former le réseau de l'Adour, comme l'appelleront les policiers, à cheval sur les départements du Gers, des Landes, des Basses-Pyrénées et des Hautes-Pyrénées. Ce réseau n'est pas touché par les arrestations consécutives à l'affaire Vidart. Cela tient au fait qu'ils ne sont connus que des responsables toulousains du réseau, Bègue et Labenère, qui sont restés mutiques à leur sujet.³⁴⁶ Dans les mois qui suivent, cette branche du bas-Adour, et plus précisément la ferme de Henri Belarde à Viella (Gers), va ainsi servir de quartier général aux activistes clandestins du réseau, tous épargnés par le coup de filet. Dans les premières semaines, ils constatent les immenses dégâts causés par l'affaire Vidart. L'inculpation de 34 personnes, parmi lesquelles se trouvent beaucoup de responsables départementaux, constitue en soi un événement pénible. Mais il faut rajouter à cela tous ceux qui ont été interrogés et identifiés comme proches du réseau sans avoir été inculpés, et qui ne peuvent plus y participer. Enfin, c'est un euphémisme de dire que le feuilleton médiatique autour de l'affaire Vidart constitue une mauvaise publicité pour le réseau : combien de potentiels sympathisants refuseront désormais de s'engager pour un réseau ne semblant offrir aucune garantie de clandestinité ? Les réseaux affiliés à l'OAS-Métro auront beau jeu, par la suite, de dénoncer l'amateurisme des dirigeants du réseau Résurrection-Patrie pour en récupérer les sympathisants.³⁴⁷

L'affaire Vidart s'inscrit dans une séquence médiatique plus large sur l'OAS. Le 7 septembre, Maurice Gingembre est arrêté. Cet industriel algérois surnommé le trésorier de

³⁴³ AN, 5W104, Dossier d'instruction du TGI de Bayonne, PV de l'audition de Paul Vidart d'Egurbide, datant du 26/08/1961, à 22 heures.

³⁴⁴ AD Gironde, 1979/022 n°12, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, du 02/06/1961.

³⁴⁵ AN, 5W/104, dossier d'instruction de Bayonne, 88-3, PV de perquisition du domicile de Yvonne et Yvette Dupouy, le 27/08/1961, à 6h30.

³⁴⁶ Ce réseau du Bas-Adour, comme l'appelle les enquêteurs, restera d'ailleurs actif jusqu'en mars 1962.

³⁴⁷

l'OAS, faisait office de pont entre les activistes de Madrid, de Paris et d'Alger, et travaillait tant pour Argoud que pour Salan. Les policiers trouvent dans ses affaires des documents très importants, parmi lesquels une directive signée de Salan le 2 septembre dans laquelle ce dernier désigne des responsables pour l'OAS-Métro. Ceux-ci sont également arrêtés, à l'image du général Vanuxem, ce qui porte un coup à la structuration de cette organisation, et force Sergent et ses comparses à renforcer leur discipline de clandestinité.³⁴⁸ Pour couronner le tout, l'attentat de Pont-sur-Seine a lieu le lendemain de cette arrestation, le 8 septembre. Cet attentat visait à tuer De Gaulle et qui échoua uniquement en raison d'un dysfonctionnement technique. Cet attentat fut le point culminant de la prise de conscience par les autorités, comme par l'opinion publique, de la dangerosité de l'OAS sur le sol métropolitain, alors que jusque-là, sa menace y semblait quelque peu évanescence.

II/ L'intégration de Bouyer à la Direction Générale de l'OAS-Espagne, une consécration en trompe-l'œil ?

1) L'OAS Espagne : une initiative concurrente à celle d'Alger

Comme nous l'avons déjà dit, le réseau Résurrection-Patrie s'inscrit depuis juin 1961 dans le sillon de « l'OAS-France », qui réunit peu ou prou les dirigeants activistes réfugiés en Espagne³⁴⁹. Ce groupe qui était initialement divisé entre les factions d'Ortiz et Lagaille, va s'unifier en recevant de précieux renforts au cours de l'été. L'ex-colonel Argoud débarque ainsi le 11 juillet. Ce dernier est alors un grand nom de l'armée. Plus jeune colonel de France dans les années 1950, il fut notamment chef d'état-major du général Massu. Il vient s'installer à Madrid avec une idée en tête : la nécessité pour l'OAS d'avoir une direction extérieure pour vaincre, car « Aucune rébellion n'a jamais aboutie sans têtes pensantes possédant du recul »,

³⁴⁸ Sergent, Pierre. La bataille, ma peau au bout de mes idées, Editions La Table Ronde, 1968, p 92-93

³⁴⁹ Voir chapitre 2, II/, 3)

plaide-t-il.³⁵⁰ Il s'agit d'une conviction réelle chez lui, pour laquelle il a refusé la proposition que lui ont faite Sergent et son adjoint Godot de prendre la tête de l'OAS-Métro, tout comme les conseils de Gignac, qui l'enjoignait à rentrer à Alger pour se voir confier des responsabilités dans l'état-major de l'OAS³⁵¹. Pour défendre cette idée, il trouve un allié de poids en la personne de Lagailarde, puis du colonel Lacheroy, ancienne étoile des théories contre-subversives. Tous vont s'employer, sans succès, à convaincre les membres de l'état-major de l'OAS-Alger, de venir à Madrid participer à cette direction extérieure de l'OAS. Ces derniers leur répondent que c'est à eux de venir sur le terrain, en Algérie, où ils seraient plus utiles. Ce dialogue de sourd va progressivement se muer en conflit ouvert. Le 2 septembre, Salan publie son « instruction n°1 », dans laquelle il affirme qu'il n'y a qu'une seule et même OAS, et qu'elle est sous son autorité. Dans cette instruction, il pose un ultimatum aux réseaux extérieurs : abandonner ce sigle ou s'intégrer à la maison mère. Dans le même temps, le groupe espagnol publie « L'Appel aux Français », une plateforme programmatique ouvertement contrerévolutionnaire, très proche des idées de Lefèvre, et appellent toutes les branches de l'OAS à se ranger derrière ce programme³⁵². L'arrestation de Maurice Gingembre, qui assurait la jonction entre les deux factions, contribue à obstruer le dialogue. Dans une lettre à Argoud, Salan rend le groupe espagnol responsable des arrestations intervenues en métropole au début de septembre 1961.³⁵³ Afin de négocier, Antoine Argoud envoie Philippe Castille comme émissaire à Paris, afin de plaider la cause de la Direction centrale de l'OAS-France auprès du capitaine Sergent. Mais Castille, plus prosaïque que ses amis d'Espagne, se range derrière l'OAS-Métro en mesurant l'inanité des réseaux de l'OAS-Espagne en Métropole.³⁵⁴ Ainsi, Salan reste inflexible face aux revendications madrilènes. Ce groupe de célèbres activistes d'Algérie française réfugiés en Espagne font alors figure de généraux sans armée, et lorsqu'ils organisent une réunion pour le début du mois d'octobre 1961, ils pressent Lefèvre, résidant à Madrid, de convaincre Bouyer de venir y assister³⁵⁵. Car si Bouyer ne jouit pas du même prestige qu'eux auprès des sympathisants de l'Algérie française, il a le mérite d'avoir monté un réseau clandestin en

³⁵⁰ Cité dans : Kauffer, Rémy. *Op cit.* 2002.

³⁵² Dard, Olivier. *Op cit.* 2005, pp 170-174

³⁵³ Ferrandi, Jean. 600 jours avec Salan et l'OAS, Editions Fayard, 1969, p 186 : Ferrandi, qui assista Salan jusqu'à leur arrestation, trouve cette accusation assez injuste.

³⁵⁴ Maloubier, Bob ; Castille, Philippe. *Op. cit.* 1988, 304p

³⁵⁵ La contemporaine, F/DELTA/RES/0939/1, lettre de Lefèvre à Bouyer, le 01/10/1961

métropole, bien que celui-ci soit alors en perte de vitesse vis-à-vis de l'OAS-Métro. Etant donné la rupture qui se profile avec l'OAS-Alger, qui n'est prête à faire aucune concession, le réseau Résurrection-Patrie prend une importance majeure pour le groupe espagnol. Pourtant, Bouyer hésite à passer le pas³⁵⁶. Il a bien conscience d'avoir évité de peu l'arrestation, et s'emploie à réorganiser des bases solides à petite échelle, à partir du réseau du bas-Adour qui s'organise autour de lui. Ce réseau s'articule autour de la ferme d'Henri Belarde, qui prend rapidement la fonction de quartier général pour les clandestins du réseau, ainsi que sur de nombreux partisans prêts à aider matériellement les activistes. Parmi eux, on peut citer le neveu de ce dernier, André Dabadie, qui fit office de boîte-aux-lettres et d'agent de liaison au service de son oncle, ainsi que sur René Dupont – qui n'a aucun lien de parenté avec Jean-Jacques Dupont –, maire du village de Soublecause, et qui use de son statut pour procurer à Bouyer une carte d'identité au nom de « Germain Lacouturie »³⁵⁷. Bouyer finit par céder aux instances de Lefèvre qui, dans une lettre du 1^{er} octobre, le presse de rejoindre Madrid pour une réunion où serait présente toutes les composantes de l'OAS, et où serait décidé les bases sur lesquelles faire l'union. Grand mal lui en a pris, puisqu'à peine passe-t-il la frontière, le 6 octobre, que Bouyer – ou plutôt « Germain Lacouturie » - est arrêté par les autorités espagnoles, et envoyé dans les bâtiments de l'*Academia de Policia Armada*, à Madrid, où il retrouve tous les dirigeants activistes, emprisonnés comme lui.

2) L'internement des activistes espagnols : un complot "Salaniste" ?

Cette arrestation sème le trouble dans le réseau de l'Adour, car elle entraîne des suspicions sur Alexis Arette-Hourquet, qui poussa Bouyer à se rendre à passer les Pyrénées et qui organisa cette opération. Vice-président de la section départementale de l'UNC, association d'anciens combattants, président d'un salon de poésie et ami de Tixier-Vignancourt, cet homme est une figure locale de l'Algérie française. Bouyer le rencontre début septembre par l'intermédiaire de connaissances communes, et compte bien s'appuyer sur ce personnage original. S'est-il rapproché du réseau Résurrection-Patrie dans le but de noyauter ce réseau ? C'est en tout cas

³⁵⁶ AD de Gironde, 1979/022-12, PV d'audition de Bagieu, du 29/03/1962, p29

³⁵⁷ AN, 19880206/35, dossier DCPJ n°5, Rapport du 26/04/1962, de Noël Babit, chef de la section criminelle sud, au CSRPJ Toulouse

ce que pensent les policiers du SRPJ de Bordeaux³⁵⁸. Il faut dire qu'il est difficile de bien comprendre les ressorts de ses actes : il a rencontré au cours de l'été des représentants de l'OAS-Méto, et son comportement au sein du réseau a de quoi le rendre suspect. A titre d'exemple, il accepte de remplir le rôle de boîtes-aux-lettres, mais ne transmet pas toutes les lettres comme il devrait le faire. Aux policiers qui l'interrogent, il dit avoir aidé Bouyer pour être informé de leurs actions afin de pouvoir les modérer³⁵⁹. De même, une fois que la nouvelle de l'arrestation de Bouyer en Espagne parvient jusqu'au réseau de l'Adour et que des suspicions pèsent sur lui, il essaie de calmer le jeu, en faisant croire à Jean-Jacques Dupont que Salan est en Aquitaine, et qu'il pourrait le lui faire rencontrer. Pour autant les choses ne paraissent pas si limpides. En effet, lorsqu'il sera arrêté, Arette-Hourquet protège les membres de l'Adour en ne disant pas tout ce qu'il sait. Par ailleurs, Jean-Jacques Dupont lui rendra la pareille et, lorsque les policiers lui poseront des questions sur son cas, il le décrira comme un ami n'ayant pas participé au réseau, ce qui semble montrer que les membres du réseau n'ont pas gardé de rancune particulière à son égard.³⁶⁰ Certes, Arette-Hourquet joue sur les deux tableaux, et informe ses contacts dans l'OAS-Méto sur la situation de leur concurrent. Mais il ne fait probablement pas partie de la conspiration plus vaste à laquelle croient les policiers.

Cette thèse du noyautage d'Arette-Hourquet plonge ses racines dans une conviction plus large au sein des services policiers engagés dans la répression de l'OAS : celle que l'arrestation collective des dirigeants du groupe espagnol est le fait d'une manigance de Salan. Delarue lui-même reprend cette théorie tout en la nuancant. Pour lui, deux raisons ont poussé le gouvernement franquiste à neutraliser les activistes réfugiés sur son sol :

« La raison la plus importante, qui eût sans doute suffi à déclencher l'opération, était la saisie des courriers chez Vidart en août. Ils prouvaient que les "réfugiés politiques" de Madrid avaient toujours une importante activité et dirigeaient, depuis l'Espagne, des réseaux singulièrement dynamiques et dangereux.

Cette constatation, jointe au récent attentat du Pont-Sur-Seine, obligeait les Espagnols à envisager l'éventualité d'un attentat contre le Président Français, organisé et dirigé depuis le territoire espagnol, situation qui les mettrait en posture très délicate sur le plan international. »³⁶¹

³⁵⁸ AN, 19880206/35, dossier DCPJ n°5, rapport du 12/03/1962, de François Lalanne, sur le cas d'Alexis Arette-Hourquet. Ses conclusions sont reprises dans l'ordonnance de transmission des pièces au procureur général (AN 5W445)

³⁵⁹ AN, 19880206/35, dossier DCPJ n°5, PV d'audition d'Alexis Arette-Hourquet, du 01/06/1962

³⁶⁰ AN, 19880206/34, dossier DCPJ n°2, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, étudiant de 18 ans, du 25/05/1961

³⁶¹ Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*, Paris, R. Julliard, 1964, p320

Sur l'affaire Vidart, il est intéressant de noter que la saisie des lettres d'Ortiz, dans lesquelles ce dernier gonfle très largement son importance, a largement confondu les enquêteurs. Ainsi, dans les rapports de police comme dans la presse, le réseau Résurrection-Patrie est présenté comme étant inféodé à Ortiz, ce qui est inexact. En effet, la présence même de ces nombreuses lettres d'autopromotion d'Ortiz chez Vidart s'expliquait par le fait que Bouyer n'avait pas daigné les récupérer.³⁶² A aucun moment Ortiz ne semble évoqué dans l'organisation pratique du réseau, et son rôle semble se réduire à un appui logistique extérieur. Ainsi, le caractère nébuleux de l'OAS, l'indétermination permanente provoquées par les luttes internes entre différents dirigeants, a au moins le mérite de désorienter la police quant au fonctionnement réel des réseaux clandestins en métropole. Pour le reste, il est avéré que les liens entre le groupe espagnol et le réseau Résurrection-Patrie, et surtout l'attentat du Pont-Sur-Seine, ont poussé le gouvernement français à faire pression sur les autorités espagnoles, qui ont accepté de céder en échange d'une surveillance accrue de la part des services français vis-à-vis des républicains espagnols réfugiés sur leur sol.³⁶³ Mais Delarue ne s'arrête pas là dans l'explication de cet événement :

« La seconde raison, qui levait simplement les quelques scrupules pouvant subsister, étaient l'ensemble des pressions, directes ou indirectes, exercées par le groupe Salan pour mettre l'OAS Madrid au pas ou l'éliminer totalement.

Il n'est pas douteux que ces démarches eurent lieu, les internés de Madrid les connurent du reste dès leur arrestation. »³⁶⁴

Ainsi, pour Delarue, les activistes du groupe espagnol avaient de bonnes raisons de penser qu'ils devaient leur arrestation à une machination de Salan. Dans un tract publié quelques jours après leur internement, ces derniers accusent ouvertement Salan qui, selon eux, se promènerait librement en Espagne.³⁶⁵ Mais aucun élément ne nous permet de vérifier cette thèse. Ferrandi, l'aide de camp de Salan, évoque l'épisode dans son journal comme un événement extérieur et

³⁶² La contemporaine, archives Delarue, F/DELTA/RES/0939/1, PV d'audition de Paul Vidart d'Egurbide, du 26/08/1961 à 8 heures.

³⁶³ Delaporte, Victor. « « Existe-t-il un axe Paris-Madrid de la répression ? » Coopérations et rivalités nationales et internationales au sujet des exilés politiques français et espagnols (1959-1964) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 68-1, no. 1, 2021, pp. 49-71.

³⁶⁴ Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*, Paris, R. Julliard, 1964, p320

³⁶⁵ AN, 19880206/35, SRPJ Rouen, tract intitulé « la comédie espagnole continue », daté du 18/10/1961.

tout à fait regrettable.³⁶⁶ Olivier Dard, qui eut accès à des sources internes à l'état-major de l'OAS-Alger, n'a lui-même trouvé aucune trace d'une quelconque intervention de Salan auprès de Franco. Bien au contraire, il semblerait que les membres de l'état-major de l'OAS-Alger se soient affligé de cet opération.³⁶⁷ Dans un message collectif, l'ex général Gardy affirme ainsi être navré de la perte que représente « l'élimination de personnalités ayant de grandes possibilités, et qui auraient pu rendre d'éminents services ailleurs qu'à Madrid ». ³⁶⁸ Salan n'est donc probablement pour rien dans l'arrestation de ses camarades madrilènes, et par ailleurs, on a du mal à voir d'où viendrait son influence auprès de Franco. Si les activistes internés dans l'*Academia de Policia Armada* se sont convaincus du contraire, c'est certainement parce que ce bouc émissaire leur permettait de se voiler la face sur leurs propres aveuglements quant à la fiabilité du soutien que pouvait apporter le régime franquiste à une potentielle direction extérieure de l'OAS, et de reporter la faute sur leurs concurrents d'Alger. Ce narratif a également l'intérêt de pousser les activistes internés à l'union face à cette injustice. Ainsi, il participa certainement au spectaculaire rapprochement entre les principales figures activistes internées, qui aboutit à la formation du Direction générale de l'OAS.

3) La formation de la « Direction Générale de l'OAS » : une consécration sans lendemain pour Marcel Bouyer.

Le 26 octobre 1961, il est annoncé aux dix-sept activistes internés dans l'*Academia de Policia Armada* qu'ils vont être transférés dans la journée. Dans l'urgence, ils parviennent en deux heures à se mettre d'accord sur un court texte officialisant le projet dont ils discutent les termes depuis quasiment trois semaines : le lancement de la Direction Générale de l'OAS, réunissant toutes leurs tendances sur la base de l'*Appel aux français*, avec à sa tête un directoire exécutif composé de cinq membres, qui signent dans cet ordre : Argoud ; Bouyer ; Lacheroy ; Lagaille et Ortiz. Delarue voit dans ce document une consécration pour Marcel Bouyer :

³⁶⁶ Ferrandi, Jean. 600 jours avec Salan et l'OAS, Editions Fayard, 1969, p 196, il dit ainsi : « Nos amis se sont sans doute bien agités, mais le fait témoigne de l'étroite collaboration entre les autorités gaullistes et les autorités françaises »

³⁶⁷ Dard, Olivier. Voyage au cœur de l'OAS, Perrin, 2005, p 176

³⁶⁸ *Ibid.*

« C'est un document fort important car le nom de Bouyer venait en second, juste après celui d'Argoud, président. Notre Poujadiste rondouillard devenait soudain l'égal des vedettes algéroises; il avait même le pas sur eux. »³⁶⁹

Déduire cela d'un ordre de signature sur un document écrit dans la précipitation relève peut-être de la surinterprétation, mais il est tout à fait probable que cet ordre ait été mûrement réfléchi étant donné les querelles d'égos qui agitaient les membres de ce directoire exécutif. D'autant plus qu'elle ne fait que confirmer l'importance accordée à Bouyer, qui se voit accorder le titre de représentant du directoire en métropole. De plus, Bouyer obtient que 50% des "matières premières", comprendre les explosifs, qui arriveraient par toutes les filières contrôlées par les réseaux unifiés de l'OAS-France, soient réservées au réseau Résurrection-Patrie. Il faut dire que les quatre autres membres du directoire sont envoyés sur l'île de Santa Cruz, dans l'archipel des Canaries, tandis que Bouyer n'est envoyé qu'à Astorga, à 300 kilomètres au Nord-Ouest de Madrid. Peut-être les autorités espagnoles croient-elles encore avoir affaire à « Germain Lacouturie ». Mais il est plus probable qu'il doive ce traitement de faveur au docteur Lefèvre, qui a lui-même échappé à l'arrestation grâce à l'amitié sans borne que lui voue Serrano Suner, le beau-frère de Franco. Ce dernier fut l'un des hommes les plus puissants du régime aux débuts du franquisme. Ministre des Affaires Etrangères et chef du parti Phalangiste, il prôna le plein engagement de l'Espagne aux côtés des forces de l'Axe au début de la seconde guerre mondiale.³⁷⁰ Depuis cette époque, l'étoile de Suner a faibli, à l'image du parti phalangiste dont l'importance n'a cessé de décroître, même s'il garde une certaine influence auprès de Franco, comme des services de sécurité du régime. De leur côté, les quatre activistes exilés aux canaries, qui ne parviennent décidément pas à cerner les lignes de forces internes du régime franquiste, écrivent dans un long rapport daté du 25 novembre 1961 :

« Noter que son retour au pouvoir ou au moins de la tendance aurélianiste [le pseudonyme de Suner est Aurélien] est imminent (trois mois maximum).

Identité complète d'idéologie avec nous. Anti-Salaniste irréductible. Il déclare avoir eu des preuves, quand il était encore au pouvoir, de l'appartenance de Salan à la franc-maçonnerie. Il nous promet son appui total dès qu'il en aura le pouvoir. [...]

Son pays lui est devenu indifférent, la seule chose qui l'intéresse est le combat contre le communisme pour la survivance de la civilisation occidentale et de la race. »³⁷¹

Il est tout à fait possible que cette déclaration de Suner doive ses excès au prisme déformant du Docteur Lefèvre qui profite de sa liberté pour servir d'intermédiaire entre les

³⁶⁹ Delarue, Jacques. *Op. cit.* 1981, p 81.

³⁷⁰ Del Castillo, Michel. *Le temps de Franco*, Editions Fayard, 2008, 396 p.

³⁷¹ Cité dans : Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Op. cit.* 1964, p 323.

activistes emprisonnés et le monde extérieur. Ce dernier est un pur doctrinaire qui semble entretenir un rapport complexe avec le réel. Il est idéaliste jusque dans ses comptes rendus, dans lesquels il n'hésite pas à iréniser la situation, à en donner une image bien plus optimiste que de raison. Sa situation personnelle vis-à-vis de la Direction Centrale n'est pas claire. Malgré l'insistance de Bouyer et l'accord d'Argoud, Lagaillarde et Ortiz refusèrent catégoriquement qu'il soit incorporé au directoire.³⁷² Le fait qu'il ne soit pas enfermé avec eux, et donc non présent lors des tractations à l'origine de la formation de directoire, a pu jouer. Il faut dire aussi que dès le 8 octobre, alors qu'ils venaient à peine d'être internés, Lefèvre profita de sa liberté pour fonder, sans consulter personne, un nouveau mouvement à vocation purement doctrinale, les « Forces Nouvelles Françaises », pour lequel il reprend le texte de l'*Appel aux français* en en faisant une version encore plus mystique. Ce qui eut le don d'exaspérer tous les internés.³⁷³ Quoiqu'il en soit, le fait que les internés de Santa-Cruz puissent croire à ses élucubrations sur le coup de force prochain de Suner est révélateur de l'impasse stratégique dans laquelle ils se trouvent.

Du côté de Bouyer, cette union semble être une excellente opération. Il parvient à se hisser au rang de noms extrêmement prestigieux auprès des sympathisants de l'Algérie française, et il espère certainement profiter de cette légitimité nouvelle pour relancer son réseau. De ce point de vue, les retours dithyrambiques de Gaétan Le Rouxel, alias "Mycoderma Acéti 3 boutons", ont pu l'induire un temps en erreur :

« Partout, de toute part, c'est une désapprobation formelle de la position d'Alger et une approbation totale et virulente de la nôtre. Par radio, par tracts, par communiqués, il faut la faire reconnaître. D'accord pour ménager (provisoirement ?) Salan, puisqu'il le faut. »³⁷⁴

Ce dernier, basé à Nice, est officiellement le président d'un groupuscule, "l'Effort Vers l'Ordre Corporatif" (EVOC), qui lui sert en réalité de prétexte pour travailler à la propagande de l'OAS-Résurrection-Patrie, dont il gère désormais l'aspect logistique.³⁷⁵ Cet ami de Lefèvre, dont il partage l'exaltation, parcourt ainsi la France afin de monter de nouveaux réseaux de

³⁷² F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Argoud à Bouyer, du 4 novembre. Argoud y explique que si cela ne tenait qu'à lui, Lefèvre aurait été incorporé.

³⁷³ *Ibid.* p 325, Delarue en dit ainsi : « tout cela dégagait des forts relents de Vichysme et de patronage scout revu et corrigé par les poujadistes durs, la Phalange Espagnole et l'Opus Dei, parut maladroït à Argoud et suscita des remous »

³⁷⁴ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Le Rouxel à Bouyer, le 04/10/61 : ancien œnologue, il a pris pour pseudo le nom d'un micro-organisme responsable de la formation du vinaigre

³⁷⁵ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Lefèvre à De Rouxel du 31/12/1961, dans laquelle Lefèvre s'adresse à lui en tant que responsable de la propagande sur le terrain.

distribution de propagande. Au cours de l'automne, il se rend à Paris en passant par l'Auvergne. Puis, en décembre 1961, il traverse l'Ouest, en passant par Tonneins, Angoulême et Nantes. Enfin, en janvier 1962, il retourne à Paris, puis va à Reims. A chaque fois, il rencontre des sympathisants de l'EVOC, et tente de les embrigader dans ses entreprises propagandistes, sans toujours les informer qu'il s'agit en réalité de travailler pour l'OAS.³⁷⁶

Bouyer, pour sa part, supporte mal d'être condamné à l'inactivité et, dès le début du mois de novembre, il projette de fausser compagnie à ses hôtes espagnols. Ce plan va mettre plus d'un mois à se concrétiser, laps de temps durant lequel la situation se dégrade peu à peu. Début décembre, Decouty lui raconte l'incompréhension de la base sur la brouille entre Alger et Madrid :

« Vraiment c'est la confusion la plus complète au sujet des divergences de vues entre ceux de Madrid et Alger je te comprends très bien tu ne veux pas du cocufiage du 13 mai moi non plus tu t'en doutes. Pour ma part je ne raconte pas ce malentendu [l'internement du groupe espagnol] aux gars car tout de suite tu sens qu'ils font machine arrière, donc je leur dis que nous sommes la seule force pour prendre la barque après le coup car Salan n'a rien derrière lui, à part les politicards qui foncent derrière lui pour s'assurer des places et la continuation du régime. »³⁷⁷

Ainsi, Decouty a eu l'occasion de vérifier à quel point la ligne de confrontation adoptée par la Direction Centrale de l'OAS-Espagne est totalement inaudible sur le terrain métropolitain, et se retrouve contraint d'arranger la réalité pour fidéliser les sympathisants du réseau. Car au même moment, l'OAS-Métro semble mener une opération de récupération d'éléments de l'OAS Résurrection-Patrie, pour beaucoup laissés à eux-mêmes depuis l'affaire Vidart. Decouty et Dupont dénoncent cela, mais ne sont pas armés pour y faire face : ils n'ont pas de discours clairs à porter, et manquent cruellement de moyens par rapport à leurs concurrents³⁷⁸. De plus, l'union de la « Direction générale » sur la base de la confrontation avec Alger se fracture rapidement. A Santa Cruz, le doute s'installe progressivement, et le 28 novembre, Argoud et ses comparses actent leur échec et reconnaissent l'autorité de Salan dans une circulaire³⁷⁹. Le 4 décembre, Argoud envoie une lettre à Bouyer pour se justifier de cette

³⁷⁶ AN, 19880206/34, SRPJ Auvergne, rapport du 13/03/62 sur Le Rouxel et consorts (Guillon ; Laugier ; Bouvet ; Ammirati)

³⁷⁷ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Decouty à Bouyer, du 06/12/1961

³⁷⁸ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Dupont à Lefèvre, du 31/10/1961.

³⁷⁹ Cité dans : Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Op. cit.* 1964, p 327

« Deux solutions s'offrent à nous :

Ou nous restons dans notre montagne, refusant de cautionner en quoi que ce soit une politique dont, mieux que jamais, nous mesurons les dangers, et nous y attendons notre heure.

décision qui aurait dû nécessiter son accord, en tant que membre du directoire. Il présente ce choix de reconnaître l'autorité de Salan comme un recul stratégique permettant de défendre au mieux le projet de *l'Appel aux français*³⁸⁰. Bouyer ne semble pas se formaliser de cette indécatesse et, dans une lettre qu'il envoie quelques semaines plus tard, il concède de cesser temporairement d'attaquer Salan :

« les forces que nous contrôlons obéiront aux directives de SALAN dans la première phase. Mais n'obéiront qu'à nos consignes dans la deuxième phase, à savoir celle de l'instauration d'un ordre nouveau. »³⁸¹

Dans son esprit, cette première phase correspond au renversement du régime gaulliste, durant laquelle une collaboration avec les "Salanistes", étant compris qu'il leur faudrait jouer leur partition propre par la suite pour éviter un nouveau "cocufiage du 13 mai", comme le dit Decouty. Celui-ci faisant référence au 13 mai 1958, qui ramena De Gaulle au pouvoir sur la promesse de maintenir l'Algérie française. A la lecture de leurs lettres, il est étonnant de constater que les acteurs de l'OAS Résurrection-Patrie ne semblent avoir aucun doute sur le fait que le renversement de De Gaulle est proche. Seule la perspective de récupération de ce renversement par Salan et les "politicards" qui l'entourent semble les inquiéter. Cet optimisme va s'avérer tout à fait infondé, car si Bouyer va parvenir à revenir en métropole et à relancer l'activité du réseau, celui-ci n'a alors plus de secret pour la Direction Centrale de la Police Judiciaire. En effet, celle-ci est parvenue à placer un agent au cœur du réseau, si bien que celui-ci est désormais à la merci d'un démantèlement imminent.

Ou nous acceptons de reprendre le combat sur le terrain, sous les ordres du général Salan. C'est à cette dernière option que nous nous sommes ralliés.

Nous demandons à tous les chefs de réseaux, à tous les échelons, d'accepter désormais dans le même esprit, face à l'ennemi commun, cette subordination, jusqu'à que soit assuré le destin de l'Algérie Française ».

³⁸⁰ F/DELTA/RES/0896/2, lettre d'Argoud à Bouyer, le 04/12/1961.

³⁸¹ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Bouyer à Argoud, le 22/12/1961.

III/ Le crépuscule d'un réseau infiltré par la police

Au milieu du mois de septembre, un homme appelle la Direction Centrale de la Police Judiciaire, et fait une proposition ambitieuse : il est prêt à donner à la police des informations sensibles sur l'OAS, en échange d'une grosse somme d'argent. Georges Parat, directeur de service à la DCPJ, ne prend pas cela trop au sérieux, mais confie tout de même à Jacques Delarue le soin de prendre contact avec lui. Delarue rencontre alors un homme soigné, Henri Amayon, ancien militant poujadiste, qui est alors correcteur dans un journal local alsacien.³⁸² Rien ne destinait cet homme à une carrière d'espion et pourtant, il prit une importance centrale dans le dispositif de répression de l'OAS en métropole, dans laquelle il resta immergé pendant plus de deux ans sans se faire repérer. Le démantèlement du réseau Résurrection-Patrie ne constitue que son premier accomplissement d'agent infiltré, il permit par la suite de démanteler d'autres réseaux, de débusquer un réseau d'imprimerie de faux billets à Bordeaux, mais aussi de déjouer plusieurs attentats contre De Gaulle.³⁸³ Pour ce qui concerne le réseau Résurrection-Patrie, Henri Amayon, ou "Benoit", comme Delarue le surnomme dans son livre, va permettre à la police de faire très rapidement d'immenses progrès dans leur compréhension du réseau. En septembre, à la suite de l'affaire Vidart, les enquêteurs de la 4^{ème} Section de la DCPJ, chargés de la répression de l'OAS, ignorent tout des projets de Bouyer et de ses partisans. En moins de deux mois, Henri Amayon parvient à infiltrer le réseau ainsi qu'à gagner la confiance de ses membres les plus importants en organisant avec succès l'évasion de Bouyer d'Espagne. Lorsque le 20 décembre 1961, ce dernier rentre finalement en métropole, il entend reprendre une place centrale dans la nébuleuse de l'OAS métropolitaine et garantir que celle-ci ne se dévoie pas sous le coup de l'effet de la ligne opportuniste adoptée par Salan. Lui qui se conçoit comme le garant de la pureté idéologique de l'OAS est loin de s'imaginer qu'il ne doit sa liberté qu'à une manœuvre de la DCPJ et du ministère de l'intérieur. Grâce à Amayon, ces derniers savent tout de ses agissements comme de ses projets, et s'ils choisissent d'attendre pour l'arrêter, c'est qu'ils ont tout intérêt à garder

³⁸² Delarue, Jacques, *L'OAS contre De Gaulle*, Editions Fayard, Paris, 1983, p 69

³⁸³ *Ibid.*

1) Un réseau sous contrôle de la Direction Centrale de la Police

Dans son récit des événements, Delarue passe vite sur la manière dont Amayon a pu infiltrer le réseau. Il dit seulement :

« Sagement, Benoît était retourné en Alsace et, en glanant ici et là chez les ex-poujadistes de sa connaissance, il avait rapidement trouvé la nouvelle boîte aux lettres de Bouyer à Pau [...]. Dans la foulée, Benoît avait aussi récolté un renseignement important. Un officier des Forces Française en Allemagne était en relations étroites avec les activistes de l'Est et leur fournissait des explosifs »³⁸⁴

Les sources du SRPJ de Strasbourg donnent une idée plus précise de la manière dont il a opéré. En réalité, Amayon n'a pas eu besoin d'infiltrer la branche alsacienne de l'OAS RP, puisqu'il en faisait partie avant même de contacter la police. Nous le savons par le récit que fait le capitaine Moisdon de son incorporation à l'OAS-RP. Au mois de mai 1961, ce capitaine, qui était jusqu'ici en service à Oran, fait l'objet d'une sanction disciplinaire pour son comportement déloyal pendant le putsch des généraux. Il profite alors de ses quinze jours de mise à pied pour rendre visite à ses parents à Pau. René Cahuzac, responsable du Maquis Résurrection-Patrie dans cette ville, prend contact avec lui pour lui signifier son amitié politique, et lui propose de l'introduire dans son réseau. Moisdon accepte, mais une fois muté à Mullheim, en Allemagne, Moisdon n'est approché par personne. Lorsqu'il revient à Pau trois mois plus tard, vers le 15 août, il s'en étonne auprès de Cahuzac, qui l'emmène à Arzacq chez les sœurs Dupouy, où il est présenté à "Marcel" et au "Toubib", qui ne sont autres que Bouyer et Lefèvre³⁸⁵. C'est alors que Bouyer lui donne un contact :

« Ne vous en faites pas, vous le serez très prochainement, je vais vous donner le nom d'une personne à qui vous vous présenterez de ma part : c'est M. AMAYON, 2 rue Soleurs à Strasbourg. »³⁸⁶

Ainsi, plus d'un mois avant d'avoir proposé son aide à la police, Amayon est déjà implanté dans la branche alsacienne du réseau. Il y occupe une place importante, et participe grandement à faire le lien entre, d'un côté, les militaires à la tête de la branche qui, à l'image du capitaine Moisdon, ont tous été mutés d'Algérie à la suite de leur participation au putsch d'avril³⁸⁷. Et de l'autre, les activistes civils aux profils divers, allant d'étudiants nationalistes-

³⁸⁴ *Ibid*

³⁸⁵ AN, 19880206/35, SRPJ Strasbourg, rapport du 10/04/62, traitant par cas individuels, Affaire Maillot et autres, 55p.

³⁸⁶ AN, 19880206/35, SRPJ Strasbourg, PV d'audition de Pierre Moisdon, du 09/03/1962

³⁸⁷ A ce sujet, Delarue souligne très justement que : « l'affectation dans les FFA de nombreux officiers compromis lors du putsch avait du reste eu pour résultat la création d'un nouvel abcès dans les garnisons de la zone française. Une partie des explosifs fournis par le capitaine prenait le chemin de Paris et venait sauter sous notre nez. » (Delarue, Jacques. *Ibid.* 1981, p 79). C'est là la limite de la stratégie adoptée par le gouvernement vis-à-vis des

révolutionnaires à d'anciens poujadistes radicalisés³⁸⁸. Il est impossible de sonder les intentions initiales d'Amayon pour rentrer dans le réseau. Était-ce déjà dans l'idée de vendre ce qu'il saurait à la police, ou cette idée lui est-elle seulement venue après l'affaire Vidart³⁸⁹ ? Quoiqu'il en soit, les réseaux de courrier clandestins ayant été largement troublés par les arrestations consécutives à l'affaire Vidart, il met du temps à trouver une boîte-aux-lettres encore fonctionnelle. Il est finalement recontacté par Jean-Jacques Dupont, qui lui apprend la "pénible aventure" de Marcel Bouyer en Espagne.³⁹⁰ Pour la DCPJ, il s'agit là d'une mauvaise nouvelle : à peine ont-ils réussi à infiltrer un réseau qu'ils apprennent que celui-ci a perdu sa principale tête. Delarue explique ainsi :

"L'arrestation de Bouyer ne nous arrangeait pas du tout.

Deux possibilités se présentaient : le réseau du Sud-Ouest pouvait achever de se liquéfier.

Il était également possible qu'un autre groupe activiste en mal de personnel - ils l'étaient tous - parvienne à récupérer toutes les bonnes volontés inemployées : le plastic repartirait alors de plus en plus belle, et il faudrait beaucoup de temps et de dégâts avant de mettre à jour la nouvelle organisation.

Il était donc préférable que Bouyer puisse reprendre la direction de sa boutique, et pour cela il fallait le faire revenir d'Espagne. »³⁹¹

C'est ainsi que Delarue et ses collègues, avec l'accord de leur hiérarchie, vont se lancer dans l'étonnant projet qui va les occuper dans les mois qui suivent : aider Bouyer à s'échapper d'Espagne pour en faire, en quelque sorte, un indicateur involontaire. Lorsque celui-ci aurait repris assez d'importance, les policiers pourraient procéder à son arrestation, qui permettrait de faire un immense coup de filet dans les réseaux de l'OAS. Ce plan ambitieux repose en grande partie sur les épaules de Henri Amayon, qui aura l'occasion de montrer l'étendue de son audace et de son habileté.

Celui-ci convient donc d'un rendez-vous avec Decouty dans un hôtel à Lourdes (Hautes-Pyrénées) pour le 10 novembre, durant lequel ce dernier lui fait connaître tous les points de chutes des clandestins du réseau RP, ainsi que l'intention qu'a Bouyer de rentrer en France. Ne

militaires compromis dans le putsch : condamner lourdement les meneurs et se contenter de légères mises à pied pour les autres dans l'espoir de ne pas fracturer l'unité de l'armée. Sur ce point, voir Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304 p.

³⁸⁸ AN, 19880206/35, SRPJ Strasbourg, rapport du 10/04/62, traitant par cas individuels, Affaire Maillot et autres, 55p.

³⁸⁹ Nous pencherions pour la deuxième hypothèse, dans la mesure où Delarue raconte que son agent était régulièrement pris par sa mauvaise conscience de « vendre » ses amis. Ce qui laisse penser que son choix fut très largement motivé par des raisons pécuniaires, et non pas pour des raisons politiques, Voir Delarue, Jacques, *Op cit.* 1981.

³⁹⁰ F/DELTA/RES/0896/2, lettre de Horace [Dupont] à Pastis [Amayon], du 31/10/1961.

³⁹¹ Voir Delarue, Jacques, *Op cit.* 1981, p 89

connaissant pas Lefèvre, Amayon parvient à convaincre Decouty de l'accompagner en Espagne pour mettre au point le plan d'évasion de Bouyer³⁹². Ils prennent ainsi la route pour Barcelone le 12 novembre au matin où, par l'intermédiaire de l'épouse de l'un des adjoints d'Ortiz, ils parvinrent à contacter le docteur Lefèvre. Ce dernier leur fixa un rendez-vous pour le lendemain chez Suner. Lefèvre leur apprend alors que Bouyer est en résidence surveillée et qu'il doit se présenter deux fois par jour au commissariat. Serrano Suner leur proposa de faire appel à ses hommes de confiance au sein de la phalange. Ils adoptent alors le plan suivant : les phalangistes récupéreront Bouyer un soir à 23 heures pour l'emmener à Valladolid, où d'autres phalangistes prendront le relais pour le conduire à Madrid auprès de Lefèvre, qui devra se charger de le cacher. Amayon le prendra ensuite en charge pour le ramener en France³⁹³.

Ce n'est que le 7 décembre que Suner se décide à mettre en action ce plan, qui se déroule sans imprévu. Amayon profite de ces trois semaines d'attente pour approfondir ses connaissances du réseau. Le 17 décembre, après avoir fait passer la frontière à Bouyer, Amayon le convainc de le laisser l'amener à Strasbourg, en avançant que la police ne s'attend certainement pas à ce qu'il se réfugie aussi loin du Sud-Ouest. Ainsi, en moins de trois mois, Amayon parvint non seulement à faire revenir Bouyer en France, mais aussi à gagner pleinement sa confiance, sans compter le fait qu'il permit à la DCPJ de se faire une idée précise de l'architecture du réseau. A ce stade, Marcel Bouyer, à qui Amayon a donné toutes les raisons de croire qu'il était hors d'atteinte de l'appareil répressif d'Etat, est en réalité devenu son jouet. Cette situation paradoxale, ce *hiatus* entre ce qu'il croit être et ce qu'il est réellement, fut bien sûr permis par l'habileté d'Amayon. Mais elle n'aurait été possible

³⁹² Voir Delarue, Jacques, *Op cit.* 1981, p 86

³⁹³ *Ibid.* p 90

2) *L'arrestation de Bouyer : les tenants et aboutissant d'une opération programmée*

Dans les semaines qui suivent son retour en France, Bouyer déborde d'activité. Il réactive ses réseaux, organise des plasticages, et fait largement distribuer un tract dans lequel il annonce ouvertement ses intentions :

« En collaboration avec lui et avec d'autres hommes animés des mêmes sentiments, nous avons le devoir de créer au sein de l'OAS une force décidée à faire autre chose que d'obliger De Gaulle à partir et de rendre aux "membres des moulins à paroles" que sont l'Assemblée Nationale et le Sénat un soi-disant pouvoir de décision qui, en fait, a toujours été un leurre et le sera toujours. »³⁹⁴

Il réaffirme ainsi sa divergence avec l'OAS-Alger, et appelle à créer les cadres des Forces Nouvelles Françaises à l'intérieur de l'OAS, afin de préparer le combat qu'il faudra mener lors de la seconde phase, après la chute du gaullisme, pour instaurer un « Ordre Nouveau ». ³⁹⁵ Il finit son texte par une adresse à ses partisans :

« Réfléchissez bien à cela et tenez-vous prêts ; par un autre moyen vous serez contacté dans les jours qui viennent de façon à ce que partout en France, tant dans l'Armée que chez les civils, soit structurée cette nécessaire PHALANGE FRANCAISE »³⁹⁶

En s'ouvrant ainsi publiquement sur ses intentions d'instaurer un régime autoritaire, Bouyer assume clairement d'imposer un rapport de force interne à l'OAS. Il faut dire que le tour qu'il pense avoir joué aux polices espagnoles et françaises semblent l'avoir galvanisé, si l'on en croit Delarue :

« Les nouvelles de Bouyer étaient chaque jour meilleures ; il s'épanouissait et certainement s'amusait énormément. La sensation, la certitude d'être le plus fort est toujours euphorisante, et notre pâtissier saisi par la politique ne pouvait douter qu'il était Arsène Lupin en personne. »³⁹⁷

Ce sentiment de puissance n'est pas un pur fantasme, puisque son évvasion d'Espagne semble lui avoir procuré un réel prestige au sein de l'OAS :

« Son prestige augmentait de jour en jour, auprès de ses troupes en partie reconquises, et auprès des exilés espagnols très impressionnés par son "Odyssée", comme l'appelait le docteur Lefèvre. Les membres du réseau du Sud-Ouest arrêtés en septembre 1961 écrivaient à Bouyer depuis leur prison pour faire leur autocritique et se justifier des accusations de légèreté, d'imprudence, voire de trahison, qui pesaient sur eux »³⁹⁸

³⁹⁴ La contemporaine, F/DELTA/RES/0896/1, « Pour que cesse l'équivoque », du 28/12/1961.

³⁹⁵ *Ibid.*

³⁹⁶ *Ibid.*

³⁹⁷ *Ibid.* p 109

³⁹⁸ *Ibid.* p 105

Le retour de Bouyer semble permettre au réseau de repartir de l'avant après plusieurs mois d'apathie, durant lesquels son animation ne tenait qu'à l'engagement de quelques responsables locaux. Désormais, Bouyer entend parler d'égal à égal avec les responsables de l'OAS-Métro. Le 14 janvier, un rendez-vous est convenu entre Bouyer et Sergent. Mais le responsable de l'OAS-Métro se montre très prudent, et ne se rend finalement pas à cette réunion, au grand malheur des policiers en planque devant le lieu de rendez-vous qui n'auraient pas laissé passer une occasion pareille. Si Bouyer est en pleine euphorie, c'est aussi le cas des enquêteurs de la DCPJ qui le surveillent, et qui se délectent d'avance du coup qu'ils s'apprêtent à porter à l'OAS :

« La partie qui nous occupait était passionnante, nous commençons à penser qu'elle pourrait, avec un peu de patience, amener un gigantesque coup de filet, mais nous étions déjà assurés d'avoir à notre main Bouyer et ses réseaux. Encore fallait-il attendre trois ou quatre semaines quand tout serait réorganisé. [...] A plusieurs reprises, on nous avait demandé si nous allions bientôt arrêter Bouyer. Nous donnions l'assurance que cela pouvait être fait à tout moment mais demandions instamment d'attendre en raison des extraordinaires perspectives qui paraissaient s'ouvrir. »³⁹⁹

Jacques Delarue raconte comment, au cours de ce mois de janvier 1961, des tensions sont apparues entre d'une part les enquêteurs de la DCPJ, et d'autre part leur hiérarchie et le ministère de l'Intérieur. Alors que les premiers espèrent attendre encore plusieurs semaines afin de pouvoir mener le coup de filet le plus large possible au sein du milieu favorable à l'OAS, les seconds avaient des raisons extérieures à la raison proprement policière de souhaiter une arrestation plus rapide. Pour comprendre cet empressement de la hiérarchie, il faut se rappeler que le gouvernement est alors sous le feu des critiques. La presse et la gauche accusent le gouvernement d'inaction face à l'OAS. Cette accusation est en réalité infondée, puisque depuis la fin de l'année 1961, le gouvernement a pris la mesure de la menace que représentait l'OAS, et a mis notamment sur pied un Bureau de Liaisons, permettant de coordonner les efforts de répression des différents services de sécurité – Police judiciaire, Renseignements généraux et Direction de la surveillance du territoire, etc. –⁴⁰⁰. En revanche, le gouvernement a fait le choix, dans le même temps, de ne pas communiquer outre mesure sur cet effort répressif, voire parfois de minimiser sa menace, en le mettant en équivalence avec celle que ferait peser le PCF, les autres « ennemis de l'intérieur »⁴⁰¹. Ce choix répond à des logiques de cohérence interne au

³⁹⁹ *Ibid.* p 110

⁴⁰⁰ Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, 425 p.

⁴⁰¹ Dewerpe, Alain. *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*. Paris, Gallimard, 2006, 897 p.

bloc conservateur – l’anticommunisme permettant de souder une majorité fragilisée par la politique algérienne d’autodétermination –⁴⁰². Mais en janvier 1961, cette position ne peut plus tenir, car les attentats se multiplient, notamment à Paris. Dans la nuit du 17 au 18 janvier, Canal organise sa première « nuit bleue », opération de 18 plasticages simultanés. Dans la nuit du 24 au 25, c’est au tour de Bouyer de faire sa démonstration⁴⁰³. En réaction, la gauche politique et syndicale est en train de s’unir sur des bases antifascistes, exigeant du gouvernement une réaction rapide face à la recrudescence d’attentats⁴⁰⁴. A la fin du mois, la pression est à son comble sur les épaules de Roger Frey, le ministre de l’Intérieur. Comme le raconte Delarue, ce dernier donne alors l’ordre de procéder à l’arrestation de Marcel Bouyer :

Ce 29 janvier, les critiques de la presse jointes aux risques des jours suivants, au festival de plastic qui ne manquerait pas d’accompagner l’allocution télévisée du général [Du 4 février, durant laquelle il devait évoquer l’indépendance prochaine de l’Algérie], avait conduit le ministre à une décision irrévocable : l’arrestation de Bouyer sans plus attendre.⁴⁰⁵

Ainsi, Delarue et ses collègues doivent donc arrêter Bouyer en urgence, tout en agissant de manière à ne pas dévoiler la qualité d’agent de Henri Amayon, qui entend continuer son travail d’indicateur, ni compromettre les personnes accueillant Bouyer à Strasbourg, comme ils s’y sont engagés auprès d’Amayon. Ils se coordonnent avec ce dernier pour échafauder un plan : Amayon devra convaincre Bouyer qu’il n’est pas prudent qu’il reste plus longtemps à Strasbourg, et devra indiquer aux policiers quel train ce dernier prendra. L’opération a lieu le 31 janvier 1962 et se déroule à merveille. Delarue et son collègue font mine de tomber par hasard sur Bouyer et l’arrête à la gare de Lyon Perrache, alors que ce dernier allait en direction de Nice. Comme ils l’espéraient, Bouyer avait embarqué toutes ses archives, qu’ils purent faire saisir à Nice. Cette grande masse de papier personnelle allait permettre à la DCPJ de monter une opération de démantèlement du réseau d’envergure nationale.

⁴⁰² *Ibid*

⁴⁰³ Delarue, Jacques, *Op cit.* 1981, p 118.

⁴⁰⁴ Dewerpe, Alain. *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d’un massacre d’État*. Paris, Gallimard, 2006, 897 p.

⁴⁰⁵ Delarue, Jacques, *Op cit.* 1981, p 110

3) Le démantèlement définitif du réseau

L'arrestation de Bouyer entraîna un effet de dispersion pour les activistes clandestins les plus importants du réseau. Lefèvre, qui souhaitait rentrer lui aussi en métropole, fut définitivement découragé par l'arrestation de son associé, et restera en Espagne jusqu'à l'amnistie générale visant les militants de l'Algérie française, prononcée par Charles De Gaulle en juillet 1968⁴⁰⁶. Jean-Jacques Dupont, quant à lui, se rallie à l'OAS mission III d'André Canal, qui le fournit gracieusement en explosif, et le charge de monter une antenne à Pau et de faire la jonction entre jeunes étudiants nationalistes et parachutistes⁴⁰⁷. Quant à Decouty, il semble peu à peu se rapprocher de la fine frontière séparant l'activisme clandestin du grand banditisme. On le retrouve ainsi dans une affaire d'attaque du fourgon postal⁴⁰⁸. Par la suite, il ira se réfugier à Alicante, en Espagne⁴⁰⁹.

Pour ce qui concerne les branches départementales plus actives, elles semblent se replier sur elles-mêmes. Certaines, comme les branches niçoise, strasbourgeoise et de l'Adour (Gers) semblent être restées dynamiques. Dans la branche de l'Adour, il y eut même un projet d'assassinat qui fut monté en mars 1962 : Henri Belarde, responsable de la branche, avait demandé à deux jeunes déserteurs, Pierre Abadie et Jean Terrin, de faire sauter un dépôt de Bombonnes de gaz, dont l'exploitant aurait organisé des réunions antifascistes à son domicile. Les deux jeunes hommes, considérant que l'opération présentait trop de risque pour le voisinage, décidèrent donc de le supprimer au fusil⁴¹⁰.

Ils n'eurent pas le temps de mettre à exécution leur plan, puisqu'ils furent arrêtés dans le cadre de l'opération judiciaire du 7 mars, montée sous l'autorité du juge d'instruction Jacques Boucly, rattaché à la Cour d'Appel de Paris. Cette opération fut permise par l'exploitation de la valise d'archives de Bouyer, qui contenait toute sortes de documents, telles que des lettres, des tracts, des carnets d'adresse ou encore des organigrammes. Si elle mit plus d'un mois à se matérialiser, c'est que cette opération demanda aux policiers de la DCPJ de relever sur ces documents tout nom ou pseudonyme mentionnés, recouper ces documents pour décrypter le

⁴⁰⁶ Delarue, Jacques. *Op. cit.*, 1981, p 115.

⁴⁰⁷ AD Gironde, 1979/022 14, rapport du 15/06/1962

⁴⁰⁸ *Le Monde*, 28 janvier 1964, « L'enquête est pratiquement terminée et seize personnes seront déférées devant la Cour de sûreté »

⁴⁰⁹ Site *Delta et Collines*, rubrique Decouty

⁴¹⁰ AN, 19880206/35, rapport du 26/04/62, de Noël BABIT chef de la section criminelle sud, au CSRPJ Toulouse

plus de pseudonymes possibles puis, une fois la personne identifiée, il fallut la localiser et communiquer l'adresse et l'identité au SRPJ concerné⁴¹¹... Les policiers identifièrent ainsi 194 noms dans ces archives. Alors que la DCPJ opère en moyenne à 30 perquisitions par semaine, elle en fait 238 dans la semaine du 7 mars 1962. Ces perquisitions aboutissent à 67 gardes à vues, et 24 personnes sont finalement écrouées⁴¹².

Au regard du travail fourni par les policiers et du nombre de perquisitions, ce résultat peut paraître assez décevant. D'autant plus que qu'une bonne partie des écroués appartenaient à des réseaux qui étaient surveillés de près par les renseignements généraux depuis plusieurs semaines. Il est probable que s'ils avaient attendu quelques semaines de plus pour arrêter Bouyer, comme l'avait préconisé les policiers de la DCPJ, un plus grand nombre de ces perquisitionnés auraient eu le temps de se compromettre. Quoiqu'il en soit, l'effet dissuasif, et les renseignements récoltés, font tout de même de cette opération une réussite.⁴¹³

⁴¹¹ La Contemporaine, F/DELTA/RES/0939/1, « Liste générale des individus mentionnés dans les documents de Bouyer Marcel »

⁴¹² AN, 19880206/34, dossier DGPJ n°1, comptes rendus hebdomadaires des « actions des services de police judiciaire », allant du 6 février au 14 mars 1962

⁴¹³ Delarue, Jacques. *Op. cit.* p 125

CONCLUSION

Le 22 mars 1962, le journal *France Observateur* publie une carte recensant les principales zones d'implantation de l'OAS, déterminées par la concentration des plasticages⁴¹⁴. En la commentant, Anne-Marie Duranton-Crabol soulève un point intéressant :

« il y manque le Sud-Ouest où les opérations policières avaient limité les effets de la violence, depuis l'automne 1961. »⁴¹⁵

Ces opérations policières, ce sont bien sûr celles qui ont visé le réseau à la suite de l'affaire Vidart. Peut-on dire que le démantèlement du réseau Résurrection-Patrie, en plus de marquer son propre échec, débarrassa le Sud-Ouest de potentiels activistes qui auraient pu sévir par la suite dans d'autres réseaux de l'OAS ?

Certes, il serait réducteur de désigner comme la seule cause de l'apathie de l'OAS dans le Sud-Ouest. Par ailleurs, l'OAS n'y est pas tout à fait inexistante, puisque le réseau Bagieu, relevant de l'OAS-Métro mission II⁴¹⁶, est encore actif à Bordeaux à cette date du 22 mars 1962, et qu'André Canal, chef de l'OAS-Métro mission III, a chargé Jean-Jacques Dupont de monter une antenne dans la région de Pau⁴¹⁷. Pour autant, même s'il est difficile d'en mesurer les effets, il est tout à fait certain que le démantèlement du réseau Résurrection-Patrie eut des effets délétères sur le développement ultérieur de réseaux OAS, et notamment dans le Sud-Ouest, où il était particulièrement bien implanté. En effet, ce démantèlement entraîna l'arrestation de nombreux activistes, qui auraient pu, sans cela, se rendre disponible pour d'autres réseaux. De plus, l'opération de mars 1962, impliquant des centaines de perquisitions, permit également à la police de repérer un cercle plus large de sympathisants potentiels, dont le seul tort était parfois d'avoir eu son nom inscrit dans les carnets de Bouyer. Il y a fort à parier que parmi ce large cercle d'acteurs, il y avait de nombreux sympathisants disponibles pour l'action refroidis par l'expérience qu'ils eurent d'être perquisitionnés, mis en garde à vue et auditionnés. En réussissant à placer une taupe auprès de Bouyer, la police parvient ainsi à user de ce dernier comme d'un hameçon pour attirer et neutraliser un maximum de vocations activistes. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ce fut le réseau Résurrection-Patrie qui permit de lancer la carrière d'espion de Henri Amayon, alias « Pastis », qui continua à sévir en tant qu'infiltré au sein de l'OAS pendant plus d'un an, permettant à la police d'empêcher plusieurs attentats sur le général

⁴¹⁴ *Ibid.*

⁴¹⁵ Duranton-Crabol, Anne-Marie. *Le temps de l'OAS*. Éditions Complexe. 1995, p 142.

⁴¹⁶ AD Gironde, 4430W1263, rapport du commissaire Groussard du 06/04/1962

⁴¹⁷ AN, 19880206/34, dossier DCPJ n°2, PV d'audition de Jean-Jacques Dupont, étudiant de 18 ans, du 25/05/1961.

De Gaulle, ainsi que le démantèlement de plusieurs cellules de l'OAS. Si tant est que cette remarque ait un sens, il n'est pas du tout certain que d'un point de vue global, le réseau Résurrection-Patrie aient eu un impact positif la lutte opposant l'OAS à l'Etat. Au contraire, dans les derniers mois de son existence, ce réseau fut manipulé par la police au profit de la répression de l'OAS.

Pour autant, il ne faut pas céder à une illusion téléologique, qui nous laisserait penser que la compréhension du réseau Résurrection-Patrie, en tant qu'objet historique, s'épuiserait dans la fin qu'il connut. Il faut garder à l'esprit que l'histoire est le théâtre de la contingence, et qu'aucun résultat historique n'est jamais proprement essentiel. Si bien que nous pourrions nous poser la question suivante : peut-on dire que le réseau Résurrection-Patrie était-il condamné à échouer ?

La réponse à cette question dépend de ce que l'on entend par "échouer". Si l'on prend comme mesure de succès les objectifs que se donnait lui-même le réseau, à savoir faire renverser le régime pour mettre en place un Etat autoritaire et corporatif, il est effectivement difficile de se figurer un futur non advenu dans lequel le réseau aurait pu y parvenir. Pour autant, il serait simpliste de présenter Bouyer et Lefèvre comme de simples rêveurs. Bouyer, particulièrement, fut un agitateur hors pair qui, à force de persévérance et de détermination, parvient à mobiliser un nombre important de partisans. A la veille de l'affaire Vidart, en août 1961, le réseau Résurrection-Patrie est sans aucun doute le réseau le plus fourni de l'OAS en métropole. Il s'agit là d'un fait remarquable, lorsque l'on connaît les difficultés de recrutement qu'ont rencontré les réseaux de l'OAS en métropole, et c'est cet accomplissement qui permit à Bouyer de traiter d'égal à égal avec les dignitaires de l'OAS-Espagne, à l'automne 1961. Mais cette réussite fut obtenue au prix d'une activité débordante, qui se déploya souvent au mépris des règles de discrétion et de cloisonnement de l'information qu'exigent la clandestinité.

Ainsi, cette négligence ne fut pas seulement le résultat de l'amateurisme des membres du réseau Résurrection-Patrie, ou de leur habitus militant poujadiste. Elle fut également le résultat d'un choix conscient de la part des dirigeants de sacrifier la prudence pour donner la priorité à un développement rapide de leur réseau. Ce choix répondait à des logiques de concurrence interne à l'OAS : toutes les lettres que s'échangèrent les principaux activistes du réseau montrent leur obsession constante de prendre de vitesse l'OAS "Salaniste", qu'ils accusent de se laisser manipuler par le "système". Bouyer, affirmait ainsi de manière constante qu'il n'était

pas prêt à “sortir du Gaullisme pour installer le Salanisme”⁴¹⁸. Pour eux, il semblait acquis que le régime gaulliste était condamné à s’effondrer, et que la seule question qui vaille était de déterminer qui, au sein de l’OAS, déciderait des orientations politiques à mettre en place après cet effondrement. La suite de l’histoire prouva qu’ils se trompaient lourdement, puisque le régime survécut à sa confrontation à l’OAS, et son appareil répressif d’Etat parvint à venir aisément à bout de leur réseau. Pour résumer, nous pourrions dire que les activistes du réseau Résurrection-Patrie ont appliqué avec un certain talent une stratégie qui était foncièrement inadaptée à la situation.

Du point de vue de la recherche, le démantèlement complet de ce réseau, et la pléthore d’archives qu’il a laissé derrière lui, fait de cet objet historique un laboratoire captivant pour étudier les dynamiques d’un réseau clandestin. En étudiant les trajectoires des différents acteurs, nous avons constaté l’importance de la sociabilité dans l’engagement clandestinité. Le réseau RP s’est très largement appuyé sur des réseaux de sociabilité préexistants, qu’il soit de nature militante – et notamment poujadiste – ou professionnelle, voire tout simplement amical. De ce point de vue, il est frappant de constater que l’adhésion au réseau fut très majoritairement un phénomène de groupe. Cela ne signifie pas pour autant que ces acteurs ne concevaient pas la nature politique de leur geste. Bien souvent, ces groupes étaient eux-mêmes marqué par des caractéristiques politiques ou sociales communes qui surdéterminaient leur adhésion au réseau, comme des origines pied noires, ou tout simplement une sympathie pour l’extrême droite. L’adhésion au réseau est donc généralement le signe de, sinon d’une adhésion idéologique, au moins une acceptation des orientations politiques de celui-ci. A contrario, la seule adhésion idéologique suffit rarement à décider des acteurs d’adhérer au réseau. Nombre de militants affiliés à l’extrême droite refusèrent de se laisser approcher par le réseau RP, là où des hommes peu ou pas politisés se laissèrent facilement entrainer à l’action par leurs proches. Ainsi, la dynamique politique du réseau répond aux logiques de situations sociales concrètes.

⁴¹⁸ Il tint ainsi ce discours à Yves Gignac, en mai 1961 (Quivy, Vincent. *Les soldats perdus. Les anciens de l’OAS racontent*, Editions du Seuil, 2003, 264p.), puis de nouveau dans une lettre à Susini, en août 1961 (Lettre de Bouyer à Susini, citée dans Ferrandi, Jean. *600 jours avec Salan et l’OAS*, Editions Fayard, 1969).

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES :

Annexe n°1 : PV de l'interrogatoire au cours duquel Paul Vidart d'Egurbide se met à la table des aveux.

Annexe n°2 : Première lettre hebdomadaire du réseau Résurrection-Patrie, laissant apparaître les modifications de dernière minute à la suite de l'échec du putsch.

Annexe n°3 : fascicule publié par Lefèvre à l'automne 1961, reprenant toutes les lettres publiées par le réseau d'avril à juin 1961 :

Annexe n°4 : liste des attentats survenus en Charente pendant l'année 1961

Annexe n°1 : PV de l'interrogatoire au cours duquel Paul Vidart d'Egurbide se met à la table des aveux.

Paul Vidart
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SURETÉ NATIONALE

17

PROCÈS-VERBAL

N° L'AN mil neuf cent soixante et une vingt six août à 22 H

OBJET NOUS: RUMEAU René et SABY Georges,
Officiers de Police Judiciaire à la 7^e Brigade
En résidence à: BORDEAUX
Officier de Police Judiciaire auxiliaire de M. le Procureur de la République :

Audition de Mr VIDART d'EGURBIDE Paul.

Affaire: attentats par explosif et complot

Agissant en vertu de la Commission Rogatoire en date du 25 août 1961 de Mr RANSAC, Juge d'instruction à BAYONNE et relative à l'information suivie contre X... inculpé de complot contre l'autorité de l'Etat, entendons Mr VIDART d'EGURBIDE, Paul, né le 15 mars 1922 à BIARRITZ de feu Fernand et de Lucie CARSUSAN Boucher Charcutier à SOCOA (B/P), qui, après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, a déposé comme suit:

"Après lecture de mon dossier et de mes premières déclarations, je me rends compte que ma position est indéfendable, et en conséquence je suis décidé à vous dire dès maintenant et sans tarder toute la vérité car je suis absolument décidé à rompre avec le passé et ne veux plus avoir aucune activité politique, voulant maintenant me consacrer à mon travail et à ma famille exclusivement."

"Les premiers contacts que j'ai eus avec BOUYER datent de fin juin dernier, dans le cadre de l'Organisation Maquis, Résurrection, Patrie. Par une lettre il m'a annoncé l'arrivée à BAYONNE du Docteur LEFEVRE. Ce dernier arrivait alors de BORDEAUX. Je pense qu'il était caché chez un épicier de la ville nommé ESPOSITO. Il était recherché par la Police. Je l'ai trouvé au lieu désigné, à BAYONNE, et je l'ai conduit CAMBO chez le Docteur DIEUDONNE, lequel l'a dirigé chez son Chef de clinique, le Docteur TARDIEU. LEFEVRE, alias "Fabrice", ou "Toubib", est titulaire actuellement d'une carte d'identité Nationale au nom de LEBRETON François. Je crois savoir que ces temps prochains, il va changer d'identité. C'est un Maire des Hautes Pyrénées, aux en-

virens d'ARGELES, qui se charge, je crois, de lui procurer des fausses cartes d'identité.-----

" Quatre ou cinq jours après son arrivée à CAMBO, LEFEVRE a été rejoint par BOUYER qui a été hébergé par TARDIEU, alias "Vincent FABRE". C'est au domicile de ce docteur qu'ont eu lieu toutes les réunions de mise en route de l'organisation "Maquis Résurrection Patrie " pour le secteur Bas-Adour. BOUYER est resté huit jours à CAMBO. Plusieurs personnes sont venues lui rendre visite ainsi qu'à LEFEVRE. Un soir les personnes suivantes se sont trouvées ensemble : TARDIEU, Mme MEYROUS, DE GOROSTARZU, RIBETON, DIEUDONNE, DESPAUX, BOUYER, LEFEVRE et moi-même. Au cours de la discussion, il a été question de rechercher des "têtes" (Comité de soutien du Général de GAULLE, etcv..) en vue de faire de l'action directe dans les Landes et le Secteur Côte Basque. Par action directe, il faut entendre "attentats par explosif". Mme MEYROUS, très à l'aise, s'est proposée pour l'action dans les Landes. De GOROSTARZU a demandé à l'aider. Rendez-vous a été pris par les deux susnommés au Bar L'Aviatic à Mont de Marsan, pour étudier les divers points à faire "sauter". Le premier objectif envisagé par Mme MEYROUS était la gare de la Petite Vitesse à DAX. Au cours de cette réunion, il n'a été question que d'actions violentes par attentats, inscriptions "Résurrection-Patrie," sur les murs et les routes. J'ai su par la suite, que le lendemain ou le surlendemain de cette réunion, Mme MEYROUS avait emmené DE GOROSTARZU sur les lieux de l'objectif, avec le matériel, mais ce dernier avait eu peur et n'avait pas voulu se livrer à l'opération. En cours de réunion, la discussion était devenue houleuse, et je m'étais notamment "accroché" avec Mme MEYROUS. Je m'étais refusé à faire des opérations dans mon secteur, (entr'autres le Bar du Perroquet à St Jean de Luz), et elle me le reprochait. "-----

"Trois jours après cette réunion, je suis revenu à CAMBO pour porter du courrier à BOUYER. Il m'a fait part de son intention de quitter cette localité, car il craignait que la mésaventure qui s'était manifestée au cours de la réunion précédente ait eu des échos en ville. Par prudence il préférait partir. "-----

"Entre temps j'ai eu la visite du Docteur GOUTAREAU d'ANGOULEME, accompagné du Capitaine de Frégate BORDEAUX, de BREST alias "Xavier", qui devait rejoindre LEFEVRE et BOUYER. Ce Capitaine de Frégate est au même titre que LEFEVRE et BOUYER à la tête du Mouvement "Maquis-Résurrection-Patrie" sur le plan National. J'ai conduit ces deux hommes à CAMBO chez TARDIEU. "Xavier" n'est resté qu'une nuit et GOUTAREAU est reparti sur ANGOULEME aussitôt. Le jour suivant "Xavier" est parti pour TOULOUSE et LEFEVRE pour MADRID. Ce dernier clandestinement. "-----

"BOUYER m'a remis une lettre à poster pour Mme MEYROUS et je l'ai mise à la boîte à Saint Jean de Luz. Je n'ai pas vu le texte, mais je me doute qu'il avait trait à des reproches au sujet de la conduite de Mme MEYROUS pendant la réunion. J'ai su par BOUYER, que dans cette lettre il demandait à Mme MEYROUS de venir le chercher le dimanche à Cambo. "-----

"Le samedi soir, je suis revenu à Cambo, et j'ai trouvé un nommé NONI de MOISSAC et DESPAUX de PAU qui avaient fait route ensemble. Il fut question au cours de la conversation de postes émetteurs-récepteurs, détenus par NONI et BOUYER. BOUYER devait

être reçu quelques jours après par NONI à MOISSAC. Le dimanche, Mme MEYROUS est venue à CAMBO avec sa Panhard, et elle a emmené BOUYER à son domicile de BELIS. Pendant le séjour de BOUYER chez

Mme MEYROUS, il y a eu un attentat au plastic à Mont de Marsan à l'entreprise "France-Route". Le même jour, où des inscriptions à la peinture et des sigles ont été apposés sur les toutes et les arbres entre Mont de Marsan et Dax. Quelques jours plus tard, Mme MEYROUS, alias "tisane", m'a confiée que c'était elle qui avait fait sauter "France-Route".

"Mme MEYROUS est partie pour MOISSAC conduire BOUYER dans une résidence qui avait été choisie par NONI. Je ne puis vous préciser exactement quelle en est l'adresse. Peu après l'arrivée de BOUYER dans cette région, il y a eu un attentat à MONTAUBAN. Après avoir séjourné quelques jours chez NONI, BOUYER est parti pour TOULOUSE, où il était hébergé chez Mr BEGUE, Nickelage, chromage orfèvrerie. Il y est resté plusieurs jours, et il ~~XXX~~ a été rejoint par "Xavier". Tous deux ont organisé le secteur de TOULOUSE. C'est moi qui ai ramené LEFEVRE d'ESPAGNE. Je l'avais conduit à PAU chez DESPAUX qui a assuré son transport jusqu'à TOULOUSE. Je vous précise que je n'ai pas pris LEFEVRE en ESPAGNE, mais à CAMBO chez le Docteur TARDIEU."

"BOUYER est parti dans l'Ariège, où il s'est mis en rapport avec un nommé BALANSAC, délégué U.D.C.A. Départemental. Pendant cette période, il y a eu un attentat à FOIX qui a été commis par BOUYER ou par des éléments locaux placés sous ses ordres."

"Au moment des manifestations paysannes en Bretagne, BOUYER et LEFEVRE se sont mêlés au Mouvement et ont pris la parole dans des meetings improvisés en plein air. Des confidences même de LEFEVRE il résulte que tous deux auraient pris contact avec le leader paysan LE GOENEC, et ils seraient tombés d'accord pour faire coïncider en septembre la recrudescence des manifestations paysannes avec une série d'attentats au plastic. LEFEVRE m'a raconté cela après son retour à CAMBO dans la première semaine d'août.

Il était venu dans cette localité pour préparer un nouveau voyage en ESPAGNE, dont le but était de regrouper BOUYER, ORTIZ, RONDA et LAGAILLARDE. Il devait également chercher du plastic. J'ai appris par un contrebandier qu'il devait passer une tonne de plastic pour le compte de LEFEVRE. Je ne sais pas si l'opération a été faite."

"Le lendemain de l'arrestation d'AZOULAY, activiste connu, BOUYER est reparti sur PAU. Il a été réceptionné par CAHUZAC qui l'a caché à ARZAC, chez deux vieilles filles de soixante ans environ dans la rue principale en venant de PAU, dans une jolie petite maison, la deuxième ou la troisième après le poste Schell. Avant le départ pour PAU, le vendredi 11 août, BOUYER avait fait la connaissance, par mon intermédiaire de Jean-Jacques DUPONT, qu'il connaissait déjà, et de deux sergents parachutistes, COLLIGNON et VAROQUAUX. J'avais emmené ces trois jeunes gens au ToKy-Ona à Cambo. BOUYER les a incités à l'action directe. Il a été question de plastic. Les deux parachutistes et Jean-Jacques se sont montrés réceptifs."

"Le samedi 19 août, le docteur DIEUDONNE est venu me rendre visite pour me signaler la turbulence de Jean-Jacques, qu'il voulait éloigner d'ARBONNE, car il parlait trop. Le dimanche 20, j'ai conduit Jean-Jacques chez CAHUZAC à PAU, qui l'a piloté à ARZAC au

lieu de refuge de BOUYER. A cette occasion, je suis monté dans la chambre occupée par ce dernier, et j'ai constaté la présence dans cette pièce d'un poste de radio équipé de nombreux fils. Je ne sais pas s'il est émetteur récepteur, mais je sais qu'il écoute constamment les émissions des services de police. Je lui ai pris à cette occasion une lettre qu'il destinait à LEFEVRE. Je l'ai transmise par un espagnol."

"Le 16 août, j'étais en possession des instructions de BOUYER relatives à l'attentat que je devais organiser contre l'appartement de Mme PATIN à BIARRITZ. J'ai rendu visite à Maître RIBETON, avocat à BAYONNE, qui la veille était venu m'informer qu'une série d'explosions devait avoir lieu au cours de la nuit du 17 au 18. Au cours de cette visite, RIBETON m'a demandé de trouver un objectif sur HENDAYE. Ma réponse a été négative. Auparavant cet avocat m'avait déjà demandé de provoquer une explosion contre le domicile ou le véhicule du colonel MOULIE Commandant les parachutistes de BAYONNE. Il prétendait que cet officier était gaulliste."

"Lors de la visite à RIBETON, je lui ai montré des instructions que j'avais reçues de BOUYER au sujet de PATIN. DE GOROSTARZU se trouvait avec RIBETON dans son cabinet. La question d'une série de plasticages a été abordée. Il me l'a présentée sous la couverture de l'armée, qui se regroupait au sein de l'O.A.S. avec des éléments nouveaux, notamment dans les 20 départements de la zone sud, de Perpignan jusqu'à Bordeaux. DE GOROSTARZU a précisé qu'il avait son objectif, lignes électriques, pylônes ou transformateurs. D'après RIBETON, il ne disposait pour son secteur que de quatre kilogs d'explosifs."

"Effectivement, au cours de la nuit du 17 au 18 août, il y a eu plusieurs explosions dans notre région qui ont toutes été réalisées par les militaires. Le Sergent COLLIGNON connaît les auteurs des attentats d'URT, et de DUSSARAT à BAYONNE. D'après J.J. DUPONT, l'attentat de LA REUNE est également le fait des militaires."

"Le lundi 21 août, RIBETON est venu me rendre visite pour me donner rendez-vous pour le soir. Il voulait me mettre en rapport avec deux officiers. Je rectifie, à la réflexion, c'est le mardi 22 août que ces faits se sont passés. Nous devions ensemble assister à une réunion projetée à l'hôtel Continental, dans un appartement du 4^e étage, chez un Monsieur dont j'ai oublié le nom, mais que je suis susceptible de retrouver. Comme convenu à 22 heures 30, je me suis rendu à l'endroit indiqué, où j'ai retrouvé Maître RIBETON, DE PEYRECAVE, le capitaine MATHIEU, un autre officier dont je ne connais pas le nom, et le propriétaire du local. Il a été question de la réalisation de l'unité d'action entre civils et militaires. J'ai cru comprendre que le Capitaine MATHIEU était l'organisateur de l'O.A.S. au sein de l'armée, pour le sud-ouest, et même peut-être pour une région plus vaste."

"Au cours d'une conversation que j'ai eue avec BOUYER le jour où j'ai accompagné DUPONT à ARZAC, j'ai appris que BOUYER avait rendez-vous avec deux officiers, dont le capitaine MATHIEU pour le jeudi suivant à ARZACQ. Je devais recevoir des explications supplémentaires du Capitaine MATHIEU sur l'Unité d'Action entre civils et militaires. Je devais me rendre au domicile du Capitaine Mathieu qui demeure au N° 3 dans une rue en face l'Hôpital, le mercredi à 18 heures 30. C'est Maître RIBETON qui avait pris ce rendez-vous pour moi; et il devait même m'accompagner. Je n'ai pu m'y rendre, puisque vous m'avez appréhendé au cours de la journée."

"J.J. DUPONT est arrivé un matin dundébut juillet chez Mr HIRIART, mon voisin que j'ai utilisé comme boîte postale. Il a été dirigé sur mon domicile. Il m'a dit qu'il venait de la part du Docteur GOUTEREAU d'ANGOULEME. Comme mot de passe, il m'a dit que c'était lui qui m'avait amené "Xavier" quelques jours auparavant. Je l'ai conduit chez le docteur DIEUDONNE à CAMBO, qui l'a placé chez Louis HIRIART, où il a fait la connaissance de COLIGNON et de VAROQUAUX. HIRIART était fatigué de voir le garçon chez lui et il l'a confié au docteur Dieudonné qui l'a lui-même envoyé à ARBONNE chez le curé."

"Quand J.J. est arrivé chez moi, il m'a déclaré qu'il avait commis des attentats au Nord de Bordeaux et au Sud de la Loire. Il devait d'ailleurs après un de ces attentats, se réfugier chez un ancien député poujadiste, Mr CUICCI, mais ce dernier ne lui a pas ouvert la porte. Je crois me souvenir, sans pouvoir l'affirmer qu'il s'agissait de la Préfecture d'ANGOULEME. C'est à la suite de cette affaire qu'il est venu chez moi."

"A Bordeaux, je sais que le pied à terre de LEFEVRE est chez un nommé ESPOSITO épicier, mais je ne sais rien de précis sur l'activité de cette homme. Je sais seulement qu'il s'agit d'une personnalité importante au sein du mouvement."

"D'après les confidences que j'ai reçues de BOUYER c'est lui-même qui aurait organisé les deux attentats du palais Bourbon, celui commis dans les waters en 1957 et celui de l'hiver dernier. J'ai su également de lui-même que l'attentat de Saint CE-RE a été commis par ~~XXX~~ des gens des équipes de BOUYER, car avant même cet attentat, il m'avait averti qu'il voulait lui "souhaiter sa fête", qui avait lieu le 15 août."

"Je suis en mesure de vous citer les boîtes à lettres de plusieurs personnes qui sont impliquées dans cette affaire: Pour CAHUZAC; Mr SABOULARD, mécanicien dentiste 25 rue Montpezat à PAU (sous double enveloppe au nom de Paul CHABRARE) Pour M^{me} MEYRONNE; M. RAYNAL, cuisinier de l'Hôtel de France à Mont de Marsan (Double enveloppe pour "Tisane") Pour BOUYER: Agence BORDEZ à MOISSAC (Claude GELEE)

Garage Poids-Lourds JAYAT à ANGOULEME, Lieu-dit: "PORT L'HOUMEAU"

"Le costume actuel de BOUYER est un compot de garde-chasse beige, avec de larges poches rapportées. Il est coiffé d'un large béret hasque."

"Il a été distribué dans les casernes et parmi la population civile, un tract anti-gouvernemental violent, qui est signé "Colonel COLAS" Chef de la subdivision sud-Adour. En réalité le personnage qui utilise ce pseudonyme est Mr DAVID, associé de Mr MONNENGER, Conseiller Juridique à BIARRITZ. C'est lui-même qui les tire, je crois, sur une ronéo."

Lecture personnellement faite, persiste et signe

~~XXXXXXXXXX~~ Les Officiers de Police

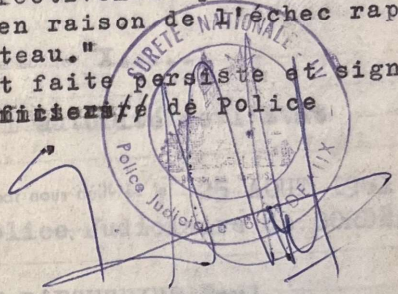
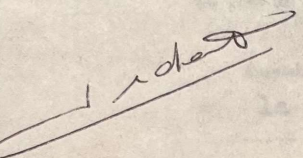
Indant



Après lecture faite et signature et serment préalablement prêté,
VIDART D'EGURBIDE ajoute: à 23 H 30:

"Selon les confidences qui m'ont été faites par le Docteur GOUTAREAU, alors que je revenais d'accompagner "Xavier" à CAMBO, le Capitaine BORDEAUX, alias "Xavier" avait préparé un chalutier de BREST pour l'envoyer dans le sud de l'Espagne prendre LAGAILLARDE pour le débarquer en Algérie lors du Pusch. Il m'a même précisé que ce bateau était effectivement parti, mais qu'il n'avait pu mener sa mission à bien en raison de l'échec rapide du Mouvement. J'ignore le nom du bateau."

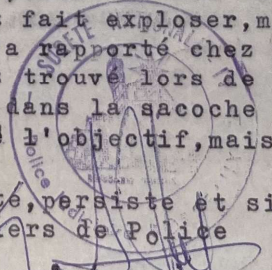
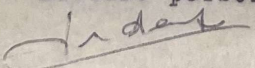
Lecture personnellement faite, persiste et signe
Les Officiers de Police



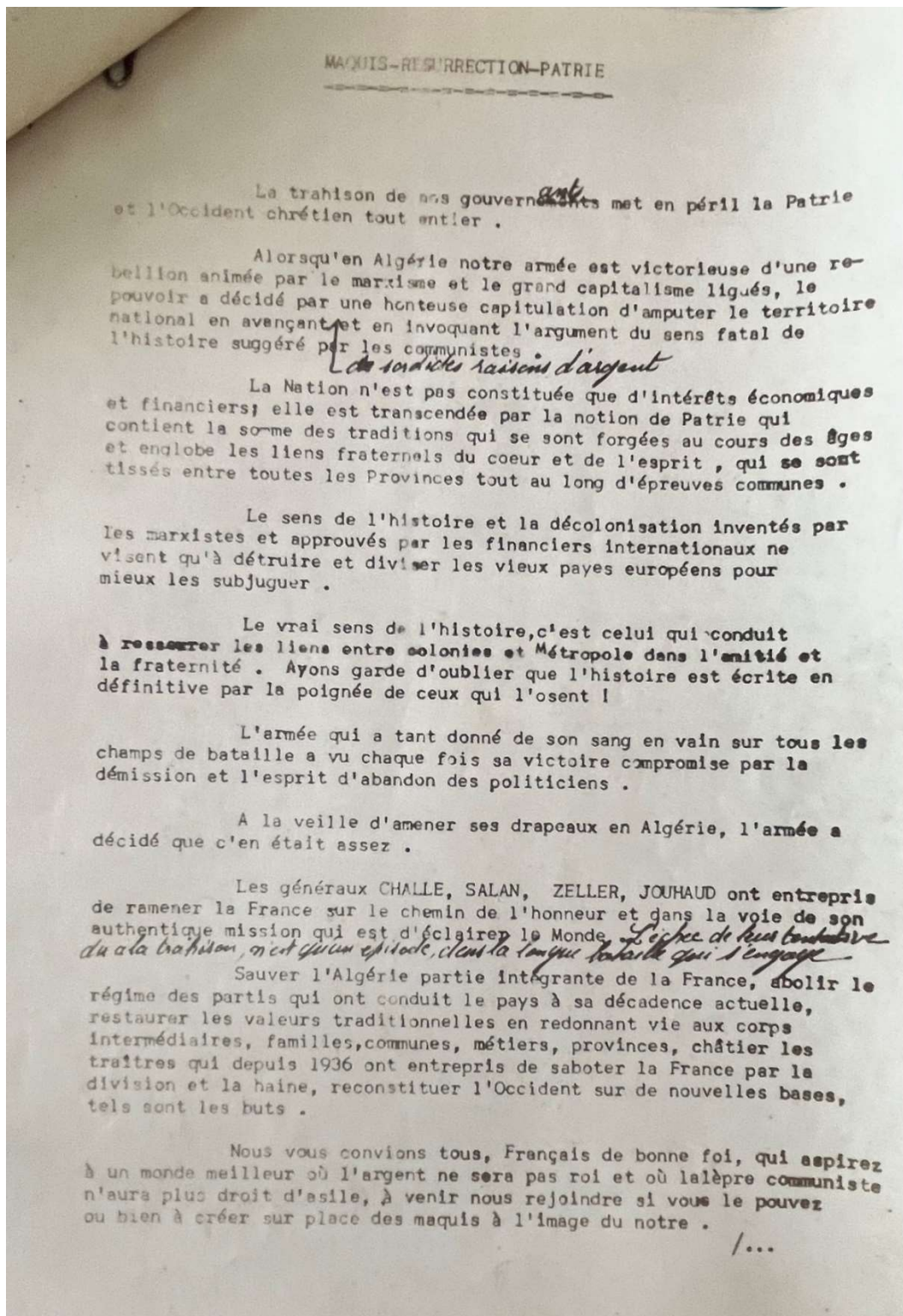
De même suite, et après lecture faite et signature, à 23 H 50,
et serment à nouveau préalablement prêté, VIDART D'EGURBIDE
déclare:

"J'ai omis de vous dire qu'il est bien exact que c'est moi qui ai fourni l'explosif qui a servi à faire sauter le pylône électrique de Saint PEE sur NIVELLE. Ce sont les nommés Jean-Jacques DUPONT, COLLIGNON et VAROQUAUX qui m'ont déclaré le 11 août qu'ils voulaient "faire sauter quelque chose" et m'ont demandé de leur procurer l'explosif. J'ai accepté et dans les jours qui ont suivi, je me suis mis en relations avec un espagnol qui travaille dans des carrières. Quelques jours après il m'a apporté lui-même chez moi cinq paquets d'explosifs. Je ne les ai pas regardé de près, car ils étaient contenus dans une poche en cellophane, et je ne puis vous dire s'il s'agissait d'explosif français ou espagnol. Le paquet pouvait peser 2 Kg 500 ou 3 Kg environ. Il y avait également des détonateurs et des morceaux de cordons détonant, mais je ne puis vous en préciser ni le nombre ni la longueur, car je ne l'ai pas regardé. Je sais que j'ai payé ce paquet 4.000 anciens francs, ce qui m'a fait penser qu'il s'agissait de matériel volé, car je ne l'ai pas trouvé cher."-----
-----"Le 17 août je les ai revus, comme je vous l'ai longuement raconté, et je leur ai remis ce paquet. Par la suite Jean-Jacques m'a raconté qu'ils avaient accompli la mission à eux trois mais que, étant repassé sur place le lendemain, il avait constaté que le pylône n'était pas tombé, aussi, comme il lui restait un paquet d'explosif, il l'avait rajouté, et fait exploser, mais le pylône n'était pas tombé quand même. Il m'a rapporté chez moi un morceau de cordon détonant, que vous avez trouvé lors de la perquisition, et un détonateur. Je l'ai déposé dans la sacoche dans le garage. "Ce n'est pas moi qui ai désigné l'objectif, mais eux qui l'ont choisi eux-même."

Lecture personnellement faite, persiste et signe
Les Officiers de Police

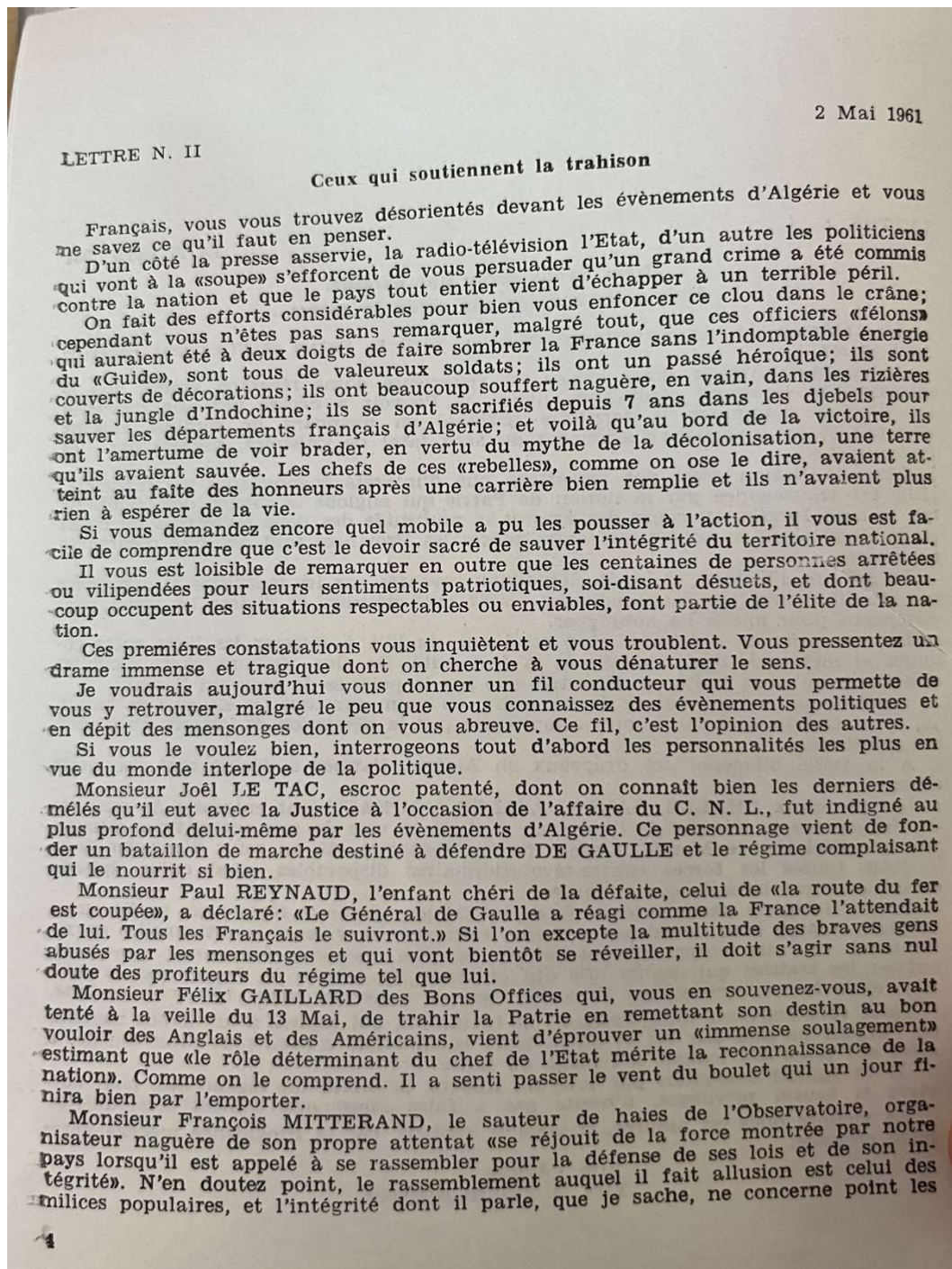


Annexe n°2 : Première lettre hebdomadaire du réseau Résurrection-Patrie, laissant apparaître les modifications de dernière minute à la suite de l'échec du putsch.



Issu de : AN, 5W/104, Exemplaire de la première lettre hebdomadaire de propagande du réseau, daté du 27 avril 1961

Annexe n°3 : fascicule publié par Lefèvre à l'automne 1961, reprenant toutes les lettres publiées par le réseau d'avril à juin 1961 :



départements d'Algérie: il doit plutôt s'agir de l'intégration de tous les Français à l'ordre nouveau que nous préparant les fascistes rouges.

Le P S U de MENDES, le bradeur au petit pied, annonce qu'il faut échanger les coupables et ouvrir la négociation.

Le P C publie qu'il faut députer sévèrement l'armée et la police, dissoudre sans retard la légion étrangère et toutes les unités mercenaires spéciales. Le peuple doit rester uni et continuer la lutte. Vous avez compris. Tous derrière De Gaulle l'empireur, le dislocateur de l'armée, le Kérensky qui met en place la future démocratie populaire en détruisant les forces nationales anti-marxistes.

Ne tirez surtout aucune conclusion de l'interdiction de telle ou telle réunion du P C ou de la saisie de tel ou tel numéro de l'Humanité; c'est un a-trappe-nigand destiné à la droite la plus bête du monde et en particulier aux lecteurs du Progrès. Les capitalistes et les technocrates par la voix du Centre National du Patronat Français ont confiance au chef de l'Etat et à son gouvernement pour assurer l'unité du pays et la sauvegarde de ses institutions. C'est-à-dire la sauvegarde des privilèges du grand capitalisme, afin qu'il puisse continuer à trafiquer en Bourse, à concentrer les moyens de production, à fermer les boutiques des petits commerçants, à chasser les paysans de leur terre, à fonctionnariser les médecins, etc...

Interrogeons maintenant les pays étrangers si achetés à demi par la France, les Anglo-saxons surtout, on le sait, du côté du pétrole saharien: ils excellent: la victoire de De Gaulle, c'est la défaite de la France, c'est la promesse de l'indépendance prochaine de l'Algérie, c'est-à-dire la possibilité de faire bientôt marcher sur le SAHARA, grâce à la création d'une Tunisie agrandie vers le Sud des puits de pétrole algériens et dont ils anéantissent l'économie.

Les Russes, quant à eux, pensent enlever la partie grâce au F. L. N. qu'ils déclarent; ils déclarent que des masses populaires françaises qui ont pris résolument la défense de la République avec le slogan «le fascisme ne passera pas» ont fait échec à l'aventure des ultra colonialistes et Varsovie ajoute: «la classe ouvrière ne refuse pas le soutien à de Gaulle». Le F. L. N. à Alger, la démocratie populaire à Paris, vont le maître coup que les marxistes se préparent à jouer.

Quand vous saurez que le G. P. R. A. de Messali Hardi se félicite de la défaite de l'armée française, que le G. P. R. A. prend nettement position contre Alger et pour Paris, que Ferhat Abbas a condamné les officiers factieux, que Yardi a dit que l'action du général De Gaulle rejoignant celle des nationalistes algériens, alors sans nul doute, VOTRE INQUIETUDE SE TRANSFORMERA EN STUPEUR.

Quand vous aurez appris que par décret le gouvernement installe le crime de non-dénonciation des patriotes et qu'en accord avec les réseaux communistes il vient d'ouvrir la chasse aux résistants, alors le MEPRIS VOUS MONTERA AUX YEUX. Si les escrocs, les profiteurs du système, les agitateurs, les prévaricateurs, les capitalistes, les marxistes, les égoïstes et les égoïstes, tels des cochons sur le cadavre de l'Algérie, félicitent De Gaulle d'avoir détruit l'armée, alors, c'est que le pays est en grave danger et que De Gaulle est un traître.

LETTRE N. III

Crime contre la Patrie

9 Mai 1961

Le 22 avril, l'armée s'est insurgée contre une politique d'abandon qui menace l'intégrité du territoire national. Comme le fait est d'une évidence crante et que l'on n'ose pas encore imputer à crime à l'armée d'avoir voulu conserver intact le sol de la Patrie, on préfère glisser sur un autre plan et l'accuser d'avoir voulu porter atteinte à la légalité républicaine, autrement dit d'avoir baïonné l'autorité légitime de De Gaulle et de son gang politico-financier.

On essaie, par avance, de donner aux chefs militaires qui ne se sont encore pas dévoués, une sorte de complexe de culpabilité afin de décourager toute tentative nouvelle. On veut les persuader que le rôle essentiel de l'armée est de défendre le régime en place. Et c'est pourqu'on, la presse asservie fait ces temps-ci de longs développements sur le devoir d'obéissance du soldat.

«L'armée doit obéir sans discuter» dit-on — «quelques que soient les ordres donnés; c'est là, certes, sa servitude, mais aussi sa grandeur» rajoute-t-on car il y a une réelle grandeur à exécuter sans réfléchir sans discuter sans protester.

On espère ainsi, grâce aux sentiments sublimés, nous empêcher de ressentir tout ce que cet argument peut avoir de faux et de pernicieux. Il est d'abord bien piquant que l'homme qui fait soutenir cette argumentation par ses valets, à on benêtise exclusif, soit justement celui-là même qui, en juin 1940, avait déjà demandé à l'armée française de désobéir à ses chefs d'alors, sous le prétexte qu'ils avaient accepté l'atténuante portée à l'intégrité du territoire national. Ce qui était vrai hier ne le serait-il plus aujourd'hui?

Nous pourrions facilement ironiser; mais entrons plutôt dans le vif du sujet. II est outrageusement faux de prétendre que l'armée doit obéir au régime en place «parade sic cadaver» (comme un cadavre), quels que soient les ordres et les circonstances.

Qu'une troupe mercenaire tels les CRS, soit tenue à défendre le Pouvoir en place, cela est indiscutable, car cette troupe est payée pour ce travail. Mais il serait d'autant plus absurde d'étendre cette conception à l'armée tout entière, car l'armée nationale n'a à protéger ni un homme ni un régime; sa vocation première et naturelle, c'est la défense du territoire contre tout ce qui peut menacer son intégrité. Elle n'est ni l'armée personnelle d'un homme, ni celle d'une équipe, elle est l'armée de la Nation.

Lorsque le pouvoir en place joue son rôle normal de coordinateur de la défense du sol national contre toute attaque émanant de l'extérieur (agression étrangère) ou de l'intérieur (5^{ème} colonne rouge), l'accord est parfait entre le pouvoir qui assume ses responsabilités, l'armée nationale qui remplit pleinement sa mission, les troupes mercenaires qui protègent l'appareil de l'état et les citoyens eux-mêmes qui se sentent défendus.

Mais quand le Pouvoir manque à sa mission qui est d'organiser la défense du pays, l'armée nationale a le devoir légitime de s'insurger contre l'autorité de l'état et de se substituer à lui pendant toute la période de danger.

Or, les récits développés politiques montrent, à l'évidence, que De Gaulle a trahi la Patrie en décidant l'abandon de 13 départements français à la subversion de l'ennemi F L N, alors que l'armée était victorieuse sur les champs de bataille. Dès lors, l'insurrection de l'armée n'était pas seulement justifiée et légitime, elle s'imposait comme un devoir sacré.

Mais depuis le 22 avril, il y a beaucoup plus grave: la trahison du Pouvoir devant l'ennemi F L N se double d'un crime contre la Patrie.

De Gaulle et son gang, refusant de s'incliner devant une juste révolte, ont osé utiliser, dans une ultime manœuvre diabolique, leurs troupes mercenaires contre l'armée de la France; les CRS avaient l'ordre d'ouvrir le feu; les unités qui se battent en Algérie contre les fellaghas n'ont pas voulu tourner leurs fusils contre des gens qui pour mercenaires qu'ils soient n'en demeurent pas moins des Français; l'insurrection a été vaincue de ce fait, mais elle est sortie grande de l'épreuve. Le drame qui se joue actuellement dans la conscience des soldats se résoudra certainement par une unité et une détermination encore plus grandes contre la trahison.

De Gaulle et son gang, sentant leur échapper le consensus populaire, s'appuient désormais sur les forces subversives communistes et en collaboration avec elles, organisent la chasse aux patriotes, tandis qu'en Algérie même ils font faire par le contingent, lutté par une propagande dissolvante, un véritable travail de Gestapo contre des gens dont le seul crime est de vouloir rester français.

Le 13 mai 1958 le Pays s'était retrouvé uni pour la défense de l'Algérie française.

de Français d'Algérie tout simplement parce que cela est une conséquence du plan qu'il s'est forgé une fois pour toutes depuis plus de 20 ans. Les cimetières on repoussent les chers disparus, les Eglises qui témoignent que cette terre est chrétienne, les villes et les villages bien de chez nous édifiés peu à peu dans la pierre et la joie des hommes, la glèbe fécondée par la sueur de plusieurs générations, les radieux matins de printemps sur une terre ensolleillée, l'envivrant parfum de la fleur d'orange qui plane sur la plaine, les pins, remplis du chant des cigales, qui descendent à la rencontre d'une mer au bleu-de-nulle-part, toutes ces choses inestimables ne sont que greffées dans le déracinement de SA vision du monde.

Car il ambitionne d'attacher son nom à une oeuvre grandiose dont l'histoire parlera à jamais, fût-ce en provoquant le malheur de sa Patrie d'Empire de Napoléon le Petit, il rêve d'être appelé l'émancipateur des Peuples et le Père des Nations.

Et c'est là que, par une étrange rencontre, il a trouvé le soutien du monde capitaliste. En effet, les financiers estiment qu'il est intelligent et rentable d'accorder l'indépendance politique aux vieilles colonies de l'Europe tout en conservant en mains les leviers économiques et en particulier les ressources énergétiques. Ils pensent ainsi continuer à réaliser de bonnes affaires tout en édulcorant les obligations sociales des pays européens à l'égard des populations d'outremer qui, pour avoir versé l'impôt du sang et avoir vécu une longue vie nationale commune, ont droit à notre leur sollicitude. Mais les récents événements n'ont-ils pas démontré d'une manière irréfutable que lorsque l'on perd les leviers politiques l'on ne tarde guère à perdre les leviers économiques? Une Algérie indépendante liée à la France par des accords sans cesse remis en question ne resterait pas davantage sous son ombre tutélaire que l'Indochine de Bao-Dai, que la Tunisie — de l'autonomie — interne, que le Maroc-de-l'interdépendance.

Plus récemment encore le chaos congolais ne ventrili pas de nous révéler combien le calcul des capitalistes est faux, dans la mesure même où peut s'exercer la démagogie soviétique? Déjà le dollar ne fait pas le poids devant la subversion

En 1945 DE GAULLE avait pris le pouvoir grâce aux communistes; en 1958 les puissances financières estimèrent qu'il était l'homme de leur politique et l'appuyèrent de toutes leurs forces. Et c'est ainsi que, depuis lors, la France Gaulliste vit à l'honneur de la banque Rothschild et que les paysans, les commerçants, les petits industriels et ceux des professions libérales sont concentrés, fonctionnaires, bureaucrates par les trusts monopolisateurs et réduits chaque jour davantage à l'état de ruminés matricules de la machine capitaliste en attendant de devenir les robots de la fourmière soviétique.

Des que DE GAULLE eut accédé à la tête de l'Etat, grâce à l'action de l'armée et des patriotes, avec la bénédiction de Rothschild si j'ose dire, et dans un grand élan d'humanité nationale autour du concept de l'Algérie terre Française, il entreprit méthodiquement, par un lent travail de démolition qui en trois années devait conduire la nation à la situation critique qu'elle connaît actuellement. C'est dans cette oeuvre de destruction du prodigieux capital d'achèvement de l'œuvre de foi en l'avenir, constitué le 13 Mai, qu'apparaissent le mieux les aspects fondamentaux du caractère de Charles DE GAULLE: la duplicité, l'extrorénaire aptitude aux mensonges et aux voies tortueuses, le manque absolu de scrupules, la malhonnêteté intellectuelle et par-dessus tout l'art scabreux de susciter la division nationale entre l'Algérie et la Métropole retrouvées unies et ayant voté d'un élan au référendum de 1958 pour l'homme qui semblait incarner alors la résistance à l'abandon, tandis qu'une majorité de députés se faisaient élire sur un programme de maintien de la souveraineté française en Algérie. DE GAULLE veut alors cesser qu'il est détruit elle unie; après avoir magnifié la plus grande France, de Dunkerque à Tamanrasset le 6 Juin à Orlan et Mostaganem, il se parlina le 17 Septembre 1959, fit passer le Parlement au référendum de Janvier 1961, il prétendit que la nation avait entériné le largage de l'Algérie.

Au lendemain du 13 Mai, les européens et les musulmans avaient claudé leur commun amour pour la mère-patrie dans la fraternité retrouvée. Il fallait donc de

truire à tout prix une cohésion qui ne pouvait que retarder l'opération d'abandon. Les services de la délégation générale avec messieurs DELOUVRIER, CUDIER et le COUP DE FEU ont tiré les mérites de l'indépendance et en assortissant au besoin ces suggestions de menaces et de pressions morales; ils firent tant et si bien que durant les journées de novembre et de décembre 1960 encouragés par certains officiers SAU dont entre autres le capitaine DE GERMIGNY, l'on vit éclore les premiers F L N sur les Casbahs et l'on entendit les manifestants crier à loisir leur amour pour l'Algérie et l'on ne put pas participer aux émeutes, l'on en tira argumentaire au gouvernement français pour déclarer que la preuve était faite de l'incapacité de l'Algérie à assurer la promotion sociale, et détruite définitivement la force communautaire qui avait été un outil incomparable pour promouvoir la fraternité entre les belles; elle avait accompli sa tâche avec coeur, compétence, efficacité; elle avait préservé l'Algérie, ce que le Pouvoir lui-même dut reconnaître récemment en avouant que les bandes F L N étaient détruites et que la rébellion n'existait plus en tant que telle militaire. Il fallait donc se résoudre à casser au plus vite cette armée qui faisait du si bon travail et qui refusait de renier son serment du 13 Mai, mettait obstacle à l'abandon pur et simple de 13 départements français.

On encouragea les innombrables campagnes défrayées de la presse progressiste et des partis de gauche trop contents de voir faire, à leur place, par DE GAULLE, ce travail de pourissement de la France.

On permit l'implantation de cellules communistes dans les unités du contingent afin de détruire le ressort moral de l'armée; l'ouvrage fut bien fait, car lors des journées insurrectionnelles d'Avril les drapeaux rouges fleurirent dans les casernes et l'on eut le terrible spectacle d'officiers menacés par les mitraillettes de leurs soldats.

Mais cela ne suffisait encore pas. Le F L N était militairement battu contre le désir de Paris; on lui donna donc sa chance sur le plan terroriste en ouvrant largement les camps de détenus, dont un officier supérieur a pu dire un jour qu'ils étaient les «séminaires» de la rébellion, et en truant les écoles et les centres sociaux d'individus dont on connaissait parfaitement les attaches avec les Fellaghas.

Mais ce ne fut pas tout. On lui redonna dans le même temps son blason en lui concédant une stature internationale croissante dans la mesure même où sa puissance de feu s'amoindrisait; ses chers tout d'abord considérés comme des égoïstes du ressort de la cour d'assise, furent bientôt prêts à des conversations amicales à condition de laisser leurs couteaux au vestiaire, puis rapidement supplésés de venir avec leurs couteaux. Aujourd'hui on va traiter avec eux à EVIAN de puissance à puissance.

Lorsque l'armée fidèle à son rôle normal de défenseur de l'intégrité du territoire national, eut décidé le 22 avril que c'en était assez, DE GAULLE et son état-major couvrirent soudain leur solitude: les financiers et les petits barons U N R du régime ne leur parurent pas une protection suffisante et ils firent appel aux milices rouges et aux «soviets» des casernes. Avec leur aide ils ont pu provisoirement mater le surcoat patriotique de l'armée; ils s'emplirent maintenant à sacrager dans un concert d'applaudissements marxistes, ce parfait fer de lance que constituent les unités parachutistes. Désormais la voie est libre pour la commutation de la France.

Français, si vous voulez survivre, il va vous falloir bientôt choisir. Ou bien vous resterez dans le camp communiste ou bien vous rejoindrez les patriotes et l'armée, le jour de la grande confrontation. Soyez en convaincus, DE GAULLE elle maudite ne peut plus être le guide et le rempart de la Nation.

LETTRE N. V

25 mai 1961

Aux lecteurs du Figeo

Continuant notre oeuvre de désintoxication contre les mensonges de l'information dirigée, nous voudrions aujourd'hui faire toucher du doigt aux lecteurs du Figeo et plus généralement aux bougres français certaines vérités méconnues qui ne manquent pas de les intéresser vivement.

Au risque de fâcher certains, nous n'hésitons pas à affirmer que DE GAULLE est l'instrument d'un double complot: le complot capitaliste et le complot marxiste. De cela nous allons apporter la preuve et montrer les conséquences. Les capitalistes et marxistes ont inventé la décolonisation pour dépouiller les nations européennes de leurs ressources en matières et amoindrir leur puissance dans le monde.

Les financiers internationaux, parmi lesquels on trouve certains gros capitalistes français bien oubliés de leur patrie, estiment que le monde doit être dirigé par la main de plus de dix milliards de personnes qui disposent de la puissance financière et industrielle. Ils pensent que le point de l'indépendance aux anciennes colonies n'empêche pas de les maintenir dans l'assujétissement économique. Selon eux, la formule d'indépendance politique dans l'association économique offre un double avantage: continuer d'exploiter les populations sous-développées. D'autre part, la décolonisation en privant les pays d'indépendance de la protection de leurs anciennes métropoles dont certaines, telle la France, tel le Portugal, furent toujours très humaines, les rend beaucoup plus vulnérables à l'imperialisme du dollar. Mais le calcul des financiers est-il tellement judicieux?

Car les marxistes pour leur part pensent être les gagnants de la décolonisation. Dans une première phase ils hument avec les leurs capitalistes et aident activement les nationalistes d'outremer à acquiescer leur indépendance, en structurant leurs organisations de combat en leur fournissant des moyens matériels ainsi qu'un soutien international. Une fois l'indépendance arrachée de haute lutte, grâce à leur intervention directe et grâce au cours de laquelle ils dressent les populations d'indépendance phase de leur plan, celle au cours de laquelle ils dressent les populations d'indépendance à leurs misérables, doublement misérables, par suite des troubles de la décolonisation phase nationaliste, c'est la phase révolutionnaire qui débouche sur la décolonisation populaire. Tel est le processus qui s'est déroulé en Asie et qui se développe présentement en Amérique latine et en Afrique.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer le problème algérien. Les capitalistes croient pouvoir éluder les charges de l'émancipation et de la promotion des masses musulmanes, grâce à l'indépendance de l'Algérie, tout en conservant les leviers économiques. Le P L N et ses amis russes et chinois peuvent certes se permettre de déceper le processus de l'indépendance avec association économique, car ils savent bien qu'ils n'auront aucune difficulté pour passer très vite à la réalisation de la deuxième étape de leur plan, l'échappatoire révolutionnaire. Et par-delà la comminatoire de l'Afrique du Nord, c'est le sort et au Sud l'Europe entière qui est en cause. Une Algérie indépendante, c'est une France en proie à la guerre civile que nous préparant les marxistes.

DE GAULLE et son gang politico-financier, en se faisant l'instrument des visées capitalistes, préparent le règne mondial du marxisme. Ils méconnaissent les intérêts les plus vitaux du pays et devenus les complices de l'étranger ils sont coupables du crime de haute trahison.

Mais a-t-on suffisamment songé

11

France réduite à l'hexagone national, au moment même où elle se trouve en pleine expansion démographique?

Une Afrique communisée ou tout simplement en proie à l'impérialisme américain serait une Afrique perdue pour tant de nos usines qui ne tournent que pour elle et tant de nos ports qui ne vivent que par elle. En outre l'abandon des ressources énergétiques sahariennes, au moment où nous allons pouvoir bénéficier de nos immenses efforts, nous obligerait à nous les procurer à l'étranger au prix de nos économies en devises.

Enfin si l'on réagine à s'attarder au destin lamentable d'un trouseau humain de deux ou trois millions de français musulmans et chrétiens quittant leur pays natal pour se reconstruire en métropole, a-t-on pensé également aux troubles multiples qu'entraînera leur venue? Car ces hommes courageux au travail, dynamiques et pleins d'esprit d'entreprise, qu'ils soient médecins, avocats, commerçants, petits industriels, agriculteurs ou ouvriers, sauront se faire, la rage au cœur, une large place au soleil au détriment, n'hésitons pas à le dire, des métropolitains eux-mêmes. Ne serait-il pas plus intelligent de les aider à conserver leur pays natal? De plus on peut affirmer, n'ont pas leur place dans une Algérie indépendante, pas plus que ne l'ont eue ceux d'Indochine, ceux de Tunisie ou ceux du Maroc.

Triste époque que celle que nous vivons! Les patriotes sont inquiétés, persécutés: l'élite de l'Armée passe devant les tribunaux d'exception pour avoir voulu défendre l'intégrité du territoire; crier Vive la France ou Vive l'Armée devient séditieux; tout cela dans le temps où un régime de collabos s'apprête à brader 13 départements français, en parfaite entente avec les ennemis de la Patrie.

Puisqu'il n'est plus possible de manifester son patriotisme sans être pourchassé par la Gestapo gaulliste, le temps est venu de la résistance clandestine à l'oppression et à la trahison.

Puisque tous les moyens d'expression sont aux mains des collabos ou contrôlés par eux, comment protester, comment manifester son opposition sinon par des actions violentes?

LETTRE N. VI.

1 Juin 1961

Après DE GAULLE, qui?

Les bougres de notre pays veulent se persuader à tout prix que DE GAULLE est le crépuscule de la Nation, seul capable de leur éviter les effres de la guerre civile et de leur permettre de jouir d'une inaltérable «douceur de vivre». En conséquence de quoi, ils en arrivent par une pente toute naturelle issue de leur manque de esprit critique, à s'associer aux traîtres et à maudire les patriotes hircides qui osent s'attaquer à DE GAULLE, troublent leur perspective de bonheur. La politique de l'autruche offre peut-être des mirages de sécurité et de quiétude, tout comme la drogue, cependant elle n'empêche pas de se produire l'indéfectible enchevêtrement des événements qui précipitent actuellement notre pays à la ruine et à l'esclavage communiste.

Nous avons suffisamment démontré dans nos précédentes lettres que loin d'être un rempart, DE GAULLE était le canal par où passaient la trahison et le mal, dislocateurs de la France.

Si l'on consent, pour une fois, à regarder les choses en face on est bien obligé de constater qu'en trois années à peine DE GAULLE a brisé l'unité du pays: il a pratiqué une politique de saignée sociale qui dresse actuellement les petites gens, il a porté atteinte à l'intégrité du territoire national, il a détruit l'armée de la Patrie avec l'aide des milices populaires et des «soviets» des casernes. Il essaye

12

maintenant avec le soutien des marxistes d'encadrer l'opposition nationale. Vain-
quent, grâce à eux, du sursaut national du 22 avril, il s'est mis entre leurs mains
et sous leur étroite dépendance. Qui peut douter que les communistes attendent
que DE GAULLE ait honteusement capitulé à Evian, pour le balayer hienôt du
pouvoir en profitant de la vague des revendications sociales? Il n'est pas jusqu'à
l'Église elle-même qui ne soit divisée par les options temporelles gaullistes qu'on
lui doit prendre certains de ses prêches.

Ah! si l'Armée, véritable rumpel de la Patrie, est anéantie, si les patriotes
sont anéantis, qui donc va pouvoir demain s'opposer au coup de Prague communiste
qui se prépare? Sera-ce vous, petits bourgeois résignés, vicieux, toutes désertées
des lendemains qui ne chanteront pour personne? Sera-ce Rothschild ou bien les
petits barons de l'U. N. R.?

Ayez l'intelligence de comprendre que c'est tout votre mode de vie qui est en
jeu ainsi que l'avenir de vos enfants. Suivez DE GAULLE et vous aurez l'illusion
de gagner quelques semaines de tranquillité! Mais si vous voulez garantir les
années qui vous restent à vivre et le destin de vos enfants, aidez plutôt l'Armée et
les patriotes à sauver la Patrie!

Mais après DE GAULLE, qui? dit-on, de ci, de là, et naturellement la pro-
fessante officielle ne se prive pas de faire écho à cette inévitable question.
La France manquerait-elle tellement d'hommes? Les responsables, dévoués à la
chose publique et ayant le sens des responsabilités? Serions-nous tombés si bas
qu'après DE GAULLE, il n'y ait plus rien à espérer? En vérité est-il raisonnable
de suivre un homme quel qu'il soit? N'est-il pas préférable de travailler d'abord
pour un idéal, pour des idées, pour un programme? Car, n'en doutons point, les
hommes que nous destine la Providence se manifesteront dans l'action, ainsi qu'il
en a toujours été dans notre histoire.

Aussi le moment est-il venu de vous entretenir de ce que nous ferons, s'il plaît
à Dieu de nous récompenser de notre foi et de notre bonne volonté en nous donnant
la victoire:

- nous défendrons les traités.
- nous défendrons la Patrie.
- nous sauverons l'Algérie.
- nous assurerons la justice sociale.

Nous défendrons les traités:
Nous épargnerons les «amploistes», mais nous frapperons haut et fort: nous
serons implacables à l'égard de la poignée des saboteurs de la nation quel que soit le
poste de responsabilité qu'ils occupent dans la finance, l'économie, la politique,
la presse et l'information en général.

Nous défendrons la Patrie:
de toute notre âme et de toutes nos forces contre l'impérialisme de l'étranger,
quel qu'il soit et contre la subversion de la 5^e ème colonne rouge.

Nous sauverons l'Algérie:
Mais notre nationalisme ne nous empêchera pas de réaliser autour du noyau
latino-germanique une Europe des Patries capable de lutter contre l'invasion Russe.

Nous assurerons la justice sociale:
en brisant les structures capitalistes qui visent à asservir l'homme au veau
d'or et en les remplaçant par un ordre nouveau communiste.

Nous mettrons au pas les fédéralistes financiers, nous les deux aspects qu'elle
présente, économique et politique: barons, trusts, monopoles, partis politiques.
Nous reconstruirons un ordre nouveau communiste basé sur les réalités
vivantes que sont les corps intermédiaires: familles, métiers, communes, provinces.
Cela impuque:

Sur le plan politique et humain:

- la restauration des notions de dignité humaine, de primat de l'homme
sur la matière, de responsabilité, de hiérarchie, d'autorité, de devoir.
- la définition et le respect des libertés fondamentales.
- la réforme de l'enseignement pour une véritable liberté de la Fran-
ment et pour une politique sociale qui réponde aux innombrables besoins de la Fran-
ce moderne.
- l'association de la jeunesse à la vie politique et économique et
social.
- l'élargissement des libertés communales.
- la représentation des communautés naturelles par la canal d'assem-
blées professionnelles et d'assemblées territoriales issues des communes, assem-
blées dans lesquelles les partis politiques n'auront plus place.

Sur le plan économique.

- définition d'une économie non pas concertée dans les officines des
technocrates, mais d'une économie vivante et populaire forgée avec la collabora-
tion des assemblées professionnelles et la participation de toutes les couches sociales.
- déconcentration de l'industrie et de l'agriculture en faveur des petites
et moyennes entreprises, afin de redonner vie aux provinces.
- attribution d'un salaire de dignité et d'un salaire familial décent pour
tous les travailleurs, sans préjudice d'une participation aux fruits du développement
de la richesse nationale.
- établissement de la parité entre les prix agricoles et les prix industriels.
- meilleure répartition du pouvoir d'achat entre tous les Français.
- réforme monétaire qui rende impossible l'emprise des grandes banques.
- réforme fiscale pour une plus juste répartition de l'impôt.
- réforme du crédit en faveur des petites et moyennes entreprises.
- réforme des circuits de distribution pour une meilleure répartition de
la production et contre l'étatisation et la monopolarisation.
- réforme de la loi sur les sociétés anonymes pour abolir l'emprise des
trusts financiers.
- réforme de la sécurité sociale pour que cessent les énormes gaspil-
lages de cette institution.

Le Programme est vaste, il concerne toutes les structures de la Nation. Pour
certains grands privilégiés il peut paraître dur, mais il est humain, juste et social
pour la presque totalité de la population. C'est à se prix que nous nous sauverons
tous, si Dieu veut, de l'esclavage communiste et de la domination capitaliste.

LETTRE N. VII

8 Juin 1691

La Tragédie qui se prépare.

Beaucoup de mètres Français se sont réjouis à l'annonce de la trêve unilatérale:
elles ont pensé que la guerre d'Algérie allait sur sa fin, que leurs enfants ne
risquaient plus rien et qu'ils seraient bientôt de retour à la maison.
Quelle erreur que la leur! Je prends la responsabilité de les tourmenter, en les
prévenant que jamais leurs enfants n'ont été autant en danger, et cela, par la
volonté délibérée d'un seul homme, insensible aux sentiments humains, fermé à
tout raisonnement, oublieux de ses devoirs d'État et traitre à sa patrie.

En 1958, nous ne risquions qu'un Dien-Bien-Phi diplomatique; aujourd'hui c'est
vers une effroyable Saint Barthélemy que nous nous acheminons.
Si les Français n'avaient point été avertis de tant de mensonges, ils pourraient
prendre une juste mesure du problème algérien, tel qu'il se présente dans la réalité:

— neuf millions de musulmans qui aspirent certes à la paix, mais à une paix française, à condition que la France veuille bien rester.

— un million et demi d'Européens Français, auxquels l'indépendance de l'Algérie ne laisserait que deux issues, aussi détestables l'une que l'autre: le statut d'apatride sur leur propre terre natale, avec tout ce que cela implique d'oppression, ou bien la condition d'exilé, avec tout ce que cela suppose comme misères.

— une armée de 200 000 hommes dont 50 000 soldats d'élite qui ont détruit militairement la rébellion et réussi la pacification par la fraternité et la promotion sociale.

— une armée auxiliaire de 200 000 harkis musulmans qui assurent la défense des villes et des villages du bled.

— en regard de cela, il y a le P. L. N. avec ses réseaux de terroristes et de tueurs et ses chefs réfugiés dans les palais de l'étranger, soutenus et entretenus par les Russes et les Américains.

Telles étaient, il y a peu de temps encore, les données fondamentales du Problème; et ces données conduisaient tout naturellement, vers la meilleure solution possible pour tous, celle de l'ALGERIE, province Française.

Mais DE GAULLE, instrument de la finance internationale était là pour imposer une Algérie politiquement indépendante mais économiquement liée aux trusts capitalistes.

Pour ce résultat, il lui a fallu bouleverser les données réelles du Problème, afin que ce qui existait n'existât plus.

Il fallait casser l'Armée trop efficace et fidèle à ses serments du 13 Mai. On laisse donc se développer dans les casernes la gangrène des cellules communistes; puis l'insurrection légitime du 22 Avril fournit l'occasion d'anéantir définitivement ceux qui voudraient faire passer l'honneur la discipline: des officiers supérieurs prestigieux condamnés à d'inévitables peines de prison — plus de 500 officiers emprisonnés ou chassés de l'Armée — des unités entières, parmi les plus valeureuses, dissoutes, une valse de mutations, pour défendre la Patrie, que les «quillards» du con- et il ne reste plus, désormais, pour défendre la Patrie, que les «quillards» du con- tagent aux ordres d'officiers loyalement fonctionnaires.

Il fallait casser la population autochtone d'Algérie qui se refusait à perdre sa nationalité: la Gestapo Gaulliste avec 30 000 gendarmes et CRS remplie à la réduire actuellement, tandis qu'une information dirigée étonne de ceux qui la

Pour réaliser l'indépendance, il fallait bien passer par le canal de ceux qui et réclamaient, fussent-ils une poignée, pour leur reconnaître, à eux qui ne représentaient rien, la qualité d'«uniques Indépendants valables et on organisa la Conférence d'EVIAN — conférence totale n'étant pas la solution recherchée par les technocrates.

Mais l'indépendance totale n'étant pas la solution recherchée par les technocrates, il fallait dans le même temps créer de toutes pièces le contrepoint d'une telle même force qui put appuyer les visées capitalistes. On vient donc de donner leur trêve unilatérale, on libère des milliers de dangereux terroristes et on permet leur libre circulation à travers toute l'Algérie tandis que l'Armée reçoit l'ordre de rester libre cantonnement et de mener un «combat pacifique»!

Tout cela, dans l'attente imbecille de voir les musulmans impressionnés et condamnés par le bluff gaulliste se mettre soudain à peser sur le P. L. N. et obtenir de ce dernier qu'il accepte des accords de coopération économique avec la France.

Quelle tragédie et criminelle erreur! On ne passe pas sur des gens intrinsèquement et férocés, dont le contenu est le seul argument!

Blénot, demain peut-être, ces neuf millions de musulmans, attentistes, ces 200 000 harkis compromis avec l'Armée française, voyant la France s'en aller sur la pointe des pieds, ne vont-ils pas soudain basculer dans le camp P. L. N.? Ces ouvriers de la onzième heure, désireux de s'épargner la colère du cabineur déjà désigné, ne vont-ils pas — conduits par ceux — là mêmes que l'ont vus venir de l'étranger — vouloir donner des fagots en se livrant à d'horribles vépres algériennes?

Alors, méres Françaises, si vous apprenez demain que vos enfants, dans la montagne ou dans la plaine, dorment leur dernier sommeil, la face tournée vers les

ételles, un «grand sourire» béant barrant leur gorge d'une oreille à l'autre, saches bien que c'est à D. EGALIE qu'il vous faudra demander des comptes.

LETTRE N. VIII

15 Juin 1961

Avant l'Action.

Jour après jour, depuis le 22 Avril, les yeux des Français se dessillent devant l'évidence des abandons inanis d'EVIAN.

On peut mieux mesurer maintenant toutes les étapes parcourues par la France Gaulliste sur la route des capitulations: ce fut d'abord, on le sait, l'Algérie Française, puis l'autodétermination ensuite l'association. On en arrive aujourd'hui à reconnaître à l'ennemi qui continue de massacrer nos soldats et nos policiers, le droit à l'indépendance totale, à condition de pouvoir sauver la face. Vous verrez, les trahes qui nous gouvernent libéreront Ben Bella, ils introniseront Fernat Abbas à Alger; en contrepartie ils se contenteront d'un cessez-le-feu partiel et ils se satisfont de vagues promesses de coopération et d'illusoires garanties concernant les Français d'Algérie. Mais le P. L. N. voudra-t-il seulement leur donner ces médiocres satisfactions de principe?

Ne préférera-t-il pas conduire la France à un Dien-Bien-Phu militaire en utilisant les 6 000 terroristes qui viennent d'être libérés, en Algérie, en faussant basculer soudain de son côté les 200 000 harkis de l'Armée, en lançant sur la métropole ses commandos de tueurs de la région parisienne?

La Bourne, fidèle baronnet des tempêtes sociales qui se préparent, mesure la chute vertigineuse des valeurs pétrolières, tandis que les spéculistes, dans leurs bulleins confidentiels, donnent déjà le conseil pressent de liquider toutes les valeurs nord-africaines.

Tout cela, les honnêtes gens ne peuvent pas ne pas le constater, non plus que ne pas être émus par la bouleversante déposition de CHALLE faite au nom de l'Armée, ou ne pas être surpris par le voile pudique jeté sur l'Affaire Si Salah.

On ne peut pas mentir tout le temps et à tout le monde.

Cela fait quelque temps déjà que les vieux compagnons de la France Libre considèrent qu'il n'y a rien de commun entre le DE GAULLE de Juin 1940 et celui de 1961, ainsi que l'a si bien exprimé le Général Massu.

Ne demeure plus à ses côtés que la poignée de ceux à qui la fidélité reste prétexte à profits.

N'est-il pas caractéristique qu'en dehors des petits barons du régime et des flagorneurs officiels, aucune de ces grandes personnalités qui honorent un pays ne s'est levée pour dire au lendemain du 22 avril: «DE GAULLE a raison. Il faut le suivre».

Des grands commis de l'Etat, des fonctionnaires de l'Administration et de la Police, des magistrats, des militaires, des notables, se demandent avec angoisse jusqu'où la loyauté à un régime peut s'accommoder de la trahison des gouvernants.

«Croyez-vous que nous ne sommes pas torturés nous aussi les magistrats?»

Beaucoup de fonctionnaires, de soldats, de policiers, de notables, ont déjà recouru leur drame de conscience dans le sens qu'il fallait et apportent une aide précieuse à la résistance.

Mais c'est à ceux qui n'ont pas encore démié que la trahison exclut la loyauté que nous voudrions nous adresser aujourd'hui.

Vous savez, tout le monde sait, que la Vème République a ses jours comptés parce qu'elle est d'essence capitaliste, qu'elle fait une politique antisociale, qu'elle n'a aucune assise populaire, et qu'elle repose sur les épaules d'un seul homme: merci d'urgence et de folle!

breuses reprises? Et il est indéniable qu'il ne reste plus guère qu'une organisation terroriste minoritaire qui s'empare par le massacre à faire débâcler la masse musulmane attentiste. Au lieu de libérer les égarés emprisonnés et de pourchasser à grand renfort de troupes les Français qui veulent conserver leur nationalité, ne serait-il pas plus normal d'oublier ces forces militaires à métrologie l'Algérie de ses terroristes?

Décourager les entreprises de l'étranger est certes plus difficile quand l'Etat est subjugué, comme il l'est, par le grand capitalisme et quand toutes les structures de la nation sont gâchées par la subversion marxiste!

Reconstruire l'Algérie, tâche exaltante pour la jeunesse française, tâche qui sera la sienne demain, lorsque nous aurons enfin balayé de notre sol toute la pourriture de notre décadence!

Reconstruire non seulement socialement, humainement, en aidant les populations musulmanes à entrer de plein-pied dans la civilisation ou bien économiquement en mettant en valeur les immenses ressources algériennes dans l'intérêt commun de la France et de l'Algérie, mais encore reconstruire politiquement en réunissant cette synthèse qui interdirait enfin à jamais l'Algérie à la France.

Orsont l'Algérie à des particularismes qu'il faut respecter (coutumes — religion — droit) mais elle n'en est pas moins partie intégrante de la France. On ne saurait en aucun cas justifier l'indépendance en arguant que les musulmans ne peuvent être cotés dans le moule du Code Napoléon, et cela d'autant moins, qu'il existe une communauté chrétienne et une communauté israélite qui sont totalement assimilés au statut civil de tous les Français.

Alors, la solution ne pourrait-elle pas être trouvée dans le cadre d'une décentralisation provinciale qui ferait de la France une fédération de Provinces, unies par des liens fédéraux puissants?

Cette formule aurait le mérite de sauvegarder l'intégrité du territoire national tout en permettant la libre manifestation des particularismes locaux. Il n'est pas jusqu'à la métropole elle-même qui ne trouverait bénéfice à une décentralisation pour résoudre tant de problèmes saignés qui se posent actuellement en Provence. A l'époque où les U. S. A. viennent d'intégrer un territoire aussi particulier que les Iles Hawaï, devrions nous perdre l'Algérie par manque d'imagination politique?

L'Occident en péril?

Tout ne paraît-il pas perdu? L'on entend comme le lointain et sinistre piétinement d'une armée immense qui s'est déjà mise en marche pour recouvrir le Monde comme jadis les hordes innombrables d'Attila.

Sans coup ferir, pratiquement sans guerre classique, par la seule désagrégation morale des nations occidentales et l'action subversive interne, le communisme a déjà conquis les trois-quarts du monde.

En Asie, des centaines de millions d'hommes gémissent, réduits en un esclavage féroce par la Chine rouge. Les pays neutralistes de l'Asie du Sud-Est ne peuvent plus rester «entre deux mondes» et «basculer» dans l'orbite marxiste.

L'Europe Centrale, asservie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a cessé d'appeler à son secours un Occident impuissant et veule. Ses derniers cris désespérés ont retenti en vain à Budapest.

Le Moyen-Orient a échappé aux influences occidentales jusque là prédominantes et s'est mis sous la protection du bolchevisme.

L'Afrique, fortement infiltrée par la gangrène communiste, est en plein cataclysme révolutionnaire.

L'Europe occidentale est à la veille d'être submergée. Deux citadelles, les dernières citadelles de l'Espoir, la protègent encore: l'Algérie au Sud et l'Allemagne de l'Ouest au Nord. Deux armées déjà investies, la vieille armée d'Afrique riche d'expérience contre-révolutionnaire, et la jeune Bundeswehr, puissante et solide.

Mais n'avez-vous pas compris, qu'après EVIAN, nous nous achèmerions vers un terrible guerre civile?

Lorsque nous aurons décidé, bientôt, pour l'honneur et dans l'intérêt de la France, de mettre un terme à l'expérience gaulliste par une insurrection nationale, révolution plus ou moins tragique des événements dépendra en grande partie de votre attitude à vous classes dirigeantes.

En soutenant un régime moribond vous permettrez aux forces communistes de s'organiser et vous précipitez le pays dans une guerre civile de longue durée.

Mais si vous mettez rapidement à la disposition du **DIRECTOIRE DE LA REVOLUTION NATIONALE**, nous sauverons ensemble la Patrie dans les plus brefs délais.

Cela mérite que l'on y pense.

Sauver l'Algérie

Trop de gens tiennent à tort et à travers sur l'Algérie sans connaître les véritables données du problème.

Au moment où un régime d'abandon s'efforce d'obscurcir ce drame douloureux, il convient une fois de plus de crier la vérité. Car la vérité finira bien par percer les épaisses ténèbres du mensonge.

L'Algérie est un ensemble de départements français, aussi français que n'importe quel autre, habité par trois communautés ethniques françaises, chrétienne, israélite, musulmane, dont la dernière, majoritaire, est, selon l'expression en usage, sous-développée.

Certaines régions d'Algérie sont très pauvres, mais le sous-sol renferme néanmoins des gisements pétroliers et miniers, non encore pleinement exploités et d'une richesse inestimable.

La misère d'une large fraction de la population a rendu possible la naissance d'une révolte qui fut restée modeste sans l'intervention des puissances étrangères. Ces dernières, aussi bien capitalistes que marxistes, ont brandi le mythe de la décolonisation et sont intervenues dans cette affaire purement française afin de s'approprier les richesses sahariennes en détachant l'Algérie de la France, à la faveur de la révolte.

Si ces puissances, dont je viens de parler, sont d'accord pour voler l'Algérie à notre pays, elles ne le sont plus sur les modalités de l'action, chacune espérant enlever la partie selon sa voie propre. Les capitalistes pensent qu'une indépendance politique de l'Algérie, évitant le coût de la promotion sociale des masses sous-développées, pourrait être assortie d'un étroit assujettissement économique. Les marxistes eux estiment qu'une Algérie F. L. N. indépendante aurait tôt fait de glisser à la communisation en raison des options qu'ils ont prises depuis longtemps sur cette organisation.

Les grands trusts industriels et financiers, tout comme De Gaulle qui fait leur politique, croient pouvoir associer à leurs projets une 3^e force musulmane corvaque de inutilité et de la nécessité de liens économiques avec la France.

Les marxistes et leurs amis F. L. N. demeurent intrinsèques au sujet de leur exigence de l'indépendance, assurés qu'ils sont de pouvoir faire «basculer» d'un seul coup de leur côté la masse musulmane terrorisée par le «coureau» de cet égoïste auquel la France vient de reconnaître la qualité de vainqueur.

Tel est le problème algérien dans toute sa sécheresse. Il n'est pas nécessaire d'être un grand politique pour comprendre ce qu'un gouvernement national, non indoté à l'étranger, devrait faire:

— Réduire la rébellion.

— Décourager les entreprises de l'étranger.

— Reconstruire l'Algérie.

Réduire le rébellion est justement ce qui semble le plus aisé à réaliser. Les bandes rebelles ne sont-elles pas anéanties ainsi que l'a reconnu le Pouvoir à de si nom-

s'y battent ou s'y tiennent sur la défensive, couvrant encore un Occident sans volonté et sans idéal.

Mais que pourront ces deux citadelles, si, demain, la France et l'Italie, entièrement pourries par la subversion interne, tombent aux mains de l'ennemi, comme un fruit mûr, sans guerre véritable, sous le seul effet des tornades révolutionnaires qui s'y préparent? Il ne leur restera plus qu'à mener d'ultimes combats sans espoir contre les armées rouges innombrables qui, seulement alors, leur seront opposées.

Mais ces dernières batailles auront-elles lieu? L'armée française est menacée dans son existence même. DE GAULLE s'acharne à la briser et s'appête à livrer purement et simplement sans combat la citadelle Algérienne à l'ennemi.

Une fois ces tristes événements accomplis, ce sera pour l'Europe le loud et écrasant silence que connaissent déjà les peuples opprimés.

Viendra alors le tour de l'Amérique, déjà si gravement menacée par les infiltrations communistes tout près de ses rivages. Que peut-on attendre de ce peuple égoïste, insouciant de l'avenir, qui recule pas à pas, toujours sur la défensive, fait concession sur concession, abandonne ses amis pour gagner du temps et ne sait qu'opposer l'impérialisme du dollar au totalitarisme marxiste?

Est-il possible, en vérité, d'espérer raisonnablement quelque chose?

Certes pas, si nous nous contentons de suivre passivement le déroulement des événements et si nous comptons sur le seul soutien d'une Amérique déjà moralement battue. Ce pays abandonnera l'Europe quand la situation deviendra critique, comme il a déjà abandonné la Hongrie martyre.

L'Europe ne doit désormais compter que sur elle-même; elle ne se sauvera que par elle-même. Ce qui n'exclut pas qu'elle utilise l'aide que peut apporter l'Amérique à la défense commune et qu'elle se mette, tant que cela restera possible, sous la protection du «bouclier atomique» américain.

Les perspectives sont terribles, les sacrifices seront considérables, mais si l'Europe veut survivre, il lui faut sans retard se ressaisir, regrouper ses forces et les lancer dans la bataille. Et alors, comme ce fut le cas pour Jeanne d'Arc, Dieu lui donnera la victoire.

Le monde libéral capitalistes est en proie à la désagrégation complète de toutes ses structures, désagrégation qu'il a lui-même entreprise et que le marxisme léninisme a parachevée. Il n'est plus capable d'assurer la défense des peuples encore libres, sinon en utilisant des manoeuvres dilatoires pour retarder les échéances. Il se sent déjà vaincu et il est prêt à accepter un modus vivendi avec le marxisme dans l'attente d'une fin ignominieuse.

Et pourtant, les peuples occidentaux ont encore tant de forces vives inemployées! Il suffit de les rassembler, de bander les énergies, de durcir les volontés et de prendre résolument l'offensive contre le communisme international.

Mais cette oeuvre de salut national d'abord, de salut européen ensuite, on ne pourra l'accomplir qu'en regroupant toutes les forces éparses pour les réintégrer dans une construction nouvelle du monde capable d'exalter les enthousiasmes individuels et collectifs.

Il faut bien le dire, le problème est avant tout doctrinal; avant d'engager la lutte, il faut reconstruire un ordre nouveau cohérent, raisonnable, humain, dynamique, qui donne un sens à la vie, des raisons pour se défendre et des moyens pour le faire.

Donner une mystique en vue de l'action, tel est en définitive le premier et le plus urgent des problèmes.

Mais cette mystique ne sera pas une construction utopique et idéaliste, sortie toute armée du cerveau des doctrinaires; ce sera la restauration de l'ordre naturel, de cet ordre naturel qu'en sa sagesse l'Eglise a défini dans la doctrine sociale.

Le monde occidental est désespéré parce que les cadres naturels de la vie sont détruits. Il se ressaisira lorsqu'il les aura retrouvés. Restaurer l'ordre naturel, c'est-à-dire l'ordre naturel communautaire ou corporatif, voilà la mystique capable de de réveiller l'Occident.

Annexe n°4 : liste des attentats survenus en Charente pendant l'année 1961

IVème RÉGION		- CHARENTE -				II		
Nature de l'attentat	Lieu	Date	I		Victimes blessés tués	Le ou les auteurs de ces attentats ont-ils été découverts	S'ils sont arrêtés leur nom	S'ils sont en fuite leur nom
			Personnes ou immeubles visés	Appartenance politique				
Explosion	La Chapelle	18. 5.1961	Personne	Secrétaire Départ. U.N.R.		autours inconnus		
Explosion	Angoulême	8. 6.1961	Préfecture			"		
Explosion	Angoulême	18. 6.1961	Théâtre "Jardin Vert"			"		
Explosion	Brie La Rochefoucauld	18. 6.1961	Station Gas de Lacq			"		
Explosion	Angoulême	22. 7.1961	Personne	Flicier		"		
Explosion	Beignes	18. 8.1961	Transformat. E.D.F.			"		
Explosion	Angoulême	25. 8.1961	Immeuble Agence ce journal "Charente Libre"			"		
Explosion	Angoulême	6. 9.1961	Immeuble	Sibge U.N.R.		"		
Explosion	Cognac	13. 9.1961	Immeuble			JUAN Christian Balleque Bernard FRITS-NICOLAS Jean-Claude		
Tentative	Angoulême	30. 9.1961	Immeuble Adress drons Bel Air			VINCENT Robert		
Explosion	Angoulême	2.11.1961	Immeuble	Imprimerie FO.		aut. inconn.		
Explosion	Malville	6.11.1961	Transformat. E.D.F.			BESSON Roger		

Issu de : AD Gironde, 4919W657, fonds SRPJ Bordeaux

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Etat des sources :

- **Archives Nationales de Pierrefitte:**

Archives du procès tenu devant le Tribunal Militaire le 9 juillet 1962, consécutif à l'affaire Vidart :

- 5W/104 : cote information du dossier d'instruction du TGI de Bayonne.
- 5W/105 : cotes renseignement et détention du dossier d'instruction du TGI de Bayonne.
- 5W/106 : dossier d'instruction du TGI de Foix.
- 5W/107 : dossier d'instruction du TGI d'Angoulême, et dossier d'information relatif aux sept attentats survenus dans la nuit du 22 au 23 août 1961.
- 5W/108 : procédure suivie devant le tribunal militaire (TM)

Archives du procès des affaires n°356 et 361 tenus devant la Cour de Sûreté de l'Etat les 7, 8 et 9 octobre 1963 :

- 5W/440 : documents d'amnistie. Procès-verbaux d'enquête préliminaire.
- 5W/441 : dossiers par accusé de pièces de détentions.
- 5W/442 : un dossier de pièces de fonds de la police judiciaire de Bordeaux, d'Angers.
- 5W/443 : un dossier de pièces de fonds de la police judiciaire de Clermont-Ferrand.
- 5W/444 : un dossier de pièces de fonds de la police judiciaire de Montpellier ; Marseille ; Lyon ; Lille.
- 5W/445 : un dossier de pièces de fonds de la police judiciaire de Nancy, d'Orléans, Paris, Reims, Rouen.
- 5W/446 : un dossier de pièces de fonds concernant la préparation d'audience, et de la police judiciaire de Strasbourg et Toulouse.
- 5W/447 : un dossier de pièces de fonds composé de dossiers du Tribunal de Grande Instance de la Seine.
- 5W/448 : un dossier de pièces d'information du Tribunal de Bayonne
- 5W/449 : un dossier de pièces de procédure d'audience.

Archives de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) :

- 19880206/34 : Dossiers d'enquêtes n°1, 2 et 3 sur l'OAS Résurrection-Patrie. Comprend les enquêtes menées par les SRPJ d'Angers ; de Bordeaux, de Clermont-Ferrand ; de Dijon ; de Lille ; de Lyon et de Limoges.
- 19880206/35 : Dossiers d'enquête n°4, 5 et 6 sur l'OAS Résurrection-Patrie. Comprend les enquêtes menées par les SRPJ de Paris ; d'Orléans ; de Marseille ; de Reims ; de Rennes ; de

Montpellier ; de Nancy ; de Strasbourg, et de Toulouse. Comprend aussi le fichier central du bordereau d'exploitation

- **La Contemporaine :**

- F/DELTA/RES/0888/1 : Presse clandestine de groupes politiques d'extrême droite (1958-1960)
- F/DELTA/RES/0888/2 : lettres et publications émanant de l'OAS (1961)
- F/DELTA/RES/0896/1 : presses, tracts, brochures et courrier clandestins émanant autant de diverses branches de l'OAS
- F/DELTA/RES/0896/2 : courrier entre membres du directoire de l'OAS (groupe espagnol)
- F/DELTA/RES/0939/1 : correspondances entre membres, et documents d'exploitation des archives Bouyer de l'OAS (et notamment du réseau MRP) ; PV d'interrogatoires de Paul Vidart ; liste de membres du réseau MRP.
- F/DELTA/RES/0939/2 : documents à usage interne de l'OAS/Metro/ORO ; documents divers relatif à l'OAS.

- **Archives départementales de Gironde :**

Fonds IGAME :

- 1979/022 14 : surveillance des milieux activistes liés à l'OAS dans les Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques
- 1979/022 15/1 : surveillance des milieux activistes liés à l'OAS dans la Charente-Maritime, Charente, Deux-Sèvres, Dordogne, Indre, Indre-et-Loire
- 1979/022-12 : affaires Vidart, Bouyer, Gransart, Dussausois, Le Mercer, du réseau Légion, du Mouvement résurrection-patrie (MRP) et du réseau Mouvement contre révolutionnaire (MCR)

Fonds SRPJ :

- 4919 W 650 : propagande activiste : tracts, bulletins d'information de l'OAS adressés aux journalistes et coupures de presse.
- 4919 W 657 : états récapitulatifs et chronologiques des attentats et sabotages imputables à l'OAS, états des affaires soumises à l'autorité judiciaire, états des individus internés, états numériques des attentats (1957-1961).
- 4919 W 658 : Maquis résurrection patrie (MRP) : notes d'information, enquêtes, tracts et lettres de propagande du mouvement.
- 4430 W 1 : Dossier n°13142 - atteinte à la sûreté de l'Etat dans le Sud-Ouest d'un réseau clandestin de l'Organisation armée secrète (OAS) métropolitaine.

- 4430 W 8 : Dossier n° 14600/tome 1 : atteinte à la sûreté de l'Etat dans le Sud-Ouest d'un réseau clandestin de l'OAS métropolitaine.
- 4430 W 9 : Dossier n° 14600/tome 2 - atteinte à la sûreté de l'Etat dans le Sud-Ouest d'un réseau clandestin de l'OAS métropolitaine.
- 4430 W 10 : Dossier n° 14600/tome 3 - atteinte à la sûreté de l'Etat dans le Sud-Ouest d'un réseau clandestin de l'OAS métropolitaine.
- 74 W 444 et 74 W 445 : Dossier n°14660 - Complot contre l'autorité de l'Etat, réseau civil OAS, Pau et autres.
- 74 W 783 : Dossier n° 1974-951 - Attentats menés par l'Organisation armée secrète (OAS).

Fonds de la direction régionale et départementale des RG :

- 5324 W 91 : notes d'information, listes des Français rapatriés d'Afrique du Nord et résidant dans le département de Gironde, tracts, liste des activistes lot-et-garonnais susceptibles de se déplacer lors de la visite du général de Gaulle, liste de véhicules d'activistes girondins. (1961)

- **Préfecture de Police de Paris :**

- HD65, "Affaire Roy" : traite de l'arrestation de Jacques Roy et de ses conséquences (1963).

- **Bibliothèque Nationale François Mitterrand (BNF) :**

Département Son, vidéo, multimédia, Enregistrements sonores.

- DONAUD0601, Fonds des récits de vie de policiers (IHESI-INHES et CESDIP) : Récit de vie de commissaires de police ayant exercé pendant la guerre d'Algérie, parmi lesquels se trouvent Jacques Delarue.

Sources imprimées :

- Château-Joubert. *Feux et lumière sur ma trace*, presse de la cité, 1978.
- Curutchet, Jean. *Je veux la tourmente*, Editions de la table ronde, Paris, 1974.
- Ferrandi, Jean. *600 jours avec Salan et l'OAS*, Editions Fayard, 1969.
- Jacques Isorni. *Mémoires, 1959-1987*, Robert Laffont, 1988.
- Maloubier, Bob ; Castille, Philippe. *BAZOOKA, la confession de Philippe Castille*, Editions Filipacchi, 1988, 304 p.
- Manceaux, Michelle. *Les policiers parlent*, histoire immédiate, Seuil, 1969.
- Ortiz, Joseph. *Mes combats*, Editions de la pensée moderne, 1965.
- Quivy, Vincent. *Les soldats perdus. Les anciens de l'OAS racontent*, Editions du Seuil, 2003, 264p.
- Pérez, Jean-Claude. *Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie*, Editions Jean Curutchet, 1999.
- Sergent, Pierre. *La bataille, ma peau au bout de mes idées*, Editions La Table Ronde, 1968, 295 p.
- Susini, Jean-Jacques. *Histoire de l'OAS*, Editions de la table ronde, Paris, 1963.

Bibliographie :

- **Sur l'OAS et sa répression :**

Ouvrages historiques :

- Dard, Olivier. *Voyage au cœur de l'oas*, Perrin, 2005, 425 p.
- Barange, Morland et Martinez (pseudonyme de J. Delarue). *Histoire de l'Organisation de l'Armée Secrète*, Paris, R. Julliard, 1964, 607 p.
- Delarue, Jacques. *L'OAS contre De Gaulle*, Paris, Fayard, 1981.
- Déroulède, Arnaud. *OAS, Etude d'une organisation clandestine*, Bayonne, Curutchet, 1997, 330 p.
- Duranton-Crabol, Anne-Marie. *Le temps de l'OAS*. Éditions Complexe. 1995, 260 p.
- Duranton-Crabol, Anne-Marie. *L'OAS, la violence et la peur*, Editions André Versaille, 2012, 192 p.
- Kauffer, Rémy. *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, collection "épreuve des faits", Editions du Seuil, Paris, 2002.
- Pellissier, Pierre. *Salan*, Perrin, « Tempus », Paris, 2020, 600 p.
- Ruscio, Alain. *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS*. La Découverte, 2015, 640 p.

Articles :

- Delaporte, Victor. « « Existe-t-il un axe Paris-Madrid de la répression ? » Coopérations et rivalités nationales et internationales au sujet des exilés politiques français et espagnols (1959-1964) », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 68-1, no. 1, 2021, pp. 49-71.
- Dard, Olivier. "L'armée française face à l'Organisation Armée Secrète". In *Militaires en République, 1870-1962*. O. Forcade, E. Duhamel, P. Vial. Editions de la Sorbonne, 1999

- Momméja, Adèle. « Les origines coloniales de la violence. Le cas de l'Organisation armée secrète », *Genèses*, vol. 121, no. 4, 2020, pp. 3-30.
- Pervillé, Guy. « Combien de divisions... internes ? », *Historia thématique*, 76, mars-avril 2002
- Thénault, Sylvie. « L'OAS à Alger en 1962. Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 63, no. 5, 2008, pp. 977-1001.

- **Sur l'histoire de la justice d'exception :**

Ouvrages :

- Codaccioni, Vanessa. *Justice d'exception. L'État face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS, 2015, 320 p
- Thénault, Sylvie. *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*. La Découverte, 2004, 364p.
- Pascal Robert-Diard et Didier Rioux, "1962. Salan sauve sa tête", dans *Les grands procès, 1944-2010*, dossier du Monde. Ed. Les arènes, Paris, 2009.
- Milliot, Vincent (dir.) ; Blanchard, Emmanuel ; Denis, Vincent ; Houte, Arnaud. *Histoire des polices en France. Des guerres de Religions à nos jours*, Belin, 2020.
- Thénault, Sylvie. « La justice au secours de l'État : le cas particulier du tribunal d'ordre public », *Histoire de la justice*, vol. 16, no. 1, 2005, pp. 247-256.

Articles :

- Berlière, Jean-Marc. « Archives «interdites», archives «spéciales» ? Quelques réflexions à propos des archives policières... », *Histoire Politique*, vol. 8, no. 2, 2009, pp. 78-94.
- Berlière, Jean-Marc. « Une police politique républicaine : entre fantasmes et utopie ? », *Cultures & Conflits*, n°114-115, été/automne 2019, pp 29-54

- Calvas, Pierre. « Les généraux de l'OAS à la prison de Tulle : réalités et rumeurs », *Criminocorpus. Revue d'Histoire de la justice, des crimes et des peines*, 2012, 23p.
- Codaccioni, Vanessa. « La pathologisation de l'activisme radical. De l'OAS à Action directe, les examens psychiatriques à la Cour de sûreté de l'État », *Genèses*, vol. 107, no. 2, 2017, pp. 10-31.
- Delaporte, Victor. « Aux origines de la Cour de sûreté de l'État. La conquête d'un pouvoir de punir par l'exécutif (1960-1963) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 140, no. 4, 2018, pp. 137-152.

- **Sur la guerre d'indépendance algérienne et son contexte métropolitain :**

Ouvrages :

- Ageron, Charles-Robert. *De l'Algérie « française » à l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, 623p.
- Anderson, Grey. *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, Paris, La Fabrique, 2018, 304 p
- Ageron, Charles-Robert. *De l'Algérie « française » à l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, 623 p.
- Branche Raphaëlle, Thénault Sylvie, dir., *La France en guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, « Mémoires », 2008, 501 p.
- Dewerpe, Alain. *Charonne, 8 février 1962 : anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, « Folio. Histoire », 2006, 897 p.

- Elsenhans, Hartmut. *La guerre d'Algérie, 1954 - 1962, la transition d'une France à l'autre, le passage de la IVème à la Vème République*, Editions Publisuds, Paris, 1999
- Gaïti, Brigitte. *De Gaulle, prophète de la Cinquième République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998, 378 p.
- Horne, Alistair. *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1987, 580 p.
- Kadri, Aïssa ; Bouaziz, Moula ; Quemeneur Tramor (dir.), *La guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regard*, Paris, Karthala, 2016
- Quemeneur, Tramor ; Siari Tengour, Ouanassa ; Thénault, Sylvie. *Dictionnaire de La Guerre d'Algérie*. Paris: Bouquins Éditions, 2023.
- Paxton, Robert. *Le fascisme en action*, Editions du seuil, Paris, 2004, 448 p.
- Rioux, Jean-Pierre (dir.). *La guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, Paris, 1990.
- Thénault, Sylvie. *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, 2005, 303p.

Articles :

- Gaïti, Brigitte. *Les incertitudes des origines. Mai 58 et la Ve République*. In: *Politix*, vol. 12, n°47, Troisième trimestre 1999, p27-62.
- Branche, Raphaëlle. *FLN et OAS : deux terrorismes en guerre d'Algérie*. *Revue Européenne d'Histoire*, 2007, vol. 14 (3), pp 325-342.

• **Histoire politique et extrême droite française :**

Livres :

- Burrin, Philippe. *Fascisme, Nazisme, Autoritarisme*, , Paris, Le Seuil, "Points-Histoire", 2000, 315 p.
- Borne, Dominique. *Petits bourgeois en révolte ?*, Paris, Flammarion, 1977, 249 p.
- Richard, Gilles. *Histoire des droites en France. De 1815 à nos jours*. Perrin, 2017.

- Chapman, Herrick. *La longue reconstruction de la France. À la recherche de la république moderne*, Presses de Sciences Po, 2021.
- Dard Olivier (dir). *Le corporatisme dans l'aire francophone au XXème siècle*, 2011, 249 p.
- Dobry, Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Albin Michel, « Collection idées », 2003, 460 p.
- Hoffmann, Stanley. *Le Mouvement Poujade*, Paris, Presses de Sciences Po, 1956, 417 p.
- Girardet, Raoul. *La société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Pocket, « Agora », 2001, 341p.
- Milet, Marc. « Après la lutte. Les itinéraires de Pierre Poujade et de Gérard Nicoud ou l'instrumentalisation différenciée du label protestataire », *Cultures & Conflits*, vol. 81-82, no. 1-2, 2011, pp. 151-171.
- Péan, Pierre. *Le mystérieux docteur Martin, 1895 - 1969*, Editions Fayard, Paris, 1993.
- Souillac, Romain. *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*. Presses de Sciences Po, 2007.

Articles :

- Camus, Jean-Yves. « Intégrisme catholique et extrême droite en France. Le parti de la contre-révolution (1945-1988) », *Lignes*, vol. 4, no. 3, 1988, pp. 76-89.
- Cumin, David. « La théorie du partisan de Carl Schmitt », *Stratégique*, vol. 93-94-95-96, no. 1-2-3-4, 2009, pp. 31-71.
- Collovald, Annie. « Histoire d'un mot de passe : le poujadisme. Contribution à une analyse des "ismes" », *Genèse, science sociale et histoire*, Année 1991, pp. 97-119
- Collovald, Annie. « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 36-1, no. 1, 1989, pp. 113-165.
- Dard, Olivier. « Le corporatisme en France à l'époque contemporaine : tentative de bilan historiographique et perspectives de recherches », *Histoire, économie & société*, vol. 35, no. 1, 2016, pp. 45-57.

- **Histoire de l'engagement et sociologie du militantisme**

Ouvrages :

- Amiel, Bastien. *La tentation partisane. Engagements intellectuels au seuil de la guerre froide*, Paris, CNRS, coll. « Culture & société », 2023.
- Collovald, Annie ; Gaïti, Brigitte. *La démocratie aux extrêmes*, "Pratiques politiques", Editions La Dispute, 334 p.
- Cordier, Daniel. *Alias Caracalla*, Paris, Editions Gallimard, 2009, 1152 p.
- Dobry, Michel. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Presses de Sciences Po, 2009.
- Laborie, Pierre. *Penser l'événement. 1940-1945*. Gallimard, 2019, 544 p.
- Muracciole, Jean-François. *Histoire de la Résistance en France*. Presses Universitaires de France, 2012.
- Sommier, Isabelle. *Le Terrorisme*. Flammarion, 2000.
- Sommier, Isabelle. *La violence révolutionnaire*. Presses de Sciences Po, 2008, 168 p.
- Wiewiorka, Olivier. *Histoire de la Résistance*. Perrin, 2023, 768 p.

Dossier d'articles :

- Deluermoz Quentin, Gobille (dir.). *Protagonisme et crises politiques.*», 2015/4 (n° 112), 262p.

Articles :

- Codaccioni, Vanessa. *Expériences répressives et (dé)radicalisation militante : la variation des effets de la répression sur les jeunes membres du Parti communiste français (1947-1962)*. *Culture et Conflits*, printemps 2013, p29-52 ; Dobry, Michel. « Conjonctures fluides », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2^e édition mise à jour et augmentée. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 130-138.

- Lindenberger, Thomas, et Alf Lüdtke. « *Eigensinn* : espaces d'action et pratiques de domination », *Le Mouvement Social*, vol. 273, no. 4, 2020, pp. 67-89.
- Noiriel, Gérard. « Une histoire sociale du politique est-elle possible ? », *Vingtième siècle, revue d'histoire*. 1989, pp 81-96

Table des matières

Table des abréviations :	2
INTRODUCTION.....	4
Construction et délimitation de notre sujet	Erreur ! Signet non défini.
Historiographie critique.....	10
Présentation du corpus de sources retenu :	16
Le contexte de production de nos archives	16
Des fonds d'origine judiciaire, policière et personnelle se complétant entre eux.....	18
Les méthodes d'exploitation de nos sources	21
Chapitre 1 : Marcel Bouyer, itinéraire d'un homme révolté.....	29
I/ La formation d'un habitus activiste dans l'expérience poujadiste.....	30
1. Un gaulliste déçu ?	30
2. Un poujadiste en quête de radicalité	32
3. Bouyer, un poujadiste débordant d'activité.....	35
II/ Un activisme clandestin en germe dès la rupture avec le mouvement Poujade	38
1. L'entrée en dissidence du poujadiste Bouyer	39
2. Des velléités de renversement de Poujade ?.....	41
3. Les ressorts personnels d'une radicalisation politique.....	43
III. Bouyer, un activiste « Algérie française »	47
1. L'UDCA et la question algérienne : un déjà-là putschiste	48
2. Un engagement de longue date en faveur de l'Algérie française.....	49

3. L'été 1960 : la pleine inscription de Bouyer dans la mouvance des ultras de l'Algérie française 51

Chapitre 2 : « Maquis-Résurrection-Patrie », le lancement d'un réseau clandestin contrerévolutionnaire..... 55

I/ L'élément déclencheur du putsch d'avril 61 : l'embrasement de l'extrême droite métropolitaine..... 56

1. Le lancement d'un réseau au service de la doctrine corporatiste 57
2. Une prospection en milieu activiste, et la mise sur pied d'un « triumvirat » de direction..... 60
3. Le choix de l'autonomie par rapport à Alger 63

II/ Des premières prospections peu concluantes en terre basque 65

- 1) Une réunion prenant le tour de désastre 66
- 2) Meyrous et De Gorostarzu, une mésentente révélatrice..... 69
- 3) Une inscription stratégique dans la nébuleuse de l'OAS 73

III/ Une mobilisation difficile des anciens cadres poujadistes 77

- 1) Bouyer : Un commis voyageur de l'activisme arpentant le Sud-Ouest poujadiste.. 79
- 2) Une mobilisation en demi-teinte : l'exemple de Jacques Noni 81

Chapitre 3 : Le réseau Résurrection-Patrie, anatomie d'un réseau clandestin résolument tourné vers l'action..... 87

I/ Une entreprise politique dogmatique dans un contexte métropolitain défavorable..... 87

- 1) La France de 1961 vue depuis l'œil de Bernard Lefèvre : un pays au bord du soulèvement..... 88
- 2) Une doctrine adaptée aux ambitions de Bouyer..... 92
- 3) Le réseau Résurrection-Patrie : les activistes les « moins méchants» de l'OAS ?... 95

II/ Un réseau clandestin résolument tourné vers l'action directe : des options stratégiques ambitieuses impulsées par Bouyer et une réalisation plus modeste sur le terrain..... 99

- 1) Une volonté contrariée de mettre en place une organisation clandestine de masse . 99
- 2) Une stratégie d'action directe tous azimut 102
- 3) Une « phase suivante » non advenue : quid du recours à l'assassinat politique ? . 105

III/ exemple d'une branche départementale : le cas de la branche charentaise du réseau RP 110

- 1) A la genèse de la branche charentaise : l'entente entre Diacono et Decouty 111
- 2) Un système de propagande efficace 116
- 3) Un démantèlement en plusieurs étapes 120

Chapitre 4 : Automne 1961, une série de revers aboutissant au démantèlement du réseau 125

I/ L'affaire Vidart : un vaste coup de filet mettant le réseau sur la défensive 126

- 1) L'attentat de Saint-Pée-sur-Nivelle : une enquête éclair aboutissant à l'affaire Vidart
126
- 2) Une situation révélatrice des faiblesses intrinsèques du réseau 129
- 3) L'affaire Vidart : une affaire judiciaire mettant le réseau Résurrection-Patrie sur le devant de la scène..... 132

II/ L'intégration de Bouyer à la Direction Générale de l'OAS-Espagne, une consécration en trompe-l'œil ? 134

- 1) L'OAS Espagne : une initiative concurrente à celle d'Alger 134
- 2) L'internement des activistes espagnols : un complot "Salaniste" ? 136
- 3) La formation de la « Direction Générale de l'OAS » : une consécration sans lendemain pour Marcel Bouyer. 139

III/ Le crépuscule d'un réseau infiltré par la police	144
1) Un réseau sous contrôle de la Direction Centrale de la Police.....	145
2) L'arrestation de Bouyer : les tenants et aboutissant d'une opération programmée	148
3) Le démantèlement définitif du réseau	151
CONCLUSION.....	153
ANNEXES.....	157
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	177
Etat des sources :	178
Bibliographie :	182